

Alors que les initiatives militaires et diplomatiques se multiplient

Le choix de la Turquie

La décision de l'OTAN d'envoyer des avions de combat en Turquie pour protéger ce pays d'une éventuelle attaque irakienne aura été très difficile à prendre. Réclamée de façon pressante par Ankara, cette mesure se heurtait aux réticences de plusieurs alliés.

La Turquie fait partie de l'OTAN et, à ce titre, peut bénéficier de l'engagement d'assistance mutuelle que prévoit le traité de l'Atlantique nord en cas de menace contre l'un des pays membres. Mais cette solidarité avait été conçue à l'origine pour répondre au danger soviétique. L'OTAN s'était bien gardée jusqu'à d'agir en tant que telle dans la crise du Golfe, les Américains étant conscients de la vive résistance que certains alliés, dont la France, opposent à l'idée d'autoriser l'alliance Atlantique à intervenir hors de sa zone (le territoire des pays membres) et à se transformer en « gendarme du monde ». Le débat reste ouvert, alors que la menace soviétique régresse, que d'autres dangers apparaissent et que l'OTAN se cherche une nouvelle raison d'être.

CETTE décision a aussi été déclinée en Allemagne, à propos du rôle international de ce pays désormais souverain, une vive polémique, sans commune mesure avec les moyens engagés. L'appartenance de la Turquie à l'OTAN permet à M. Kohl de témoigner de sa solidarité (et de sa reconnaissance) envers les États-Unis sans contrevenir à la loi fondamentale qui interdit toute intervention de la Bundeswehr hors des territoires couverts par l'Alliance atlantique. Si le gouvernement de Bonn était conséquent, il devrait pourtant engager la révision de la Constitution, contre une majorité de l'opposition publique qui s'accommoderait fort bien de cette interdiction.

Enfin, l'appel lancé à l'OTAN par le président turc était lui aussi éminemment politique. La réponse qui vient de lui être donnée aura été pour M. Turgut Ozal un grand soulagement, même si elle est plutôt d'ordre symbolique et si les appareils dépechés sont incapables de faire face à une éventuelle attaque de l'aviation irakienne. Cette décision renforce un président contesté, aux prises notamment avec une vaste agitation sociale, et qui profite incontestablement de la crise du Golfe pour exercer son pouvoir en solitaire.

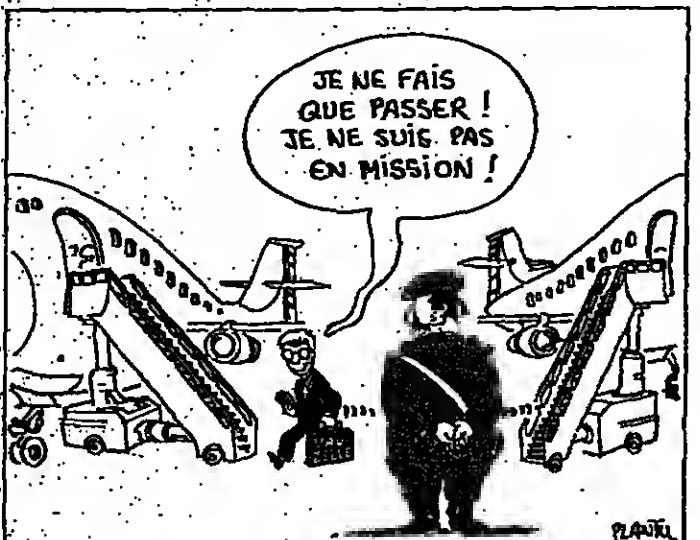
A l'heure pour laquelle a opté M. Turgut Ozal, très proche de celle des États-Unis, est critiquée par une partie de l'opinion comme rompant avec les traditions de bon voisinage que s'efforçait de préserver la Turquie. Elle lui a valu, entre autres choses, la démission d'un ministre des affaires étrangères et d'un chef d'état-major. La Turquie est d'autre part très lourdement affectée par la décision de rejoindre le camp de la coalition anti-irakienne : M. Ozal évaluait à 4 ou 5 milliards de dollars sur un an le coût pour son pays de l'embargo.

Par-delà la personnalité du président turc, est à nouveau posé le problème d'identité d'un pays qui n'en finit pas d'osciller entre sa fidélité à l'Occident, souvent mal payée de retour, et un ancrage plus régional. Il serait paradoxal que, au moment où l'ancienne zone de tous les dangers - le centre de l'Europe - devient une mer calme, on oublie ce qu'en langage otanien on appelle « les flancs » de l'Alliance.

Golfe : les Douze en quête d'une position commune

L'OTAN vient de décider, mercredi 2 janvier, d'envoyer en Turquie des avions de la Force mobile alliée, mais les initiatives diplomatiques se multiplient pour éviter une solution militaire à la crise du Golfe.

Les ministres des affaires étrangères des Douze doivent se réunir vendredi, alors que M. Veizelle, proche de M. Mitterrand, poursuivra son séjour à Bagdad.



Lire nos informations page 3

L'Afrique plus oubliée que jamais

Du Liberia à l'Éthiopie, des dizaines de milliers de personnes vont bientôt mourir dans l'indifférence générale

Depuis des mois, plusieurs dizaines de milliers d'enfants, déshabillés et à moitié nus, errent dans les rues de Monrovia, en quête de nourriture. Ils ne charpent pas, ne mendient pas, ne « braquent » personne. Non, ces orphelins-là sont plus fiers ou moins débrouillards que leurs cousins de Nairobi ou de Dakar. Mais, dans cet immense camp de personnes déplacées qui est devenue la capitale du Liberia, dans cet îlot encerclé par la guerre où

quelque trois cent cinquante mille civils s'efforcent de survivre, il n'y a tout simplement plus rien à quémander ou à voler.

Début décembre, dans les centres de nutrition de Monrovia où travaillent les équipes belges de Médecins sans frontières (MSF), on décomptait « cinquante décès d'enfants par jour ». Malgré quelques améliorations logistiques, la situation reste critique. « Sur les quelque 5 000 tonnes d'aide

alimentaire qu'il faudrait chaque mois pour nourrir les habitants de Monrovia, seulement 1 200 tonnes sont arrivées depuis ces trois derniers mois », affirme le docteur Georges Dallemagne, un des responsables de MSF-Belgi-

que. Quant au reste du pays, largement « contrôlé » par les rebelles de Charles Taylor, nulle mission humanitaire ne s'y aventure.

CATHERINE SIMON
Lire la suite page 6

Les combats en Somalie

La bataille de Mogadiscio paraît encore incertaine, forces gouvernementales et troupes rebelles se partageant toujours, jeudi matin 3 janvier, la contrée de la capitale somalienne.

Lire page 6 l'article de JEAN HÉLÈNE

Edmond Jabès, l'homme du Livre

Le poète et écrivain est mort le 2 janvier, à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Le Festival d'Arignon devait lui rendre, cette année, un hommage solennel

La quête d'Edmond Jabès, sans cesse recommencée, ne se connaissait pas de fin. Au livre devait succéder un nouveau livre, celui-ci et celui-là s'engendrant et se dispersant au reflet du Livre des livres, à jamais prisonnier du désert et que le sable, d'un même mouvement, révélait et effaçait. « Jusqu'à la fin des siècles, un livre restera toujours à d'effacer », disait-il. Et il y avait dans son acharnement à traquer l'écriture, à piéger les Écritures, à suivre chaque réplique, chaque résonance, comme la nécessité de repousser le tournant des origines, le terme de ce qui avait un jour donné naissance au temps et livré la parole à son incomplétude.

Mais la voix d'Edmond Jabès, il faut en parler au présent. Car elle est désormais la question que rien, anamnèse ou rumeur, ne viendra étouffer. C'est la voix qui porte le souffle des âges et se peuple de mille voix pareilles à la sienne : le cri des exclus, des humiliés, des exilés, des déportés, le cri des âmes niées. De ceux qui furent déposés même de leur oom et de ceux qui demeurent dans l'ignorance de leur nom.

Né le 16 avril 1912 au Caire, dans une famille juive qu'un hasard bureaucratique avait doté d'un passeport italien, Jabès avait choisi d'écrire en français. Un choix qui allait décider de son écoute, de ses amitiés, de son exil. Il rêva alors de s'inscrire, avec ses compagnons Max Jacob, Eluard, René Char, Michaux, Caillois, Jean Grenier, Gabriel Bounoure, dans la mouvance de la poésie française. Et les poèmes qui composèrent *Je bâtis mon demeure* témoignent bien de cette orientation initiale.

Quand, en 1957, les nationalistes égyptiens le désignèrent comme un homme à exclure, il sut que lui, le militant antifasciste, l'agnostique, recevait son

lot d'exil uniquement parce qu'il était juif. Du fait de cette rupture forcée, il cessait d'être poète ou écrivain pour devenir juif et écrivain, pour devenir l'écrivain qui allait, inlassablement, interroger le *Judaïsme opérés Dieu*, celui qui allait renouer avec la tradition du questionnement des textes et situer sa recherche et sa hantise au centre exact de la modernité.

« Le livre de l'homme est la toile du livre de Dieu », disait-il. Et, de dialogues en méditations, de citations attribuées à des rabbins imaginaires en récits blessés, Jabès ouvrait à ses livres la terre des questions errantes.

ANDRÉ VETTER
Lire la suite page 32

LIVRES ♦ IDÉES

■ Dieu contre la cité séculière. Les religions face à l'État. Moïse et saint Augustin au lycée. ■ La rentrée littéraire de janvier ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : De l'inconvenant d'être mort ■ Lettres japonaises : Yoshiyuki à l'assaut du ciel. Qu'est-ce qu'un Haïku ? ■ La vie du langage, par Denis Slakta ■ La Tchecoslovaquie de l'aube.

pages 25 à 32

M0147-01040-5.00 F



DÉBATS

Arménie

L'égalité devant le génocide

par Mardiros Solakian et Axel Varna

EMPIRE ottoman, décembre 1915 : moins de neuf mois auront suffi à exterminer les Arméniens de leur territoire national. Le gouvernement jeune-Turc n'a plus qu'à liquider les survivants des déportations concentrés dans le triangle noir formé par Damas, Alep et la rive de l'Euphrate. Il y a soixante-quinze ans, la « solution finale » entrant ainsi dans sa phase ultime, celle qui mettrait un terme définitif à la « question arménienne ».

Le génocide arménien a été officiellement reconnu en 1984 par le président Mitterrand et le Tribunal permanent des peuples, en 1985 par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, et le 13 juin 1987 par le Parlement européen. La question de son existence ne se pose plus. Le véritable problème réside à présent dans la place réservée à cette tragédie par l'historiographie de la violence génocidaire, largement dominée par l'étude quasi exclusive du crime nazi. Avec la reconnaissance du génocide arménien, une comparaison « nécessaire et difficile », comme l'a écrit Alfred Grosser, semblait devoir s'imposer entre ces deux événements d'ordre catastrophique. Or la comparaison tant attendue n'a pas eu lieu. En effet, il n'y a eu jusqu'ici, en dépit des divers colloques qui y furent consacrés (Tel-Aviv 1982, Oxford 1988, Paris 1990), que des apparences ou des simulations de comparaison, où il est clair que les historiens-sociologues obéissent moins à une logique de science historique qu'à la logique de l'Holocauste.

Révisionnisme subtil

Ainsi, à peine reconnu par les instances internationales, le génocide arménien est-il en butte à un subtil révisionnisme émanant de ceux-là mêmes qui s'en plaignent pour leur compte, avec l'appui manifeste d'une Turquie active à « ramper la solidarité des persécutés en prenant avec une hypocrite cynisme, le dénominateur de l'Holocauste » (Yves Ternon). La « catastrophe arménienne » ? Un génocide, certes, mais un génocide de deuxième classe... De quoi s'agit-il ici ? Certainement pas d'inaugurer une compétition malsaine en vue d'opposer un « nous c'était aussi terrible que vous » au traditionnel « nous c'était pire ». Mais plutôt d'apporter un éclairage nouveau sur la « catastrophe arménienne » qui soit susceptible de détruire les préjugés et de réorienter la réflexion sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le « principe moderne » de la violence génocidaire.

Pour en finir avec le « crière obscur » du nombre, commençons par rappeler que l'élimination de 1,5 million d'Arméniens durant la première guerre mondiale représente la perte des deux tiers des Arméniens de Turquie, soit près de la moitié des Arméniens de la planète. Au-delà des inévitables querelles de

chiffres, c'est un peuple entier qui disparaît entre 1915 et 1917.

Mais comment faire disparaître un peuple ?

On a souvent entendu dire que la bureaucratie du crime est une innovation allemande. C'est méconnaître gravement le fonctionnement de l'administration ottomane en 1915 : vrais-faux ordres, vrais-faux documents, vrais-faux fonctionnaires et vrais-faux organismes se superposant dans un système complexe, où le faux (« complot arménien ») doit passer pour vrai, et où le vrai (génocide) doit passer pour faux. L'Organisation spéciale, l'OS, des docteurs Nazim et Chakir est un des meilleurs exemples de cette administration ottomane « experte en duplicité » : officiellement destinée au renseignement et à l'action subversive sur la frontière russo-turque, l'OS était en fait chargée de l'attaque systématique des convois de déportés.

Belle couverture paramilitaire pour un organisme de tueurs turcs et kurdes recrutés dans les prisons, organisés en commandos d'extermination, et agissant sur ordre codés, à dates et lieux précis d'intervention. Structure dédoublée d'une structure existante, l'Organisation spéciale « atteint d'une perfection criminelle que les nazis n'ont obtenue, avec leurs moyens techniques supérieurs et leur esprit de système, qu'après des années de tâtonnements », comme l'a écrit Yves Ternon dans *Enquête sur la négation d'un génocide* (Edit. Parenthèses). Et, pour finir, la « perfection criminelle » de l'OS n'est pas tant dans la conception de sa structure que dans sa capacité à se rendre totalement transparente aux yeux des principaux témoins du crime. Ainsi ne trouve-t-on nulle part mention de l'OS, ni dans les rapports de Lepsius et de Teyssie, ni dans le recueil de témoignages du Livre bleu anglais, ni même dans les lettres archéologiques à la Wilhelmstrasse. Camouflage exemplaire couvrant d'autres camouflages, et qui rend plus désoeur encore le crime qu'il cache, avec laquelle certains accueillirent la « catastrophe arménienne » des archives ottomanes (décret du 16 mai 1989).

Quand jouaient les enfants

Et puis il y a la haine, haine de « cette race maudite » dont mentionnent souvent les atrocités infligées que commirent les Turcs, mais encore les rares ouvrages disponibles en traduction. « Cette communauté (entre les Arméniens et les Turcs) (...) s'est transformée en une haine terrifiante, qui, dans les dernières années de la dictature, est devenue la caractéristique commune à tous les Turcs (...) ». En 1915, cette haine, recouverte jusqu'à par une couche de vernis, devint pour eux un lien sacré. Ils acceptèrent la guerre grâce à cette infiltration annonciatrice de jours de fête » (Hagop Oshagan, les *Rescapés*, 1933). Extraordi-

naire témoignage arménien auquel renvoie quasiment tout pour cet auteur, non moins extraordinaire, d'une femme azerie évoquant des souvenirs d'enfance : « Les jours de fête, nous jouions aux massacrés arméniens, jeu que nous préférons à tout autre. Enivres de nos passions racistes, nous imitons Tatars (le père arménien) sur l'autel de nos haines ancestrales. D'abord nous l'occisions arbitrairement d'assauts sur le champ, jusqu'à plusieurs fois consécutives pour renouveler le plaisir. » Puis on lui attachait les membres, la langue, la tête, le cou et les tripes « que nous jetions aux chiens pour bien marquer notre mépris de la chair arménienne » (Banine, *Jours caucasiens*).

Proportion des victimes, planification du crime et pathologie du criminel révèlent que la « catastrophe arménienne », loin de n'être que la « manifestation supplémentaire du despotisme oriental » ou de la « barbarie asiatique », est au contraire la meilleure illustration du principe d'égalité devant le génocide. Par conséquent, la spécificité d'un génocide n'a de spécifique que son contexte.

Un crime moderne

Mais ce que le cas arménien nous révèle de plus, c'est que le génocide est un crime moderne. Non pas dans le sens courant de la modernité ou de la modernisation, mais dans le sens où il tient à une modification de la forme du pouvoir qui était celle de l'Empire ottoman et qui va devenir celle de l'Etat (turc). C'est, en effet, pour faire passer la Turquie de la forme impériale archaïque à celle de « l'Etat national-moderne » que les Jeunes-Turcs inventent le génocide. Car si l'élément arménien pouvait être sujet ottoman, il ne peut devenir citoyen turc. C'est de moins ce que pensent les idéologues du parti Union et progrès, tout entiers voués au culte de l'Etat-nation. De fait, ces derniers ont dû faire de déceler dans l'Arménien une « possibilité subversive » pouvant être plus clair quant à la liaison qui existe entre la naissance de l'Etat moderne et la destruction de type génocidaire. C'est ce que le philosophe Marc Niebman appelle « le principe moderne ». En ce sens, 1915 marque bien une rupture décisive dans l'histoire des violences collectives.

« Le but de la déportation des personnes en question est d'assurer le bonheur futur de la patrie », télégraphiait Talat, ministre de l'intérieur, en décembre 1915. On ne saurait être plus clair quant à la liaison qui existe entre la naissance de l'Etat moderne et la destruction de type génocidaire. C'est ce que le philosophe Marc Niebman appelle « le principe moderne ». En ce sens, 1915 marque bien une rupture décisive dans l'histoire des violences collectives.

Mardiros Solakian est informaticien à Varna. Axel Varna est journaliste aux ressources humaines. Ils font partie du groupe ARMENFAX.

COURRIER

Une réponse d'Ismail Kadaré

J'ai lu, dans votre journal du 19 décembre, la lettre qui m'était adressée par le Suédois Nils Andersson.

Je n'ai nullement l'intention de répondre à la lettre de quelqu'un que je connais à peine, bien qu'il me tute pour donner l'impression que nous avons été tu que nous sommes très proches.

Je n'ai rencontré cet homme que deux fois dans ma vie et je ne sais pas qui il est ni quelle profession il exerce. Je sais seulement que pendant des années il a été - et continue d'être - traducteur, éditeur et propagandiste des œuvres d'Enver Hodja en langues étrangères. Cela suffit pour comprendre son comportement et son attitude envers le processus démocratique et envers tous ceux qui se battent pour son accélération et son essor.

Pour ne pas m'ennuyer, je voudrais seulement dire que, pour une poignée d'« étrangers amis de l'Albanie », la lutte pour la démocratie qui se déroule dans mon pays sonne le glas du deuil. Et, en effet, dans une Albanie démocratique, le perdrait le monopole de l'amitié et tous les privilèges qu'ils ont acquis dans ce pays. Ici, il faut se rappeler que l'amitié de ces marxistes-léninistes s'est épanouie sur des décennies tragiques : l'hostilité et l'isolement de l'Albanie couvre le monde civilisé. Mais, tout cela, l'Albanie tente de se rapprocher du monde (où est sa place, comme il se doit), ils sont tombés dans le désespoir. Mais, bien qu'ils

naissent encore l'espoir que la dictature du prolétariat étrange la démocratie naissante, ils offrent leurs services à la dictature.

Je souhaite que ces services soient les derniers.

ISMAIL KADARÉ

Des sévices aux abus

A propos des sévices sexuels sur les enfants, je voudrais vous faire part de l'irritation que suscite chez beaucoup de médecins et d'amoureux de la langue française l'emploi incoincident du mot « abus » dans ce contexte.

Tout se passe comme s'il existait une pratique raisonnable, normale, hygiénique, au-delà de laquelle on verserait dans l'abus, comme pour l'alcool ou le tabac.

Est-il vraiment besoin de rappeler que, dans ce domaine, ce n'est pas l'intensité ou la fréquence de la pratique qui constitue le sévice, mais la pratique elle-même ? L'emploi du mot « abus » est donc particulièrement choquant.

On adopte sans aucun discernement ni esprit critique le terme américain d'abus, dont l'exacte traduction française est précisément « sévice ». L'esprit moutonnier et le snobisme imbécile font le reste pour le répandre, en prétendant faire admettre que l'usage suffirait à le blanchir de son barbare original.

Or aucun abus, aucune violence, ne peut se prescrire par l'usage, que la victime en soit un cofacteur ou la langue française.

Dr Bruno GRUNBERG
Clermont-Ferrand

Les musulmans et Jésus

Permettez à un musulman de vous dire, en ce début d'année, combien il a été choqué et indigné par la « circulaire suédoise » qui a fait l'objet d'un encadré intitulé « Si un chrétien vous présente ses vœux, ne lui répondre pas... » dans votre numéro du 29 décembre.

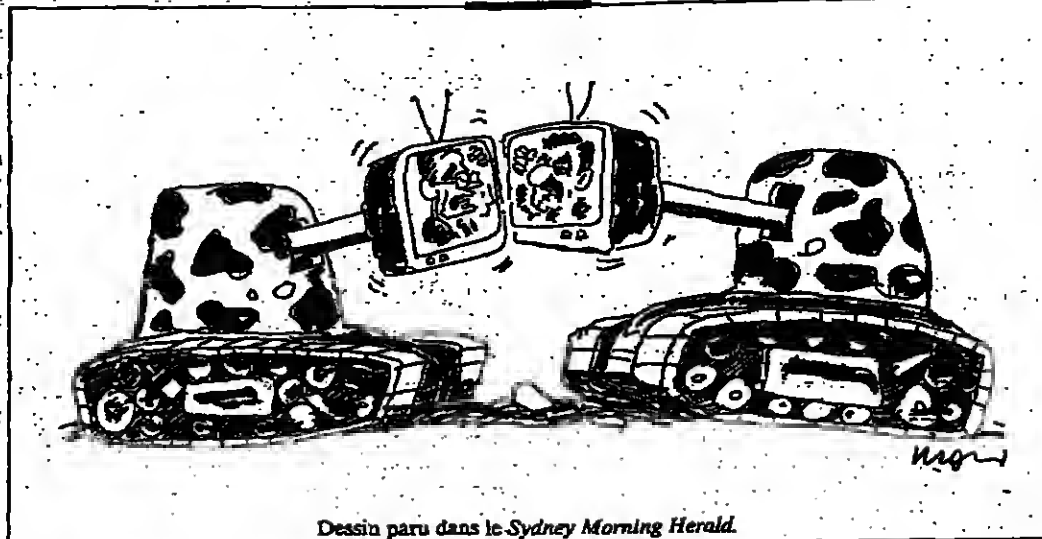
Noël est la fête de la naissance de Jésus auquel le Coran se réfère trente-cinq fois. On y trouve également trente-quatre références concernant Marie, alors que les références au prophète Mohamed, par nom, ne s'élèvent qu'à quatre.

Un des « hadiths » (traditions) du prophète Mohamed nous dit : « Abu Hurayrah rapporte que l'Envoyé - que Dieu lui accorde ses grâces et sa paix - a dit : « Les prophètes sont frères, issus de mère différente, leur religion est unique. Je suis l'homme le plus proche de Jésus (Jésus), fils de Maryam (Marie), car il n'y aura aucun autre prophète entre lui et moi et il sera mon vicaire par rapport à ma communauté. Il descendra donc et lorsque vous le verrez, reconnaissez-le. »

A l'aube d'une nouvelle année qui s'annonce fort difficile, il y a lieu de favoriser tout ce qui contribue à la paix entre les religions, les peuples et les cultures.

MAHDI ELMANDJRA
Université Mohamed-V,
Rabat

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans le Sydney Morning Herald.

Monnaie

Le franc, le mark et l'outre-mer

par Michel Pinton

APRÈS les lycéens, les magistrats, les uns derrière les autres, les services publics réclament un allongement financier. Le premier ministre résiste, opposant aux quinquennaires la nécessité de ne pas compromettre la stabilité du franc par rapport au mark : car la pierre angulaire de la politique économique du gouvernement Rocard, c'est l'armement de notre monnaie à la monnaie allemande. C'est de là que découlent les choix que font les pouvoirs publics en tous domaines depuis plus de deux ans : augmentations des salaires, dépenses militaires, hausse des impôts, par exemple.

Comme on le voit, cette contrainte a d'immenses conséquences pour chacun de nous et pour la France. Est-elle justifiée ? Oui, dans la mesure où elle est l'expression d'une volonté nationale claire : en ces temps de bouleversements inattendus, la France a choisi d'accroître sa politique avec celle de son puissant voisin de l'Est, de façon à agir de concert avec lui dans une Europe qui a bien besoin d'un axe stable.

Mais l'ambition, est-elle à la mesure des capacités françaises ? La volonté de M. Rocard, même appuyée par l'ensemble des forces politiques et par le patronat, est-elle suffisante pour assurer le succès d'une entreprise aussi difficile ?

Que le franc soit une monnaie stable comme le mark a été le rêve inavoué de tous nos gouvernements depuis trente ans. Tous ont proclamé leur volonté d'en finir avec l'écroulement monétaire, et chacun, à un moment ou à un autre, a été contraint d'humilier un peu plus le franc devant la puissance tranquille du mark. La « parité Rocard » n'a encore tenu que trente mois. On est loin du « franc de Gaulle » qui a duré dix ans.

Deux vastes ambitions

Le couple franco-allemand a plus d'ambitions qu'il n'en a eues depuis trente ans. Ce couple ne peut rester uni si ses deux monnaies s'écartent une fois de plus. Et où ira-t-il nos projets de monnaie unique européenne si nous ne sommes même pas capables de nous astreindre à la discipline d'un franc stable ?

Si la monnaie française s'écroule à court terme, la monnaie allemande, ce n'est pas parce que les Français consomment trop ou ne travaillent pas assez, c'est parce qu'elle porte une charge dont sa voisine est dispensée. Regardons les grands postes de nos obligations nationales.

Dépensons-nous trop en sécurité sociale ? Non, en termes relatifs, à peu près comme les Allemands. En aide à nos chômeurs ? Non, comme eux. En éducation ? Non, moins qu'eux. Ce qui nous différencie de nos voisins de l'Est, depuis longtemps et aujourd'hui plus qu'hier, ce sont nos dépenses outre-mer. C'est le poids que représente notre soutien politique, économique et militaire à de multiples territoires, de la Nouvelle-Calédonie à Djibouti en passant par le Burkina-Faso. Nous avons outre-mer une politique ambitieuse, donc très coûteuse et reconduite année après année sans discussion depuis trente ans. Mesurons-nous bien, par exemple, quel fardeau de dépenses nous mettons sur les épaules des Français en construisant un porte-avions nucléaire, la flotte de protection qui devra nécessairement le couvrir et les avions Rafale qu'il importera sur ses flancs ? Or, ces dépenses considérables nous d'autant finit que d'assurer notre influence dans des terres lointaines. Il y a, je le répète, une politique française d'outre-mer, comme il y a une politique européenne. La première est aussi coexistante que la seconde. Tant mieux. Mais la question est de savoir si la France a les moyens de deux vastes ambitions à la fois. Il me semble que ce n'est pas évident et aujourd'hui beaucoup moins qu'hier. D'ailleurs, nulle autre nation au monde, hormis les Etats-Unis, ne s'y essaie.

Examinons comment nos gouvernements ont, depuis trente ans, concilié les exigences d'une monnaie stable - principe de notre politique européenne - et de vastes dépenses pour l'outre-mer - fondement de notre politique africaine et océanique. La méthode n'a pas beaucoup changé. Faute d'avoir des moyens suffisants, faute de pouvoir beaucoup cogner sur les prestations sociales (mesure trop impopulaire) ou sur les investissements nécessaires en agriculture ou en éducation (trop sensibles), chaque gouvernement pèse autant que faire se peut sur les salaires des Français et d'abord sur ceux du secteur public. Peu à peu, nos travailleurs gagnent moins que les travailleurs allemands. Dans un premier temps, la méthode semble fonctionner dans le silence général, à cela près que les salariés français qui habitent près de la frontière allemande (ou suisse, lorsque la Suisse copie le modèle allemand) vont travailler chez nos voisins en nombre croissant. Puis des mouvements d'humeur éclatent, tout particulièrement dans les secteurs public et para-

public où la tutelle du gouvernement est la plus étroite. Faisant semblant de croire qu'il s'agit de « problèmes catégoriels », le premier ministre lâche un peu de lest par-ci, accorde une gratification par-là. Il lui arrive parfois de se laisser aller à une diversion, par exemple en montrant du doigt les riches qui, dit-il, s'enrichissent trop vite au détriment des autres. On inflige aux présidents comités un nouvel impôt au nom de la solidarité, ce qui permet au gouvernement de gagner un répit, les Français tournant leur rageur les uns contre les autres. Les sommes ainsi prélevées par le fisc sont en réalité un dédouanement d'épave dont nos entreprises manquent ensuite cruellement pour soutenir la concurrence des investissements allemands.

La méthode se répète finalement contre notre propre ambition. De toute façon elle offre aux patrons paillardis qui craignent le mécontentement populaire. Celui-ci monte silencieusement ; il explose à la première occasion. Nous sommes encore aux mouvements d'humeur « catégoriels », notamment dans la fonction publique. Attendons la suite. Les sommes que l'Allemagne va consacrer au sauvetage de sa partie orientale vont peut-être nous offrir un nouveau répit. Mais, après cette pause, le mark repartira avec une vigueur accrue.

Il va falloir choisir

Dans chaque exemple du passé, l'impossibilité de poursuivre les deux grandes politiques à la fois a abouti à un choix, toujours le même, fait dans la précipitation : c'est le franc qui a été dévalué, c'est-à-dire la politique européenne qui s'est effacée devant la politique d'outre-mer.

Or, il nous est de plus en plus difficile de suivre cette voie. L'alliance avec l'Allemagne, cette pierre angulaire de notre politique européenne, a des exigences de plus en plus hautes, et les conséquences d'une dévaluation seraient bien plus dommageables pour la France qu'elles ne l'étaient il y a seulement dix ans. Simultanément, notre politique d'outre-mer implique des dépenses de plus en plus lourdes. La mauvaise pente sur laquelle roulent les faibles Etats d'Afrique noire, l'affairisme et le gaspillage sous lesquels croît notre aide dite de « coopération » sont pour les finances de la France des charges de moins en moins supportables. Et, pour revenir à l'exemple du porte-avions nucléaire, soit-on que son coût est au moins trois fois supérieur, tout effet d'inflation retiré, à celui des porte-avions construits sous de Gaulle, dont il prend la place ?

Alors il va bien falloir faire des choix. Je ne veux pas dire - dois-je le souligner ? - que je préconise l'abandon de notre politique d'outre-mer, comme un bloc, ou de notre politique européenne. Mais je pose qu'une réflexion publique, un débat sont nécessaires, de façon que les implications de nos deux grandes politiques soient bien comprises et que l'ampleur précise de nos engagements vis-à-vis de l'Europe comme vis-à-vis de l'outre-mer soit examinée et fixée sur des bases réalistes et stables.

Michel Pinton est délégué national de l'UDF à la prospective.

Le Monde

Edité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1968),
Jacques Feuvret (1969-1982), André Lacroix (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griaet, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Freppet, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 48-60-30-10 ; Telex 281311 F MONDISIR

Les initiatives

L'AS va envoyer des belges et italiens

50

LA CRISE DU GOLFE

Avant l'ultimatum du 15 janvier

Les initiatives diplomatiques se multiplient

Après le calme plat, l'agitation. Au Caire, à Tripoli, à Paris, à Londres, à Amman ou à Luxembourg, la diplomatie, aiguillonnée par la proximité de l'échéance du 15 janvier, semble être sortie de sa léthargie pour verser dans le trop-plein d'énergie : les initiatives se sont multipliées, mercredi 2 janvier, sans qu'un lien apparaisse clairement entre elles.

Annulé par l'intérêt comme un geste individuel – celui d'un parlementaire « libre de ses mouvements » – le voyage « exploratoire » à Bagdad de M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale (le Monde du 3 janvier), intervient à la veille d'une réunion, vendredi à Luxembourg, dont le but est de décider d'une action européenne commune. Or, étant donné ses étroites et anciennes relations avec le président Mitterrand – qu'il a rencontré mercredi matin avant de partir pour Bagdad – il est difficile d'imaginer que le député des Bouches-du-Rhône ait agi en « franc-tireur ». D'autant qu'au soir du 31 décembre M. Mitterrand avait insisté sur le fait que Paris travaillerait « jusqu'au bout » à préserver la paix.

Feignant d'ignorer la « démarche strictement personnelle » de M. Vauzelle, le Quai d'Orsay, quant à lui, la coordination internationale. Une éventuelle initiative des Douze pour désamorcer la crise du Golfe ne serait pas « concurrente » de celles engagées par les

Etats-Unis, mais « concomitante » et se ferait « d'une façon coordonnée » avec Washington, a souligné mercredi le porte-parole du ministère des affaires étrangères. La présence diplomatique de la Communauté européenne sur la scène du Golfe pourrait se concrétiser par une rencontre entre le président en exercice du conseil des ministres de la CEE, le luxembourgeois Jacques Poos, avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz. Une telle rencontre avait été écartée – en dépit des avances irakiennes – avant le 3 janvier, date proposée par Washington pour amorcer le « dialogue » américano-irakien convenu par les deux parties, mais empêché jusqu'à présent par un désaccord sur le calendrier.

Nouvelles démarches arabes

En tant qu'état de cause, M. Poos se dit partant et rempli d'optimisme puisqu'il déclare être convaincu « qu'au dernier moment Saddam Hussein, qui n'en est pas à un revirement près – comme il l'a montré à propos du conflit avec l'Iran, – va plier bagage » au Koweït. Et le chef de la diplomatie luxembourgeoise de créditer le numéro un irakien d'un solide bon sens : M. Saddam Hussein « a quand même fait le compte des forces en présence. Il représente une forte armée, mais il n'a pas la force la plus sophistiquée du monde, il n'a pas de chance de gagner cette guerre », a-t-il dit à l'Antenne 2. M. Poos, prudent, n'en parle pas moins d'une « semaine de la dernière chance ».

C'est une petite semaine politique qui nous sépare du 9-10 janvier, pendant laquelle une initiative politique ou diplomatique est encore possible. Après le 10 janvier, ce sera le temps d'écouter le Koweït et ce sera aux militaires d'agir », a-t-il estimé, anticipant de cinq jours l'échéance fixée par l'ONU.

Côté arabe, on a également les yeux fixés sur le saïbi. Convoqué à la hâte à l'initiative du sultan d'Oman, un mini-sommet devait réunir, jeudi à Tripoli, les présidents Moubarak d'Egypte et Assad de Syrie ainsi que le colonel Kadhafi. Les deux premiers ont fourni des forces contingentes militaires à la coalition anti-irakienne menée en Arabie saoudite, tandis que le troisième – tout en étant hostile à « la présence étrangère dans le Golfe » – ne cesse d'appeler M. Saddam Hussein à retirer ses troupes du Koweït. Le colonel Kadhafi ne cache d'ailleurs pas sa crainte qu'une attaque irakienne contre Israël (promise par Bagdad en cas de conflit) n'aboutisse à ce dernier pays « à occuper de nouveaux territoires arabes ». Faisant preuve d'un réalisme auquel il n'avait pas habitué la communauté internationale, le chef de la Jamahiriya estime aujourd'hui que la nation arabe a besoin de « paix et de stabilité pour consolider son potentiel économique et technologique ».

De son côté, le roi Hussein de Jordanie, dont les prises de position « compréhensives » à l'égard de son puissant voisin lui ont valu quelques bouderies de la part d'une partie de la communauté internationale, a entamé mercredi sa sixième tentative de médiation par

une visite à Londres. Ne paraissant pas d'un optimisme excessif sur les chances d'éviter un embrasement de la région – dont son pays serait l'une des premières victimes – il s'est accroché au mot magique d'« espoir ». « Je crois, a-t-il dit à son arrivée en Grande-Bretagne, qu'il y a de l'espoir. Il doit y en avoir. Il nous faut maintenir cet espoir » d'éviter la guerre. Le « petit roi », qui devait rencontrer jeudi l'héritier de M^{me} Margaret Thatcher, M. John Major, poursuivra sa tournée européenne par Bonn, Luxembourg et Rome. Parallèlement, à Amman, le ministre jordanien des affaires étrangères annonçait l'arrivée, la semaine prochaine dans le royaume, des chefs des diplomates yougoslave, roumaine et maltaise pour discuter d'un « plan de paix » concocté par les non-alignés.

Et pendant ce temps, à Washington, on continue à faire état du même blocage sur le projet de dialogue direct avec l'Irak, Bagdad n'ayant toujours pas, selon la Maison Blanche, fait preuve de souplesse sur la question-clé de la date à laquelle doivent s'engager ces pourparlers.

Faisant porter aux Irakiens la responsabilité de cet état de fait, les Etats-Unis n'ont toutefois pas exclu que ce fût aux Etats-Unis qu'il fallait s'ouvrir avant le 15 janvier. En attendant, ils conseillent la fermeté aux Européens, dont le message à l'Irak doit être clair : ce pays n'a d'autre choix que de « se plier totalement aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».

YVES HELLER

A la demande d'Ankara

L'OTAN va envoyer des avions allemands belges et italiens en Turquie

En réponse à une demande d'Ankara, l'Alliance atlantique a décidé, mercredi 2 janvier, d'envoyer en Turquie quarante-deux avions de combat appartenant à la force d'intervention rapide de l'OTAN (Force mobile allée, FMA) afin de protéger ce pays contre une éventuelle attaque irakienne.

Au lieu d'une réaction, des ambassadeurs alliés à Bruxelles, le porte-parole de l'OTAN a annoncé que ces avions (dix-huit chasseurs-bombardiers Mirage belges, dix-huit chasseurs-bombardiers Alpha allemands et six Starfighter F-104 italiens) seront déployés dans le sud-est de la Turquie entre le 6 et le 10 janvier.

La Belgique et la RFA, dont les réserves avaient obligé l'OTAN à différer sa décision, il y a une dizaine de jours, ont donné mercredi leur feu vert à l'envoi de

leurs avions, mais en fixant nettement les limites de leur mission. Le gouvernement belge a souligné que ses Mirage patrouilleraient l'espace aérien turc dans le cadre d'un « exercice dissuasif et préventif ». Pour que cette mission soit modifiée – en cas, par exemple, d'agression de l'Irak contre la Turquie, – il faudra que l'OTAN et le gouvernement belge prennent « une nouvelle décision ».

De source militaire, on estimait mercredi, à Bruxelles, que les Mirage belges, qui devaient décoller de la base de Bierset (à l'est de la Belgique) au début de la semaine prochaine, pourraient n'emporter qu'un armement défensif (canons de 30 millimètres). Ces appareils seront stationnés à Diyarbakir, une base du sud-est de la Turquie, située à moins de 300 kilomètres de la frontière irakienne, alors que les avions allemands seront basés à Erzurum, à plus de 450 kilomètres de l'Irak. Plusieurs dizaines de chas-

seurs ou de bombardiers américains F-16, F-15 ou F-111 sont déjà stationnés en Turquie, en particulier à Iocirlik (au sud-est), à quelques minutes de vol de la frontière irakienne.

Les effectifs irakiens n'auraient pas augmenté

Près de 25 000 militaires américains sont arrivés cette semaine en Arabie saoudite, portant le nombre des effectifs déployés dans le cadre de l'opération « Bouclier du désert » à 325 000 hommes, a indiqué mercredi à Riyad, un porte-parole de l'armée américaine. Les effectifs des forces des Etats-Unis américaines devraient passer à 430 000 hommes à la fin du mois de janvier.

Selon le Washington Post, le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces américaines dans le Golfe, a déclaré à une délégation du

Congrès, qu'il souhaitait maintenir les troupes irakiennes dans un état d'alerte permanent pour les empêcher de se déplacer vers le sud-est. Le général Schwarzkopf a précisé qu'il voulait notamment pousser les forces irakiennes à puiser dans les stocks de pièces de rechange des équipements les plus sophistiqués et éliminer ainsi les troupes de première ligne.

Enfin, les Irakiens affirment avoir mis au point un nouveau type d'avion radar, a indiqué mercredi la télévision irakienne. Selon cette dernière, il s'agit d'une conversion d'un avion de transport soviétique Ilouchine. A Washington, le Pentagone n'a fait aucun commentaire, mais, en privé, des responsables du ministère de la Défense ont émis des doutes quant à la capacité de l'Irak de produire un système radar aussi perfectionné. En juillet 1989, Bagdad avait annoncé avoir réussi une mise au point similaire. – (AFP, Reuters)

La promesse aux Irakiens de M. Saddam Hussein

« Nous serons les plus riches du monde ! »

M. Saddam Hussein a promis à ses compatriotes de devenir les plus riches du monde. Le chef de l'Irak irakien présidait mercredi 2 janvier une réunion conjointe du Conseil de commandement de la Révolution, de la direction du parti Baas et du conseil des ministres.

« Une fois nos objectifs atteints, votre pays sera non seulement le plus grand centre de richesses dans le monde et dans l'histoire, mais aussi le plus riche par rapport à sa superficie et au nombre de ses habitants », a-t-il promis à ses compatriotes. « Alors, il n'y aura plus de déséquilibres dans le pays et les biens de l'Irak seront également distribués à ceux qui le méritent au-delà des frontières du pays ».

En attendant, M. Saddam Hussein a promis à tous ses soldats, à partir du 1^{er} janvier, une prime mensuelle de 50 dinars (160 dollars au taux officiel), afin d'« augmenter le pouvoir d'achat des combattants en vue de renforcer leur détermination à défendre l'Irak ». – (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

Le SPD conteste l'engagement de l'Allemagne

La décision de l'OTAN d'envoyer des avions de combat en Turquie a relancé le débat sur l'engagement de troupes allemandes dans les zones de conflit. Ce débat avait déjà éclaté l'été dernier, avant l'unification, à la suite des pressions américaines pour que la RFA apporte sa contribution au déploiement, sous l'égide des Nations unies, de forces alliées du Golfe.

BERLIN

de notre correspondant

A Bonn, où s'est tenu, mercredi 2 janvier, une réunion entre les différents ministères concernés, le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Voigt, a confirmé l'accord de l'Allemagne pour l'envoi de dix-huit Alpha, qui font partie des unités mises à disposition de la force d'intervention mobile de l'Alliance et relevant du commandement allié. En tant que membre de l'organisation atlantique, la

Turquie avait demandé au quartier général de l'OTAN l'envoi d'une quarantaine d'avions pour renforcer sa défense aérienne. D'après le partage des tâches au sein de l'OTAN, l'envoi de ces appareils incombe à la Belgique, l'Italie et l'Allemagne dont les armées de l'air s'entraînent régulièrement en Turquie.

Même si le rôle de ces avions doit être limité à patrouiller l'espace aérien turc, c'est néanmoins la première fois depuis la guerre que l'Allemagne aura des troupes en position d'être engagées directement dans des combats.

En raison des strictes limitations de la Constitution allemande, Bonn n'a pas envoyé de troupes dans le Golfe. Le gouvernement s'est contenté d'appuyer l'effort américain par une aide financière et l'envoi de certains types de matériel, notamment d'engins blindés détecteurs de gaz.

Favorable à ce que l'Allemagne unifiée assume une plus grande part de responsabilités

sur la scène politique internationale, le chancelier Kohl souhaite lui-même une révision de la Constitution pour permettre, au moins, l'envoi de troupes dans le cadre des Nations unies. Il se heurte à la violente opposition de tous ceux qui ont peur de voir l'Allemagne mettre le doigt dans un engrenage.

Le Parti social-démocrate allemand a tenté de s'opposer à l'envoi d'appareils militaires en Turquie en contestant la validité constitutionnelle de la décision gouvernementale. Il a fait valoir que l'utilisation de forces armées allemandes exigeait une menace contre l'Allemagne et une approbation des deux tiers du Parlement.

Le gouvernement lui a opposé un autre article de la Constitution autorisant l'Etat à mettre des forces à la disposition d'institutions internationales auxquelles il est lié par traité, ce qui est le cas de l'OTAN.

H. DE B.

Une contribution modeste

C'est en décembre 1981, en réaction à l'édification du mur de Berlin par les Soviétiques six mois auparavant, que l'OTAN a créé une Force mobile allée (FMA) pour démontrer la solidarité des partenaires de l'Alliance atlantique face à une menace exercée contre l'un d'eux.

Cette force multinationale, qui dépend du quartier général du commandement suprême des forces alliées en Europe à Mons (Belgique), comprend un élément taiseur de cinq bataillons aéro-

portés (environ 5 000 hommes) et quatre escadrons de chasseurs-bombardiers.

C'est la première fois depuis l'adhésion, en mai 1955, de l'Allemagne à l'OTAN que des détachements de l'armée allemande exécutent une mission défensive sur le sol d'un allié à l'instigation de l'OTAN (des commandos des services secrets ouest-allemands ont participé, il y a quelques années, à la libération d'otages lors d'une piraterie aérienne hors de l'Allemagne).

La participation de l'armée de l'air allemande demeure modeste, avec cet envoi de dix-huit avions d'appui Alpha Jet : il s'agit, en effet, d'un appareil qui est produit en coopération avec la France mais dont les performances sont relativement limitées à la lutte antiaérienne ou à la protection de forces au sol. L'armée de l'air allemande possède des avions, comme le Tornado, plus modernes, plus puissants, qu'elle a visiblement laissés de côté pour cette mission en Turquie.

J. F.

M. Michel Vauzelle ou l'horreur de la guerre

Peu avant de quitter Paris pour Bagdad, M. Michel Vauzelle, qui fut porte-parole de l'Elysée de 1981 à 1988 et qui entretient avec M. Mitterrand des rapports étroits et réguliers – ne s'est-il pas encore entretenu mercredi avec le président de la République, quelques heures avant de prendre l'avion ? – tenait des propos d'un pessimisme profond sur l'issue de la crise du Golfe et les conséquences « effroyables » d'un affrontement armé. M. Vauzelle, au-delà du tragique de la guerre, imaginait les images de carnage que l'on recevrait, quasiment en direct à la télévision, dans le monde entier, et l'effet qu'elles produiraient sur les opinions publiques.

M. Vauzelle ne parvenait plus à dissimuler cette sorte de terreur sous l'humour qui lui est familier. Il n'est donc pas totalement surprenant que cet homme effilé, d'ouverture et de dialogue, ait entrepris une telle démarche, qu'il présente comme personnelle mais que, compte tenu de ses liens avec le président de la République, on ne peut pas percevoir autrement que comme une « mission ».

M. Vauzelle est venu à Mitterrand entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1974. Né le 15 août 1944 à Montélimar (Drôme), fils d'un ouvrier devenu ingénieur puis directeur technique d'entreprise, élevé chez les jésuites, gauchiste pendant les années de Gaule pour la politique étrangère et de défense, notamment moins pour la politique sociale, électeur de Georges Pompidou en 1969, chababiste lorsque M. Chaban-Delmas – dont il était membre du cabinet – était premier ministre (1969-1972), adepte de la « nouvelle société » Chaban-Delmas-Nora à la même époque, M. Vauzelle a fait, tout naturellement, la campagne du maire de Bordeaux à l'élection présidentielle de 1974. M. Chaban-Delmas ayant été éliminé au premier tour, il a soutenu M. Mitterrand, contre M. Giscard d'Estaing, au second.

Un en plus tard, il était au Paro socialiste, auquel M. Mitterrand lui avait conseillé d'adhérer. Il y est encore, parmi les partisans de M. Fabius.

On ne se batrait pas, chez les socialistes, à la fin des années 70, pour faire cambre à Arles, ce fief communiste, petite ville dont il est amoureux depuis sa jeunesse. Il s'y installa, y travailla, est élu conseiller municipal en 1977 sur une liste d'union de la gauche, devint député des Bouches-du-Rhône en 1986, mandat qu'il conservera en 1988, mais échoua dans sa tentative d'enlever le malin de ses rives en mars 1989.

Avocat de formation, il a appris le diplomatie, à l'Elysée, au côté de M. Mitterrand, lorsqu'il en était le porte-parole. Tâche extrêmement ardue, et demeurant, puisqu'il s'agissait de porter la parole de quelqu'un qui n'entend pas que l'on parle en son nom. Homme discret, M. Vauzelle s'en tirera fort bien dans le secret de son bureau, mais plus difficilement dans ses prestations publiques, lors des conférences internationales ou les voyages de M. Mitterrand à l'étranger.

Le renouveau donné à son voyage à Bagdad rompt avec une habitude de discrétion. Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale depuis le 16 novembre 1989 – il a succédé à M. Valéry Giscard d'Estaing, – M. Vauzelle s'est efforcé de combiner modestie et efficacité. Préoccupé par la mise en place d'un nouvel « ordre méditerranéen », il a ainsi tenté de transformer les voyages, souvent cortèges touristiques, de ses collègues en « missions » restreintes (un député de la majorité, un député de l'opposition) et uniquement consacrées au travail. Depuis son élection, il a multiplié les contacts avec les dirigeants internationaux. Au mois d'août, il avait fait partie des douze émissaires que M. Mitterrand avait envoyés dans vingt-quatre pays pour expliquer les positions de la France sur la crise du Golfe.

J.-Y. L.

Les réactions en France

Le départ pour Bagdad de M. Vauzelle, président socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, n'a suscité aucune critique mercredi 2 janvier ni au cours ni en terme de la réunion hebdomadaire des représentants des groupes parlementaires, consacrée à Malignon à la crise du Golfe et à laquelle, cependant, le RPR ne participait pas. « Personne ne l'a contesté », a affirmé M. Bernard Stasi, député centriste de la Marne.

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime que « tout ce qui peut aller dans le sens de la recherche d'une voie pour la paix est utile ». M. Robert Montdargent, député communiste du Val-d'Oise, remercie pour sa part que « toute initiative en faveur de la paix est de bon augure ». M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, qui ne participait pas à cette réunion, a jugé « excellent » que

M. Vauzelle rencontre les autorités irakiennes.

En revanche, M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a affirmé, sur Europe 1, que le voyage de M. Vauzelle « introduit une certaine confusion, notamment par rapport aux partenaires européens (...). Il faut éviter de faire le cadeau, que recherche Saddam Hussein, d'une divergence entre les alliés ». Cette démarche « fait mauvaise impression », estime M. Hervé de Charette, député général des clubs Perspectives et Réalités, proche de M. Giscard d'Estaing. « Il y a de fortes chances, ajoute-t-il, que ce voyage contribue à alimenter l'idée que la France fait bande à part ».

D'autre part, M. Jean François-Poncet (UDF), ancien ministre des affaires étrangères, remarque que « la guerre paraît probable » mais que « la démission devant l'agression et l'annexion » est « pire ».

EUROPE

URSS : la tension monte à Riga

L'imprimerie du PC letton a été investie par la troupe

MOSCOU

de notre correspondant

Les anti-indépendantistes baltes auraient voulu faire monter la tension à Riga pour convaincre M. Mihail Gorbatchev de mettre à exécution sa menace d'instaurer l'administration présidentielle en Lettonie, ils n'auraient pas mieux fait.

Alors que plusieurs explosions mystérieuses ont endommagé récemment des immeubles du Parti et de l'armée dans la capitale lettone, la tension est montée d'un cran lorsque les troupes spéciales du ministère de l'intérieur ont investi, mercredi matin 2 janvier, l'imprimerie du Parti communiste, où sont édités la plupart des journaux de la République. Des véhicules blindés ont pris position aux quatre coins de l'immeuble. Les soldats se sont postés à l'entrée de l'immeuble et dans les salles des rotatives. Filtrant soigneusement les entrées, ils ont empêché les collaborateurs de l'imprimerie de sortir pendant plusieurs heures. Ils ont aussi hissé le drapeau rouge soviétique sur le toit de l'immeuble, un affront pour les nationalistes lettons.

« La propriété du Parti »

Aussi le vice-premier ministre Dainis Ivans, ancien dirigeant du Front populaire, a appelé tous les Lettons à cesser le travail en signe de protestation, ajoutant que les salaires des grévistes seraient versés par le gouvernement.

Le gouvernement letton a téléphoné deux fois dans la matinée au ministre soviétique de l'Intérieur, M. Boris Pougov. Ce dernier a d'abord répondu qu'il n'était pas au courant de cette opération, puis

qu'il n'avait donné aucun ordre en ce sens, a indiqué M. Ivans.

Nommé le mois dernier pour remplacer M. Vadim Bakatine, jugé trop coulant, M. Pougov a conseillé aux autorités lettones de « régler le problème par la voie politique », à pour sa part indiqué l'agence Tass, sous le titre : « Le Parti communiste de la République a défendu sa propriété ». Les autorités lettones n'ont pas dit si elles s'étaient adressées au véritable chef des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, le très énergique général Boris Gromov,

héros de la guerre d'Afghanistan, nommé vice-ministre en même temps que M. Pougov.

Le seul à Riga comme à Moscou, qui revendique cette action haut et fort, est le premier secrétaire du PC letton fidèle à Moscou (majoritaire), M. Alfred Rubiks : « Ces actions répondent pleinement au décret du président de l'URSS. L'imprimerie est la propriété du parti et nous allons la défendre. » Déjà, le soir du 31 décembre, M. Rubiks avait prévenu à la télévision locale que « ceux qui croient que l'imprimerie est la propriété de

la société se trompent ». Selon la loi soviétique, le PC détient encore le monopole de l'édition en URSS. Toutes les imprimeries appartenant au comité central et les Républiques tentent depuis plusieurs mois d'en prendre le contrôle.

En milieu d'après-midi, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées devant l'immeuble du comité central du Parti communiste, dans le centre de Riga, pour protester contre cette action. Aucun journal ne devait paraître jeudi dans la République, car les typographes lettons ont très vite

fait savoir qu'ils refusaient de travailler pour le PC local, fidèle à Moscou.

Dans ses vœux pour 1991, le président Anatolijs Gorbunovs avait exhorté lundi soir les Lettons à « faire preuve de calme et de patience ». Mercredi, le colonel Viktor Alksais, leader du très conservateur groupe Soyuz (Union) au Parlement soviétique, s'est montré beaucoup plus menaçant : « Le Parlement letton va arriver là où il ne veut pas : à l'instauration du régime présidentiel en Lettonie. » (Interim.)

« L'Estonie prête à la résistance passive ». Le premier ministre estonien, M. Edgar Savisaar, a déclaré, mercredi 2 janvier à Helsinki, que les Estoniens opposeraient « une résistance passive si le gouvernement soviétique introduit l'administration présidentielle directe en Estonie ». M. Savisaar a précisé, au cours d'une conférence de presse dans la capitale finlandaise, que cette décision avait été prise par le Parlement estonien à Tallin, la capitale de la République baltique. Il n'a pas voulu donner de précisions sur la façon dont serait mise en œuvre cette résistance passive. (AFP.)

« Deux bâtiments du PC occupés par la troupe à Vilnius ». Les troupes du ministère soviétique de l'Intérieur ont expulsé mercredi 2 janvier la police lituanienne de deux bâtiments du parti communiste à Vilnius, apparemment à la demande de la faction du parti pro-Moscou, a annoncé jeudi Radio-Vilnius. Les troupes ont pris le contrôle du siège du comité central et de l'Institut de l'histoire du parti que se disputent le parti communiste pro-Moscou et le Parti démocratique du travail lituanien, l'ex-PC indépendant. (AFP.)

Expliquant sa démission

M. Chevardnadze redoute une mise en cause de la politique étrangère

La dictature est « inévitable » et la politique de détente risque d'être remise en cause si l'Union soviétique continue de s'enfoncer dans la crise, a déclaré M. Chevardnadze dans un entretien publié mercredi 2 janvier par l'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou.

Selon le ministre des affaires étrangères, qui s'exprimait pour la première fois depuis sa démission le 20 décembre dernier, « tout le monde est d'accord pour dire que le pays est dans la crise, que le chaos et l'anarchie approchent. Moi je pense même que si on ne parvient pas à sortir le pays de la crise, la dictature est inévitable. Est-ce que je dramatiserai ? Non, je ne le crois pas », dit-il, avant d'affirmer que

sa démission « n'est en aucun cas le résultat d'un dégoût émotionnel », mais visait à « attirer les députés et le Congrès du danger réel ».

« Des lois que personne n'applique »

Notant que « la discipline et l'ordre sont indispensables », mais qu'ils sont « malheureusement associés dans l'esprit de beaucoup à l'usage de la force », M. Chevardnadze « ne pense pas que l'introduction éventuelle de l'administration présidentielle, ou de l'importe quelle autre sanction punitive d'où qu'elle vienne, soit un moyen capable de résoudre les problèmes actuels ».

Faisant référence à l'intervention de l'armée en Géorgie (avril 1989) et en Azerbaïdjan (janvier 1990), il redoute que « l'évolution des événe-

ments pourrait mener à la répétition de ce qui s'est passé à Tbilissi et Bakou » et lance cet avertissement : « Si la désintégration du pays se poursuit et si on suspend le processus de démocratisation, la poursuite du cours actuel de la politique étrangère soviétique deviendra impossible ». Pour lui, la solution passe par l'« unité du peuple » et les « forces démocratiques doivent ouvrir la voie ».

Sans attaque de front M. Gorbatchev, « qui se trouve, dit-il, dans la position la plus délicate », M. Chevardnadze critique une situation dans laquelle « on prend des lois que personne n'applique », « on organise sans arrêt des congrès, sessions, réunions, plénums, au lieu de prendre des décisions et de travailler ». « C'est le cas des officiers, des ministres, même du président », ajoute-t-il. (AFP, Reuters, UPI.)

AUTRICHE : dans le nouveau contexte politique européen

A Vienne, la neutralité est de plus en plus ressentie comme un fardeau

Sur fond de réunification allemande et de crise du Golfe, une vive discussion s'est ouverte en Autriche sur le traité d'Etat, signé en mai 1955, avec les anciennes puissances d'occupation (URSS, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) et le statut de neutralité permanente adopté par le Parlement autrichien le 26 octobre de la même année.

VIENNE

de notre correspondant

Si le débat public sur la suppression de certains articles du traité, dépassés par les réalités, ressemble à une tempête dans un verre d'eau, la discussion sur la neutralité proprement dite touche au fond de la politique étrangère traditionnelle acceptée par des générations de dirigeants et de citoyens autrichiens. L'Autriche, qui pendant trente-cinq ans s'est présentée - et non sans succès - comme un « pont » entre l'Est et l'Ouest, s'interroge sur son avenir dans la nouvelle Europe.

Pour ce qui est du traité d'Etat, le gouvernement a, par une déclaration unilatérale (comme la Finlande), « informé » les gouvernements des pays signataires de ses nouvelles positions. Ceux-ci ont laissé entendre qu'ils ne s'opposeraient pas à ce que l'Autriche supprime de ce traité des dispositions jugées discriminatoires à la lumière de l'accord « 2 + 4 » par lequel les vainqueurs de la dernière guerre avaient levé leurs dérogations sur l'Allemagne.

Les articles en question concernent des restrictions militaires : notamment l'interdiction d'acheter des avions civils de fabrication allemande ou japonaise, de posséder du matériel de guerre allemand ou de doter son armée de fusées. Meilleur exemple récent de la désuétude de ces clauses : la compagnie aérienne Austrian Airlines utilise l'Airbus franco-allemand depuis 1979 et vient d'en commander vingt-six autres. Sans parler des missiles antichars en service dans l'armée...

Pour éviter, semble-t-il, un trop grand « intérêt » des pays signataires - en particulier de l'URSS - pour ces changements, et tout risque de

aggravation sur une « révision » du traité d'Etat, Vienne a cependant décidé de ne pas toucher à l'article 35 du document qui est, dans un certain sens, le plus discriminatoire puisqu'il accorde aux anciens Alliés un droit d'arbitrage en cas de divergences sur l'interprétation du traité. Cet article, resté « lettre morte » pendant trente-cinq ans, le restera sans aucun doute à l'avenir, estiment les juristes de la chancellerie.

Un élément d'identité du pays

Remettre la pendule « neutralité » à l'heure se révèle beaucoup plus ardue. Juristes, experts, diplomates et hommes politiques se livrent à une véritable bataille d'idées. Selon les uns, le statut de neutralité permanente est plus un « fardeau » qu'un avantage vu le dégel Est-Ouest et l'absence d'un débarras au plus vite. Selon d'autres, cette sacro-sainte neutralité est un élément essentiel et inaliénable de l'identité de l'Autriche. Dans leur souci de se démarquer de l'Allemagne - après avoir obtenu des Alliés la reconnaissance

que l'Autriche était « victime » du nazisme avec toutes les ambiguïtés que cela a comporté, - et pour protéger psychologiquement le pays contre une éventuelle recrudescence des idées pansermanistes, les gouvernements de l'après-guerre ont construit un véritable mythe autour de la neutralité. Le défunt chancelier Bruno Kreisky s'en est habilement servi pour rebâtir le prestige international d'un Etat devenu une « chambre » entre l'Est et l'Ouest.

Mais une « réévaluation » paraît d'autant plus nécessaire que l'Autriche, comme les autres pays neutres de l'Europe, cherche sa place sur l'échiquier international après la fin de l'ère de la bipolarité (Est-Ouest-Neutres). Candidature à l'entrée dans la CEE, l'Autriche a été sollicitée par plusieurs pays de la Communauté de lever les ambiguïtés qui pèsent sur son statut de neutralité. La crise du Golfe et les sanctions décidées par les Nations unies contre l'Irak sont venues « réchauffer » la discussion. A Vienne, on estime que pour la première fois un mécanisme de sécurité collectif, mis en place par l'ONU, a fait ses preuves et que, dans ces conditions, l'application stricte du statut de neutralité comportait le risque de se désolidariser de la communauté internationale.

Un risque de nouvel Anschluss

Fidèle à sa conception « active » de la neutralité qui n'était nullement une neutralité d'opinion, Vienne a ainsi autorisé les avions américains et britanniques à survoler son espace aérien pour transporter du matériel des bases en Allemagne vers la région du Golfe. Le gouvernement a décidé que cette mesure serait maintenue en cas de conflit armé à condition que l'intervention militaire soit « couverte » par des résolutions de l'ONU. Y renoncer serait d'autant plus difficile que l'Autriche est depuis le 1^{er} juillet membre non permanent du Conseil de sécurité.

Dans le sillage de ce débat, une redéfinition de la neutralité pourrait se concevoir ainsi : maintien du statut en attendant la mise en place d'un système de sécurité collectif européen dans le cadre de la CSCE - ou international dans le cadre de l'ONU - mais abandon de la « philosophie » de la neutralité, qui est

devenue un mythe. Cela, bien que certains estiment qu'une renonciation entraînerait la perte de la souveraineté et un risque de nouvel Anschluss de l'Allemagne. En clair, un abandon du mythe signifierait un retour aux origines et au texte de la loi sur la neutralité qui est assez laconique. En deux articles, il interdit uniquement à l'Autriche l'adhésion à des alliances militaires et l'installation de bases militaires étrangères sur son territoire. En pleine guerre froide, l'Autriche avait obtenu de l'URSS le retrait des troupes d'occupation soviétiques par un engagement formel (dans le mémorandum de Moscou d'avril 1955) de plaquer sa neutralité une fois un traité d'Etat signé.

Les avis divergent. Pour M. Peter Janikowitsch, secrétaire d'Etat socialiste aux affaires européennes et ancien ministre des affaires étrangères, la neutralité « doit être compatible avec un système de sécurité collectif et ne devrait pas être synonyme d'indifférence à l'égard d'agressions de toute sorte ». Pour M. Manfred Rotter, juriste, la mise en place d'un système de sécurité collectif pourrait constituer le cadre d'une « neutralité différenciée » qui permettrait à un pays de rester neutre dans des conflits où l'ONU n'intervient pas. En cas de sanctions internationales, la neutralité devrait, à ses yeux, se subordonner à la solidarité internationale. Cette « démythification » de la neutralité donnerait à l'Autriche une marge de manœuvre politique plus large et devrait notamment permettre dans grands problèmes son adhésion à la CEE.

A l'étranger, les jugements portés sur la neutralité autrichienne sont assez différents. Pour M. Roy Hufington, ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, elle a tout simplement « perdu sa raison d'être à la suite de la disparition des blocs militaires antagonistes Est-Ouest ». Mais selon son homologue soviétique, M. Valeri Popov, un pays neutre « peut jouer un rôle actif très important dans l'avenir immédiat ». C'est également l'avis du président de la République, M. Kurt Waldheim, qui a estimé, dans ce contexte, que la neutralité « est un élément stabilisateur dans un monde déterminé actuellement par une instabilité créative ».

WALTRAUD BARYLI

ALBANIE

Athènes accuse Tirana d'encourager l'exode de la minorité grecque

L'afflux massif des Albanais de souche grecque, ces derniers jours, en Grèce, est dû à de « grossières manœuvres » de Tirana pour « chasser » l'importante minorité grecque vivait en Albanie, a déclaré, mercredi 2 janvier, le porte-parole du gouvernement, M. Byron Polydoros. La première « manœuvre », a indiqué M. Polydoros, a été d'annoncer que la frontière gréco-albanaise allait être fermée, « ce qui est totalement faux ».

Les autres « manœuvres » ont consisté à renforcer la pression sur les membres de la minorité grecque, de faire croire que la Grèce « distribuait des terrains, des téléphones et des voitures », et de procéder à des expulsions pour que les éléments grecs ne participent pas à la démocratisation de l'Albanie.

Athènes a envoyé, mardi, à Tirana, au haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères pour tenter de convaincre les dirigeants albanais de « mettre un terme à ces manœuvres », a ajouté M. Polydoros. Le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, discutera de ces problèmes au cours de sa visite à Tirana - la première d'un chef de gouvernement grec - prévue les 13 et 14 janvier.

Le gouvernement albanais a démenti les accusations portées par Athènes et a créé une commission spéciale pour faire le point sur l'exode des ressortissants de souche grecque. (AFP.)

POLOGNE : la formation du gouvernement

M. Leszek Balcerowicz conservera le ministère des finances

Le ministre polonais des finances, M. Leszek Balcerowicz, a déclaré, dans une interview parue mercredi 2 janvier dans le quotidien *Gazeta Wyborcza*, qu'il conserverait son poste au sein du gouvernement dirigé par M. Jan Krzysztof Bielecki, qui devrait recevoir l'investiture du parlement polonais ce fin de semaine. M. Balcerowicz, responsable de la politique de réformes économiques radicales mises en place au Palatin depuis près d'un an, devrait également conserver ses fonctions de vice-premier ministre.

Le ministre s'est engagé à poursuivre sa politique de passage rapide à l'économie de marché, notamment en continuant à contrôler sévèrement les salaires et les dépenses publiques et en mettant en application le programme de privatisations. L'inflation est passée de 640 % en 1989 à 250 % fin 1990, mais cette politique rapide s'est traduite par une baisse de 14 % de la production industrielle l'an dernier, une réduction d'un tiers de la valeur réelle des salaires et une forte poussée du chômage, qui touche un million de personnes. En rythme mensuel, l'inflation s'est stabilisée à environ 3 % depuis septembre. Leszek Balcerowicz estime que le ralentissement de la hausse des prix devrait se poursuivre en 1991. (AFP, Reuters.)

BRIEF

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

Tome II

LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ

(suite de la France 3^e superprogramme)

Remarque : dimanche des 43 pays d'expression française. Droit de la voir : les autres émissions sont bien des programmes d'actualité des Etats-Unis. France 3^e dimanche hebdomadaire mondial. Structure des Etats d'expression française : Allemagne, les 30 DOM-TOM, la zone franc, confédération franc-afrique (40 pays), ACTI (40 nations) et la planète (UEF) Etats des Etats de langue française : 45 nations, 250 p., 98 F.

France chez l'étranger : MARTINOT DE PREUIL 49560 NUEL-SUR-LAYON (Tome I 80 F, Tome 2 100 F, 140 F francs)

Le Monde EDITIONS

Les mutations de l'économie mondiale 1975-1991

par le Service économique du Monde et Alain Gélédan

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : un an après sa « capture », l'ancien dictateur panaméen attend toujours son jugement

Le casse-tête du procès Noriega

Manuel Antonio Noriega sera-t-il jugé un jour aux États-Unis ? Tout le monde, de la Maison Blanche aux autorités panaméennes, semble avoir intérêt à faire traîner les choses. Le procès, plusieurs fois retardé et finalement fixé au 28 janvier, pourrait même ne pas s'ouvrir avant plusieurs mois.

WASHINGTON

correspondance

Apparemment, les autorités américaines ont en moins de mal à « capturer » l'ancien dictateur panaméen débarqué en fanfare sur une base militaire de Floride, le 4 janvier 1990, au terme de l'opération « Juste cause », au Panama, qu'à le faire passer en jugement. Pour le moment, M. Noriega supporte allègrement sa détention dans une cellule confortable et passe son temps à faire de la gymnastique, en regardant la télévision. Néanmoins, en novembre, au cours d'un sé-

d'auditions préliminaires au procès, apparaissant dans sa tenue de général, Manuel Antonio Noriega s'était amèrement plaint aux juges de l'attitude du gouvernement américain, l'accusant de lui refuser un procès équitable « parce qu'il a peur de ce que je fais... ».

Seul le juge Hoeveler était épargné dans sa condamnation du système judiciaire américain, « entièrement injuste... totalement corrompu... ». « Dans ce cauchemar légal, votre Honneur est la seule lumière qui brille... », concluait-il en s'adressant directement au juge. Le juge Hoeveler a beau, en effet, être très scrupuleux et s'être engagé à assurer à l'ancien dictateur un procès équitable, force lui a été de convenir publiquement, il y a quelques semaines, que « l'objectivité devient de plus en plus difficile dans cette affaire... ».

Avant de juger M. Noriega pour trafic de drogue, le magistrat doit résoudre plusieurs problèmes délicats. Et ce ne sera pas la partie la plus facile de sa tâche. En premier lieu, comment régler les honoraires

des avocats de l'ancien homme fort panaméen, payés sur la base de 350 dollars l'heure ? N'ayant rien reçu pendant onze mois, ces derniers menacent régulièrement d'abandonner la défense de leur très riche client.

Bataille pour la liberté de la presse

Ils affirment qu'au moins 17 millions sur les quelque 50 millions de dollars (300 millions de francs) qui figurent sur les comptes bancaires de Noriega bloqués à l'étranger viennent d'activités légitimes, ce qui devrait lui permettre de payer quelques factures. Non sans malice ils avouent que, sur cette somme, il y a au moins 11 millions de dollars « propres » puisqu'ils proviennent des services de renseignements américains, qui employaient Noriega dans les années 70.

Mais les réticences des gouvernements intéressés à dégelier les sommes provenant de profits illicites du trafic de drogue compliquent et retardent les démarches officielles américaines. Jusqu'à nouvel ordre, le juge d'envisage pas de désigner des avocats d'office (75 dollars par heure), considérant que les défenseurs actuels sont bien au courant de l'affaire et ont « fait du bon travail ». Pourtant, dans l'immédiat, les avocats de Noriega ont demandé aux juges de renoncer au procès, compte tenu, disent-ils, de l'illégalité commise par les autorités américaines, accusées d'avoir enregistré leurs conversations téléphoniques avec leur client. La chaîne câblée CNN avait en effet distribué

sept enregistrements de conversations, dont une seulement de Noriega avec ses avocats discutant de la stratégie de la défense. Or les conversations entre les avocats et leurs clients prisonniers sont protégées par le sixième amendement de la Constitution.

Ainsi, le malheureux juge Hoeveler s'est-il trouvé mêlé à une controverse juridique de nature à compliquer sensiblement sa tâche. Comment résoudre le conflit entre le sixième amendement et le premier amendement sur la liberté de la presse ? CNN avait passé outre à son injonction de ne pas dévoiler les enregistrements, mais la cour d'appel puis la Cour suprême approuvèrent la décision du juge. Du coup, le procès proprement dit est passé au second rang des préoccupations.

Malgré leurs réserves à l'égard de l'initiative de CNN, qui pouvait être préjudiciable à la défense, plusieurs journaux et compagnies de télévision se déclarèrent solidaires de la chaîne câblée, la bataille pour la liberté de la presse passant pour eux avant toute autre considération... Bien qu'en fait la conversation enregistrée de Noriega avec son avocat n'ait pas eu un intérêt particulier, le juge n'en avait pas moins accusé CNN d'« outrage à magistrat » pour avoir dérobé à son injonction.

Un mystère « officiel américain »

De leur côté, les magistrats affirment n'avoir jamais entendu ou même vu cet enregistrement. Ils rappellent en outre que toutes les communications téléphoniques des prisonniers sont enregistrées, sauf celles

avec leurs avocats, à condition d'en informer « au préalable » l'autorité pénitentiaire, qui leur permet alors d'accéder à un téléphone garantissant la confidentialité de leurs entretiens.

Mais qui a communiqué ces enregistrements à CNN, et dans quel but ? Le FBI a engagé une enquête et a perquisitionné le domicile d'un certain Blandon, ancien proche adjoint de Noriega, mais aujourd'hui prêt à déposer contre celui qui fut son patron. Blandon admet avoir coopéré avec les autorités américaines espérant trouver dans les enregistrements des indications précieuses sur le trafic international de drogue. Mais il laisse entendre qu'un mystérieux « officiel américain » est à l'origine de la fuite dont a bénéficié CNN.

En tout cas, la crédibilité de Blandon, témoin à charge important, est compromise, et les avocats de Noriega laissent entendre que les autorités panaméennes cherchent délibérément à empêcher le procès de Noriega aux États-Unis pour pouvoir le juger à Panama. A moins que le déballage américain-panaméen qu'un tel procès ne manquerait pas de susciter s'embarrasse par trop une Maison Blanche dont l'actuel locataire fut après tout, en 1976, le « patron » de la CIA ? Ainsi, l'embarras petit dictateur déchu a-t-il toutes les chances de profiter de son relatif confort en pédalant sur sa bicyclette d'appartement, loin du casse-tête politico-juridique dont ses vainqueurs ne savent plus comment sortir.

HENRI PIERRE

EL SALVADOR

Trois Américains tués à bord d'un hélicoptère abattu par la guérilla

Les autorités judiciaires de San Miguel, 130 km à l'est de San Salvador, ont confirmé mercredi 2 janvier la mort de trois Américains, dont un lieutenant-colonel, à bord d'un hélicoptère abattu par la guérilla. Les victimes sont le lieutenant-colonel David J. Piquet, le technicien en aviation Ernest Dawson et Daniel Scott qui pilotait l'appareil. L'ambassade des États-Unis à San Salvador a pour sa part confirmé la « disparition d'un hélicoptère militaire américain » sans mentionner la mort des trois hommes.

Radio Vecceremos, station du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN), avait annoncé précédemment avoir abattu l'hélicoptère. L'appareil de type UH-1M, équipé de missiles et d'une mitrailleuse M-40, a été touché alors qu'il survolait une « zone de guerre » à Lolotique, dans le département de San Miguel, 125 km à l'est de Bogota, a affirmé la radio.

« Nos unités ne pouvaient pas faire la différence », a-t-elle ajouté pour expliquer que les rebelles aient abattu un appareil américain alors qu'au 20 novembre dernier le commandement rebelle avait indiqué que le personnel américain ne constituait pas une cible de guerre pour le FMLN. Une cinquantaine d'Américains servent comme conseillers de l'armée nationale au Salvador. Cet incident survient au moment où plusieurs officiers sandinistes nicaraguayens viennent d'être arrêtés pour avoir fourni des missiles anti-aériens à la guérilla salvadorienne. (AFP)

EN BREF

■ **COLOMBIE** : trente-deux policiers tués en deux jours. - Trente-deux policiers ont été tués dans divers attentats en Colombie, dans les deux premiers jours de l'année 1991. A Medellin, chef des « barons » de la drogue, un officier et trois agents des services secrets ont été criblés de balles mercredi 2 janvier sur une autoroute, alors qu'un caporal a été tué d'un coup de fusil dans l'attaque du siège de l'Unité contre les enlèvements et l'extorsion (INASE). Dans la journée, douze membres d'une patrouille de lutte contre le trafic de drogue ont péri dans une embuscade tendue par un commando des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) dans la province de Magdalena. La veille, quinze policiers avaient été tués en divers points du pays. (AFP)

■ **CHINE** : nouvelles mesures contre la presse. - Depuis le 31 décembre dernier, les journalistes de l'agence officielle Chine nouvelle n'ont plus le droit de voyager à l'étranger à l'invitation de leurs proches ou de leurs amis et ceux qui voudront le faire devront démissionner de leur poste avant de solliciter une autorisation de sortie, a annoncé la revue de Hongkong *Pai Hing*. Cette mesure a été prise après la défection de plusieurs journalistes de l'agence et du chef de son bureau à Hongkong, M. Xu Jiatun. (AFP)

■ **INDE** : vingt morts au Pendjab pendant une grève générale. - Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort au Pendjab les 1^{er} et 2 janvier alors que la région était perturbée par une grève générale déclenchée par les indépendantistes sikhs, a annoncé l'agence PTI. Ces victimes sont les premières enregistrées au Pendjab depuis le début de l'année : en 1990, les violences avaient fait près de 3 400 morts. (AFP)

■ **Vague de froid dans le sous-continent indien**. - Une vague de froid a déferlé dans le nord du sous-continent indien et en Afghanistan depuis Noël. En Inde, où les intempéries sont les plus terribles depuis vingt ans, soixante-trois personnes ont trouvé la mort. En Afghanistan, au moins quatre-vingts personnes, dont une trentaine de moudjahidins, sont mortes de froid près de la frontière afghano-pakistanaise. (AFP)

■ **ISRAËL** : une Palestinienne tuée par balle à Gaza. - Une Palestinienne de trente ans a été tuée d'une balle dans la tête, mercredi 2 janvier, par des soldats israéliens à Khan-Younès, dans le sud de la bande de Gaza. Cinq autres Palestiniens ont été blessés lorsque les militaires ont ouvert le feu pour disperser une manifestation. Ce décès porte à 765 le nombre de Palestiniens tués par des soldats ou des colons israéliens depuis le début de l'otitafada en décembre 1987. (AFP)

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES DE L'ENTREPRISE

Lettre à Dieu (extrait)

"Pas de doute, vous avez converti les capitalistes qui vous donnent du camarde. Les patrons savent que vous ne transformerez pas leur entreprise en Kombiats"

DIX ANS

LES COMPTES DE DIEU

Bien chère, analyse et commentaire d'une décennie sous François Mitterrand

Lettre à Dieu (extrait)

"Maintenant que vous avez transformé vos données économiques et sociales en victoire politique, quel 21^{er} siècle allez-vous enlever pour vos enfants ?"

EN VENTE PARTOUT 25 F

SEULS BUSH, SADDAM HUSSEIN ET GORBATCHEV EN SAVENT PLUS QUE CE LIVRE.

PIERRE SALINGER
ERIC LAURENT
GUERRE DU GOLFE
LE DOSSIER SECRET

DEJA
100 000
EXEMPLAIRES
VENDUS

OLIVIER ORBAN

OLIVIER ORBAN

AFRIQUE

SOMALIE : la « bataille de Mogadiscio »

Les rebelles semblent marquer le pas

La « bataille de Mogadiscio » paraît encore incertaine, forces gouvernementales et troupes rebelles se partageant toujours, jeudi matin 3 décembre, le contrôle de la capitale où, selon divers témoignages, les pertes en vies humaines seraient « considérables ». Dans un communiqué publié à Londres, les mouvements d'opposition ont annoncé leur intention de « former un gouvernement provisoire qui ouvrira la voie à un rétablissement des institutions démocratiques ».

NAIROBI

de notre correspondant

Dans la capitale somalienne, les forces régulières tiennent encore tête aux maquisards du Congrès de la Somalie unifiée (USC). Les témoignages des étrangers évacués de Mogadiscio, ces derniers jours, viennent contredire les communiqués de victoire publiés par l'USC. « La ville n'est pas encore aux mains des rebelles », affirme catégoriquement un voyageur.

Avant d'atteindre l'aéroport pour prendre l'Airbus de Somali Airlines, cet homme a longé le front de mer en passant devant le port et le camp militaire de Halambe où se serait retranché le président Siyad Barre et où il a constaté aucun combat, aucune destruction dans les environs.

L'aéroport, que les rebelles disaient encerclé, est calme et solidement tenu par les troupes régulières. L'unique appareil de Somali Airlines a pu s'y poser, mercredi, sans danger mais après avoir atterri en picqué pour éviter de survoler les zones contrôlées par la guérilla.

On peut voir les rebelles circuler dans certains quartiers de la capitale « avec un bandeau blanc sur le front pour se reconnaître ». Ils sont acclamés par la population, d'origine hawiyé comme la majorité d'entre eux, et « les soldats décampent lorsqu'ils les voient arriver ». L'armée somalienne ne s'aventure plus dans les quartiers nord-est de la capitale où les habitants soutiennent ouvertement les maquisards qui, d'après certains témoignages, tiennent aussi le quartier de Wardigley, plus près du centre, dominé par la Villa Somalia, objet de combats acharnés : la résidence présidentielle et les bâtiments gouvernementaux ont été détruits, a affirmé un porte-parole de l'USC.

D'autre part, l'armée gouvernementale tente de repousser, dans le nord du pays, un assaut déclenché à Garo, situé à la frontière entre les anciennes Somalies britannique et italienne, par le plus ancien groupe d'opposition, le Mouvement national somalien (MNS). Essentiellement composé d'Isaaks, celui-ci se trouve affaibli par la toute récente décision de sa composante Issa de le quitter et de fonder, sous ses propres couleurs, le Front unifié de la Somalie.

La radio nationale continue à émettre (alors que les émissions de télévision ont été interrompues) Radio-Mogadiscio a diffusé, mercredi, un message du président Barre appelant à un cessez-le-feu. Il faisait écho à un « appel pressant » de la CEE demandant une trêve qui servirait de préalable à l'instauration d'un « dialogue » et de la « négociation » afin de « trouver une solution aux aspirations légitimes de la population ».

Armes libyennes

Manifestement, le président Barre espère encore conserver le pouvoir alors que même les plus modérés des opposants exigent le départ du « dictateur » comme première condition au retour de la paix. Depuis l'aviation, en décembre, de la conférence de réconciliation nationale du Caire, organisée à l'initiative de l'Italie et de l'Égypte, les rebelles n'ont cessé de faire de la capitale un lieu de dialogue venant du chef de l'État. Un porte-parole de l'USC a seulement indiqué que « les forces armées du côté rebelle cessent d'être actives dans la capitale ».

Tandis que Rome, Boao et Washington annoncent, mercredi, leur intention d'évacuer leurs ressortissants, les habitants de Mogadiscio quittent la ville en masse. « De l'aviation », raconte un voyageur, on voyait de longues files de femmes et d'enfants fuyant vers la cam-

pagne. Les gens sont paniqués par les combats et les bombardements de ces derniers jours qui n'ont jamais atteint une telle intensité ».

Dans un communiqué publié par son ambassade à Rome, la Somalie a vivement réagi, mercredi, à la décision italienne d'évacuer les derniers étrangers de Mogadiscio, interprétée comme « une manœuvre déstabilisatrice capable de compromettre les bons rapports entre l'Italie ». Plusieurs avions militaires italiens chargés d'évacuer les 450 expatriés – dont 350 Italiens – étaient attendus à Nairobi, au Kenya, jeudi, d'où ils décolleraient pour Mogadiscio, « si la situation le permet ». Dans le même but, Paris a dépêché vers les côtes somaliennes la frégate La Motte-Piquet qui croiserait dans le Golfe.

Avec ce coup d'arrêt à la progression des maquisards dans la capitale – peut-être momentanée tant la situation est incertaine – certains se demandent si les rebelles, qui comptent essentiellement sur un soutien populaire et tribal, ont réellement les moyens de prendre la capitale. En face, l'armée somalienne a de sérieux problèmes de recrutement et d'approvisionnement mais des témoins ont vu atterrir, le 30 décembre, deux cargos libyens, chargés d'armes, sans aucun doute.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : après le vote de la loi sur l'arabisation

Des députés proposent que le berbère devienne une « langue nationale »

Quelques jours après le vote par l'Assemblée populaire nationale (APN) de la loi sur l'arabisation (le Monde du 28 décembre), vingt députés originaires de Kabylie ou représentants de circonscriptions où sont établies de fortes minorités kabyles viennent de déposer une proposition de loi visant à faire de la langue berbère une langue nationale au même titre que l'arabe.

ALGER

de notre correspondant

Témoignage du caractère sensible, si ce n'est douloureux, de la question linguistique, l'exposé des motifs de la proposition de loi soumise, avec trop de précaution pour ne pas éviter la maladroite, que si « la langue arabe est la langue officielle », le tamazight (langue berbère) doit être « considérée comme langue nationale complémentaire de la langue arabe et non [sa] concurrente ». C'est la première fois que des hommes politiques algériens ont demandé publiquement que le berbère soit considéré comme une « langue nationale », statut jusqu'ici réservé à la seule langue arabe.

Déposée sur le bureau de l'Assemblée le lendemain même de la clôture de la session parlementaire, la proposition a peu de chances d'être discutée avant les prochaines élections législatives, prévues avant la fin de ce semestre. Il est de même hasardeux de pronostiquer l'avenir de la loi sur l'arabisation, toujours en promulgation, alors qu'une nouvelle Assemblée prendra bientôt la relève. Mais, telle quelle, la nouvelle proposition est un indice supplémentaire du trouble qui s'est emparé d'une bonne partie de l'opinion et du

monde politique après le vote « à la bousarde » de cette loi très controversée.

Préférant ne pas « se mouiller » dans une affaire délicate entre toutes, une centaine de députés sur deux cent quatre-vingt-quatre avaient prudemment réusé de prendre part au vote. Plusieurs députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont manifesté contre l'intolérance et pour la démocratie électorale, le lendemain, défilé dans les rues d'Alger en protestant contre ce qu'ils considéraient comme une atteinte à leur identité et à leur culture.

Les élèves du lycée Descartes

Au cours d'une conférence de presse tenue à Alger, le 2 janvier, M. Hocine Abi-Ahmed, chef du FFS, s'est félicité du « succès remporté par la démocratie » ce jour-là, tout en précisant que, contrairement à la loi sur l'arabisation qui fera bientôt obligation aux partis politiques de se s'exprimer qu'en arabe, sa formation continuera à utiliser « les langues du peuple algérien, c'est-à-dire l'arabe, le tamazight ainsi que le français, qui est utilisé par beaucoup d'Algériens ».

« Je ne vois pas pourquoi nous les en privons », a ajouté M. Abi-Ahmed, jugeant, cependant, que le français devait conserver un statut de langue étrangère. « Nous sommes pour une authentique arabisation, a conclu le chef du FFS, pas pour une arabisation au rabais comme celle qui vient d'être décrétée. C'est-à-dire, qui envoient leurs enfants étudier au lycée Descartes [l'ancien lycée français] ou à l'étranger ».

GEORGE MARION

MAROC : après la grève générale et les émeutes de décembre

Hassan II annonce une augmentation de 15 % du salaire minimum

Dans un discours à la nation, Hassan II a annoncé, mercredi 2 janvier, une augmentation de 15 % du salaire minimum. Il a affirmé qu'il aurait offert « davantage si la situation économique du pays le permettait ». « Ma seule joie est de voir la situation matérielle et morale du Maroc s'améliorer », a-t-il déclaré à l'adresse de « son » peuple. La Confédération démocratique du travail (CDT) et l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM), à l'origine de la grève générale du 14 décembre, réclamaient un relèvement du salaire minimum de 50 %.

Le souverain chérifien a, d'autre part, proposé aux Marocains un « pacte de paix sociale », pendant les quatre ou cinq prochaines années, soulignant que des négociations avaient lieu avec les syndicats à la fin de chaque année sur les augmentations de salaires et des prestations sociales « en fonction de l'inflation et des progrès que le pays aura accompli sur le plan économique ».

Le roi a, en outre, annoncé que les quelque 40 à 50 000 diplômés universitaires actuellement en chômage se verront proposer des emplois vers juillet prochain parallèlement à ce cent mille autres chômeurs qui trouveront un travail

par l'entremise du Conseil de la jeunesse et de l'emploi (CIA). Créé en juillet, cet organisme est composé de membres du gouvernement, du patronat et de représentants de tous les courants politiques et syndicaux.

Hassan II a affirmé que 1991 verra le règlement de différents autres problèmes sociaux, tel celui de l'accès à la propriété. Il a appelé les Marocains à être « optimistes » et à « patienter encore quelques mois », « le temps, selon lui, que l'affaire du Sahara (occidental) ait trouvé une solution ». « Ce problème, a-t-il indiqué, n'est pas encore réglé », ajoutant que ceux qui prétendaient le contraire, « trompaient » les Marocains.

Le souverain chérifien a, de nouveau, évoqué les émeutes de la mi-décembre à Fès et dans plusieurs autres villes en en faisant porter la responsabilité « à des bandes de criminels et de voleurs ». Ce faisant, notent les observateurs, il a décliné la CDT et l'UGTM qui avaient lancé le mot d'ordre de grève générale. Pour le souverain, il ne fait aucun doute que les « trafiquants de drogue » et les délinquants ont saisi l'occasion de la grève pour se « venger » des forces de l'ordre qui les barcolaient depuis plusieurs mois. — (AFP)

L'Afrique plus oubliée que jamais

Suite de la première page

Or, à en croire le docteur Dallemagne, sur environ un million de personnes qui s'y trouvent, « la moitié d'entre elles exigent une aide alimentaire d'urgence ». La guerre civile, qui ravage le pays depuis un an, serait-elle l'unique obstacle à l'envoi de secours ? Il semble bien que non : l'indifférence des pays riches est, elle aussi, en cause.

Et témoigne le récent coup de colère de membres de l'ONU, déçu par le silence embarrassé de la communauté internationale face à ce qu'ils considèrent comme « la plus grande tragédie humaine du moment » (le Monde du 21 décembre). Les États-Unis, premiers visés, ont aussitôt rappelé les 70 millions de dollars qu'ils se sont engagés à verser pour la cause libérienne... et oubliant de préciser que le gros de cette somme est destiné, via le Programme alimentaire mondial (PAM), aux civils réfugiés dans les pays voisins (Sierra-Leone, Côte d'Ivoire et Guinée), et non au Libéria lui-même.

Très mauvaises récoltes

Force est de reconnaître que, à l'heure où les regards de l'Occident sont tournés vers le Golfe et les efforts humanitaires canalisés en direction de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est, le feuillet de Libéria, dont les sanglants rebondissements avaient empli les colonnes de la presse mondiale, ne fait plus recette. L'Afrique, dans son ensemble, risque de faire les frais de ce désintérêt croissant.

Le Soudan, le Mozambique, l'Angola et l'Éthiopie s'appâtent, eux aussi, à subir une des plus grandes famines de leur histoire. « La sécheresse a réduit les récoltes de tous les pays proches de la zone sahélo-saharienne », de la Mauritanie – à l'ouest – au Soudan et à l'Éthiopie – à l'est –, a rappelé, fin décembre, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Selon la FAO, les besoins les plus importants vont venir du Soudan et de l'Éthiopie, où « entre 7,5 millions et 15 millions de personnes pourraient mourir de faim en raison des très mauvaises récoltes, dues à deux années consécutives de sécheresse et à la guerre civile ».

« Il y a pourtant de l'argent pour l'Afrique, mais il est dépensé en dépit du bon sens », déplore un observateur. Marginal sur le plan économique, le continent noir est en passe de le devenir aussi sur le plan politique. C'est là, sans doute, le vrai danger. Cela expliquerait en partie le manque d'attention grandissante des pays développés vis-à-vis des drames nouveaux auxquels l'Afrique est confrontée.

En 1989, le total des exportations du continent, « fort » de

500 millions d'habitants, ne représentait que 2,5 % des exportations mondiales – soit l'équivalent de ce qu'exporte Hongkong et ses 5,7 millions d'habitants. L'alarmisme du poids de la dette ne présage pas de changements ben-

de l'Union totale pour l'Indopacifique (UNITA) pour la distribution des vivres. Le seul espoir qui reste de sauver désormais les populations affamées repose sur l'éventualité d'un cessez-le-feu.

Mêmes fragiles espoirs au Mozambique, également ravagé par la guerre civile, et dont près d'un million d'habitants ont dû fuir au Malawi voisin, tandis que les autres, par centaines de milliers, se sont réfugiés dans des

campes de « déplacés », où l'aide internationale ne parvient souvent qu'à grand-peine (le Monde du 2 janvier). Quant au Soudan, à la Somalie et à l'Éthiopie, frappées par un nouveau cycle de sécheresse, ils ne semblent pas près de connaître la paix. Le régime islamique de Khartoum, qui s'obstine à minimiser la gravité de la famine dans le sud du pays, vient de se voir privé de l'aide de la CEE (le Monde du 16-17 décembre) du fait des violations des droits de l'homme dont le gouvernement soudanais s'est rendu coupable.

Situé au bord de la mer Rouge, l'Érythrée bénéficie, depuis la crise du Golfe, de l'attention accrue des uns et des autres, qu'il s'agisse des pays riches ou des États-Unis. Une même « providence » vient de toucher la Somalie, à qui l'Arabie saoudite vient d'accorder 70 millions de dollars. Rien ne dit, toutefois, que cette soudaine manne bénéficiera aux centaines de milliers de personnes, qui s'entassent aux portes de Mogadiscio, victimes d'une lutte sanglante pour le pouvoir.

Attention intéressée

Victime aussi du nouveau cycle de sécheresse, le nord de l'Éthiopie semble disposer, néanmoins, de bien meilleurs atouts que le Soudan. Les provinces rebelles du Tigré et de l'Erythrée, sous contrôle de la guérilla, n'ont pas attendu Addis-Abeba pour assurer les secours aux régions menacées. De plus, contrairement au sud du Soudan, les zones rebelles restent accessibles aux convois étrangers. La réouverture annoncée du port de Massawa, aux mains des maquisards du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLT) depuis février 1990, représente un espoir supplémentaire pour les populations victimes de disette.

Si l'Érythrée bénéficie, depuis la crise du Golfe, de l'attention accrue des uns et des autres, qu'il s'agisse des pays riches ou des États-Unis. Une même « providence » vient de toucher la Somalie, à qui l'Arabie saoudite vient d'accorder 70 millions de dollars. Rien ne dit, toutefois, que cette soudaine manne bénéficiera aux centaines de milliers de personnes, qui s'entassent aux portes de Mogadiscio, victimes d'une lutte sanglante pour le pouvoir.

CATHERINE SIMON

Un nouveau cycle de sécheresse

« Dans la seule région du nord-Ethiopie, cinq à dix mille personnes meurent en permanence, à la recherche de nourriture. La situation, pour tous les « déplacés », est d'autant plus terrible que les autorités leur interdisent d'approcher de Khartoum », affirme le responsable d'une organisation non gouvernementale (ONG). Alors que l'on estime à environ quatre millions le nombre de Soudanais menacés de famine, les entrepôts sont vides. « Ces trois dernières années, les gens avaient réussi à valloir, à constituer de maigres stocks. Mais aujourd'hui il n'y a plus rien. C'est le résultat de l'incurie du gouvernement : les autorités ne disposent même pas d'un seul kilo de grain pour les affamés ».

Après le coup d'arrêt donné au programme d'aide d'urgence des



Un cocktail explosif

La « perestroïka » et les bouleversements survenus en Europe ont donné le signal d'un isolement dont on commence seulement à percevoir les premières conséquences. Livrée à elle-même, l'Afrique va-t-elle devenir cette « zone d'instabilité fondamentale », théâtre d'« explosion, politique », comme l'a récemment prédit M. Jacques Delors, président de la Commission européenne ? Le rejet du monopartisme, la montée des tensions tribales, le désastre économique et les menaces de famine forment, en tout cas, un cocktail à haut risque.

« Dans les mois qui viennent, des milliers de gens vont mourir de faim dans l'indifférence générale », s'indigne, fin novembre à Luanda, le responsable du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), M. Otto Essien, chargé d'organiser l'acheminement des secours alimentaires pour les quelque 1,9 million d'Angolais menacés de famine (le Monde du 14 décembre). Indignation prémonitrice : le 21 décembre, le gouvernement angolais décidait de suspendre le programme d'aide des Nations unies, prétextant l'absence de garanties de sécurité de l'apport des rebelles

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

Arrestation de plus de sept cents étudiants mozambicains

Plus de sept cents étudiants mozambicains ont été arrêtés à Cuba, où ils avaient participé à de violentes manifestations pour obtenir le paiement de leur bourse en devises, rapporte, mercredi 2 janvier, un journal de Maputo. Près de trois mille quatre cents Mozambicains font leurs études à Cuba. Une partie d'entre eux se sont révoltés le 23 décembre. Les violences ont fait un mort, un étudiant, plusieurs blessés et de nombreux dégâts matériels.

Maputo a vivement condamné

l'étude des étudiants.

Le ministre mozambicain de la santé, M. Leonardo Simão, chef de la délégation chargée d'enquêter à Cuba sur ces violences, a précisé au journal Noticias que la coopération entre les deux États se poursuivait. — (Reuters)

TUNISIE

Manifestations islamistes à Tunis

Tunis a de nouveau été, mercredi 2 janvier, le théâtre de manifestations islamistes en faveur de la libération des quelques deux cents personnes arrêtées après la découverte d'un « réseau terroriste » dans lequel serait impliqué

le mouvement Ennahdha (le Monde du 29 décembre).

Selon un scénario désarmé bien établi, quelques centaines de jeunes gens, répartis en plusieurs groupes, ont mis à profit l'heure de sortie des bureaux et des embouteillages pour se répandre dans la capitale et s'attaquer aux forces de l'ordre qui y stationnent en permanence depuis quelques mois. Les policiers ont répliqué par des gaz lacrymogènes aux jets de pierres. Plusieurs cocktails Molotov ont aussi été lancés. D'autres engins du même type auraient été utilisés en d'autres points de la capitale, au cours d'incidents qui se sont produits le jour même de la rentrée scolaire à université. — (Corresp.)

Un jeu dangereux

Démonstration de force des nationalistes avant le conseil restreint à l'Elysée

Le FLNC revendique la première « nuit bleue » en Corse depuis juin 1988

Quarante-huit heures après l'assassinat du maire de Soveria (Haute-Corse), Paul Mariani, qui a suscité la convocation d'un conseil des ministres restreint jeudi 3 janvier à la demande du président de la République, la Corse a connu sa première « nuit bleue » depuis la trêve décrétée par le FLNC le 1^{er} juin 1988. Sept attentats ou tentatives d'attentat ont été commis dans la nuit du 2 au 3 janvier contre des biens immobiliers, causant d'importants dégâts sans faire de victime. Selon les policiers, ces opérations ont nécessité la participation d'au moins 70 militants nationalistes. La tendance « historique » du Front de libé-

ration nationale de la Corse a revendiqué, jeudi matin 3 janvier, les « opérations commandos » de la nuit. Dans un texte remis à la presse locale, l'organisation clandestine dissoute indique : « Ces actions ponctuelles sont la traduction de notre détermination à poursuivre la lutte afin d'amener l'Etat français à s'engager dans un véritable processus de décolonisation ». Le texte ajoute : « Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la lutte de notre peuple contre l'accaparement de sa terre (...) qui destine notre pays à devenir le zoo de l'Europe ».

La nuit a commencé par l'action d'un commando d'une trentaine d'hommes armés et cagoulés contre le village de

vacances de Linguizzetta (Haute-Corse), opération avortée à la suite de l'intervention des gendarmes (lire le reportage de notre envoyé spécial).

En revanche, plusieurs autres « cibles » des commandos ont été touchées. A Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), des hommes armés et cagoulés ont pris en otage les gardiens d'un lotissement et détruit à l'explosif les onze bungalows. A Sagone, à quarante kilomètres au nord d'Ajaccio, un immeuble en construction de trois étages a été détruit à l'explosif.

A Campomoro, près de Sartène, un exploitant agricole, M. Claude Lanier, a été pris en otage de 21 heures à

8 heures. Il a affirmé que plusieurs explosions avaient endommagé son exploitation. A Angone (Haute-Corse), un lotissement d'une trentaine de villas a été occupé par des hommes armés qui ont procédé comme à Porto-Vecchio, détruisant 80 % des bâtiments. A San-Ambrogio, près de Calvi, huit hommes se réclamant du FLNC ont pénétré chez un ressortissant allemand. L'épouse et le fils du propriétaire ont été neutralisés puis la maison, dont les murs avaient été couverts d'inscriptions - « FLNC danger miné », - a sauté.

Dans le centre d'Ajaccio, un bar situé derrière le commissariat de police et ayant appartenu à un nationaliste, le Bis-

troquet, a été soufflé par plusieurs charges qui ont également endommagé les commerces voisins. Cette action ne semblerait pas imputable aux nationalistes, selon les premières constatations policières.

Quant à l'enquête sur l'assassinat de Paul Mariani, mobilisant une trentaine de policiers, elle n'a pas sensiblement progressé. L'autopsie a permis cependant d'établir que le maire de Soveria a été tué par cinq balles de 9 millimètres, deux projectiles l'ayant atteint dans la région du cœur, un dans l'oreille droite, un dans le poignet et le dernier dans le flanc droit.

Les gendarmes et le commando

LINGUIZZETTA

de notre envoyé spécial

Au départ, les gendarmes d'Aléria ont eu une mauvaise plaisanterie. Mercredi 2 janvier à 19 h 15, la brigade reçoit un appel d'un mystérieux correspondant téléphonique de Suisse. Le ton est pressant, le renseignement alarmant : à quelques kilomètres de la brigade est en train de se produire l'une des plus importantes prises d'otages, dit-on, que la Corse ait connues. L'information est précise, il s'agit d'un club de vacances, Corsica San Carlo, s'étendant sur des kilomètres de maquis bordant les plages de la plaine orientale dans les limites de la commune de Linguizzetta (Haute-Corse).

Le correspondant suisse affirme qu'un membre de sa famille est détenu par un groupe d'hommes armés. Profitant d'un moment d'inattention de ses ravisseurs, celui-ci aurait appelé au secours. Il-bas, en Suisse, les gendarmes partent sur les lieux, sans trop y croire. Ils y ont vu, en effet, un lieu de vacances, huit lieux de vacances, est presque désert. Il a fait l'objet d'un attentat à la bombe le 14 janvier 1990 portant la signature du FLNC.

A l'arrivée des gendarmes, la fourgon et les trois voitures stationnées au milieu des bungalows, six bungalows étaient assésitôt

leurs phares, comme dans un moment de panique. C'est alors la mobilisation générale. Les renforts arrivent aussitôt. Le commandant des forces de gendarmerie de Haute-Corse, le lieutenant-colonel Philippe Bellard, fait appel à l'ensemble de ses effectifs. Soixante-dix, puis plus d'une centaine d'hommes sont là, mitraillant, sous la pluie et les coups de feu, les bandes de bandits. Le siège commence et l'on craint le pire.

Fuite dans le maquis

Le commando est composé d'une trentaine d'hommes armés et cagoulés. Les otages, eux, sont au nombre de quatorze, pour la plupart des touristes suisses et allemands. A 18 h 30, les membres du groupe ont pris possession des lieux. Ont-ils cherché à regrouper les occupants afin de les éliminer avant de commettre un attentat, comme c'est l'usage lorsqu'un commando s'attaque à une installation touristique ? Une dizaine de touristes ont été ligotés dans le restaurant. Les ravisseurs n'avaient, semble-t-il, pas terminé le regroupement de tous les otages au moment de l'arrivée des gendarmes.

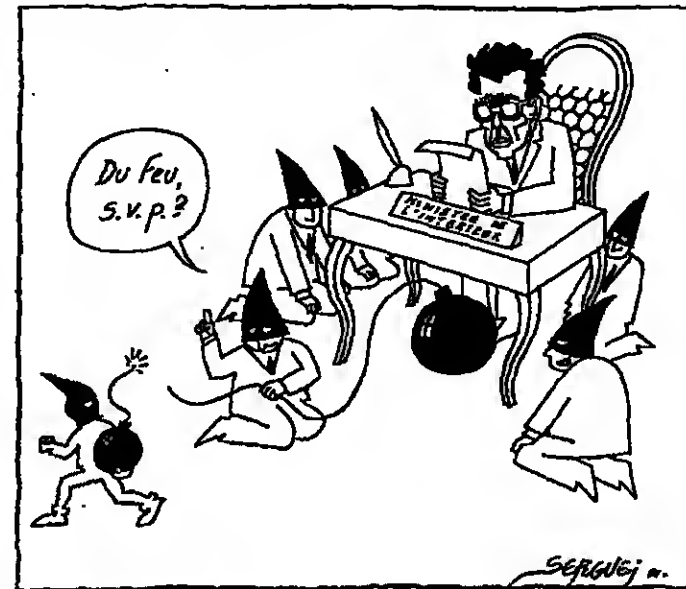
Dans un premier temps le commando s'entête une sortie, puis revient sur les lieux, devant l'im-

possibilité d'un passage en force. S'engage alors en pleine nuit un face-à-face que la première maladresse peut rendre impardonnable. Les gendarmes pénètrent progressivement dans le périmètre occupé. Les hommes cagoulés sentent se dessiner un étrange guet-apens dans ce jeu d'ombres de plus en plus menaçantes. Se dispersent finalement en petits groupes, ils parviennent à s'échapper, empruntant les multiples chemins entre chênes-lièges et eucalyptus qui parsèment le maquis sur plusieurs dizaines d'hectares.

Profitant de la confusion, deux femmes, menottes au poing, rejoignent la route nationale, tandis que les gendarmes continuent de ratisser les lieux, récupérant progressivement les otages sans pour autant interdire leurs ravisseurs. Les démineurs de la sécurité civile ne détectent aucune charge explosive, nulle trace non plus d'inscriptions sur les murs, comme le veut la tradition lorsque des actions sont exécutées par les nationalistes. Les opérations commandos de la nuit seront revendiquées dans la matinée du lendemain, au nom du FLNC, tendance « historique ». La tendance « dure », autrement dit des clandestins.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

L'énigme Joxe



Suite de la première page.

Comme si son auteur voulait conjurer ses propres doutes. Citation : « Le débat sur l'avenir de notre pays est dans toutes les têtes, mais il ne franchit pas les lèvres : peut-être faut-il prendre le plume. Ecrire, décrire les raisons de croire à l'avenir de la France (...) Parmi les grandes fonctions de l'Etat-nation, aucune n'échappe au débat : solidarité nationale, éducation nationale, défense nationale elle-même, d'autres encore. Le débat ne franchit pas les lèvres. Les questions qui tournent dans nos têtes sont-elles imprononçables, ou bien inoubliables parce qu'elles sont véritablement nouvelles ? Les deux sans doute. Dans le silence de la réflexion, comme dans le tintement des événements, nous avons du mal à nous parler comme à nous entendre. Nous avons du mal à nous interroger. Même tout bas. »

Mauvaise série policière

Enigmatique Pierre Joxe, le Joxe de ces six derniers mois, celui qui, de profanation de Carpentras en affaires des Renseignements généraux, de casseurs de Vaux-en-Velin en assassinats d'élus corses, de hausse de la délinquance en manifestations de lycéens, semble sur la

réserve, comme indifférent à cette mauvaise série policière qui ne peut pas ne pas l'atteindre, dans son image comme dans son crédit. L'opposition, dont il a toujours été l'unc des cibles privilégiées, ne boude pas son plaisir, abandonnant le thème du sectarisme, qu'il pouvait après tout ressentir comme un hommage à la solidité de ses convictions, pour enfouir celui, autrement dévastateur, de l'incompétence ou de l'irresponsabilité.

Et s'il n'y avait que la droite ! Il se murmure qu'à l'Elysée, l'« entourage » présidentiel s'impacient, un entourage qu'il n'a, il est vrai, jamais ménagé, estimant qu'après tout, l'Elysée, « ce n'est qu'un bâtiment », et qu'il n'y connaît qu'un seul vrai interlocuteur, M. Mitterrand. Mais, place Beauvau, son propre entourage s'impacient aussi, plus amicalement, le pressant depuis plusieurs mois de parler et d'agir, de dire clairement quelles sont ses ambitions, gouvernementales et politiques, bref de retrouver ses marques. Car M. Joxe est en train de perdre sur les deux tableaux : l'image de politique entré en administration qu'il avait su acquérir au ministère de l'Intérieur, dès son premier passage, de 1984 à 1986, s'effrite tandis que sa place pour l'avenir est encore incertaine au sein d'un PS malade où il reste, là aussi, en réserve, fabiusien de raison plus que de cœur, joxiste avant tout mais sans courant, mitterrandiste indéchirable quand le mitterrandisme a éclaté.

Inépuisable, tant elle tient au personnage, mystérieux à souhait, l'énigme tolère cependant deux explications. La première tient à la perception qu'a M. Joxe du débat politique actuel - y compris chez les socialistes -, un débat qu'il juge bien au-dessous des enjeux de cette fin de siècle. Si, pour répondre aux critiques de son projet corse, il évoque la place de la France dans le monde, c'est qu'il est convaincu que les polémiques sur l'avenir de l'île ne sont qu'un prétexte, qu'en fait il s'agit d'autre chose, de bien plus grave : de la peur du neuf quand, partout, le vieux s'écroule.

Pas de politique alternative

Pour le reste, il est convaincu qu'il n'y a pas de politique alternative à celle qu'il a proposée. Et ne se prive pas de rappeler les crimes non élucidés - notamment celui du Dr Lafay - commis quand la droite était aux affaires, entre 1986 et 1988. La criminalité en Corse, dit-il, n'est pas pire aujourd'hui qu'il y a quelques années. Le nombre de policiers et de gendarmes par rapport au nombre d'habitants y est trois fois plus élevé qu'en France. Et de souligner enfin, non sans ironie sur la solidarité gouvernementale, que la présence de l'Etat en Corse, c'est aussi le fonctionnement de la justice, le respect du droit de l'urbanisme, les contrôles fiscaux, la réglementation sociale, etc., autant de secteurs où les administrations insulaires seraient encore déficitaires.

La seconde explication tient à la relation ambiguë qu'entretient aujourd'hui M. Joxe avec un ministère où il n'avait pas souhaité revenir en 1988 et dont il semble avoir épuisé les curiosités liées à l'effet de nouveauté. Le paradoxe est que son investissement personnel dans le dossier corse, qui lui vaut aujourd'hui d'être en première ligne, était proportionnel à son détachement de questions purement policières. M. Joxe est sans doute en attente, en attente d'un signe de l'oracle élyséen qui sait fort bien tout à la fois susciter et résoudre ces situations d'instabilité parmi ses proches.

A quelques heures du conseil restreint sur la Corse, jeudi matin, le ministre de l'Intérieur semblait convaincu que le gouvernement ne renouvellerait pas à un projet adopté en conseil des ministres. Peut-être aura-t-il eu l'air, durant cette réunion, de se souvenir de deux ouvrages de son grand-père maternel, Daniel Halévy, l'ami de Péguy, son véritable mentor intellectuel, publiés en 1936 et 1937, aux titres évocateurs : *La fin des notables* et *La République des ducs...*

EDWY PLÉNEL

Un jeu dangereux

par Jean-Louis Andréani

AVEC les déclarations fracassantes de l'opposition de droite sur la politique du gouvernement en Corse et la série d'explosions de la nuit du 2 au 3 janvier, anti-nationalistes et nationalistes donnent aujourd'hui l'impression de s'engager dans un jeu bizarre et de plus en plus dangereux.

Après l'assassinat de Lucien Tirolo, les nationalistes avaient mis en cause une entente de « déstabilisation » de la Corse par les forces les plus conservatrices de l'île (RPR et MRC), en occultant la « rapide exploitation politique » de l'assassinat par « certaines forces archaïques ». Or, les dites forces « archaïques », relayées sur le continent par les dirigeants nationaux de la droite, voudraient accrédi-ter ces soupçons qu'elles ne s'y prendraient pas autrement.

L'assassinat de Lucien Tirolo, puis celui de Paul Mariani, ont en effet déclenché à droite une offensive contre le projet de statut Joxe - et le ministre de l'Intérieur lui-même - fondée sur l'arnalage. Alors que rien, pour le moment, ne permet de les impliquer, on sous-entend que les nationalistes sont les meurtriers, on met donc en cause la politique de dialogue tous azimuts - y compris avec les nationalistes - du gouvernement et le tour est joué : il faut retirer le statut Joxe et, si possible, changer au passage de ministre de l'Intérieur.

C'est ainsi que l'on entend, entre autres, M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, sommer le gouvernement de ne pas « dialoguer avec des assassins », alors que tout laisse à penser que M. Pons ne sait rien de ces assassinats et de leurs auteurs.

Le procédé est un peu gros et la droite - même s'il est normal de s'inquiéter de la situation dans l'île - est particulièrement mal placée

pour mettre en cause la politique corse du gouvernement. M. Charles Pasqua, qui affirme que « depuis trois ans » l'ordre public n'est plus assuré en Corse, considère-t-il que cet ordre public était mieux garanti lorsque M. Jacques Chirac était premier ministre, qu'il était lui-même ministre de l'Intérieur et que les nationalistes tuaient des gendarmes entre mars 1988 et avril 1989 ? Faut-il rappeler que c'est la conception « musclée » du maintien de l'ordre - hélicoptères et engins blindés légers - mise en œuvre lors de l'occupation de la cave vinicole d'Aléria en 1975, par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Michel Poniatowski, sous l'autorité du premier ministre, M. Jacques Chirac, et du président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui contribua à faire basculer la Corse dans un cycle de quinze ans de violences ?

Des hypothèses multiples... et contradictoires

Quant aux nationalistes, avec la série d'attentats de la nuit de mercredi à jeudi, ils voulaient donner raison à ceux qui dénoncent la faiblesse du gouvernement qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement. Si l'objectif de la droite est clair - mettre en échec le gouvernement - celui des nationalistes l'est d'autant moins que la confusion, on le sait, règne dans leurs rangs. De multiples hypothèses sont possibles, dont deux totalement contradictoires.

Les responsables de ces attentats peuvent être des nationalistes « durs » - ils les ont revendiqués - qui, voyant le ministre de l'Intérieur fragilisé, veulent lui porter le coup de grâce, le jour même du conseil restreint de l'Elysée. A l'inverse, il peut s'agir d'un avertissement, qui

signifierait en substance : nous sommes toujours là, imaginez ce qui vous attend si, face aux pressions de la droite, vous abandonnez la politique Joxe.

Pour le moment en tout cas, et même si les dysfonctionnements de l'appareil policier en Corse paraissent difficiles à nier, une seule chose, à la lumière du passé, paraît avérée, au milieu de toutes ces turbulences : pour paraphraser un mot fameux, la politique Joxe de la Corse, avec ses imperfections, est la pire des politiques, à l'exception de toutes les autres.

Vingt-huit assassinats et près de deux cents attentats l'an dernier

Au cours de l'année 1990, 28 assassinats et 197 attentats à l'explosif ont été commis en Corse, selon la préfecture de police à Ajaccio. Sur les 28 tués, on compte trois hommes publics : Charles Grossi, Lucien Tirolo et Paul Mariani - et dix personnes assassinées lors de règlements de comptes liés au grand banditisme, dont les auteurs n'ont pas été identifiés. Sur ce total de 28 assassinats, auxquels s'ajoutent 13 ten-

tatives d'homicides, huit affaires ont été élucidées par les services de police, selon la préfecture. En 1989, il y avait eu 14 assassinats et 20 tentatives d'homicide sur l'île. En 1988, 20 homicides et 33 tentatives. S'agissant des 197 attentats commis en 1990, une trentaine sont considérées comme ayant un caractère politique (FLNC, Résistance). En 1989, il y avait eu 148 attentats, contre 207 en 1988 et 408 en 1987.

RECTIFICATIF. - Plusieurs erreurs ont affecté le commentaire du sondage sur les cadres communistes paru dans le *Monde* du 3 janvier : en premier lieu, sur les 60 % de délégués au congrès du PCF qui ont été candidats à des élections, la moitié détiennent actuellement (et non « habituellement ») un mandat électif ; en second lieu, 26 % des délégués (et non « 6 % ») souhaitent qu'il n'y ait plus d'accord électoral entre leur parti et le

PS : en troisième lieu, nous écrivions en conclusion que le sondage du *Monde* et de la SOFRES montre que le vote « pré-gorbatchévien » (et non « très gorbatchévien ») qui a consacré, au terme du 27^e congrès, la suprématie de M. Marchais sur son parti a été acquis au prix du consentement de délégués triés sur le volet à (et non « et ») de pitoyables brocolis dans la dialectique officielle.

Un policier ou gendarme pour cent habitants

Le déploiement du maintien de l'ordre en Corse est beaucoup plus important que partout ailleurs en France. Au 2 janvier 1991, on comptait en Corse 2 423 fonctionnaires de police et militaire de la gendarmerie pour 243 000 habitants, selon le ministère de l'Intérieur. Il y a donc en Corse un policier ou gendarme pour 100 habitants (contre un pour 290 habitants sur le reste du territoire), ce qui représente une présence proportionnellement trois fois plus importante que sur le continent.

Sur ces 2 423 gendarmes et policiers, 1 680 constituent l'effectif permanent habituel

(790 pour la police tous services confondus et 870 pour la gendarmerie), la différence, soit 763 hommes, étant constituée des escadrons de CRS et de gendarmes mobiles envoyés en renfort.

Le seul service régional de police judiciaire (SRPJ) d'Ajaccio compte 120 fonctionnaires, soit autant que les services de PJ couvrant la région Centre (deux millions d'habitants). Enfin, les moyens d'identification judiciaire et de police scientifique mis à la disposition du SRPJ d'Ajaccio sont parmi les plus performants de France.

POLITIQUE

La démonstration de force des nationalistes en Corse

POINT DE VUE

La triple rupture

par Emile Arrighi de Casanova

La violence qui, presque chaque jour désormais, fait en Corse de nouveaux ravages, aggrave s'il est possible, le caractère déconcertant de la situation insulaire. Faute d'enrêter les coupables, les supputations vont bon train sur leurs motivations, eloudissant un climat à la limite du supportable.

La question se pose, dans ces conditions, de savoir si la réforme institutionnelle en cours de discussion devant les assemblées est encore opportune. La pari était d'amener la Corse à acquiescer au sein de la République une plus grande maîtrise de son destin et d'obtenir dans la même temps des partisans de la clandestinité qu'ils s'intègrent au débat démocratique. Tout se passe désormais comme si le ralliement des uns avait radicalisé les autres et comme si la justice privée, quelles qu'en soient les motivations, était en train de placer la Corse hors de l'Etat de droit. Il est bien évident qu'une telle situation, si elle n'était pas rapidement redressée, rendrait illusoire les effets attendus du passage du statut de région à celui de collectivité territoriale.

Il serait cependant injuste d'imputer au projet Joxe une dérive qui résulte moins de causes immédiates que d'événements ayant affecté la Corse depuis près d'un siècle. Aussi ne semble-t-il pas inutile, au-delà de l'émotion et de la réprobation qu'appelle un mépris inadmissible de la vie humaine, de faire un retour sur le passé, pour essayer de comprendre ce que la seule considération du présent est impuissante à expliquer. Ce regard rétrospectif révèle que la période allant de la fin du dix-neuvième siècle à nos jours a été marquée pour l'île par deux types de situations contrastées.

La première de ces périodes s'achevait avec les années 60 s'est déroulée dans une ambiance exempte pour l'essentiel d'insatis-

factions. La III^e République marque, de ce point de vue, une sorte d'apogée. Les Corses étaient présents partout hors de l'île. Ils constituaient l'épine dorsale de notre empire. Ils peuplaient l'administration et l'armée de la base au sommet. Ils brillaient au barreau et dans le corps médical. Rares étaient les gouvernements où ne figura pas l'un des leurs. Ils tenaient des villes comme Marseille, plus peuplée d'insulaires qu'Ajaccio ou Bastia. Ambitieux dans tous les secteurs, même ceux qui ne font pas bon ménage avec le moral. Ils savaient aussi faire preuve d'abnégation et de courage.

Au cours des deux guerres mondiales, surtout de la première, ils payèrent un tribut hors de proportion avec leur nombre sur les champs de bataille d'Europe, d'Afrique et d'Orient.

L'arrivée des pieds-noirs

Loin de l'île, ils en cultivaient la nostalgie, idéalisant son image et caressant le rêve, le plus souvent réalisé d'ailleurs, d'y retourner certains jours. C'est grâce à ces retours que les villages de l'intérieur peuplés d'une proportion inhabituelle de retraités, surdents de notabilité, demeuraient ce qu'ils étaient de temps immémoriaux : les archétypes d'une société faite d'un réseau de petites communautés où nul n'était anonyme parce que chacun y tenait une place singulière.

Les Corses s'accommodaient pendant plusieurs décades de cette situation, sans ambition ni panache, parce que c'est ailleurs que leur inclination pour l'ambition et le panache pouvait se donner libre cours.

Mais à partir des années 60, le vent-vent entre une diaspora de la réussite et une population résidente, confinée dans un rôle modeste et obscur de maintenance, se trouve

privé de ses effets, stabilisateurs et gratifiants, sous l'effet de trois séries d'événements.

Ce fut d'abord la décolonisation et ses conséquences immédiates la plus spectaculaire : l'arrivée de milliers de pieds-noirs.

Attirés par la côte orientale aux caractéristiques proches de la Mitidja, ils s'y installèrent pour y produire ce à quoi ils étaient accoutumés : la vigne et les agrumes. Beaucoup vécurent leur drame comme un nouveau départ dans l'existence avec un courage qui force l'admiration. La fertilité fit, hélas ! que ce courage eut sur l'île des effets perturbateurs.

Tourisme de masse

Via-vis des agriculteurs insulaires, ils apparurent comme disposant d'une expérience et de moyens auxquels eux-mêmes n'avaient jamais eu accès. Arrivés de surcroît au moment où, sous l'impulsion de la société de mise en valeur agricole de la Corse (SOMIVAQ), des lots expérimentaux devaient assurer, sur les mêmes terres, l'implantation de jeunes exploitants insulaires, ils ont, par ce funeste concours de circonstances, éliminé un sentiment de dépossession. Les agriculteurs locaux ont eu, de manière simultanée, la révélation de la valeur potentielle de terres jusque-là délaissées et de l'inaccessibilité, de fait, au droit de les cultiver.

Les premières graves tensions de l'après-guerre datent de cette malheureuse frustration, aggravée, d'ailleurs, par le basculement de l'économie rurale de l'intérieur vers la côte, avec comme conséquences la désertification de vastes espaces et l'arrivée des valeurs qui avaient nourri jusque-là l'âme insulaire.

Dans le même temps un autre phénomène est venu alimenter la

brasier de la contestation : l'entrée de la Corse sur le marché du tourisme de masse. Jusqu'aux années 60, les vrais touristes n'excédaient pas la dizaine de milliers. La majeure partie des estivants, une centaine de mille, était composée de Corses expatriés ; venant le temps des vacances retrouver le village de leur enfance. Comme ils y rejoignaient le plus souvent, les membres de leur famille restée sur place, ils ne posaient aucun problème d'hébergement ou d'insertion.

Il n'en est plus allé de même à partir du moment où ces Corses expatriés sont devenus une composante minoritaire d'un flux dépassant le million de touristes. Les insulaires, débordés par ce brusque déferlement, ont assisté impuissants à la prise de contrôle de ces migrations saisonnières par des marchands de voyages opérant de l'extérieur, plus soucieux de profits pour eux-mêmes que pour la Corse.

Une économie à la traîne

D'où une cause nouvelle de frustration et une attitude hostile, alimentée de surcroît par le traumatisme d'une saison estivale trop courte interrompue, sans parvenir à le secouer, le torpé d'une longue saison hivernale, mais aussi par les méfaits d'une spéculation immobilière, engendrée par l'absence de maîtrise foncière et du manque de rigueur dans l'octroi des permis de construire. On comprend dès lors que le tourisme, qui eût pu être une chance, ait été perçu, par de nombreuses couches de la population, comme une menace d'enlèvement, de dépersonnalisation et de dépossession.

Enfin, troisième phénomène et non des moindres : la violence des jeunes de rester sur place. Elle s'explique pour partie, par la fermeture

des débouchés traditionnels qu'affectionnent les Corses : l'armée, l'administration, les anciens territoires coloniaux, mais aussi par la prise de conscience qu'il était temps de mettre au service de la Corse les talents que les générations précédentes avaient déployés ailleurs. Or, face à cette ambition, quelle perspective leur offre la situation locale ? Une économie à la traîne et, pour sur, l'attente et l'ennui, battre le pavé d'Ajaccio ou de Bastia ou respirer, dans des villages quasi abandonnés, l'atmosphère délétère des estaminets. Comment dans ces conditions ne pas glisser du désenchantement à la révolte ?

D'autres régions ont connu des mutations analogues. Aucune cependant ne les a vécues de manière aussi cumulative dans un laps de temps aussi court et dans l'effondrement d'équilibres dont la permanence avait fini par occulter la fragilité. Le tout s'accomplissant dans la dramatisation que suscite la mode des insularités.

La situation d'aujourd'hui est le fruit avant de cette histoire contrastée où l'imprévision et les maladrotes, aussi bien des pouvoirs locaux que nationaux, ont engendré scepticisme, insatisfaction et persistance permanente à la revendication. La Corse est, pour tout dire, mal dans sa peau parce qu'elle ne parvient ni à retrouver ses racines ni à se sentir à nouveau, comme elle le fut naguère, une composante à part entière de la nation.

Lui offrir dans ces conditions un statut valorisant ses potentialités et sa capacité à s'administrer elle-même n'a rien de déraisonnable. Mais un statut n'est qu'un moyen. Il n'apporte pas, de lui-même, une réponse à la question capitale : pour quoi faire ?

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le texte en discussion n'ait calmé ni ceux qui estiment avoir un compte à

régler avec la France ni ceux qui redoutent que la référence ambiguë du peuple corse n'entraîne un relâchement des sens constitutifs de la nation.

Pour que les uns et les autres se retrouvent citoyens à part entière de notre République, le statut projeté doit être assorti d'un préalable et précisé dans sa finalité.

Le préalable, c'est le rétablissement de la paix civile, la réaffirmation du primat de la loi et la mise hors d'état de nuire de tous ceux qui prétendent se faire justice à eux-mêmes.

La finalité, c'est, d'une part, la promotion effective d'un essor économique dont les Corses seraient à la fois artisans et bénéficiaires, ce que le texte en discussion n'esquisse que timidement. C'est, d'autre part, l'ambition pour la Corse d'un rôle spécifique capable de la faire sortir d'un repliement auquel s'élèvent les pressions étrangères.

De ce point de vue quelques votes pourraient être utilement explorés : l'environnement dans ses rapports avec le développement ; la place de l'insularité dans le marché unique qui sera la réalité de demain ; la formation des cadres dont le coopération Nord-Sud a besoin.

Trois sujets d'une grande actualité qui gagneraient à être assumés par des structures appropriées pour lesquelles la Corse offre une localisation adéquate et une garantie évidente d'intérêt.

Ainsi ouverte sur le grand large, sans doute n'éprouverait-elle plus le sentiment d'être marginalisée. La chance lui serait en effet donnée de mettre toutes les énergies – y compris celles qui, déboussolées, s'expriment par la violence – au service de causes la plaçant au rang des acteurs de notre temps.

Emile Arrighi de Casanova est ancien président du Comité économique et social de la Corse.

JOURNÉES

Le Monde

PROSPECTIVES

PARIS

Les 16 et 17 janvier 1991

Unesco
125, avenue
de Suffren
75007 Paris
M. SégurAccès libre
et gratuitRenseignements :
Tél. : (1) 47-00-59 24
du lundi
au vendredi
de 9 h à 13 h

2 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

mercredi 16 et jeudi 17 janvier 1991.
Le Monde vous donne rendez-vous pour :

Les Forums de l'Emploi :

• Les débats des universités et des écoles :

« Université-entreprise : la réconciliation »
animé par Frédéric Gausson, responsable du Monde Campus.« La dimension européenne dans la formation »
animé par Frédéric Gausson, responsable du Monde Campus.« Quelles réponses aux besoins de la formation continue ? »
animé par Jean-Marie Dupont, journaliste au Monde.« Les Bac + 2 »
avec la participation de la MNEF ; animé par Catherine Bédaride, journaliste au Monde de l'Education.

• Les débats de SVP

apporteront des réponses concrètes aux cadres et responsables de PME-PMI sur :

« Pourquoi choisir une PME-PMI pour faire carrière ? »
« L'expatriation »

• L'APEC

avec un débat sur le thème suivant : « Et si les cadres expérimentés avaient quelque chose à apporter aux entreprises ? »

Les Portes de l'Action :

• Préparer l'avenir :

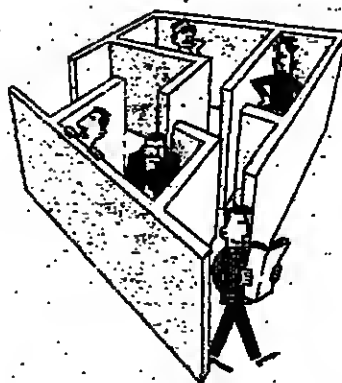
6 conseillers d'orientation seront à votre disposition pour vous aider à mieux connaître les formations et préparer votre avenir.

• Le kiosque aux stages :

le CDTE et la MNEF vous proposent un kiosque spécialement consacré aux stages en entreprise pour toutes les formations et dans tous les domaines.

• Les conseils des experts aux cadres :

pour les cadres ayant déjà une expérience professionnelle de 3 ans, des consultations individuelles et gratuites seront offertes par des cabinets de recrutement, sous l'égide du SYNTEC et de la Chambre nationale syndicale des conseils en recrutement.

PROCHAIN RENDEZ-VOUS
Mardi 5 janvier 1991
(numéro daté mercredi 9)AUJOURD'HUI, SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS
LES RÈGLES DE L'EMPLOI
VOUS SEREZ VITE HORS JEU

Aujourd'hui, formations et secteurs d'activité sont en permanente évolution. De nouveaux métiers se créent, d'autres se transforment : les compétences s'affinent, les exigences deviennent multiples. Dans ce contexte, l'avenir est à ceux qui analysent et anticipent les nouvelles données d'un jeu sans cesse plus complexe.

Le Monde Initiatives a été créé pour eux, cadres et étudiants.

Pour qu'ils trouvent informations et enquêtes sur les carrières, la formation professionnelle, les études et leurs débouchés. Pour qu'ils aient à leur disposition des offres d'emploi afin d'agir à bon escient, au bon moment.

Le Monde Initiatives - Campus-Emploi -, avec votre quotidien Le Monde, sans supplément de prix.

Chaque mardi, (numéro daté mercredi).

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI

CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

Des villas à la place des espaces verts

La boulimie immobilière des promoteurs du Cap-d'Agde

Le Cap-d'Agde, station balnéaire phare du Languedoc-Roussillon, la première en France par la capacité d'accueil avec 160 000 places, aurait en grande partie été construit en dépit de la législation en vigueur, au moins entre 1971 et 1983. La chambre criminelle de la Cour de cassation devrait être saisie dans les prochains jours, des élus ayant été cités dans cette affaire.

MONTPELLIER

de notre correspondant

C'est la version moderne de David — en l'occurrence M. Jacques Martin, administrateur de biens à Chambéry — contre Goliath, ici tout à la fois promoteur immobilier, société d'économie mixte et municipalité d'Agde (Hérault). Lorsque, en 1984, M. Martin prend possession de la villa qu'il vient d'acquiescer, une des quatre de la Résidence du Golfe dans la station balnéaire du Cap-d'Agde, il s'agit de constater quelques malfaçons et décide de fouiller dans le dossier du programme immobilier. Il découvre que sa maison a été construite sur une « aire de retournement », un espace initialement destiné à permettre aux automobilistes de faire demi-tour.

M. Martin s'aperçoit ensuite que, lors de la construction de ce groupe de villas, la SCI Résidence du Golfe, émanation du groupe SOPRA chargé des travaux, aurait illégalement réservé 7 % des surfaces acquises pour la réalisation d'espaces de loisirs, de jardins, parkings, ou lieux de détente. Or ces espaces ont été purement et simplement vendus pour y construire d'autres villas. L'infraction a été reconnue par la justice puisque M. Serge Mas, patron de la SOPRA, a été inculpé pour infraction au code de l'urbanisme et publiquité mensongère par M. Thierry Froment, alors juge d'instruction à Béziers.

Au-delà du cas précis de la Résidence du Golfe, M. Martin a pu le constater sur une pratique qui pourrait affecter la quasi-totalité de la station du Cap-d'Agde. Lorsque les travaux furent lancés en 1969, chaque acquisition de terrain devait répondre à un double cahier des charges, l'un général, l'autre particulier au site, incluant la réservation d'espaces de loisirs. Or, à partir de 1971, de nombreux promoteurs, à l'image de ceux de la Résidence du Golfe, ont revendu ces espaces dans le but de dégrader les profits supérieurs. Aujourd'hui, les enquêteurs évaluent à 90 % le nombre de constructions non conformes dans la station, à plusieurs milliers les propriétaires qui seraient en droit de demander réparation, et à au moins 800 millions de francs les profits réalisés par les promoteurs au mépris de la réglementation.

Le plus étonnant, c'est que personne n'avait encore réagi. En 1985, la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral languedocien (Société d'économie mixte SEBLI (Société d'équipement de Béziers et du littoral) la concession de l'opération.

Or l'ancien maire d'Agde était lui-même vice-président de la SEBLI, et il apparaît que la municipalité, la SEBLI et la SOPRA, qui a construit les trois quarts de la station, entretenaient des liens étroits. M^{me} Suzanne Sarra, directrice de l'agence de la SOPRA du Cap-d'Agde, était conseillère municipale d'Agde. M. Gérard Denestebé, associé de la SCI Résidence du Golfe, était l'ancien directeur des



tion d'aménagement de la station du Cap-d'Agde. Cette société n'est pas intervenue, semble-t-il, pour exiger le respect de normes qu'elle avait pour mission de faire appliquer. Pas plus que les services de l'équipement, pourtant à l'origine du cahier des charges du Cap-d'Agde avec la préfecture.

Liens avec la municipalité

La municipalité était, elle aussi, au fait des exigences de l'aménagement des lieux. L'ancien député et maire RPR d'Agde, M. Pierre Leroy-Beaulieu, aujourd'hui conseiller du conseil régional, se retourne vers l'Etat : « Jusqu'en 1983, nous n'avions pas la maîtrise des permis de construire, j'avoue que je ne pouvais pas m'apercevoir d'éventuelles infractions puisqu'ils ne nous étaient soumis par la SEBLI que pour information ou ensuite pour avis. C'est l'Etat, par le biais de l'équipement, tranchait. » Mais, reconnaît-il, « dans le détail, je ne peux pas

arènes de la station, alors que M^{me} Madeleine Tournau, épouse de M. Guy Tournau, ex-premier adjoint de M. Leroy-Beaulieu, était elle-même actionnaire de la SCI Résidence du Golfe.

Le juge Olivier Froment, un homonyme du premier magistrat chargé de l'affaire — muté en septembre à Rouen après avoir reçu des menaces visant l'un de ses proches, — a été dessaisi du dossier le 8 décembre afin qu'il soit transmis à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Celle-ci devrait désigner une juridiction compétente, plusieurs personnes impliquées pouvant être amenées à s'expliquer sur ce dossier. L'enjeu est énorme. Si une fraude généralisée était reconnue, les indemnités pourraient atteindre des sommes astronomiques. Plus grave, le mécanisme mis au jour au Cap-d'Agde pourrait ébranler d'autres stations du littoral languedocien où les mêmes méthodes auraient été appliquées.

JACQUES MONIN

ÉDUCATION

A un mois du congrès de la fédération enseignante

Climat de fronde à la FEN

Le prochain congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui se tiendra à Clermont-Ferrand du 4 au 9 février, risque d'être animé. Une tendance est venue s'ajouter à celles qui animaient déjà la fédération enseignante : le mouvement « Autrement », qui met en cause le fonctionnement interne de la FEN, présentera au congrès une liste baptisée « Union pour un nouveau contrat fédéral ».

Le courant « Autrement », dont l'apparition suscite des remous, est le produit d'une scission au sein de la tendance Unité, indépendance et démocratie (UID), majoritaire à la FEN avec 59,22 % des voix. Il vient jouer les tribulations de l'affrontement traditionnel entre UID, branche proche des socialistes (dont le poisson-pilote est le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège), et la tendance Unité Action (UA), plus proche des thèses du Parti communiste et tirant sa force du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES).

La fronde est partie du Syndicat national de l'enseignement technique

et de l'apprentissage autonome (SNETAA), dont les membres sont majoritaires au sein d'« Autrement » (aux côtés de représentants d'autres syndicats nationaux, comme le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation nationale). « Depuis trois ans, une majorité de la tendance UID de notre syndicat s'oppose à certaines orientations prises par la direction de la FEN », explique M. Michel Charpentier, responsable du SNETAA et fondateur d'« Autrement ». Résultat : M. Charpentier est prié de quitter le bureau exécutif de la FEN et le SNETAA s'éloigne de la tendance majoritaire UID.

Pour un syndicat unique

Aujourd'hui, les militants d'« Autrement » réclament que cesse l'affrontement entre les deux grands blocs idéologiques de la FEN. Dans la même logique, ils s'opposent vigoureusement aux projets de recombinaison interne souhaités par la direction de la fédération.

En effet, les responsables de la FEN, considérant que les tendances héritées de la guerre froide ont fait leur temps, désirent donner un nouveau visage à la fédération enseignante. L'harmonisation

en cours entre la situation des instituteurs et celle des professeurs du second degré les incite à précher pour un corps unique des enseignants et, au-delà, pour un syndicat unique. Dans cette hypothèse, on verrait se créer une branche enseignante de la FEN qui serait divisée en secteurs d'activité, et non plus en syndicats catégoriels.

Cette perspective, bien sûr, ne fait pas l'affaire du SNES, qui y voit une manière, pour la direction de la FEN, de marginaliser ses opposants. Le SNES, en hausse aux dernières élections professionnelles, est un redoutable contradicteur pour le SNI-PEGC qui, quant à lui, perdu 8 points lors de cette élection. « La restructuration, envisagée par la direction de la FEN, est une façon d'essayer de surmonter sa propre crise par une fuite en avant », estime M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES.

De son côté, le chef de file d'« Autrement » considère que ce projet « renforce le centralisme de l'appareil fédéral et sa tendance à prendre des décisions sans consulter les syndicats nationaux ». Les deux syndicats, bien que n'appartenant pas à la même tendance, n'excluent pas de « travailler ensemble », selon M^{me} Vuillat.

RAPHAËLE RÉROLLE

MÉDECINE

Création d'un logiciel pour les orthophonistes

L'informatique contre la dyslexie

MARSEILLE

de notre correspondant

Une orthophoniste, M^{me} Claude de Plazola, et un psychologue, M^{me} Françoise Gauthier, du département O. R. L. de l'hôpital La Timone à Marseille, viennent de mettre au point, avec l'aide de la société Unik Informatique, un logiciel à l'usage des orthophonistes, destiné à la rééducation des enfants dyslexiques. Ces enfants commencent des difficultés d'ordre visuel (confusion des lettres) ou auditif (confusion des phonèmes) et présentent une aversion pour l'écrit qui les met souvent en situation d'échec scolaire.

« Il pouvait paraître incongru, explique M^{me} Gauthier, d'introduire une machine dans une rééducation qui doit être avant tout humaine entre l'orthophoniste et l'enfant dyslexique. Mais nous avons dans toute idée de points à gagner ou de compétition avec l'ordinateur. Notre système ne fonctionne que sur la base d'une vérification de données acquises. L'ordinateur est un interlocuteur privilégié, face auquel l'enfant se sent en confiance ».

L'ordinateur n'intervient que

lorsque l'enfant a fait les acquisitions nécessaires concernant les jeux — adaptés à chaque âge — que lui propose le logiciel, acquisitions qu'il pourra lui-même vérifier en « jouant » avec l'ordinateur. La présence de l'orthophoniste à ses côtés est indispensable pour adapter au mieux la stratégie de rééducation. La machine n'est pas un substitut, mais un complément des méthodes utilisées par l'orthophoniste. Ce n'est pas une voix synthétique qui dialogue avec l'enfant, mais celle de l'orthophoniste, préalablement enregistrée.

Baptiste Starité (Station d'aide à la rééducation du langage écrit), né d'une collaboration entre l'hôpital public et le secteur privé, ce logiciel est au stade du prototype. Il devrait être commercialisé dans le courant du premier trimestre 1991 au prix de 35 000 francs (micro-ordinateur et logiciel compris). De nouveaux programmes sont en cours d'élaboration concernant le bilan orthophonique, les dysorthographies, la dyscalculie et la dysphonie.

JEAN CONTRUCCI

L'interdiction de fumer dans les trains de la banlieue parisienne

Voyageurs sans paquets

17 h 15, gare Montparnasse. Quelques retardataires écrasent leurs mégots et s'engouffrent dans un train en direction de Rambouillet. Le bras suspendu au-dessus duquel, un banlieusard aspire rapidement de profondes bouffées avant de jeter sa cigarette. « C'est souvent la dernière la meilleure ». Depuis le 1^{er} janvier, il est interdit de fumer dans les trains de la banlieue parisienne (Le Monde du 3 janvier). D'ailleurs, c'est une bonne mesure. Les fumeurs, ça sent mauvais, estime un autre, qui juge les 200 francs d'amende tout à fait dissuasifs.

A quelques voitures de là, un voyageur, qui vient furtivement de se débarrasser de son mégot avant la fermeture automatique des portes, trouve la mesure un peu sévère. « Je peux marcher quand je veux mais on aurait pu au moins conserver un wagon fumeurs. » Les non-fumeurs se débandent avec une pensée émue pour les « cacos » de la cigarette. « Quand les gens vous enfument, c'est insupportable. Mais il est difficile d'envisager une telle mesure sur les trains à longue distance, pour les fumeurs enrégimés ce serait difficile. »

Installé dans un wagon de première classe, le contrôleur est sceptique. « Vous leur dites d'éteindre leur cigarette mais dès qu'on a les talons tournés ils en rallument une autre. » A l'en croire, faire respecter la nouvelle interdiction relève du tour de force et non de la persuasion. « Je n'ai aucune chance d'agir seul sur le comportement des gens. C'est impossible de donner des amendes. Ça ne pourra marcher qu'à l'autorité et pour cela il faut être plusieurs. Mais on ne pourra pas mettre une brigade de contrôleurs dans chaque train uniquement pour faire expliquer cette mesure », remarque-t-il.

Quelques incidents ont déjà éclaté depuis le 1^{er} janvier, date à laquelle a été réduit le nombre des wagons fumeurs. « Les non-fumeurs viennent se plaindre des fumeurs. Des prises de gueule avec les voyageurs, on en a, mais ce que je crains le plus ce sont des affrontements entre parisiens et adversaires de la cigarette », s'inquiète le contrôleur.

18 h 15. Le train entre en gare de Rambouillet. Un homme trépite devant la porte, une cigarette éteinte à la bouche. Après une petite heure sans nicotine, la tension commence à monter.

MARTINE LARONCHE

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Rallye Paris-Dakar

Deux benjamins à l'orée du désert

GHADAMÈS

de notre envoyé spécial

Le désert, enfin ! Après des mois de rêves et de préparatifs mécaniques, les 296 concurrents du Rallye Paris-Tripoli-Dakar ont fait connaissance, mercredi 2 janvier, avec l'Afrique. Premier contact tout en douceur puisque cette étape consistait en un parcours de liaison entre Tripoli et Ghadamès, ville proche de la frontière tunisienne. Près de 600 kilomètres de routes goudronnées, juste pour admirer des collines rouges ou traverser des villages endormis.

« Une balade tranquille », déclare Patrick Piegay, tout à la fois heureux de se trouver dans la caravane et inquiet pour les jours à venir.

Patrik effectue ses premières armes dans cette épreuve. Élève du lycée Emile-Bejout de Bron (Rhône), ce garçon de dix-neuf ans a été sélectionné parmi les quatre mille jeunes conducteurs qui avaient répondu aux questionnaires de la société Feu vert, à la recherche « du plus jeune équipage jamais inscrit sur le rallye ».

Les encouragements de M. Kadhafi

Il a réussi le barrage de la sélection sur dossiers, puis il s'est mis en évidence lors des stages de conduite. Avec Christophe Morange, un étudiant en mécanique automobile du lycée Emile-Mimard de Saint-Étienne, il a formé le couple vainqueur d'un concours, le « Volant Toyota ». « Mon beau-frère tient un garage, et depuis l'âge de dix ans je traîne dans ses jambes », raconte Patrik. Son coéquipier évoque lui aussi un beau-frère qui pratiquait la compétition automobile. Alors, lorsqu'ils se sont retrouvés derrière le pare-brise d'un 4 x 4 pour d'ultimes courses de navigation dans les dunes proches d'Agades, ils n'étaient qu'à moitié des novices. « D'un côté, on découvrait un paysage complètement inconnu, mais en même temps on avait l'impression d'être capable de monter le volant dans les passes difficiles », assure Christophe, celui qui est devenu le

pilote du Toyota vert, enregistré sous le numéro 357.

Les deux benjamins de l'épreuve ont honorablement terminé le prologue de Clermont-Ferrand, à la cent cinquantième place. Ils ont déjà acquis le langage des vieux routiers. Pour eux, comme pour l'ensemble des concurrents, les choses sérieuses commencent jeudi 3 janvier, avec la première étape marathon. Ils essaieront de ne pas partir trop vite pour ne pas s'épuiser leur belle auto. « C'est vrai qu'on a un peu peur, reconnaît le pilote, nos parents n'ont pas cessé de nous dire de faire attention et de veiller à nous. »

Ils vont « tenter l'aventure pour arriver à certains objectifs », selon l'expression employée par Moamar El Kadhafi, l'inspirateur de la Jambiriya libyenne, lors d'un entretien avec Gilbert Sabine avant le départ de l'épreuve de Tripoli. Le colonel, très en verve, a salué le « phénomène sportif mondial » que représente le rallye en assurant qu'il avait découvert, au cours des éditions précédentes, que les organisateurs n'étaient pas « des espions américains, comme certains l'ont laissé croire ». Gratifiés des encouragements du dirigeant libyen, les concurrents n'ont plus qu'à jouer leur carte.

SERGE BOLLOCH

EN BREF

Vol d'armes de guerre neutralisées au mémorial du débarquement de Toulon. — Vingt-deux armes de guerre neutralisées ont été volées à Toulon, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, au mémorial du débarquement en Provence. Les malfaiteurs ont dérobé des pistolets, des fusils, des fusils-mitrailleurs, ainsi que des poignards de commando et des insignes et des fanions utilisés lors du débarquement de 15 août 1944. Selon la sûreté urbaine de Toulon qui a été chargée de l'enquête, les voleurs, après avoir escaladé sur quelques mètres la falaise du Mont Faron, ont pénétré à l'intérieur du Fort qui abrite le musée en agrandissant une meurtrière. Une corde, un pied de biche et la vitre qui protégeait l'accès ont été retrouvés à l'extérieur. Les enquêteurs orientent leurs recherches vers les collectionneurs de la région.

Quarante et unième tir d'Ariane dans la nuit du 15 au 16 janvier. — Le quarante et unième tir de la fusée européenne Ariane devrait avoir lieu le 15 janvier entre 20 h 09 et 21 h 18, heure de Kourov (soit le 16, entre 00 h 09 et 01 h 18, heure de Paris), a annoncé Arianeespace. Il s'agira d'une Ariane 44 L, la version la plus puissante du lanceur européen, qui emportera Eutelsat-2-F2, deuxième modèle de la nouvelle série des satellites de l'organisation européenne de télécommunications Eutelsat, et Italsat-1, premier satellite national de télécommunications italienne.

Le gouvernement américain autorise un médicament contre l'anémie chez les malades du sida. — L'administration américaine a approuvé, mercredi 2 janvier, l'utilisation d'un médicament destiné à combattre l'anémie dont souffrent certains malades du sida traités à l'AZT. Ce médicament, fabriqué à partir d'une protéine du rein, l'érythropoïétine, stimule la production de globules rouges. De nombreux malades du sida, soignés à l'AZT, peuvent être frappés, en effet, par de sévères anémies leur imposant des transfusions régulières ou même l'arrêt du traitement. La Food and Drug Administration (FDA) avait déjà approuvé, en juin 1989, l'utilisation de l'érythropoïétine pour des malades souffrant de défaillance rénale chronique. — (AFP, UPI)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

LES PRETRES La vie au quotidien
Miguel Gilson
2^e édition

La rigoureuse réécriture de cet ouvrage qui propose Miguel Gilson, à la lumière des textes canoniques, tout ce qu'il faut savoir sur la vie des prêtres.

120 pages, 92 F

CULTURE

ARTS

Le temps et l'espace en situation critique

Une revue, un guide, deux manières d'aborder l'architecture

Voici deux publications pour se diriger dans le monde de l'architecture, ou plutôt dans le temps et l'espace de la ville. La première est liée à un symposium éphémère, le sixième anniversaire de la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, qui, pour l'occasion, s'offre une somptueuse fête en forme de numéro spécial. Réalisé par l'équipe de la revue, sous la direction de François Chaslin et de Jean-Paul Robert, ce numéro est loin du gâteau d'anniversaire trop coloré, trop crémeux, trop sucré, qu'on s'offre souvent en pareille occasion. Soixante ans, à raison d'une parution tous les deux mois, cela donne en effet une certaine hauteur de vue, une certaine tempérance.

Et cela permet de porter un regard singulièrement libre et vif sur ces six décennies qui ont vu le développement, l'apogée, l'effondrement du mouvement moderne, sa conversion de doctrine en style et la naissance de l'actuel éclectisme. Acteurs de ce numéro : tout ce qui compte parmi les architectes, dont nous ne retiendrons ici que Pouillon, pour sa lente réhabilitation, et ses rédacteurs en chef qui ont donné à *AA* (c'est son petit nom) sa flamme, ses raisons et ses contrastes, Bloc, Vagn, Persitz, et puis Emery, Huet, et enfin Chaslin, pour la dernière ligne droite qui a porté à vingt-cinq mille exemplaires la diffusion de la revue.

Depuis 1972, *AA* appartient au groupe *Exposition*. Mais on se convaincra à la lecture d'un tel numéro que la revue peut appartenir à ceux qui l'écrivent lorsqu'ils ont le courage de définir eux-mêmes leur liberté. Cela ne va pas sans risque. Huet l'a appris à ses dépens, durant ses trois années à la tête du journal. Aujourd'hui encore, la revue *Urbanisme*, concurrent et concurrente d'*AA*, en fait l'expérience à travers le triste procès que lui intente Olivier-Claude Caboc, flicé que la revue ait dit ce que tout le monde sait pourtant : que le Pompidou (où loge *AA*) est nu et mérite d'être vertement critiqué.

Si l'on en croit François Chaslin, dans une brillante introduction sur l'état de la critique et des critiques, ce n'est cependant pas l'engagement



Gravure originale de Pascale Boillot pour le numéro spécial de «AA»

qui ferait aujourd'hui la dimension périlleuse du métier, mais un manque de repères objectifs, une sorte de vide théorique, qui livrerait le métier aux aléas et à l'errance de la subjectivité. On peut se demander toutefois si cette objectivité, ces doctrines, ces repères disparus n'étaient pas l'expression même d'une subjectivité qui s'ignorait, comme la prose de M. Jourdain, l'expression d'une naïveté exaltée dont on a les fâcheux effets dans mille autres domaines que l'architecture. Il n'est, pour s'en convaincre, que de reprendre avec attention la reproduction du numéro 1 de *L'Architecture d'aujourd'hui* (novembre 1930), que les abonnés auront reçu en prime avec le 272, celui des soixante ans.

Après ce voyage dans le temps, c'est à un parcours dans l'espace de la ville que nous invite le *Guide de*

l'architecture moderne à Paris, dernière version d'un précieux inventaire entrepris par Hervé Martin, journaliste à l'AFP. On y trouve à peu près tout ce que le siècle a laissé, et même ce qu'il s'apprête à laisser, les projets non encore réalisés. Mais attention, ce guide n'est pas une sélection, c'est une énumération sobre et, comme dirait Chaslin, « objective » de toutes les constructions qui, à tort ou à raison, ont eu la vanité de vouloir être vues, reconnues comme pièces d'architecture. Il y a donc un peu de pice à côté de beaucoup de mérite. C'est un fond exactement ce que l'on demande à un guide : nous informer sur l'origine, les auteurs ou les responsables des bâtiments que nous livrons les hasards ou les calculs des promeneurs.

L'ouvrage, préfacé par Christian

de Portzamparc, s'articule autour de dix-huit promenades à travers les vingt arrondissements de Paris, chacun doté d'un plan, et jusqu'au quartier de la Défense. Une photographie (ou, trop souvent, un magma grisâtre) plus un texte court (en français et en anglais) présentent les constructions. Deux index, en fin de volume, permettent de s'y retrouver.

FRÉDÉRIC EDELMANN

► *L'Architecture d'aujourd'hui*, numéro 272, décembre 1990. Prix du numéro : 135 F. *L'Architecture d'aujourd'hui*, Le Point, 25, rue Laboulaye, 75842, Paris Cedex 15.

► *Guide de l'architecture moderne à Paris*, d'Hervé Martin, Editions Syros Alternatives, 318 pages, 150 francs.

Aristote s'ennuie à Tourcoing

Une cinquantaine d'artistes contemporains conjuguent le thème diaphane

TOURCOING

de notre envoyé spécial

C'est devenu une habitude, il n'est plus d'exposition d'art contemporain qui se passe de l'autorité d'un philosophe. Pour avoir écrit : « Et par diaphane j'entends ce qui, bien que visible, n'est pas visible par soi-même », il n'est pas visible par soi-même, mais à l'origine d'une couleur étrangère : tels sont l'air, l'eau et un grand nombre de corps solides », Aristote a été convoqué à Tourcoing et sommé de patronner « le Diaphane », rassemblement de quarante-cinq artistes actuels. Il a accepté. Depuis deux douzaines de siècles, sa pensée a été appelée à la rescousse de toutes les doctrines, tirée à hue et à dia dans tous les sens : alors, pourquoi pas en faveur de Sol Lewitt et de Michelangelo Pistoletto ? Ce n'est qu'un épisode de plus de l'horisondisme à travers les âges.

Pourquoi le « diaphane » ? Pour glisser sur le visible et l'invisible, croyait-on. Pas seulement, il faut voir plus loin et plus large. L'événement au visiteur le déclare avec quelque solennité : « Nous entendons par diaphane ce qui existe et ce qui ne passe entre une œuvre d'art et une personne, le médium de sa visibilité, de son intelligibilité, l'espace, le temps et tout rapport à l'expérience, au réel et aux moyens dont on dispose pour occuper activement cet entre-deux. » Le diaphane est donc, si l'on a compris, à peu près le tout de l'art, hors l'œuvre elle-même peut-être. A moins qu'il ne soit le caractère du contemporain, puisque, signalé le même texte préemptoire et limitaire, « dans l'art contemporain, le Diaphane est devenu le lieu même de la vie des œuvres ». Auparavant, apprend-on néanmoins, il était à l'œuvre dans les mosaïques byzantines, les églises gothiques et l'impressionnisme. Le diaphane est-il éternel ? Ce n'est pas impossible. En tout cas, il se déplace en devenant la matière même de l'événement.

avant de se déclarer « pluridisciplinaire, différentiel, pluriel et ouvert ». A la bonne heure...

Il semblerait - conditionnel précautionneux - que tout ceci veuille dire que l'art d'aujourd'hui s'inquiète des modes de sa perception et de sa compréhension et soit actuel pour cette raison - à quoi il serait probablement de mauvais goût d'objecter

que l'art ancien ou le négligeait pas aussi. De la démonstration de cette thèse, le soin a été abandonné à Kounellis, Merz, Richter, Flavin, Marden, Toroni et autres célébrités des minimalistes, post-conceptuels, néo-dadaïstes, post-constructivistes et autres académismes du dernier quart de siècle.

Les bricolages en carton et miroir de Harald Kriegerbiller font excellent effet dans la grande galerie du Musée des beaux-arts de Tourcoing, vidée pour l'occasion de ses collections permanentes et ornée de quelques monochromes lisses de la peinture en laque de Richard Long est bien en place, face à la pseudo-abstraction lyrique de Gerhard Richter, tout aussi conventionnelle, tout aussi attendue. A l'étage, Sol Lewitt poursuit le long ébatement qui le rapproche sans cesse davantage de la vacuité décorative qui a fait la gloire de Vassarely. Per Kirkeby a déposé des bronzes médiocres dans le cloître, mi-corro mi-Brunelleschi, de l'Ecole des Beaux-Arts et Kounellis deux souliers percés de deux bords de gaz. Dans l'escalier, des bananiers de Toroni et, à l'étage, quelques toiles d'Eugène Leroy et Pier Paolo Calzolari, qui rivalisent dans le croûteux. Mais Buren n'est pas là. On a oublié Buren, l'indispensable de toutes les expositions à grand spectacle. Cet ostracisme est incompréhensible.

Cette tragique absence exceptée, « Le diaphane » est une exposition parfaite. Elle récapitule, avec une merveilleuse docilité, les modes qui gouvernent l'art contemporain-pour-musées depuis un demi-siècle. Les murs sont peints de blanc, les parquets vitrifiés et l'architecture fin dix-neuvième exquieusement dénuée, c'est-à-dire postmoderne. On s'y promène en silence, entre des décors qui ne troublent ni ne dérangent l'œil et l'esprit, dans une douce lumière d'aéroport à l'ouï. Voilà bien l'art tel qu'il peut plaire : incolore, éphémère, gentilment narcissique, vide. Autrement dit, diaphane.

PHILIPPE DAGEN

Reste la fraîcheur des fusains, à savourer comme des films muets, les images de New-York aux grottes inversées, les petits corps dynamiques en suspension dans la ville. L'air de rien, ce petit voyage surréaliste et drôle est une belle leçon de choses et de vie, à l'usage de toute la scène médiatique.

LAURENCE BENAIM

► *Fortunato Depero*, Institut Culturel Italien, 50, rue de Valenciennes 75007. Tél. : 42-22-12-78. Jusqu'au 14 janvier.

► *Musée des Beaux-Arts*, 2, rue Paul-Dumery. Tél. : 20-76-36-94. Ecole des Beaux-Arts, 12 rue de Gand. Tél. : 20-26-36-32. Jusqu'au 2 février.

CINÉMA

Voyage à vide

« Christian », de Gabriel Axel, raconte le périple d'un jeune homme à travers l'Europe

Christian est un joli gentil jeune homme, citoyen danois et amateur de voyages. En une heure quinze de film, il se fait voir par sa petite amie, son patrou et ses parents, devient voleur à la petite semaine, est intrigué dans un centre de redressement qui fait honneur à la politique sociale des pays scandinaves, s'évade (ce qui fait pleurer maman dans sa cuisine), arrive à Hambourg, puis à Avers, en stop, en France en péniche, se fait héberger à Paris par une intellectuelle argentée et maternelle qu'il régale d'un morceau de folk danois, puis par un clochard sentencieux, étale le froc d'espagnol en train, essaie de voler un riche Anglais, aboutit à Algésiras en moto, à Tanger en bateau, se fait courser dans le souk de Marrakech, traverse le désert, avec sa guitare sur les pieds, et finit par être recueilli par des villageois du Haut Atlas.

Chaque étape de cette odyssée à travers les bons sentiments européens est relayée d'une fiée cotation sur la philosophie du cru et la cuisine locale (Gabriel Axel n'est pas pour rien le réalisateur du *Fan de Babette*). En une heure quinze, sur l'écran, il ne s'est rien passé. Vient l'idée que si tous les gars du monde voulaient se donner la main, certains s'auraient plus les bras libres pour tenir une caméra et ça ne serait pas plus mal.

La situation s'améliore légèrement, dans la dernière demi-heure, qui voit le nigron routard s'incruster chez les paysans marocains. La vie au village et l'idylle avec la jeune fille de la maison sont filmées avec une jolie naïveté. Pour quel fait-il que le cocoonisme retombe dans le cliché folklorique, avec méchoui typique, fantasia (au ralenti) et larmoiement au bord de l'indécence ?

JEAN-MICHEL FRODON

Paix sur le monde

Entre « Alphaville » et « Le Meilleur des mondes », le cauchemar de Ole Roos : « L'homme qui voulait être coupable »

L'histoire se passe en un futur très proche, quelques années tout au plus, dans un pays d'Europe occidentale. Le Danois, puis Ole Roos, réalisateur de *L'homme qui voulait être coupable*, est danois, de même que Henrik Stangerup, auteur du roman dont le film s'inspire. Et ce temps-là, les contes de fées sont interdits, pour cause de poésie. Un grand éditeur est recherché pour avoir brisé l'interdit. Un homme vient le voir, clandestinement, l'homme qui a écrit les contes - Jesper Klein, - celui-là même qui « veut être coupable ».

Coupable de poésie donc, d'imagination. Coupable aussi d'avoir, au cours d'une dispute, tué sa femme, Anna Karina, - du moins tout le laisse croire, puis, ayant affolé, coupable d'avoir laissé envoler son fils par des sortes de flics infirmiers chargés de maintenir l'ordre, ce docteur. Entre *Alphaville* et *Le Meilleur des mondes*, cette société est non violente, lisse, sans aspérités auxquelles se raccrocher, contre lesquelles lutter.

Le vrai sujet du film serait le rapport père-fils, la prise de conscience d'une culpabilité diffuse de l'homme envers son gosse et envers son éditeur, vieux sage souriant. Mais ce qui apparaît, c'est Jesper Klein parlant à la recherche de sa famille. Prétexte à décrire ce monde froid de vitrines et de béton, d'escaliers mécaniques et de couloirs labyrinthiques, de nature trop bien peignée, de faux semblants en reflets vidéo, qu'on a déjà beaucoup vu.

Henrik Stangerup dit avoir voulu déconcer, dans son roman, les utopies des années 70 : « Tout un milieu intellectuel, influencé par

l'apparence de démocratie en Allemagne de l'Est, était obsédé par l'idée d'éduquer un « nouveau Danois ». Ils étaient, selon moi, en train de faire une société totalitaire, mais sans Big Brother, avec le sourire, les blue jeans et les idées de liberté. Il faut coucher avec n'importe qui, etc. Je me suis demandé ce qui se passerait pour l'homme si on éliminait la notion de culpabilité ».

Entre cette satire et le thème père-fils, Ole Roos se perd. D'ailleurs, les excès des idéologies douteuses ont pas mal servi au cinéma, avec plus ou moins de bonheur. Tout le monde ne possède pas le génie dévastateur, l'ironie échevelée de Terry Gilliam et de son *Brazil*.

COLETTE GODARD

► *L'affaire Kerkzak*. - Suite à la décision d'UGC de ne pas distribuer le film de Wajda *Korczak* (le Monde du 3 janvier), le directeur d'UGC, M. Guy Verrochia, le producteur français M. Daniel Toscan du Plantier et M. Dominique Walton, directeur du Centre national du cinéma, doivent se rencontrer le 7 janvier. UGC - qui vient de connaître quelques déboires avec Jean Galmot, le Patron du roi, Lacenaire - a annoncé son retrait après que l'aide à la distribution (entre 100 000 et 300 000 F.) ait été refusée au film, le commissionnaire ayant estimé que le réalisateur était suffisamment connu. M. Guy Verrochia n'exclut pas de revenir sur sa décision, et, dans le cas contraire, M. Daniel Toscan du Plantier chercherait un autre distributeur. En tout état de cause, *Korczak* devrait sortir avant le 30 janvier, après avoir fait couler beaucoup d'encre.

THEATRE ESSAIEN DE PARIS

le tourment de Dieu

« Trois fois se défilent apocryphes, antiques et modernes miniatures. Les sons, les bruits, les voix, tout se répète et se répète à l'enchassement. » A. HELIOT-LE QUOTIDIEN. « Cette collaboration fait ainsi le lien entre l'ancien et le nouveau, le sacré et le profane, le divin et le terrestre. » F. TITOUX-LE NOUVEL OBSERVATEUR. « Un bijou dans un film, destiné à faire sourire les yeux comme les dents. » J.-L. JENKINS-PICARD. « Une œuvre et une œuvre de ce genre, dans un monde où on ne voit que le monde, c'est un miracle. » P. GATTI-LE ROMANESQUE.

DANSE

PHILIPPE DECOUFLÉ

TRITON

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELAIN PARIS 4^e

ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

ATELIER IRCAM

Pierre Boulez

«...explosante-fixe...»

création

Composé et dirigé par Pierre Boulez

Ensemble Intercontemporain

Direction Pierre Boulez

Avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations

Centre Georges Pompidou

IRCAM

Andrew Gerazo, directeur musical

Pierre-André Valade, Éric de la Chapelle, Sophie Chemier, Emmanuelle Ogilvie, et al.

Technique IRCAM

11, 12, 14, 16 janvier - 20 h 30

13 janvier - 16 h

Centre Georges Pompidou

42 60 94 27

Journal

L'ANNÉE 1990 DANS LE MONDE

ETRANGER

par EDOUARD MASUREL

JANVIER

3. - **PANAMA** : Les Etats-Unis, qui ont lancé, le 20 décembre, l'opération militaire « Juste cause », obtiennent la reddition du général Noriega, réfugié depuis le 24 décembre à l'ambassade du Vatican. Transféré le 4 aux Etats-Unis, il est inculpé de trafic de drogue par un tribunal de Floride.

10. - **CHINE** : M. Li Peng, premier ministre, annonce la levée de la loi martiale instaurée à Pékin le 20 mai 1989.

18-19. - **FRANCE-HONGRIE** : M. Mitterrand, en visite officielle en Hongrie, développe son idée de confédération européenne.

19. - **INDE** : Le gouvernement fédéral prend le contrôle de l'Etat du Cachemire où 95 % des habitants sont musulmans. L'islamisation de la répression contre les indépendantistes relance la tension avec le Pakistan, qui soutient le « mouvement de libération » au Cachemire.

20. - **URSS** : L'état d'urgence est déclaré à Bakou et l'armée prend le contrôle de la ville, où des pogroms anti-arméniens ont fait 56 morts, du 13 au 15, et alors que des affrontements interethniques ont éclaté dans plusieurs autres régions d'Azerbaïdjan. De violents combats entre l'armée et des nationalistes arméniens ont fait 27 soldats soviétiques morts.

22. - **CORÉE DU SUD** : Le parti ou pouvoir et deux formations centristes de l'opposition décident de se regrouper en un « grand parti conservateur ».

27. - **ROUMANIE** : Alors que les manifestations se multiplient à Bucarest contre les nouvelles autorités, accusées de monopoliser le pouvoir et de ne pas se démarquer assez de l'ancien régime, un bilan officiel évalue à 689 morts et 1 200 blessés le nombre des victimes de l'insurrection de décembre, alors qu'on avait parlé de 60 000 morts.

FÉVRIER

1^{er}. - **BULGARIE** : Le PC, réuni depuis le 30 janvier pour son quarzième congrès, adopte un « Manifeste pour un socialisme démocratique », qui rompt avec le passé. Le 25, une manifestation anticomuniste rassemble plus de cent mille personnes à Sofia.

1^{er}. - **ROUMANIE** : Le Front de salut national accepte de partager le pouvoir avec l'opposition. Mais des manifestations se poursuivent devant l'immeuble du gouvernement, qui est même pris d'assaut et mis à sac le 18.

4. - **COSTA-RICA** : M. Rafael Angel Calderon, candidat du Parti de l'unité social-chrétienne (centre gauche), remporte l'élection présidentielle. Il succède le 8 mai au président Oscar Arias, dont le Parti de libération ontologique (social-démocrate) a eu le pouvoir depuis 1982.

7. - **URSS** : A l'issue de trois jours de débats houleux, le plénum du comité central du PC approuve le projet de programme du parti présenté par M. Gorbatchev dans la perspective de prochaines élections, qui est avancé d'octobre à juillet. Cette « plate-forme » prévoit de profonds changements dans le système communiste, dont l'abandon du rôle dirigeant du parti et le passage à un « régime présidentiel démocratique ».

13. - **EST-OUEST** : Les ministres des affaires étrangères de l'OTAN et du pacte de Varsovie, réunis à Ottawa, concluent deux accords : l'un concerne l'unification de l'Allemagne et l'autre fixe un plafond de 195 000 hommes pour les troupes américaines et soviétiques dans la « zone centrale » de l'Europe.

15. - **ARGENTINE - GRANDE-BRETAGNE** : Les relations diplomatiques sont rétablies huit ans après la guerre des Malouines.

15. - **COLOMBIE** : Le président Bush et les présidents de trois pays producteurs de cocaïne (Bolivie, Colombie, Pérou) se réunissent à Cartagena pour jeter les bases d'une coopération contre la drogue.

18. - **JAPON** : Aux élections législatives, le Parti libéral-démocrate (conservateur) parvient à conserver la majorité absolue à la Chambre basse avec 275 (sur 252) des 512 sièges, en dépit d'une nette progression du Parti socialiste, qui passe de 85 à 136 sièges.

19-24. - **FRANCE-PAKISTAN ET BANGLADESH** : M. Mitterrand est le premier chef d'Etat français à se rendre au Pakistan, du 19 au 21, où il accepte d'autoriser la vente d'une centrale nucléaire, et au Bangladesh, du 22 au 24, où la France participe activement au projet de contrôle des inondations.

22. - **ESPACE** : Echec du trentième tir de la fusée européenne Ariane, après 17 lancements consécutifs réussis. Mais Ariane recoupe avec le succès dès le 24 juillet.

23. - **GABON** : Le président Omar Bongo promet des réformes politiques alors que le pays est paralysé par des grèves et des manifestations contre les mesures d'austérité.

24. - **URSS** : Lors des premières élections libres depuis la guerre en Lituanie, les indépendantistes remportent dès le premier tour la majorité des sièges du Parlement de la République. Le second tour, le 4 mars, confirme leur victoire.

25. - **NICARAGUA** : A l'élection présidentielle, M. Violeta Chamorro, candidate de l'Union nationale d'opposition (UNO), l'emporte avec 54,7 % des suffrages sur M. Daniel Ortega (40,8 %), dirigeant du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), au pouvoir depuis 1979. Une semaine avant l'entrée en fonctions de M. Chamorro, le 25 avril, les guérilleros de la Contra acceptent leur « démobilisation ».

28. - **BENIN** : Le général Mathieu Kérékou accepte la libéralisation du régime marxiste-léniniste qu'il avait instauré en 1972 après un putsch militaire.

MARS

4. - **URSS** : Au premier tour des élections locales en Russie, en Ukraine et en Biélorussie, coréme au second tour, le 18, les réformateurs et les radicaux remportent d'importants succès, ce qui pousse la pression de manifestations contre le gouvernement militaire.

13. - **M. Erika Fucini**, ministre à la Cour de cassation, est nommé président provisoire et chargé d'organiser rapidement des élections démocratiques.

11. - **COMORES** : M. Said Mohamed Djohar, chef de l'Etat par intérim, remporte l'élection présidentielle.

deutielle avec 55,02 % des suffrages.

11. - **URSS** : Le Parlement lituanien vote, par 124 voix sur 133, une déclaration d'indépendance. Ce vote est suivi d'une épreuve de force entre Vilnius et Moscou, qui, après des pressions militaires, applique des sanctions économiques à partir du 18 avril. Les pays occidentaux, par crainte de déstabiliser M. Gorbatchev, réagissent avec prudence.

13. - **URSS** : Le Congrès des députés, réuni du 12 au 15, approuve à une large majorité une série d'amendements constitutionnels instaurant un régime présidentiel, la pluralité des partis et la propriété privée.

14. - **M. Gorbatchev** est élu président pour cinq ans.

16. - **BRESIL** : Le président Fernando Collor, entré en fonctions la veille, annonce un très sévère plan anti-inflation qui provoque une chute brutale de l'activité.

18. - **URSS** : Après la Lituanie, les nationalistes reprennent les élections locales dans les deux autres Républiques baltes, l'Estonie et la Lettonie. Les Parlements votent ensuite, le 30 mars et le 4 mai, en faveur de l'indépendance, mais en acceptant de longues « périodes de transition ».

21. - **NAMIBIE** : L'indépendance est officiellement proclamée. L'Assemblée constituante a approuvé, le 9 février, une Constitution démocratique, n'avait d'être, à l'unanimité, le 16 février, M. Sam Nujoma, chef de la SWAPO, pour devenir le premier président namibien.

23. - **MONGOLIE** : Le Parlement vote l'abolition du rôle dirigeant du Parti populaire révolutionnaire mongol (communiste) après la démission des dirigeants du PC, le 12, et de l'Etat, le 15, puis leur remplacement, le 14 et le 21, par une nouvelle génération de réformistes.

24. - **AUSTRALIE** : Le Parti travailliste de M. Bob Hawke, au pouvoir depuis mars 1983, remporte les élections législatives pour la quatrième fois consécutive et obtient 77 (sur 148) sièges de la Chambre des représentants.

24. - **SRI-LANKA** : La force indienne de maintien de la paix a achevé son retrait du nord de l'île. A partir du 11 juin, de violents combats reprennent entre l'armée srilankaise et la guérilla séparatiste tamoule, qui était en pourparlers avec le président Premadasa depuis plus d'un an.

25. - **HONGRIE** : Au premier tour des premières élections législatives libres depuis 1945, la majorité se prononce pour la démocratie et le rejet de l'ancien régime. A l'issue du second tour, le 8 avril, le Forum démocratique (centre droit) arrive en tête, avec 163 des 386 sièges.

31. - **GRANDE-BRETAGNE** : Le centre de Londres est dévasté par une émeute à l'issue d'une manifestation qui avait rassemblé près de 200 000 personnes contre la « poll tax ». L'introduction, le 1^{er} avril, de ce nouvel impôt local, qui fait payer les pauvres autant que les riches, a suscité une vague de protestations et a favorisé la chute de la popularité de M. Thatcher.

AVRIL

2. - **FRANCE-ESPAGNE** : L'extraterritorialité de Séville d'un François de Bayonne, Henri Parot, permet le démantèlement d'un commando français de l'ETA militaire responsable de nombreux attentats meurtriers commis en Espagne entre 1978 et 1989.

8. - **GRÈCE** : Lors des troisièmes élections législatives organisées en dix mois, la Nouvelle Démocratie (conservateur) de M. Constantinos Mitsotakis obtient 150 (sur 220) des 300 sièges et le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou 125 sièges (-3). M. Mitsotakis forme, le 11, un gouvernement qui se donne pour priorité le redressement économique du pays.

8. - **NÉPAL** : Le roi Birendra accepte le rétablissement du multipartisme, supprimé depuis 1960, après sept semaines d'agitation dont la répression n'a fait au moins 50 morts. Le 16, le souverain annonce la dissolution du Panchayat, structure politique et administrative sur laquelle reposait la

monarchie absolue. L'opposition forme, le 19, le gouvernement de transition jusqu'à l'organisation d'élections libres avant fin d'année.

8. - **YOUgoslavie** : Lors des premières élections libres en Slovaquie, la coalition d'opposition non communiste Demos obtient 55 % des suffrages et remporte 47 des 80 sièges du Parlement de Ljubljana. De même, en Croatie, les 22 avril, 6 et 7 mai, les élections sont remportées par l'Union démocratique croate (droite nationaliste) qui obtient les deux tiers des sièges du Parlement de Zagreb.

19. - **FRANCE-ETATS-UNIS** : M. Bush et M. Mitterrand se rencontrent à Key-Largo (Floride).

21. - **POLOGNE** : M. Lech Walesa est élu président de Solidarité avec plus de 80 % des voix.

24. - **ZAIRE** : Le président Mobutu annonce l'abandon du système de parti unique pour un multipartisme limité à trois formations.

25. - **ESPACE** : La navette américaine Discovery place en orbite le télescope Hubble. Les images que celui-ci envoie ensuite se révèlent floues en raison d'un défaut de fabrication de ses miroirs.

27. - **URSS** : M. Gorbatchev rejette toute « thérapie de choc » alors que l'abandon des réformes économiques, prévue pour le 14, a dû être retardée.

28. - **CEE** : Le conseil européen extraordinaire de Dublin est principalement consacré à la relance de l'Europe politique après la volonté exprimée, le 19, par MM. Kohl et Mitterrand d'« accélérer la construction politique de l'Europe des Douze ».

MAI

1^{er}. - **URSS** : Des milliers de manifestants consacrent M. Gorbatchev à l'issue de la célébration officielle du 1^{er} mai sur la place Rouge à Moscou.

3. - **COTE-D'IVOIRE** : Le président Houphouët-Boigny autorise le multipartisme après plusieurs semaines d'agitation sociale contre les mesures d'austérité.

6. - **FINANCES MONDIALES** : Les ministres des finances des sept

L'Allemagne réunifiée



M. Helmut Kohl, chancelier de l'unification.

JANVIER

22. - Alors que des manifestations se multiplient en RDA pour exiger une rupture totale avec le régime communiste et réclamer la réunification allemande, le premier ministre, M. Hens Modrow, propose à l'opposition de participer à un gouvernement d'union nationale. Le 26, la table ronde réunissant tous les partis décide d'avancer du 6 mai au 18 mars la date des premières élections libres. M. Modrow forme, le 5 février, un gouvernement où le Parti du socialisme démocratique (ex-communiste) n'a plus que seize ministres sur trente-cinq.

30. - M. Gorbatchev, recevant à Moscou M. Modrow, accepte l'idée de l'unification des deux Etats allemands en reconnaissant son caractère inéluctable.

FÉVRIER

1^{er}. - M. Modrow se rallie à l'idée de réunification de l'Allemagne et présente un plan en quatre étapes. Sa proposition de neutralisation militaire du futur Etat est rejetée à Bonn où le chancelier Helmut Kohl propose, le 6, une réévaluation rapide de l'union économique et monétaire. Une commission chargée d'élaborer un projet dans ce sens est créée, le 13, lors d'un sommet interallemand, à Bonn.

12. - M. Gorbatchev, qui a reçu M. Kohl à Moscou le 10, précise dans un message à M. Modrow, que « la mention d'une Allemagne unie dans la structure de l'OTAN ne peut être acceptée ».

13. - Les quatre puissances garantes du statut de l'Allemagne (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) et les deux Etats allemands décident d'ouvrir des discussions sur les problèmes extérieurs de la réunification de l'Allemagne.

MARS

6. - Le chancelier Kohl accepte de reconnaître l'intangibilité de la frontière germano-polonaise sur

la ligne Oder-Neisse, après avoir essayé de temporiser. Un vote du Bundestag, le 8, à l'unanimité moins cinq abstentions, concourt à rassurer le gouvernement polonais.

18. - La victoire de la droite en RDA, lors des premières élections législatives libres depuis 1933, est interprétée comme un plébiscite en faveur de l'unification rapide de l'Allemagne. M. Lothar de Maizière (chrétien-démocrate) forme le 12 avril un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates et les libéraux.

AVRIL

23. - Le chancelier Kohl tranche le débat sur le taux de l'échange des marks-Est contre des deutschemarks en acceptant la parité « pour un » pour les salaires, les retraites et une partie de l'épargne. M. Kohl et M. de Maizière, réunis à Bonn le 24, fixent au 1^{er} juillet la date de l'union monétaire. Après négociations, le traité est paraphé à Bonn le 18 mai, puis ratifié par les deux Parlements le 21 juin.

MAI

5. - La première réunion ministérielle de la conférence dite « 2 + 4 » (RDA, RFA + Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) sur les aspects extérieurs de l'unification allemande se tient à Bonn. L'URSS, qui continue de refuser que la future Allemagne unie appartienne à l'OTAN, est isolée. Mais, dès la deuxième réunion, le 22 juin, à Berlin-Est, les participants se montrent résolus à s'entendre rapidement.

JUILLET

1^{er}. - L'union économique, monétaire et sociale entre en vigueur : le deutschemark devient le seul moyen de paiement et les contrôles aux frontières entre la RFA et la RDA sont supprimés. La flambée de consommation réduite na sa produit pa, les Allemands de l'Est originant l'envie de la augmentation du chômage et des faillites d'entreprises.

18. - M. Kohl, en visite en URSS depuis le 14, conclut un accord « historique » avec M. Gorbatchev : Moscou lève son opposition à l'appartenance de la future Allemagne

AOÛT

31. - Le traité d'unification entre la RFA et la RDA est paraphé à Berlin-Est avant d'être ratifié par les deux Parlements le 20 septembre.

SEPTEMBRE

12. - Le traité qui rétablit l'Allemagne unie dans sa pleine souveraineté est paraphé à Moscou, lors de la quatrième et dernière réunion ministérielle de la conférence « 2 + 4 ».

OCTOBRE

3. - Unification de la RFA et de la RDA. Lors des cérémonies, le joie et l'émotion populaires ne font pas oublier les difficultés économiques à surmonter, tandis que les dirigeants s'emploient à rassurer le monde contre les risques d'hégémonie de la nouvelle Allemagne.

DÉCEMBRE

2. - La coalition de centre-droit dirigée par le chancelier Kohl remporte une nette victoire aux élections législatives, le premier scrutin libre dans l'Allemagne unie depuis 1932.

principaux pays industrialisés, réunis à Washington, acceptent d'augmenter de 50 % les ressources du Fonds monétaire international (FMI).

7. - **NIGER** : L'attaque par des Touaregs de la préfecture de Tchad-Labariden est suivie de sévères représailles : des centaines de Touaregs sont tués par l'armée.

8. - **ALBANIE** : Le Parlement vote plusieurs mesures de libéralisation. Le 12, M. Ramiz Alia, chef du PC, affirme que la démocratisation est « irréversible ».

16. - **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : M. Joaquín Balaguer (conservateur), chef de l'Etat sortant, remporte sa sixième élection présidentielle avec 55 % des suffrages et une avance de moins de 1 % sur M. Juan Bosch (gauche), son rival depuis près de cinquante ans.

19. - **LIBÉRIA** : Les rebelles du Front national patriotique du Libéria de M. Charles Taylor attaquent Buchanan, deuxième port du pays, dont ils prennent le contrôle après de violents combats. Dans tout le pays, la rébellion contre le régime du président Samuel Doe, lancée le 24 décembre, gagne du terrain.

20. - **ROUMANIE** : Lors du premier scrutin libre depuis plus de cinquante ans, M. Ion Iliescu remporte l'élection présidentielle avec 85,07 % des suffrages et, aux législatives, le Front de salut national qu'il dirige obtient 233 des 348 sièges de députés à pourvoir et 92 des 119 sièges de sénateurs.

22. - **YÉMEN** : Les deux Yémens, celui du Sud, marxiste, et celui du Nord, conservateur, sont unifiés avec pour président le général Ali Abdallah Saleh, chef de l'Etat nord-yéménite depuis 1978.

23. - **GABON** : Au lendemain de l'adoption du multipartisme par le Parlement, la mort suspecte d'un opposant provoque des émeutes antigouvernementales, en particulier à Port-Gentil, capitale économique du pays, où des renforts militaires français sont envoyés pour assurer la sécurité des Français. Le 29, l'intervention de l'armée gabonaise rétablit l'ordre à Port-Gentil.

23. - **HONGRIE** : Le gouvernement de coalition de centre-droit formé par M. József Antall, président du Forum démocratique, est investi par le Parlement, où il dispose d'une majorité de 229 sièges sur 386.

24. - **URSS** : M. Nikolaï Ryjkov, premier ministre, présente devant le Soviet suprême son plan de réformes économiques, qui prévoit le passage à « l'économie de marché contrôlée ». Mais les députés lui demandent, le 13 juin, de le renoncer.

27. - **GERMANY** : L'opposition remporte largement les premières élections multipartites organisées par les militaires au pouvoir depuis 1962. La Ligue nationale pour la démocratie de M. Gert Jan Sauer, assigné à résidence à son domicile depuis juillet 1989, obtient 396 des 493 sièges. Mais la junte militaire refuse d'abandonner le pouvoir.

27. - **COLOMBIE** : A l'élection présidentielle, M. Cesar Gaviria (libéral) est élu, avec 47 % des voix, pour succéder le 7 août au président Virgilio Barco (libéral). De tous les candidats, il était le plus partisan d'une « lutte sans merci » contre la mafia de la drogue, alors que depuis le début de l'année près de 5 000 personnes ont été victimes d'assassinats ou d'attentats à la bombe attribués pour la plupart aux narcotrafiquants.

29. - **EST-OUEST** : Les statuts de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) sont officiellement adoptés par les 42 membres fondateurs. Présidée par M. Jacques Attali et siégeant à Londres, elle disposera, à partir du 1^{er} avril 1991, de 12 milliards de dollars pour aider les 8 pays d'Europe de l'Est.

31/12-31/1. - **ETATS-UNIS-URSS** : Le deuxième sommet entre M. Bush et M. Gorbatchev a lieu à Washington. Le 1^{er} juin, un traité de désarmement chimique et un accord de commerce sont signés.

JUIN

4. - **URSS** : En Kirghizie, des affrontements interethniques opposant Kirghizes et Ouzbeks font 186 morts, selon un bilan officiel publié le 19.

7. - **PACTE DE VARSOVIE** : Les dirigeants des 7 pays membres de l'ex-bloc communiste, réunis à Moscou, décident de « reconsidérer le caractère et les fonctions » de leur alliance afin de lui donner un rôle plus politique que militaire. La Hongrie annonce sa volonté de quitter le pacte avant la fin de 1991.

1990 DANS LE MONDE

ETRANGER

8-9. - **TCHÉCOSLOVAQUIE** : 96 % des électeurs inscrits participent aux premières élections législatives libres depuis 1946. Le Forum civique du président Václav Havel et son homologue slovaque Pavol Kováčik ont obtenu la majorité absolue au Parlement fédéral bicaméral avec 87 sièges sur 150 à la Chambre du peuple et 82 sièges sur 150 à la Chambre des nations. Le Parti communiste, qui obtient 24 sièges dans les deux Chambres, devance l'Union chrétienne-démocrate, qui, elle, n'a que 20 sièges dans les deux Chambres.

10. - **BULGARIE** : Premier tour des élections présidentielles. M. Alberto Fujimori, candidat du mouvement indépendant Changement 90, l'emporte, avec 62,5 % des suffrages, sur M. Mario Vargas Llosa (droite libérale). L'écrivain, qui était, avant le premier tour, le grand favori des sondages, n'obtient que 37,5 % des voix.

12. - **ALGERIE** : Le Front islamique du salut (FIS) remporte les élections locales, le premier scrutin libre de l'Algérie indépendante. Il obtient la majorité dans 55,42 % des communes, dont la plupart dans les grandes villes, contre 31,64 % pour le FLN.

12. - **URSS** : Les députés de la Fédération de Russie, qui ont élu le 29 juin, M. Boris Eltsine, chef de file des radicaux, à la présidence du Parlement, proclament par 907 voix contre 13 la « souveraineté d'Etat » de leur République.

13. - **ROUMANIE** : Des émeutes éclatent à Bucarest après l'évacuation par la police de la place de l'Université occupée depuis le 22 avril par des manifestants. Les 14 et 15, des milliers de mineurs, appelés à Bucarest pour « rétablir l'ordre », font régner la terreur dans les rues et sacagent les locaux de partis politiques, de journaux et d'universités.

19-21. - **FRANCE-AFRIQUE** : Lors du seizième sommet franco-africain, réuni à La Baule, M. Mitterrand annonce de nouvelles remises de dettes, mais l'octroi de nouvelles aides aux efforts de démocratisation.

21. - **IRAN** : Un violent séisme ravage une partie des provinces de Gilan et de Zanjan, au nord-ouest de Téhéran. D'une magnitude de 7,4, il fait environ 35 000 morts et 500 000 sans-abri. Malgré l'opposition des « durs » du régime, l'aide internationale est acceptée, y compris celle des Etats-Unis.

23. - **CANADA** : L'accord constitutionnel conclu en 1987 et reconnaissant au Québec, à majorité francophone, le statut de « société distincte » devient caduc, 24 des 9 provinces anglophones ayant refusé de le ratifier dans les délais prévus, malgré les pressions des autorités fédérales inquiètes pour l'unité du pays.

25-26. - **CEE** : Le conseil européen, réuni à Dublin, fixe aux 14 et 15 décembre l'ouverture des deux conférences intergouvernementales sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire.

26-27. - **ZAMBIE** : Des émeutes font 26 morts à Lusaka après l'annonce du doublement du prix de la farine de maïs. Le 30, l'annonce d'un coup d'Etat contre le président Kaunda est saluée dans la liesse avant un démenti officiel.

29. - **GRANDE-BRETAGNE** : Les ministres de l'environnement, de 70 pays, réunis à Londres, s'engagent à éliminer avant fin 2000 la production et la consommation des produits les plus dangereux pour la couche d'ozone.

29. - **URSS** : Le Parlement lituanien accepte, par 69 voix contre 35, de suspendre la déclaration d'indépendance du 11 mars. Après ce vote, les sanctions économiques imposées par Moscou à la Lituanie depuis le 18 avril sont levées.

JUILLET

1. - **CEE** : La libération des mouvements de capitaux, effective depuis plusieurs semaines, entre officiellement en vigueur.

2. - **ARABIE SAOUDITE** : 1 426 pèlerins meurent piétinés après un mouvement de panique dans un tunnel, lors du pèlerinage de La Mecque.

2-13. - **URSS** : Au début du 28^e congrès du PC soviétique, Gorbatchev et conservateurs s'affrontent publiquement. Mais, le 10, M. Gorbatchev l'emporte en se faisant réélire secrétaire général par 3 411 voix contre 1 116, après un ferme discours contre les conservateurs et pour l'accélération des réformes. Le 11, il obtient une nouvelle victoire en faisant élire son candidat, M. Vladimir Ivashko, au poste de numéro deux du parti qu'occupait M. Egor Ligatchev, chef de file des conservateurs. Le 12, M. Boris Eltsine et d'autres réformateurs radicaux annoncent leur départ du parti. Le 13, le bureau politique et le comité central sont profondément renouvelés.

4. - **KENYA** : L'arrestation de deux anciens ministres qui s'étaient pronon-

cé pour le multipartisme est suivie, du 7 au 12, d'émeutes antigouvernementales qui font 22 morts.

5. - **YUGOSLAVIE** : Le Parlement du Kosovo est dissous, et les autorités serbes reprennent le contrôle de cette province autonome rattachée à la Serbie après l'adoption, le 2, par l'Assemblée locale, où les députés de souche albanaise sont majoritaires, d'une « Constitution du Kosovo » proclamant l'égalité de la province avec les six Républiques yougoslaves.

5-6. - **EST-OUEST** : Le sommet de l'OTAN, réuni à Londres, approuve la plupart des propositions de réforme de l'alliance atlantique présentées par le président Bush.

6. - **BULGARIE** : Le président Petar Mladenov est contraint à la démission sous la pression de la rue.

8. - **ALBANIE** : Le quartier des ambassades à Tirana est cerné par la police et l'armée, alors que des milliers d'Albanais se sont réfugiés depuis une semaine dans les ambassades européennes, dont 3 000 dans celle de l'UEFA. Les autorités accordent des passeports à 4 786 personnes. La plupart sont évacuées, à partir du 12, par bateau vers le port italien de Brindisi, d'où ils sont conduits vers le pays de l'ambassade où ils étaient réfugiés. La France en accueille 543 qui arrivent le 15 à Marseille.

8. - **ITALIE** : La 14^e Coupe du monde de football, commencée le 8 juin, s'achève à Rome par la victoire de la RFA qui bat en finale (1-0) l'Argentine.

9-11. - **SOMMET DE HOUSTON** : La réunion des politiques agricoles et l'aide à l'URSS sont les principaux thèmes abordés par le 16^e sommet des sept pays les plus industrialisés, réunis à Houston (Texas).

16. - **URSS** : Le Parlement ukrainien adopte, par 355 voix contre 4, une « déclaration de souveraineté ». Le 27, la Biélorussie, puis, le 23 août, l'Arménie proclament à leur tour leur « souveraineté », comme la plupart des quinze Républiques.

17. - **CHINE-JAPON** : Le Japon rétablit son aide à la Chine.

21. - **ARABIE SAOUDITE-CHINE** : Ryad établit des relations diplomatiques avec Pékin.

29. - **LIBERIA** : Plus de 600 civils réfugiés dans une église de Monrovia sont massacrés par des soldats gouvernementaux. La population est la principale victime des combats qui se poursuivent entre les troupes gouvernementales et les forces rebelles rivales de Charles Taylor et de Prince Johnson : en sept mois, ils ont fait plus de 5 000 morts et ont poussé des centaines de milliers de Libériens à se réfugier dans les pays voisins.

29. - **MONGOLIE** : Lors des premières élections relevant du multipartisme, le Parti populaire révolutionnaire, le PC au pouvoir depuis 1924, remporte 357 des 430 sièges à pourvoir. Les quatre parts de l'opposition démocratique obtiennent 35 sièges.

30. - **ALBANIE-URSS** : Les relations diplomatiques, rompues en 1961, sont rétablies.

30. - **GRANDE-BRETAGNE** : L'assassinat de Ian Gow, député conservateur proche de M. Thatcher, est revendiqué par l'IRA qui vise désormais des objectifs civils en Angleterre.

AOÛT

1. - **BULGARIE** : M. Jeliou Jeleu, chef de l'opposition, est élu président de la République par les députés après un compromis conclu entre l'opposition et le Parti communiste (ex-communiste), majoritaire au Parlement. Le 27, le siège du Parti communiste à Sofia est mis à sac puis incendié par des manifestants.

5. - **LIBERIA** : Deux cent vingt-cinq « marines » américains débarquent à Monrovia. Ils évacuent les jours suivants près de 2 000 étrangers tandis que se poursuivent les massacres de civils et les combats entre factions militaires rivales. A l'issue d'un sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réuni les 6 et 7 à Banjul (Gambie), la décision est prise d'envoyer en Liberia une force d'interposition. Le 25, environ 3 000 « casques bleus » africains débarquent à Monrovia : la plupart des habitants ont fui la ville qui a été mise à sac.

8. - **CHINE-INDONÉSIE** : Les relations diplomatiques, gelées depuis 1967, sont rétablies.

8. - **PEROU** : Le président Fujimori, entré en fonctions le 28 juillet, annonce un plan d'austérité draconien.

28. - **CAMBODGE** : Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU adoptent un plan de paix définissant le cadre d'un règlement politique du conflit sous l'égide de l'ONU. Un Conseil national suprême réunissant les quatre factions cambodgiennes est formé le 11 septembre. Mais des désaccords sur la pro-

Dialogue en Afrique du Sud

Le 2 février, M. Frederik De Klerk, président sud-africain, annonce devant le Parlement la légalisation des mouvements nationalistes noirs, dont le Congrès national africain (ANC), interdit depuis 1960, et la libération prochaine des prisonniers politiques qui n'ont pas commis de violences.

Le 11 février, M. Nelson Mandela est libéré après vingt-sept ans de captivité. Le chef historique de l'ANC devient « le plus célèbre prisonnier politique du monde », et sa libération est saluée avec enthousiasme dans de très nombreux pays.

Du 2 au 4 mai, le gouvernement et l'ANC tiennent leur première série de discussions directes au Cap : ils s'engagent à « lutter contre la violence et l'intimidation, d'où qu'elles viennent ».

Le 6 juin, M. Mandela commence par la France une tournée européenne qui le mène ensuite dans cinq autres pays. Il se rend aussi aux Etats-Unis, du 20 au 30, où il est accueilli en héros. Partout, il plaide pour le maintien des sanctions contre l'Afrique du Sud.

sidence du CNS bloquent ensuite le processus de paix.

SEPTEMBRE

4-7. - **CORÉES** : La première rencontre entre les premiers ministres du Nord et du Sud, à Séoul, permet l'ouverture d'un véritable dialogue entre les deux Corées.

9. - **LIBERIA** : Le président Samuel Doe, au pouvoir depuis avril 1980, est capturé puis assassiné par les rebelles de Prince Johnson. Sa mort ne met pas fin à la guerre civile que la force occidentale d'interposition ne parvient pas à faire cesser.

10. - **COTE-D'IVOIRE** : Le pape Jean-Paul II, à l'issue d'une visite de dix jours en Afrique, consacre la basilique de Yamoussoukro « cadeau personnel » et controversé du président Houphouët-Boigny.

13-14. - **FRANCE-TCHÉCOSLOVAQUIE** : M. Mitterrand, en visite d'Etat, propose de réunir à Prague en 1991 les assises d'une future « confédération européenne ».

17. - **ARABIE SAOUDITE-URSS** : Les relations diplomatiques, interrompues depuis 1939, sont rétablies. Le 27 novembre, un prêt souverain de 4 milliards de dollars est accordé à l'URSS.

17-18. - **FRANCE-RFA** : Lors du 76^e sommet franco-allemand, à Munich, le retrait en deux ans de 20 000 des 46 000 militaires français stationnés en RFA est annoncé.

24. - **URSS** : Le Parlement autorise M. Gorbatchev à légiférer par décret pendant dix-huit mois pour introduire l'économie de marché. Des discussions se poursuivent pour rechercher une synthèse entre le plan de réforme économique proposé par les radicaux et celui de M. Rykov, premier ministre, qui est plus prudent et centralisateur.

27. - **GRANDE-BRETAGNE-IRAN** : Les relations diplomatiques, rompues en mars 1989 en raison de l'affaire Russe, sont rétablies.

29-30. - **ONU** : Un sommet mondial pour l'environnement à New-York réunit 171 chefs d'Etat et de gouvernement réunis sous l'égide de l'UNICEF. Un plan d'action pour réduire d'un tiers la mortalité infantile en dix ans est adopté.

30. - **CONGO** : Le président Denis Sassou Nguesso accepte d'instaurer « immédiatement » le multipartisme sous la pression des Eglises et du syndicat unique.

30. - **CORÉE DU SUD-URSS** : Séoul et Moscou établissent des relations diplomatiques. Le 3 juin, M. Gorbatchev avait rencontré pour la première fois le président Roh Tae-woo à San Francisco et, du 13 au 16 décembre, ce dernier se rend à Moscou.

OCTOBRE

1. - **RWANDA** : Des rebelles venus d'Ouganda envahissent le nord du pays où de violents combats ont lieu tout le mois. Le 4, 300 parachutistes français et 500 soldats sont envoyés à Kigali, la capitale, pour protéger les ressortissants étrangers.

1. - **URSS** : La loi instaurant la liberté de conscience et de religion est définitivement votée.

Le 6 août, l'état d'urgence, instauré le 12 juin 1986, est levé et, le 19 juin, la loi abolissant, à partir du 15 octobre, la ségrégation raciale dans les lieux publics est votée par les députés.

Le 13 août, le gouvernement et l'ANC tiennent, à Pretoria, leur deuxième série de pourparlers préalables à des négociations sur une nouvelle Constitution. Dans l'accord signé le 7, l'ANC annonce qu'elle suspend la lutte armée tendant que le gouvernement s'engage à libérer tous les prisonniers politiques et à autoriser le retour des exilés.

Le 13 août, éclatent de très violents affrontements entre partisans de l'ANC et du mouvement zoulou Inkatha dans les cités noires autour de Johannesburg.

Provoqués par l'Inkatha, qui entend être associé aux futures négociations, ces combats font près de huit cents morts en cinq semaines. Ils se poursuivent ensuite jusqu'à la fin de l'année, tandis que le processus de négociations ne progresse plus.

5. - **CEE** : La Grande-Bretagne annonce l'entrée à partir du 8 de la livre sterling dans le système monétaire européen (SME).

7. - **AUTRICHE** : Aux élections législatives, le Parti socialiste de M. Franz Vranitzky, chancelier depuis juin 1986, remporte 61 (sur 183) sièges. Socialistes et conservateurs reconduisent leur coalition au pouvoir depuis janvier 1987, malgré le recul du Parti conservateur, qui passe de 77 à 60 sièges, et la forte poussée du Parti libéral (droite populiste), qui remporte 33 (+ 15) sièges. Les Verts obtiennent 9 (+ 1) sièges.

19. - **URSS** : Le Parlement soviétique adopte par 333 voix contre 12 et 34 abstentions le plan de réforme économique proposé par M. Gorbatchev. Synthèse de plusieurs projets concurrents, ce plan ouvre la voie à l'instauration d'une économie de marché.

Les prix Nobel

8. - **MÉDECINE** : MM. Joseph Murray et Donald Thomas (Etats-Unis).

11. - **LITTÉRATURE** : Octavio Paz, poète et écrivain mexicain.

15. - **PAIX** : M. Mikhail Gorbatchev, chef de l'Etat soviétique.

16. - **ÉCONOMIE** : MM. Harry Markowitz, Merton Miller et William Sharpe (Etats-Unis).

17. - **PHYSIQUE** : M. Richard Teylor (Canada), MM. Jerome Friedman et Henry Kendall (Etats-Unis).

17. - **CHIMIE** : M. Elias Corey (Etats-Unis).

20-21. - **MALAISIE** : Aux élections législatives, le coalition du Front national, qui soutient M. Mahatir Mohamad, premier ministre depuis 1981, remporte 127 des 180 sièges du Parlement.

22. - **CEE** : Les Douze décident de lever les sanctions contre la Chine et l'Iran.

24. - **PAKISTAN** : Les élections législatives sont remportées, avec 105 des 217 sièges, par l'Alliance démocratique islamique de M. Mian Nawaz Sharif, qui devient premier ministre le 6 novembre. Le Parti du peuple de M. Benazir Bhutto, premier ministre démissionné le 6 août, subit un sévère échec en n'obtenant que 45 sièges.

27. - **ÉTATS-UNIS** : Un plan de réduction budgétaire est définitivement voté par le Congrès après des mois de tractations avec la Maison Blanche. Des augmentations d'impôts sont prévues pour 1991, ce qui contredit les promesses électorales de M. Bush.

27. - **NOUVELLE-ZÉLANDE** : Aux élections législatives, le Parti national (conservateur) de M. Jim Bolger remporte 68 (+27) des 97 sièges. Le Parti travailliste, au pouvoir depuis 1984, subit une sévère défaite, passant de 36 à 28 sièges.

27-28. - **CEE** : Le conseil européen, réuni à Rome, fixe au 1^{er} janvier 1994 la date du passage à la deuxième étape

de l'union économique et monétaire, malgré l'opposition de M. Thatcher.

28. - **COTE-D'IVOIRE** : Lors de la première élection présidentielle à deux candidats, M. Félix Houphouët-Boigny est réélu pour un septième mandat avec 81,68 % des suffrages. Le 25 novembre, le Parti démocratique (PDCI), ancien parti unique, remporte les premières élections multipartites avec 163 des 175 sièges.

28. - **GABON** : A l'issue des premières élections pluralistes, l'ancien parti unique, le Parti démocratique gabonais, conserve 63 des 120 sièges de députés.

28-29. - **FRANCE-URSS** : Lors de la visite à Paris de M. Gorbatchev, sont signés un traité d'amitié et de coopération ainsi qu'un accord financier prévoyant l'octroi par la France de 5 milliards de francs de crédits. En visite en Espagne du 26 au 28, M. Gorbatchev avait aussi obtenu un prêt de 7,5 milliards de francs.

NOVEMBRE

3. - **NORVÈGE** : M. Gro Harlem Brundtland, premier ministre de mai 1986 à octobre 1989, forme un gouvernement travailliste minoritaire.

Après la démission, le 29 octobre, du cabinet de coalition de centre-droit dirigé par M. Jan Sys, le Parti du travail (communiste) remporte la majorité absolue.

5. - **FINANCES MONDIALES** : Le dollar tombe, pour la première fois depuis l'après-guerre, en dessous de 1,50 DM en raison de la crise du Cile, mais aussi des risques de récession aux Etats-Unis. A Paris, il descend au-dessous des 5 F.

6. - **ÉTATS-UNIS** : Aux élections « mi-mandat », le président Bush ne peut empêcher un nouveau recul du Parti républicain.

7. - **ENVIRONNEMENT** : Les cent trente-sept pays participant à la deuxième conférence mondiale sur le climat, réunie à Genève depuis le 29 octobre, s'engagent à réduire leurs émissions de gaz polluants afin de freiner le réchauffement de la Terre par effet de serre.

7. - **INDE** : M. V. P. Singh, premier ministre depuis le 1^{er} décembre 1989, est battu lors d'un vote de confiance par 346 voix contre 142. M. Chandrashekar, qui a provoqué, le 5, une scission du Janata Dal, le parti de M. V. P. Singh, est nommé premier ministre le 9.

9. - **IRLANDE** : M. Mary Robinson, candidate de gauche, est la première femme élue président de la République.

9. - **ALLEMAGNE-URSS** : Un traité d'amitié et de coopération est signé lors de la visite de M. Gorbatchev à Bonn.

9. - **FRANCE-MAROC** : M. Roland Dumortier se rend à Rabat pour tenter d'effacer la brouille franco-marocaine, provoquée notamment par la publication en septembre d'un livre de Gilles Perrault très critique à l'égard du régime d'Hassan II.

12. - **JAPON** : Cérémonies d'investiture de l'empereur Akihito.

19-21. - **EST-OUEST** : Pour la réunion du deuxième sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), onze chefs d'Etat et vingt-cinq chefs de gouvernement d'Europe et d'Amérique du nord sont réunis à Paris. Auparavant, est signé à l'Élysée, le 19, par les seize pays membres de l'OTAN et les six du pacte de Varsovie, un traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE). Le 21, est signée la Charte de Paris pour une nouvelle Europe : les trente-quatre pays membres de la CSCE, sautant la fin de « l'ère de la confrontation et de la division », s'engagent à « édifier, consolider et réaffirmer la démocratie comme seul système de gouvernement ». Ils décident de créer un « conseil européen ».

22. - **GRANDE-BRETAGNE** : M. Margaret Thatcher, premier ministre depuis mai 1979, démissionne après avoir été mise en ballottage lors du vote annuel des députés pour désigner le chef du Parti conservateur. C'est M. John Major qui est élu le 27 et qui lui succède comme premier ministre le 28.

28. - **GRANDE-BRETAGNE-SYRIE** : Les relations diplomatiques, rompues en octobre 1986 après un attentat terroriste, sont rétablies.

28. - **LIBERIA** : Toutes les parties belligères acceptent de signer un accord de cessez-le-feu à Bamako (Mali) au terme d'un sommet extraordinaire de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

28. - **SINGAPOUR** : M. Lee Kuan Yew, premier ministre depuis 1959, cède la direction du gouvernement à M. Goh Chok Tong, mais il conserve un poste au gouvernement et reste à la tête du parti au pouvoir.

29. - **BULGARIE** : M. Andreï Loukanov, premier ministre (ex-communiste) depuis février, démissionne sous la pression de la rue. Il est remplacé, le 7 décembre, par M. Dimitar Popov, juriste sans étiquette, qui forme, le 9, un cabinet de coalition chargé de gouverner jusqu'aux élections législatives anticipées prévues en mai 1991.

DÉCEMBRE

1. - **TCHAD** : M. Hissène Habré est chassé du pouvoir, qu'il occupait depuis juin 1982, par les forces de M. Idriss Déby. Les rebelles s'emparent de N'Djamena sans coup férir après une offensive de trois semaines lancée à partir du Soudan. Le 4, M. Déby est nommé chef de l'Etat.

4. - **BANGLADESH** : Le général Ershad, qui avait pris le pouvoir en mars 1982, annonce sa démission sous la pression populaire. Il est arrêté le 12, tandis que des élections législatives sont annoncées pour le 2 mars 1991.

5. - **CAMEROUN** : Le Parlement vote une loi instaurant le multipartisme.

7. - **COMMERCE INTERNATIONAL** : Les travaux de la conférence ministérielle de l'Uruguay Round, réunie à Bruxelles depuis le 3, sont suspendus. L'échec de ces négociations commerciales multilatérales, engagées en septembre 1986, est dû au désaccord persistant entre la CEE et les Etats-Unis sur le dossier des subventions agricoles.

9. - **POLOGNE** : M. Lech Wałęsa est le premier président élu au suffrage universel. Au deuxième tour, il obtient 74,25 % des voix contre 25,75 % à M. Stanislaw Tymiński, homme d'affaires « apolitique », qui, au premier tour, le 25 novembre, avait devancé le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki.

9. - **TCHÉCOSLOVAQUIE** : Volkswagen est préféré à Renault pour la reprise du constructeur automobile Skoda.

9. - **VOUGOSLAVIE** : Lors des premières élections libres en Serbie, M. Slobodan Milosevic est reconduit à la présidence avec 65,34 % des suffrages. A l'issue du second tour, le 23, son parti, le PS (ex-communiste), remporte 194 des 250 sièges du Parlement.

11. - **ALBANIE** : M. Ramiz Alia accepte le multipartisme après deux jours de manifestation des étudiants de Tirana. Les 13 et 14, des émeutes éclatent dans plusieurs villes. Le 21, la déstalinisation est décrétée et, le 26, le Parti du travail (communiste) renonce au centralisme démocratique, mais pas à l'idéologie maoïste.

12. - **DANEMARK** : Aux élections législatives anticipées, le Parti social-démocrate arrive largement en tête en remportant 69 (+ 15) des 179 sièges. Mais c'est M. Poul Schlüter, premier ministre depuis 1982, qui forme, le 18, un nouveau gouvernement, composé des conservateurs et des libéraux, ne dispose que de 61 députés mais peut compter sur le soutien de 32 autres députés membres de quatre formations non socialistes.

12. - **ÉTATS-UNIS-URSS** : M. Bush annonce jusqu'à 1 milliard de crédits à l'URSS pour l'achat de produits agricoles américains.

14. - **MAROC** : Des émeutes éclatent dans plusieurs villes alors que deux syndicats ont appelé à une grève générale. A Fès, elles font au moins quatre morts, bien que les sources officielles ne reconnaissent que cinq tués.

14-15. - **CEE** : Le conseil européen, réuni à Rome, décide une aide alimentaire d'urgence de 5,25 milliards de francs pour l'URSS. Le 15, les deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique commencent leurs travaux.

16. - **HAÏTI** : Aux élections générales, le Père Jean-Bertrand Aristide, prêtre adepte de la théologie de la libération, est élu président avec 66,7 % des suffrages. Il doit entrer en fonctions le 7 février 1991.

17. - **ZAMBIE** : Le président Kaunda ratifie une loi instituant le multipartisme, votée à l'unanimité le 4 par le Parlement.

18. - **ÉTATS-UNIS** : La Réserve fédérale baisse son taux d'escompte de 7 % à 6,5 % pour tenter de relancer l'économie dont le ralentissement se confirme.

20. - **URSS** : Alors que M. Gorbatchev donne des gages aux forces conservatrices, M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères depuis juillet 1985, annonce sa démission en mettant en garde contre « la dictature qui arrive ». M. Gorbatchev fait approuver par le Congrès des députés, le 24, ses projets de réformes sur l'appartenance à l'Union et sur le statut de la terre, puis, les 25 et 26, l'accroissement de ses pouvoirs présidentiels. Le 27, il fait élire au nouveau poste de vice-président M. Guennadi Iannov, qui est russe et ne fait pas partie des réformateurs.

24. - **SURINAME** : L'armée reprend le pouvoir qu'elle avait remis à un régime civil en novembre 1987.

26. - **ALGERIE** : Le Parlement décide la « généralisation de la langue arabe » aux dépens du français et du berbère.

26. - **VOUGOSLAVIE** : La Slovénie proclame son indépendance, mais sans faire sécession, après un référendum (1976-1983) suscite colère et indignation parmi les défenseurs des droits de l'homme.

29. - **ARGENTINE** : La grève accordée par le président Menem aux anciens chefs de la dictature militaire (1976-1983) suscite colère et indignation parmi les défenseurs des droits de l'homme.

Journal

1990 DANS LE MONDE

La crise du Golfe et la question du Proche-Orient

MARS

15. - L'exécution en Irak de Farzad Bazof, journaliste britannique d'origine iranienne condamné à mort, le 10, pour « espionnage », suscite l'indignation des pays occidentaux.

AVRIL

2. - Le président irakien, M. Saddam Hussein, menace de « mettre à feu la moitié d'Israël si ce pays tente quoi que ce soit contre l'Irak ». Alors qu'un trafic de technologie nucléaire a été démantelé, le 28 mars, il assure que « l'Irak n'a nul besoin de la bombe atomique » car « il possède l'arme chimique blanche ». Une autre affaire d'exportation illégale d'armement est découverte après la saisie, le 11, d'équipements d'un « canon géant » destinés à l'Irak dans un port du nord-est de l'Angleterre.

MAI

28-30. - Cinq chefs d'Etat (Algérie, Maroc, Syrie, Liban, Oman) refusent d'assister à Bagdad au sommet extraordinaire de la Ligue arabe convoqué à la demande de l'OPLP pour examiner « les dangers de l'immigration des juifs soviétiques en Israël ».

JUILLET

18. - L'Irak accuse son voisin koweïtien de lui voler du pétrole, d'empêcher son territoire et de contribuer à la stagnation des prix pétroliers en ne respectant pas son quota de production fixé par l'OPEP. Les jours suivants, des troupes irakiennes sont massées à la frontière koweïtienne.

27. - Sous la pression de l'Irak, l'OPEP décide de fixer à 21 dollars le prix de référence du baril de pétrole brut, qui était gelé à 18 dollars depuis décembre 1986.

AOUT

2. - L'armée irakienne envahit le Koweït. L'émir Jaber Al Sabah parvient à se réfugier en Arabie saoudite. La condamnation internationale de l'invasion est unanime. Dès le 2, le Conseil de sécurité de l'ONU exige à l'unanimité (le Yémen ne participe pas au vote) « le retrait immédiat et inconditionnel » des forces irakiennes, tandis que des mesures économiques et financières sont décidées contre l'Irak par les pays occidentaux. Les prix du pétrole croissent fortement et les marchés financiers réagissent avec



22 novembre : Visite du président Bush aux soldats américains en Arabie saoudite

une très vive inquiétude : le dollar et les cours boursiers chutent.

6. - Le Conseil de sécurité vote par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et Yémen) la résolution 661 instaurant un embargo commercial, financier et militaire contre l'Irak.

7. - Les Etats-Unis lancent l'opération « Bouclier du désert » d'une ampleur sans précédent depuis la guerre du Vietnam. Des troupes, des chars et des avions de combat sont envoyés en Arabie saoudite, tandis que de nombreux navires de guerre américains partent pour le Golfe. D'autres pays de l'Otan envoient aux Etats-Unis des forces navales, en particulier la Grande-Bretagne et la France, qui annonce, le 9, le prochain départ du porte-avions *Clemenceau*, gréé en porte-hélicoptères, avec 1 800 hommes à bord.

7. - M. Saddam Hussein justifie l'invasion du Koweït en affirmant qu'elle « met fin à un partage colonial » qui avait « donné la richesse à une minorité ». Des manifestations pro-irakiennes et anti-américaines se multiplient les jours suivants dans plusieurs pays arabes ainsi que dans les territoires occupés par Israël.

8. - Bagdad annonce la « fusion totale et irréversible » de l'Irak et du Koweït. Le Conseil de sécurité vote, le 9, à l'unanimité, une résolution déclarant « nulle et non avenue » cette annonce.

9. - L'Irak ferme ses frontières ainsi que celles du Koweït : des centaines de milliers d'étrangers, dont environ

onze mille Occidentaux, sont pris au piège.

10. - Un sommet arabe extraordinaire, réuni au Caire, décide l'envoi d'une force arabe pour défendre l'Arabie saoudite. Mais la résolution finale, qui condamne fermement l'Irak et cautionne la présence étrangère dans le Golfe, n'est approuvée que par douze des vingt membres représentés : l'Irak, la Libye et l'OPLP votent contre, tandis que l'Algérie, le Yémen, la Jordanie, le Soudan et la Mauritanie s'abstiennent ou émettent des réserves. La Tunisie a boycotté la réunion. Les jours suivants, l'Egypte, puis la Syrie et le Maroc envoient des troupes en Arabie saoudite, ainsi que le Pakistan et le Bangladesh.

12. - Le président irakien préconise « une solution globale » pour « tous les problèmes d'occupation dans la région », dont celui des territoires occupés par Israël.

15. - M. Saddam Hussein accepte la plupart des conditions mises par l'Irak à un accord de paix « pour que le potentiel de l'Irak ne soit pas gaspillé loin du champ de la grande bataille ». Du 17 au 21, l'armée irakienne se retire de tout le territoire irakien qu'elle continuait d'occuper depuis la fin de la guerre du Golfe, en août 1988, tandis que commence l'échange de tous les prisonniers de guerre : soixante-dix mille irakiens et trente mille iraniens.

18. - Bagdad annonce que « les ressortissants de nations agressives » seront retenus en Irak et au Koweït, tant que le danger de guerre existera. Des Occidentaux et des Japonais sont regroupés dans des installations militaires et civiles stratégiques où ils sont utilisés comme boucliers humains contre d'éventuels bombardements. Cette décision suscite une vive émotion internationale. Le Conseil de sécurité exige, le 18, à l'unanimité, que Bagdad « autorise et facilite » le départ des étrangers du Koweït et de l'Irak.

21. - M. Mitterrand constate que c'est la « logique de guerre » qui l'emporte et décide d'accroître l'aide militaire aux pays menacés dans le Golfe.

25. - Le Conseil de sécurité vote par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen) la résolution 665 autorisant implicitement le recours à la force pour faire respecter l'embargo voté le 6.

28. - Bagdad décide que le Koweït devient une province irakienne. Les femmes et les enfants reçoivent en otages autorisés à quitter l'Irak et le Koweït. Ils sont plus de trois mille à le faire entre le 1^{er} et le 22 septembre.

30. - M. Bush appelle ses alliés à un « partage du fardeau » financier comprenant le coût de l'effort militaire américain ainsi que l'aide aux pays amis les plus touchés par la crise, en particulier l'Egypte, la Turquie et la Jordanie. Après une tournée dans le Golfe, en Asie et en Europe, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, annonce, le 15 septembre, que 20 milliards de dollars ont été promis, dont 12 par l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis, 4 par le Japon et 2 par la RFA.

SEPTEMBRE

9. - M. Bush et M. Gorbatchev se rencontrent à Helsinki. Se déclarant « amis », ils s'affirment déterminés à « éliminer l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas », tout en exprimant leur préférence pour une solution pacifique de la crise.

9-10. - M. Tarek Aziz, chef de la diplomatie irakienne, se rend à Téhéran où il obtient que les relations diplomatiques, rompues en 1980, soient normalisées, mais pas que l'Iran accepte d'aider l'Irak à contourner l'embargo.

10. - Douze des vingt et un membres de la Ligue arabe décident un transfert rapide du siège de la Ligue de Tunis au Caire. Malgré les protestations des neuf absents, le changement a lieu le 31 octobre.

14. - Des soldats irakiens pénètrent dans la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït, la saccent et enlèvent quatre Français, dont l'attaché militaire qui, seul, est ensuite relâché. M. Mitterrand annonce, le 15, une série de mesures militaires et diplomatiques pour répondre à cette « nouvelle agression ». La France envoie en Arabie saoudite plus de cinq mille soldats avec des chars, des hélicoptères et une trentaine d'avions de combat. L'opération, baptisée « Daguerre », est la plus importante depuis la guerre d'Algérie.

23. - Des menaces de Bagdad contre Israël et les puits de pétrole de la région aggravent la tension. Le prix du baril de brut, qui était à 16 dollars début juillet, franchit pour la première fois, le 24, la barre des 40 dollars. Cette envolée des cours du pétrole s'accompagne sur les marchés financiers d'un véritable krach : le 2 août et le 28 septembre, la baisse des cours boursiers atteint 32 % à Tokyo, 24 % à Paris, 17 % à Londres et 15,4 % à New-York.

24. - M. Mitterrand, parlant devant l'Assemblée générale de l'ONU, associe une ferme de principe à de discrètes ouvertures. « Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages, et tout devient possible », déclare-t-il.

25. - Le Conseil de sécurité vote, par quatorze voix contre une (Cuba), la résolution 670 qui étend l'embargo contre l'Irak au trafic aérien.

30. - M. Saddam Hussein, s'adressant en particulier à la France, appelle pour la première fois à un « règlement équitable et global » de la crise. Mais il réaffirme que « Bagdad ne transigera pas » sur l'appartenance du Koweït à l'Irak.

OCTOBRE

1^{er}. - Le président Bush, parlant devant l'Assemblée générale de l'ONU, estime que l'évacuation inconditionnelle du Koweït par l'Irak

créerait des « occasions » permettant de « résoudre le conflit qui oppose les Arabes à Israël ». Le ton modéré de ce discours rassure les marchés boursiers : d'importantes hausses sont enregistrées, en particulier à Tokyo le 2, mais les cours restent très instables. Pendant tout le mois, ils fluctuent au gré des signes alarmants ou rassurants au Proche-Orient de même que les cours du pétrole, qui varient entre 25 et 35 dollars le baril.

3-4. - M. Mitterrand est le premier chef d'Etat occidental à se rendre dans le Golfe depuis le début de la crise. Il s'entretient avec les dirigeants des Emirats arabes unis et d'Arabie saoudite avant de rendre visite aux troupes françaises à Yanbu.

23. - Le Parlement irakien approuve la proposition de M. Saddam Hussein de libérer tous les ressortissants français retenus en Irak et au Koweït. Paris se félicite de cette « décision unilatérale » tout en soulignant qu'elle ne parviendra pas à diviser la coalition anti-irakienne. Tandis que 262 Français reprennent Paris le 30, d'autres otages sont libérés en coups-gouttes, souvent après la venue en Irak de personnalités occidentales, dont plusieurs anciens premiers ministres comme MM. Heath (Grande-Bretagne), Nakasone (Japon), ou Brandt (Allemagne).

25. - M. Gorbatchev, en visite à Paris, estime que « l'option militaire est inacceptable » et préconise la réunion d'une « conférence internationale » pour résoudre la crise du Golfe.

NOVEMBRE

8. - M. Bush annonce l'envoi dans le Golfe de nouveaux renforts pour « rendre crédible » une action militaire offensive : les effectifs américains, qui sont déjà supérieurs à deux cent mille hommes vont passer à quatre cent mille avant la fin janvier. Londres décide à son tour, le 22, de porter les effectifs britanniques de six mille à trente mille hommes.

21. - M. Bush s'entretient à Djeddah

avec le roi Fahd d'Arabie saoudite et l'émir Jaber du Koweït, avant de rendre visite, le 22, jour de Thanksgiving, aux troupes américaines déployées dans le Golfe. Le 23, il rencontre au Caire le président égyptien Mubarak, puis à Genève le président syrien Assad.

29. - Le Conseil de sécurité vote par 12 voix contre 2 (Cuba et Yémen) et une abstention (Chine) sa douzième résolution (n° 678) qui autorise après le 15 janvier le recours à la force contre l'Irak pour le contraindre à évacuer le Koweït.

30. - Le président Bush invite M. Tarek Aziz à venir à Washington vers la mi-décembre et propose à M. Saddam Hussein de recevoir ensuite à Bagdad M. James Baker.

L'Irak accepte le 1^{er} décembre cette offre de dialogue, mais les rencontres n'ont pas lieu en raison d'un désaccord sur les dates entre Washington et Bagdad.

DÉCEMBRE

6. - M. Saddam Hussein annonce la libération des quelque 3 000 otages occidentaux et japonais encore retenus au Koweït et en Irak. Tous sont rapatriés du 9 au 13. Il reste environ 2 500 Soviétiques qui sont aussi autorisés à quitter l'Irak avant le 15 janvier.

8. - M. Mitterrand décide de renforcer le dispositif « Daguerre » en Arabie saoudite. Avant le 11 janvier, les effectifs français vont passer de 6 200 à 9 500 hommes.

17. - M. Bush, recevant à la Maison Blanche les ambassadeurs de vingt-huit pays membres de la coalition anti-irakienne, adresse une nouvelle mise en demeure à l'Irak. Jusqu'à la fin du mois, tandis que les renforts affluent dans le Golfe, les menaces et les affirmations d'intransigeance se multiplient, tant à Bagdad qu'à Washington.

En Israël

JANVIER

14. - M. Shamir relance l'idée du « Grand Israël » en se refusant de la forte augmentation du nombre des juifs soviétiques autorisés à émigrer en Israël, qui suscite l'inquiétude de l'OPLP et des pays arabes : en janvier, 4 865 arrivent en Israël, contre 12 900 pour toute l'année 1989.

FÉVRIER

4. - Neuf touristes israéliens sont tués en Egypte dans l'attaque de leur autocar par deux hommes masqués, dans le désert près d'Ismaïlia.

MARS

13. - En raison du désaccord persistant sur les projets de dialogue avec les Palestiniens, M. Itzhak Shamir, premier ministre, (Likoud), limoge M. Shimon Peres, ministre des Finances (travailliste), ce qui provoque la démission collective des autres ministres travaillistes et la fin de l'union nationale qui existait depuis septembre 1984. Le 15, M. Shamir est mis en minorité par un vote de censure à la Knesset. Le 20, M. Peres est chargé de former un nouveau gouvernement, mais il reconnaît, le 26 avril, son échec à constituer une majorité avec les partis religieux.

MAI

20. - Sept ouvriers palestiniens, originaires de Gaza, sont tués par un jeune Israélien à Rishon-le-Zion, près de Tel-Aviv. Ce meurtre, commis par un « déséquilibré », provoque une explosion de colère et de violence dans les territoires occupés, qui est sévèrement réprimée : en trois jours, douze Palestiniens sont tués dans des affrontements avec l'armée dans la bande de Gaza. M. Yasser Arafat, parlant, le 25, devant le Conseil de sécurité réuni à Genève, demande l'envoi de forces de l'ONU dans les territoires occupés.

30. - Lors de la plus importante tentative d'infiltration en Israël d'un commando par mer, quatre Palestiniens sont tués et douze autres capturés. Le 20 juin, le président Bush décide de « suspendre » le dialogue américano-palestinien engagé en décembre 1988, après le refus de l'OPLP de condamner cette action terroriste.

JUIN

11. - Le gouvernement formé après trois mois de crise par M. Shamir obtient l'investiture de la Knesset par 62 voix contre 57 et une abstention. Composé de membres du Likoud (droite), de l'extrême droite ultranationaliste et de partis religieux orthodoxes, il est accusé dans le monde arabe de « préparer la guerre ».

OCTOBRE

24. - Le nouveau gouvernement annonce que les immigrants soviétiques (près de 50 000 en moins de six mois) sont installés à l'intérieur des frontières de 1967 et non dans les territoires occupés. A la fin de l'année, ils seront plus de 160 000.

8. - A Jérusalem, vingt-deux Palestiniens sont tués par les forces de sécurité israéliennes sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'Islam. La violence de la répression est dénoncée de toutes parts, en particulier par l'Irak. Elle est aussi condamnée, le 13, par le Conseil de sécurité, dans une résolution votée à l'unanimité après cinq jours de dures négociations. Le 24, les Etats-Unis s'associent à nouveau au vote d'une autre résolution qui « déplore » le refus du gouvernement israélien d'accueillir une mission d'enquête de l'ONU. Dans les territoires occupés, la fusillade de Jérusalem est suivie de violents affrontements : un couvre-feu total est instauré jusqu'au 15.

NOVEMBRE

25. - Un soldat égyptien franchit la frontière israélienne et tue quatre personnes près d'Eilat. Cet attentat se produit alors que se multiplient les tentatives d'infiltration aux frontières avec la Jordanie et avec le Liban : le 27, un accrochage fait neuf morts (cinq soldats israéliens et les quatre membres d'un commando palestinien) dans le sud du Liban.

DÉCEMBRE

20. - Le Conseil de sécurité adopte, après des semaines de négociations, une résolution sur la protection des Palestiniens dans les territoires occupés, ainsi qu'une déclaration annexe favorable à une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe. Malgré les protestations d'Israël, les Etats-Unis votent ces deux textes, qui sont approuvés à l'unanimité.

Au Liban

JANVIER

31. - De violents combats débutent dans le « pays chrétien » entre l'armée du général Aoun et la milice des Forces libanaises que le général Aoun veut soumettre à son autorité. Après plus de mille morts, en majorité des civils, une trêve précaire s'installe à partir de la mi-mai sans qu'aucun des deux belligérants ait pu l'emporter sur l'autre.

AVRIL

22. - Robert Polhill, otage américain enlevé le 24 janvier 1987, est libéré à Beyrouth. Le 30, Frank Road, un autre Américain enlevé le 9 septembre 1986, est lui aussi relâché. Trois autres otages, deux Suisses et un Irlandais, seront libérés en août.

SEPTEMBRE

21. - Le président Elias Hraoui promulgue les amendements constitutionnels prévus par l'accord de Taëf du 22 octobre 1989, qui rétablissent le pouvoir en faveur des musulmans.

OCTOBRE

13. - Le réduit chrétien de Beyrouth est reconquis par les forces libanaises libanaises, soutenues par l'armée syrienne. Le général Michel Aoun se réfugie à l'ambassade de France. La plupart des pays coalisés contre l'Irak s'abstiennent de critiquer l'intervention syrienne au Liban. Mais M. Mitterrand souligne, le 15, que le renversement du général Aoun n'obtient tout prétexte au maintien de la présence syrienne et confirme que la France, qui a accordé l'asile politique au général Aoun, ne le livrera pas aux autorités libanaises qui souhaitent le juger.

21. - Le dirigeant chrétien Dany Chamoun, chef de file politique du mouvement de soutien au général Aoun, est assassiné à Beyrouth, ainsi que sa femme et deux de ses enfants.

DÉCEMBRE

3. - Le « Grand Beyrouth », constitué après le départ de toutes les milices, est placé sous le contrôle de l'armée libanaise, appuyée par l'armée syrienne.

24. - M. Omar Karamé, nommé premier ministre le 20 après la démission, le 19, de M. Selim Hoss, forme un nouveau gouvernement d'« union nationale », mais les deux principaux mouvements chrétiens refusent d'y participer.

Les personnalités disparues

JANVIER
17. - Charles Hernu, ministre de la défense de 1981 à 1985.
25. - Ava Gardner, actrice américaine.

FÉVRIER
15. - Michel Drach, cinéaste.
23. - José Napoleon Duarte, président salvadorien de 1984 à 1989.
24. - Sandro Pertini, président italien de 1978 à 1985.

MARS
12. - Philippe Soupault, poète et romancier.
13. - Bruno Bettelheim, psychanalyste américain.
22. - Maurice Fleuret, critique musical, directeur de la musique de 1981 à 1988.

AVRIL
3. - Sarah Vaughan, chanteuse de jazz américaine.
15. - Greta Garbo, actrice américaine d'origine suédoise.
16. - Anne Philips, écrivain.
18. - Frédéric Rossif, cinéaste.
25. - Dexter Gordon, saxophoniste américain.

30. - Antoine Vitez, acteur et metteur en scène, administrateur général de la Comédie-Française.

MAI
8. - Luigi Nono, compositeur italien.
16. - Sammy Davis Jr., chanteur et acteur américain.
29. - Yves Brayer, peintre et décorateur.

JUIN
3. - Rex Harrison, acteur britannique.
JUILLET
18. - André Chastel, historien d'art et journaliste.
20. - Sergueï Paradjanov, cinéaste soviétique.

25. - Jean Fourastié, économiste, philosophe et sociologue.
29. - Bruno Kreisky, chancelier autrichien de 1970 à 1983.
30. - Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture de 1974 à 1976.

AOUT
1^{er}. - Norbert Elias, philosophe.
7. - Jacques Soustelle, homme politique et ethnologue.

SEPTEMBRE
26. - Alberto Moravia, écrivain italien.
28. - Stefano Casiraghi, époux de la princesse Carolina de Monaco.
9. - Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT de 1964 à 1971.

OCTOBRE
3. - Stefano Casiraghi, époux de la princesse Carolina de Monaco.
9. - Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT de 1964 à 1971.

14. - Leonard Bernstein, compositeur et chef d'orchestre américain.
15. - Delphine Seyrig, actrice.

16. - Renaud de La Genière, président de Suz depuis 1986.
22. - Louis Althusser, philosophe.
25. - Emile Roche, président du Conseil économique et social de 1954 à 1974.

27. - Jacques Demy, cinéaste.
27. - Ugo Tognazzi, acteur italien.
30. - Alfred Sauvy, économiste et démographe.

NOVEMBRE
7. - Lawrence Durrell, écrivain britannique.
12. - Yannis Ritsos, poète grec.

15. - Henri Nogues, président de la Ligue des droits de l'homme de 1975 à 1984.
DÉCEMBRE
1^{er}. - Pierre Dux, acteur.
2. - Aaron Copland, compositeur américain.

13. - Friedrich Dürrenmatt, écrivain et dramaturge suisse de langue allemande.
18. - Paul Tortelier, violoncelliste.
23. - Pierre Chanel, cinéaste.

1990 DANS LE MONDE

FRANCE

JANVIER

2. - Le gouvernement annonce le plan de restructuration de la chimie : Orkem est partagé entre Elf Aquitaine et Total.

10. - Des mesures d'urgence pour les rentrées universitaires 1990 et 1991 sont décidées afin de faire face à l'accroissement continu du nombre des étudiants.

16. - Les internes et les chefs de clinique des hôpitaux publics se mettent en grève. Ils craignent que la future convention médecine-sécurité sociale ne les empêche de s'installer dans le secteur privé. Le conflit dure jusqu'au 9 mars, jour de la signature de la nouvelle convention médicale, qui prévoit un « gel » partiel et provisoire du secteur à honoraires libres.

12. - Air France prend le contrôle d'UTA et d'Air Inter en rachetant une partie du capital détenue par le groupe privé Chergaux.

16. - M. Pierre Joxe annonce une série de mesures économiques et culturelles pour la Corse. Un commissariat au développement est créé.

18. - Rhône-Poulenc annonce la prise de contrôle du groupe pharmaceutique américain Rorer pour 1,7 milliard de dollars.

27. - Deux policiers, reconnus coupables de coups et blessures ayant entraîné la mort de Malik Oussekine, le 6 décembre 1986, sont condamnés à des peines d'emprisonnement avec sursis par la cour d'assises de Paris.

30. - M. Pierre Arpaillange annonce des mesures pour améliorer la sécurité des prisons, alors que vingt-huit détenus se sont évadés en moins de deux mois.

FÉVRIER

3. - Un ouragan provoque la mort de vingt-quatre personnes et de très importants dégâts dans l'Ouest, le Centre et la région parisienne. Plusieurs autres violentes tempêtes, également meurtrières, frappent le nord et l'ouest de l'Europe, en particulier le 23 janvier et le 26 février au 1^{er} mars.

7. - Le gouvernement remet en cause le projet d'aménagement du bassin de la Loire sous la pression des écologistes qui s'opposent à la construction de quatre barrages.

9. - L'accord sur la modernisation de la grille unique de la fonction publique est signé par cinq syndicats, mais ni par la CGT, ni par FO. Au moins 40 milliards de francs seront consacrés à cette réforme qui doit s'étaler sur sept ans.

11. - Aux assises nationales du RPR, le motin Chirac-Juppé obtient 68,32 % des voix et la motion Pasqua-Séguy 31,68 %.

12. - Au PCF, la proposition de M. Charles Fiterman d'abandonner le centralisme démocratique est très critiquée par la direction.

14. - Perrier retire de la vente 160 millions de bouteilles d'eau minérale dans le monde, afin de préserver l'image de qualité et de pureté de la marque après la découverte aux Etats-Unis de traces de benzène dans certaines bouteilles.

15. - M. Lionel Jospin annonce un plan de réorganisation de l'école élémentaire.

23. - Renault conclut un accord industriel et financier avec le constructeur automobile suédois Volvo.

MARS

4. - M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, crée le mouvement France unie pour regrouper les membres non socialistes de la majorité présidentielle.

5. - M. Michel Nair (RPR) et M. François Léotard (UDF) lancent un appel pour la constitution d'une « Force unie » de l'opposition.

6. - Le comité de coordination de l'opposition approuve le principe de la désignation d'un candidat unique à la présidentielle.

9. - M. Rocard installe le Haut Conseil de l'intégration, chargé de favoriser une meilleure intégration des immigrés.

15-18. - Le congrès du Parti socialiste se réunit à Rennes alors que les votes des militants ont placé presque à égalité les motions de MM. Mauroy et Jospin (28,94 % des mandats) et de M. Fabius (28,84 %), devant celles de M. Rocard (24,26 %) et de M. Chevènement (8,32 %) et de M. Poperen (7,20 %). A l'issue de quatre jours de confusion et d'affrontements, ces derniers courants n'arrivent ni à s'entendre sur une motion de synthèse, ni même à dégager une majorité. Ce n'est que le 21 au matin, à Paris,

après une nouvelle nuit de discussions, que les principaux dirigeants du PS parviennent à la « synthèse générale » : l'accord porte sur la répartition des postes à la direction du parti et le maintien de M. Mauroy comme premier secrétaire, ainsi que sur un texte politique intitulé « Rassembler à gauche ».

16. - Titina Lamazou, à bord d'*Ecureuil d'Aquitaine*, remporte le Vendée Globe Challenge, la première véritable course à la voile autour du monde en solitaire et sans escale.

25. - M. Mitterrand, invité de « 7 sur 7 » sur TF1, s'attache à apparaître au-dessus des querelles du PS et souhaite une meilleure « redistribution de la prospérité française ».

27. - M. Rocard présente un « plan national de lutte contre le racisme », qu'il soumet aux partis représentés par un groupe au Parlement, lors d'une table ronde majorité-opposition réunie le 3 avril à l'hôtel Maitson.

28. - Le conseil des ministres approuve un projet de réforme constitutionnelle autorisant la saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables. Voté par l'Assemblée nationale le 26 avril, la réforme sera bloquée par le Sénat le 28 juin.

28. - Un plan de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme prévoit qu'à partir du 1^{er} janvier 1993 la publicité sera totalement interdite pour le tabac et sévèrement limitée pour les alcools.

29. - M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, décide de ne pas saisir le Parlement en vue d'éventuelles poursuites contre M. Charles Pasqua devant la Haute Cour de justice pour l'attribution, sur son ordre, en 1986, par la DST, d'un « visa-faux » passeport à M. Yves Chelier impliqué dans l'affaire du Carrefour du développement.

29. - Le philosophe Michel Serres est élu à l'Académie française.

AVRIL

2. - La Banque de France abaisse son « taux directeur » de 10 % à 9,75 %, puis à 9,50 % le 26.

4. - M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, bénéficie d'un non-lieu et de la loi d'amnistie dans l'affaire du Carrefour du développement. Mais les cinq magistrats composant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice critiquent publiquement leur propre décision en dénonçant l'amnistie des délits politico-financiers votée en décembre 1989 par les députés. Les jours suivants, une polémique autour de la loi d'amnistie est relancée dans la classe politique, tandis que quelques magistrats manifestent leur trouble en faisant preuve de mansuétude à l'égard de délinquants.

10. - Jacqueline Valente, son compagnon belge Fernand Houtekens et leur petite fille, otages du groupe d'Abou Nidal depuis 1986 ou 1987, sont libérés à Beyrouth. M. Mitterrand remercie « personnellement » le colonel Kadafi.

11. - Le conseil des ministres approuve deux projets de loi réformant, l'un, le statut des PTT, et l'autre, celui de la région Renault. Malgré les protestations de la CGT et du PCF, qui critiquent autant la séparation de la Poste et de France Télécom que la transformation de Renault en une société anonyme, détenue à 75 % par l'Etat, ces deux lois sont définitivement votées les 27 et 28 juin.

17. - En Nouvelle-Calédonie, un accord est annoncé sur le rachat par la province Nord d'un non-lieu ou de l'amnistie. Cette décision autour de l'amnistie des délits politico-financiers, et l'opposition (RPR, UDF, UDC) dépose le 3, sur l'initiative de M. Chirac, une motion de censure. Discutée le 9 à l'Assemblée nationale, elle ne recueille que 262 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement. Le PCF, après avoir maintenu le suspense, ayant refusé de la voter.

3. - Une proposition de loi renforçant les sanctions contre le racisme

MAI

2. - Dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, neuf des trente-six inculpés sont renvoyés en correctionnelle. Les autres, dont les huit élus, bénéficient d'un non-lieu ou de l'amnistie. Cette décision autour de l'amnistie des délits politico-financiers, et l'opposition (RPR, UDF, UDC) dépose le 3, sur l'initiative de M. Chirac, une motion de censure. Discutée le 9 à l'Assemblée nationale, elle ne recueille que 262 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement. Le PCF, après avoir maintenu le suspense, ayant refusé de la voter.

3. - Une proposition de loi renforçant les sanctions contre le racisme

est adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale. Lors du débat, particulièrement houleux, l'opposition dénonce un texte « liberticide » et refuse de voter une loi d'origine communiste.

9. - M. Rocard présente le programme français de lutte contre la drogue. Un projet de loi contre le blanchiment de l'argent, qui prévoit la levée partielle du secret bancaire, est définitivement voté le 29 juin.

9. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi sur le travail précaire qui reprend l'essentiel de l'accord conclu le 24 mars entre les partenaires sociaux. La loi est définitivement votée le 29 juin.

10. - L'indignation est unanime après la profanation du cimetière juif de Carpentras. Cet acte n'est pas revendiqué et l'enquête policière ne révèle aucune piste sérieuse. Le 14, environ deux cent mille personnes manifestent à Paris les refus du racisme et de l'antisémitisme. La présence de M. Mitterrand, de M. Rocard et de très nombreux hommes politiques de gauche comme de droite renforce l'isolement du Front national accusé d'être responsable de la montée du racisme. Les jours suivants, le FN, qui s'estime victime d'une « diffamation d'Etat », se voit interdire de tenir des réunions par plusieurs municipalités.

10. - M. Mitterrand, recevant à l'Elysée M. Perigot, président du CNPF, souhaite l'ouverture rapide de négociations sur les bas et moyens salaires entre les partenaires sociaux.

15-17. - Visite de M. Mitterrand en Polynésie française.

16. - Le bureau exécutif du PS annonce qu'il renonce à revendiquer le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers.

18. - Le TGV, en atteignant 515,3 kilomètres-heure, bat son propre record du monde de vitesse sur rail.

22. - Un débat sur l'immigration et l'intégration est organisé à l'Assemblée nationale. Avant la table ronde majorité-opposition, réunie sur ce thème, le 29, à Maitson, après celle sur le racisme du 3 avril, M. Rocard recense, le 25, les mesures pouvant « faire l'objet d'un large accord ».

Mais, à l'issue de la table ronde, l'opposition exprime son refus de « cautionner l'inaction » du gouvernement et décide de ne plus se prêter à « de nouvelles concertations-silbes ».

23. - Le conseil des ministres approuve un plan de développement des universités qui prévoit 16 milliards de francs supplémentaires pour l'enseignement supérieur de 1991 à 1995.

JUIN

9-10. - La Yougoslave Monica Seles et l'Espagnole Arantxa Sanchez ont remporté les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

12. - M. Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble, est « mis en congé » du RPR, après avoir appelé à voter pour le candidat socialiste, afin de faire barrage au candidat du Front national, au second tour d'une cantonale partielle à Vaurieu.

15. - M. Brice Lalonde présente un plan national pour l'environnement, qui définit une politique pour les dix prochaines années.

19. - Le Conseil supérieur de la langue française remet à M. Michel Rocard, qui les accepte, des propositions de rectifications assez légères de l'orthographe.

21. - José Cabanis est élu à l'Académie française.

26. - Le gouvernement et les partenaires sociaux, sauf la CGT, s'entendent sur une relance des négociations sur les bas et moyens salaires.

26. - L'opposition décide de créer une confédération RPR-UDF, baptisée Union pour la France, et s'engage à présenter un seul candidat à l'élection présidentielle de 1995, désigné grâce à des primaires.

30. - La proposition de loi antiraciste, d'origine communiste, est définitivement votée par les députés. Au Sénat, le vote de questions préalables a empêché tout débat sur ce texte.

JUILLET

4. - M. Olivier Stirn, ministre délégué chargé du tourisme, est contraint de démissionner après le scandale provoqué par l'appel, le 3, à des figurants rémunérés pour assister à un colloque organisé par son association Dialogues 2000.

7. - M. Bernard Tapie annonce que son groupe prend le contrôle de 80 % du capital de la société ouest-allemande Adidas, premier fabricant mondial d'articles de sport.

11. - La Lyonnaise des eaux, numéro deux dans le secteur des services, et Dumez, deuxième groupe du bâtiment et des travaux publics,



6 octobre : émeutes à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise.

annoncent leur fusion, qui donne naissance au huitième groupe français par son chiffre d'affaires.

14. - M. Mitterrand, interrogé sur TF1 et A2 en direct de l'Elysée, annonce que la durée du service militaire va passer de douze à dix mois à partir de 1992.

16. - Plusieurs policiers sont arrêtés après la découverte d'un trafic d'armes lourdes qui durait depuis 1985 à partir de l'ambassade de France à Beyrouth. Les jours suivants, les révélations de l'enquête alimentent une polémique politique.

22. - Le Tour de France cycliste est remporté pour la troisième fois par l'Américain Greg LeMond.

27. - Une grâce présidentielle est accordée à Anis Naccache et aux quatre autres membres du commando qui avait tué deux personnes le 18 juillet 1980, à Paris, en tentant d'assassiner M. Chirac, ancien premier ministre du chah d'Iran. Les cinq terroristes sont expulsés vers l'Irak. Ces libérations sont suivies de mouvements d'agitation dans de nombreuses prisons françaises, alors que les grèves du 14 juillet n'ont concerné que 200 détenus contre 3 091 en 1989.

AOÛT

1^{er}. - Le groupe Chergaux de M. Jérôme Seydoux achète Pathé-Cinéma.

2. - La polémique sur les projets de tracés du TGV Méditerranée est relancée après la nomination d'une mission d'étude. Les manifestations d'hostilité de la part d'associations et d'élus provinciaux se multiplient.

21-25. - Des incendies de forêts et de maquis détruisent 25 000 hectares dans le Sud-Est, dont 3 000 entre Marseille et Cassis et 12 500 dans le massif des Maures.

27. - Le Parlement est réuni en session extraordinaire à propos de la crise du Golfe. L'opposition de droite approuve la fermeté de M. Mitterrand, qui n'est critiquée que par M. Le Pen.

31. - Après des manifestations d'agriculteurs, M. Henri Nallet annonce des aides de l'Etat, pour un montant total de 1,2 milliard de francs, en faveur des éleveurs touchés par la sécheresse et la chute des cours de la viande ovine et bovine.

SEPTEMBRE

1^{er}. - Le relais français (Marinière, Sangoma, Troubal, Marie-Rose) bat en 37 s 79 le record du monde du 4 x 100 mètres aux championnats d'Europe d'athlétisme à Split, en Yougoslavie.

12. - Le conseil des ministres approuve le projet de budget pour 1991, qui a dû tenir compte de incertitudes liées à la crise du Golfe tout en évitant d'irriter le PS, opposé à la « rigueur ». Le déficit est ramené de 90 à 80 milliards de francs et la progression de la dépense publique limitée à 4,8 %.

28. - Des allègements fiscaux sont prévus pour encourager l'investissement des entreprises et afin de combattre l'inflation (baisse du taux majoré de la TVA). Un allègement de la TVA pour la fortune fait partie des mesures dites « d'équité fiscale ».

14. - Deux policiers des renseignements généraux parisiens, qui avaient enquêté sur les activités du pasteur Joseph Douc, disparaissent le 19 juillet, sont inculpés de violences à l'égard d'un homme qu'ils avaient voulu infiltrer dans l'entourage du pasteur homosexuel. Tandis que le cadavre du pasteur Douc est découvert le 18 octobre, l'affaire suscite une polémique sur la fonctionnement des renseignements généraux.

16. - M. Jacques Médecin, maire de Nice depuis 1966, annonce d'Argentine sa démission après avoir été mis en cause dans plusieurs affaires financières frauduleuses.

20-24. - Des incendies de forêts détruisent 12 000 hectares dans le Var et 4 000 hectares en Corse.

28. - M. Mitterrand, que des manifestations d'agriculteurs en Poitou-Charentes ont empêché d'inaugurer le TGV Atlantique Paris-Bordeaux, recommande de ne pas « mettre le couteau sur la gorge des agriculteurs ».

OCTOBRE

2. - Le gouvernement de M. Rocard est remanié : M. Arpaillange (justice) et M^{me} Cresson (affaires européennes) s'en vont. M. Nallet, nommé à la justice, est remplacé à l'agriculture par M. Mermaz.

3. - Le conseil des ministres approuve le projet de contribution sociale généralisée (CSG), qui rencontre une vive opposition, à droite comme au PCF et dans tous les syndicats, sauf à la CGT.

4. - La CGE conclut avec Fiat une vaste alliance industrielle européenne. Dans les télécommunications, Alcatel, filiale de la CGE, devient le numéro un mondial des transmissions qui reprenant Telettra, filiale de Fiat.

6. - La mort d'un jeune motard après une collision avec une voiture de police, est suivie de scènes d'émeute à Vaulx-en-Velin dans la banlieue lyonnaise.

10. - La publication du livre d'un inspecteur de police de Marseille sur l'affaire des fausses factures de la SORMAE relance la polémique sur le financement des campagnes électorales.

12. - Quatre dirigeants du club de football de Toulon sont inculpés après la découverte d'un système de caisse noire et de fausses factures destiné à payer des dessous-de-table.

23. - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel autorise la reconstitution du capital de la Cinq : Hachette en devient l'opérateur à la place du groupe Hespion.

30. - Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires, retrouve une majorité (51 %) d'actionnaires publics. La CGE, qui détenait depuis la fin mars 52 % du capital, a été contrainte par les pouvoirs publics d'abaisser sa part à 44 % afin que l'Etat garde le contrôle du nucléaire.

31. - La Banque de France abaisse son taux directeur de 9,50 % à 9,25 %.

NOVEMBRE

8. - Le bureau politique de l'Union pour la France (UPF) ne parvient pas à s'accorder sur l'organisation des « primaires » pour la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle commun au RPR et à l'UDF, en raison d'un désaccord entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac.

12. - Alors que des lycéens manifestent, depuis le 15 octobre, contre l'insécurité, la dégradation des locaux, les classes surchargées, une « marche nationale pour l'éducation » rassemble plus de cent mille lycéens à Paris. Mais des violences sont commises par des casseurs qui pillent des magasins et brûlent des voitures. Une délégation des lycéens est reçue à l'Elysée par M. Jospin et à l'Elysée par M. Mitterrand.

M. Jospin promet un « plan d'urgence », dont le coût est fixé, le 14, à 4,5 milliards de francs, et le contenu précisé après une négociation, les 15 et 16, avec les représentants des lycéens.

16. - M. Rocard engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur la contribution sociale généralisée (CSG). La motion de censure déposée par le RPR, l'UDF, l'UDC, et votée par le PC, recueille 284 voix, le 19, alors que la majorité absolue est de 289 voix.

18. - Florence Arthaud, à la barre de son trimaran *Pierre II*, remporte

la quatrième Route du rhum, qui relie Saint-Malo à Pointe-à-Pitre. Sa victoire est la première d'une femme dans une course transocéanique à la voile.

19. - Jean Ranaud obtient le prix Goncourt pour son premier roman, *Les Champs d'honneur*.

22. - M. Claude Bez, président du club de football de Bordeaux, est inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance. Interdit de gestion, il est contraint, le 28, de quitter la présidence des Girondins, tandis que se multiplient les enquêtes policières et les révélations sur plusieurs scandales financiers qui discréditent le football professionnel.

24. - Les députés adoptent en première lecture le projet de nouveau statut pour la Corse par 275 voix contre 265. Dans le débat, le 21 au 23, de nombreux élus, dont des socialistes proches de M. Chevènement, ont tenté de s'opposer à la reconnaissance législative du « peuple corse ».

24. - M. Gérard Longuet succède à M. François Léotard à la présidence du Parti républicain.

DÉCEMBRE

3. - M. Rocard annonce une rallonge de 500 millions de francs des crédits de la justice, après trois journées d'action organisées les 21 juin, 23 octobre et 30 novembre et très suivies par les magistrats et les avocats.

4. - M. Mitterrand présente un plan de cinq ans pour la rénovation des quartiers dévotés ainsi que la création d'un ministère d'Etat chargé de la ville, qui est confié, le 19, à M. Michel Delabarre.

6. - M. Michel Nair, maire de Lyon, quitte le RPR et abandonne son mandat de député en appelant à un « sursaut national » vers un « grand dessin et l'espérance d'une nouvelle démocratie ». Mme Barzach, députée de Paris et le 8, M. Dubernard, député du Rhône, démissionnent aussi du RPR et du Parlement.

10. - Douze députés socialistes s'inquiètent de la « décomposition » de la société politique et des dangers que court la démocratie représentative, dans un manifeste publié dans le *Monde*.

13. - La loi relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme est définitivement votée par le Parlement.

13. - Mme Hélène Carrère d'Encausse est élue à l'Académie française.

18-22. - Le vingt-septième congrès du PCF à Saint-Ouen, donne lieu à un débat un peu plus ouvert que les précédents. M. Fiterman et les sept autres contestataires « refondateurs » sont réélus au comité central.

19. - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel nomme M. Hervé Bourges PDG d'A2 et de FR 3 après avoir obtenu la démission de M. Philippe Guilhaume.

19. - Lucien Tirrolo, président de la chambre régionale d'agriculture de la Corse, est tué à Ajaccio. Cet assassinat ainsi que celui de Paul Mariani, maire de Soveria, le 31, provoquent l'indignation des élus corses qui mettent le gouvernement en demeure d'enquêter une vague meurtrière qui a fait quinze morts en 1990.

21. - La session d'automne du Parlement s'achève après le vote des députés sur une motion de censure, la deuxième de la session. Déposée par le RPR et l'UDF, mais pas par l'UDC, elle ne recueille que 218 voix.

31. - A Lyon, Garry Kasparov conserve son titre de champion du monde d'échecs par 12,5 points contre 11,5 à Anatoli Karpov.

AGENDA

JEUDI 3 JANVIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). Jeu, ven. de 12 h à 22 h, sam. de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 6 janvier 1991.

ART ET PUBLICITÉ. Grande galerie 5 étages. Entrée : 16 F. Jusqu'au 25 février 1991.

AU BONHEUR DU TEMPS : AGÉNOS, ALMANACHS ET CALENDRIERS. Salle d'actualité de la BPL rez-de-chaussée. Jusqu'au 25 février 1991.

JOSEPH MARIA WUOL. Architecte 1879-1949. Galerie contemporaine. Jusqu'au 25 février 1991.

PASSAGES DE L'IMAGE. Musée national d'art moderne. Entrée : 24 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

JEAN PROUVÉ. Galerie du Cal. Entrée : 18 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

ALBERTO SCHOMMER. Portraits (1969-1989). Galerie de la BPL 2 étages. Jusqu'au 11 mars 1991.

TELEVISIONS D'EUROPE. Galerie du forum. Jusqu'au 4 février 1991.

Musée d'Orsay
1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer, ven, sam, mar. de 10 h à 18 h, jeu, de 10 h à 21 h 45, dim, de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

OE MANET A MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS. AU MUSEE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

OESSINS D'ARCHITECTURE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 janvier 1991.

IL Y A CENT ANS ILS ONT DONNÉ L'OLYMPIA. Exposition-dossier. Entrée : 25 F (dimanche : 16 F). Billet jumelé exposition musée : 40 F. Jusqu'au 20 janvier 1991.

MANET : PASTELS ET OESSINS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 janvier 1991.

LES SALONS CARICATUREUX. Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 19 janvier 1991.

Palais du Louvre
Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J., et mar. de 12 h à 22 h. Visites-conférences les ven. 19 h. Jusqu'au 18 janvier 1991.

ACQUISITIONS RECENTES OU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

MÉMOIRES D'AVEUGLE. L'AUTO-PORTRAIT ET AUTRES RUINES. Partis pris : dessins du Louvre choisis par Jacques Derrida. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

LA ROBE BAROQUE DE MARATTI A PIRANESI (1850-1760). Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 19 février 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES OU MUSÉE OU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle M. Ben. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris
11, av. du Président-Wilson (47-23-51-27). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mar. jusqu'à 20 h 30.

L'ART EN BELGIQUE - FLANDRE ET WALLONIE AU XIX^e SIÈCLE. Un point de vue. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

IMAGES INVENTÉES. La photographie créative belge dans les années cinquante. Entrée : 28 F. Jusqu'au 3 février 1991.

Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivegas. (42-89-54-10). T.J., et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

PARIS EN VISITES
Vendredi 4 janvier

« La civilisation égyptienne au Louvre », 10 h, 2, place du Palais-Royal.

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles, boulevard du Palais (P.-V. Jassin).

« L'Opéra Bastille, visite intérieure », 12 h 15, métro Bastille, sortie rue de Lyon.

« Le café Procope et l'ancienne Comédie-Française », 16 h 15, 13, rue de l'Anceine-Comédie (Tourneville).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous le rhinocéros (Arta et cacher).

« De la rue du Dragon aux hôtels du quai Malaquais », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés (Paris pittoresque et insolite).

« Les passages marchands du 19^e siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris Autréfoi).

« Chaire d'œuvre de la peinture française du 18^e siècle au Louvre », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M. Polyver).

« Le Louvre, des fortifications de Philippe Auguste à l'inducteur de la

LE MAROC VU PAR LES GRANDS ARTISTES. Galeries nationales (42-69-54-10). T.J., et mar. de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 février 1991.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATE. Galeries nationales (42-69-54-10). T.J., et mar. de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F (dim. : 19 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

SIMON VOUEY. Galeries nationales (42-69-54-10). T.J., et mar. de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 11 février 1991.

MUSÉES

1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON. 150^e anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, église du Dôme, place Vauban (45-55-62-30). T.J., et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

ART ÉSOTÉRIQUE DE L'HIMALAYA. La donation Lionel Fournier. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 9, pl. d'Iéna (42-23-61-49). T.J., et mar. de 8 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

ARTISTES TCHÈQUES ET SLOVAQUES. Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J., et lun, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jacques (42-34-25-95). T.J., et lun, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier 1991.

WERNER BISCHOF. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-50-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 7 janvier 1991.

NIKI DE SAINT-PHALL. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 janvier 1991.

LES OESSINS DE LA VILLE. Paris-souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., et lun, de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

L'ENFANCE DU REGARD. Parc de la Villette, Folie Impressionnisme, assemblée Jean-Jacques (42-47-72-21). T.J., et lun, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : LE QUAI VOLTAIRE. Musée de la Ville de Paris, 2, rue de la Harpe (42-76-33-97). T.J., et lun, de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 février 1991.

FERRACCI. Artiste de cinéma. Musée de la Ville de Paris, 2, rue de la Harpe (42-76-33-97). T.J., et lun, de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 février 1991.

GRAND PRIX DE L'AFFICHE CULTURELLE. Bibliothèque Nationale, galerie de la Ville de Paris, 2, rue de la Harpe (42-76-33-97). T.J., et lun, de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 février 1991.

LEWIS HINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J., et lun, de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 8 janvier 1991.

L'HOMME AU TRAVAIL : LE GESTE ET L'IMAGE. Atget, Seeburger, Artaud, Ganne, Fehrer, Feuillie. Collège nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J., et lun, de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 27 janvier 1991.

HYMNE AU PARFUM. Musée des Arts de la mode, 103, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 février 1991.

CHRIS KILLIP. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-50-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 26 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 7 janvier 1991.

LAMARTINE ET LES ARTISTES DU XIX^e SIÈCLE. Musée de la vie romantique - Maison Renan-Scheffer, 15, rue Chapelle (48-74-85-58). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE MEUBLE RÉGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 8, av. du Mahoré-Gandhi (40-67-80-00). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 10 F (dim. : 5 F). Jusqu'au 25 février 1991.

LE MOBIILIER SORT DE SA RÉSERVE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 février 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

SAISON DE LA MARINE 1990. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 février 1991.

SOLIDARITÉ EAU. Maison de la Vilette, 30, av. Coreniti-Carou (42-78-70-00). T.J., et lun, de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

STARLIGHT. Pavillon des Arts, 101, rue Rembrandt (42-53-31-70). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

STUDIO MAGAZINE : LE CINÉMA DANS TOUS SES ÉTATS. Pavillon des Arts, 101, rue Rembrandt (42-53-31-70). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LES VITRAUX DE LA RECONSTRUCTION 1918-1940. Archives nationales, hôtel de Rohan, 97, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J., et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 janvier 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 1 octobre 1991.

LES AMOUREUX A L'IMAGE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figaro (42-78-14-80). T.J., et dim, et lun, de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 mars 1991.

L'ART INUIT AUTOUR DE LA COLLECTION DE CARLOS OROZCO. Service culturel, Ambassade du Canada, 5, rue de Constantin (45-51-35-73). T.J., et lun, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 18 février 1991.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-39). T.J., et lun, de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1991.

PAOLO BELLINI. Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J., et lun, et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

BILL BRANDT. L'Angleterre des années 1930 à 1945. Espace photo-

graphique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carnot, 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J., et lun, de 13 h à 18 h, sam., dim. Jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 février 1991.

JACQUES CHARLIER. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-58). T.J., et dim, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 janvier 1991.

LA CHINE LOIN DES SENTIERS BATTUS. Hôtel-pevillon Montaigne, 34, rue Jean-Mermoz (43-69-54-29). T.J., et lun, de 14 h à 19 h. Du 6 janvier 1991 au 20 janvier 1991.

PIERRE JOURDA. Centre culturel Arnaud, 190 bis, rue Saint-Martin (42-78-38-39). T.J., et dim, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 février 1991.

KRONAN - UNE MERVEILLE D'ARCHÉOLOGIE. Centre culturel autrichien, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.J., et lun, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 17 février 1991.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.J., et lun, et dim, de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 avril 1991.

JACQUELINE RAU. Photographies 1926-1950. Société française de photographie, 8, rue Montlambert (42-22-37-17). T.J., et dim, de 14 h à 18 h. Du 6 janvier 1991 au 31 janvier 1991.

SAINT BERNARD ET LE MONOCE CISTERCIEN. Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge (43-54-30-06). T.J., et lun, de 10 h à 17 h. Visites-confé. 9 et 23 janvier, 8 et 22 février. Rando-vous à 14 h 30, 1, quai de l'Horloge. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1991.

TEATRO MAGICO. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallitot, 50, rue de Verrière (42-22-12-78). T.J., et lun, et mar. de 9 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Jusqu'au 14 janvier 1991.

MARTINE TILLY. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel (43-54-15-58). T.J., et dim, de 14 h à 21 h, sam. de 14 h à 19 h. Du 7 janvier 1991 au 31 janvier 1991.

DANIEL TREMBLAY. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, hôtel Salomon de Rothschild - 11, rue Beryer (45-63-80-56). T.J., et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 février 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY. Paris Art Center, 38, rue Falguière (42-22-39-47). T.J., et dim, lun, et jours fériés de 14 h à 19 h. Du 8 janvier 1991 au 2 mars 1991.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Mairie du 16^e, salle des fêtes, 78, rue Bonaparte - place Saint-Sulpice (43-28-12-78). T.J., et dim, de 14 h à 18 h, sam. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 9 janvier 1991.

QUANO - VOGUAIENT LES GALERIES. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

SAISON DE LA MARINE 1990. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 février 1991.

SOLIDARITÉ EAU. Maison de la Vilette, 30, av. Coreniti-Carou (42-78-70-00). T.J., et lun, de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

STARLIGHT. Pavillon des Arts, 101, rue Rembrandt (42-53-31-70). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

STUDIO MAGAZINE : LE CINÉMA DANS TOUS SES ÉTATS. Pavillon des Arts, 101, rue Rembrandt (42-53-31-70). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

SAISON DE LA MARINE 1990. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 février 1991.

SOLIDARITÉ EAU. Maison de la Vilette, 30, av. Coreniti-Carou (42-78-70-00). T.J., et lun, de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

STARLIGHT. Pavillon des Arts, 101, rue Rembrandt (42-53-31-70). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

STUDIO MAGAZINE : LE CINÉMA DANS TOUS SES ÉTATS. Pavillon des Arts, 101, rue Rembrandt (42-53-31-70). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LES VITRAUX DE LA RECONSTRUCTION 1918-1940. Archives nationales, hôtel de Rohan, 97, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J., et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 janvier 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 1 octobre 1991.

LES AMOUREUX A L'IMAGE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figaro (42-78-14-80). T.J., et dim, et lun, de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 mars 1991.

L'ART INUIT AUTOUR DE LA COLLECTION DE CARLOS OROZCO. Service culturel, Ambassade du Canada, 5, rue de Constantin (45-51-35-73). T.J., et lun, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 18 février 1991.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-39). T.J., et lun, de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1991.

PAOLO BELLINI. Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J., et lun, et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

BILL BRANDT. L'Angleterre des années 1930 à 1945. Espace photo-

graphique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carnot, 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J., et lun, de 13 h à 18 h, sam., dim. Jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 février 1991.

JACQUES CHARLIER. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-58). T.J., et dim, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 janvier 1991.

LA CHINE LOIN DES SENTIERS BATTUS. Hôtel-pevillon Montaigne, 34, rue Jean-Mermoz (43-69-54-29). T.J., et lun, de 14 h à 19 h. Du 6 janvier 1991 au 20 janvier 1991.

PIERRE JOURDA. Centre culturel Arnaud, 190 bis, rue Saint-Martin (42-78-38-39). T.J., et dim, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 février 1991.

KRONAN - UNE MERVEILLE D'ARCHÉOLOGIE. Centre culturel autrichien, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.J., et lun, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 17 février 1991.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.J., et lun, et dim, de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 avril 1991.

JACQUELINE RAU. Photographies 1926-1950. Société française de photographie, 8, rue Montlambert (42-22-37-17). T.J., et dim, de 14 h à 18 h. Du 6 janvier 1991 au 31 janvier 1991.

SAINT BERNARD ET LE MONOCE CISTERCIEN. Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge (43-54-30-06). T.J., et lun, de 10 h à 17 h. Visites-confé. 9 et 23 janvier, 8 et 22 février. Rando-vous à 14 h 30, 1, quai de l'Horloge. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1991.

TEATRO MAGICO. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallitot, 50, rue de Verrière (42-22-12-78). T.J., et lun, et mar. de 9 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Jusqu'au 14 janvier 1991.

MARTINE TILLY. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel (43-54-15-58). T.J., et dim, de 14 h à 21 h, sam. de 14 h à 19 h. Du 7 janvier 1991 au 31 janvier 1991.

DANIEL TREMBLAY. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, hôtel Salomon de Rothschild - 11, rue Beryer (45-63-80-56). T.J., et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 février 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY. Paris Art Center, 38, rue Falguière (42-22-39-47). T.J., et dim, lun, et jours fériés de 14 h à 19 h. Du 8 janvier 1991 au 2 mars 1991.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Mairie du 16^e, salle des fêtes, 78, rue Bonaparte - place Saint-Sulpice (43-28-12-78). T.J., et dim, de 14 h à 18 h, sam. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 9 janvier 1991.

QUANO - VOGUAIENT LES GALERIES

(Publicité)

MARCEL LASSANCE
SOLDES
du jeudi 3 au
Samedi 12 Janvier
17, rue du Vieux Colombier
Paris (6e)
21, rue Marbeuf
Paris (8e)

ÉMAUX ET MINÉRAUX
de
JACQUES GAUTIER

Châtelaine en argent
marqué et orné
sur argent : 2 800 F
Boucles d'oreilles
OMAI : en de perles raffinées
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-33

DU 2 AU 12 JANVIER

OLD ENGLAND

GRANDE RECLAME

POUR LUI

Pardessus 100 % cashmere 3800 F
Imper et Trench coton 1990 F et 2600 F
Blazer laine et cashmere 1950 F
Blouson et parka huilé 990 F
Pull cashmere 2 et 4 fils 1350 F et 1685 F
Pull laméwool 395 F et 495 F
Chemise coton 210 F
Pyjamas coton 250 F et 340 F
Cravate soie 195 F
Chaussettes anglaises 795 F

DÉPARTEMENT TAILLEUR

Costume 2 pièces à vos mesures dans les tissus
OLD ENGLAND 3950 F
POUR ELLE
Manteau 100 % cashmere 3800 F
Imper et Trench coton 1990 F et 2600 F
Pull ras du cou et col chemise 1100 F
Pull col chemise et gilet laméwool 395 F et 420 F
Echarpe cashmere et laine 130 et 195 F

SOLDES
HOMME, FEMME, ENFANT

12, bd des Capucines - Paris 9^e 47.42.81.99

ASHIDA
PARIS

34, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ
75008 PARIS. Tél. : 42.65.09.30

DAVID SHIFF
Club des Dix

SOLDES

-50% SUR LA
COLLECTION HOMME FEMME 1990

13 RUE ROYALE 75008 PARIS
DU LUNDI AU DIMANCHE DE 10H À 18H - PARFUMS, COSMÉTIQUE, ORFÈVRES
4 RUE MARBEUF 75008 PARIS
DU LUNDI AU SAMEDI DE 10H À 18H
5 RUE DES ARCHERS LYON 2 - 40 BIS RUE DE PARIS 75012 SAINT-GERMAIN EN LAYE

SOLDES D'HIVER

VOUS le savez, on pouvait dans certaines boutiques acheter en solde pendant toute l'année. Comment faire son choix et trouver son bonheur dans la jungle du mensonge et du doute ? C'était impossible ! Aussi le ministère de l'Économie, par la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, a rendu publique un calendrier où chaque catégorie a sa place pour une durée précise.

Ainsi donc, la mode se voit attribuer la période du 15 décembre au 14 février et du 7 juin au 6 août. Notez-le. La lingerie, le maroquin et les chaussures vous donnent rendez-vous du 26 décembre au 25 février et du 24 juin au 23 août, tandis que la fourrure se contentera d'une seule période, du 1^{er} février au 31 mars. Enfin on y voit clair !

LE «LOOK» LASSANCE

Le succès de Marcel Lassance et de sa mode masculine repose sur ses coupes inédites et ses formes, confortables tout en proposant un très bon look. Laissez-vous tenter par ses soldes : il vous propose des blazers en laine lavée, très douce, à 1 980 F au lieu de 3 250 F, ou alors des vestes fin de série à partir de 1 250 F. Côté costumes, on aime ceux en Super 100, cette laine très fine, à 5 950 F soldés 3 450 F, ou en gabardine de couleur à 4 650 F soldés 2 950 F. Pour les chemises, vous avez le choix entre trois cols, des rayures, des couleurs pastels ou des imprimés fantaisie, 295 F. Voici encore quarante couleurs pour des pulls en laméwool, deux fils à partir de 490 F, 17,

rue du Vieux-Colombier et 21, rue Marbeuf, à Paris.

UN GRAND ITALIEN

Ermenegildo Zegna s'est ce grand nom de la mode masculine italienne qui travaille toujours dans des matériaux extrêmement sophistiqués. À partir du 4 janvier, les soldes vont de 35 à 45 % de remise, ce qui « met » le manteau reglan en laine et cachemire à 2 950 F seulement au lieu de 4 950 F, et la veste soft et noire pure laine de 3 990 F à 2 450 F. Toujours pour les gentlemen qui aiment marier la mode au confort et à l'élégance, voici un manteau en cachemire « inner Mongolia » à 9 500 F, une veste à 4 950 F et des pulls, toujours de cette même qualité, à partir de 1 750 F. Les chemises, 100 % coton, à partir de 450 F, les cravates à partir de 200 F et les chaussettes, pour finir en beauté, à partir de 550 F, 10, rue de la Paix, 75002 Paris.

UN CRU ANGLAIS

Les soldes et les réclames d'Old England sont d'un très bon cri cette année. Les « réclames » d'abord : des articles spécialement mis en place pour cela comme des pulls irlandais à 590 F, des parkas à 990 F, des chaussettes à 795 F et beaucoup d'autres bonnes affaires. Parallèlement, voici des soldes d'articles de rayons : la veste d'homme à 950 F au lieu de 1 400 F, de manteaux pour femme à 1 500 F au lieu de 2 800 F, sans oublier les jupes en laine à 490 F au lieu de 800 F. Voilà encore 20 % de remise sur un costume sur mesure avec trois essayages selon leur célèbre formule « grande mesure ». Et puis également des prix spéciaux sur certains articles de parfumerie. Old England, 12, boulevard des Capucines, 75012 Paris.

PLUS FORT ENCORE

C'est difficile à croire mais David Shiff arrive à faire encore plus fort ! Vous le savez, ses prix sont déjà imbattables en temps normal ! Et voilà que David Shiff solde quand même ! Ainsi les deux costumes en laine Super 100 passent de 4 995 à 3 500 F. Pour signaler, vous avez, par

exemple, trois chemises à 590 F au lieu de 1 000 F, le manteau en laine et cachemire à 2 990 F au lieu de 3 990 F. Quant à vous, madame, vous trouverez une collection habillée et griffée des grands noms, en solde aussi ! Bien entendu, les cachemires ne sont pas en solde mais ils sont toujours moins chers qu'ailleurs : veste « Scabal » à 3 995 F, 13, rue Royale et 4, rue Marbeuf, à Paris.

L'ÉLÉGANCE BRITANNIQUE

Un seul regard suffit pour reconnaître un vêtement signé Daks, son élégance, naturelle d'abord et puis ce petit plus dans les finitions qui font de cette marque un grand nom. Et ce grand nom propose de vrais soldes ! C'est-à-dire toute la collection de pulls pour homme et femme, même le plus classique des modèles comme le pull en cachemire, à col en V et en deux fils à 1 925 F au lieu de 2 750 F, mais aussi encore des cols roulés, des cardigans... Le manteau en camel-hair, coloris naturel ou marine à 4 550 F au lieu de 6 500 F, les vestes en cachemire à 3 375 F au lieu de 6 250 F. Pour madame, tailleurs, jupes et vestes sont soldés à 30 %, dont la superbe veste d'égouttement avec boutons, coudes et col en daim à 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

50 % SUR TOUT !

Inconnu hors de son Japon natal, Jun Asahida décide d'ouvrir une boutique parisienne il y a un an et demi. Ce fut le succès immédiat pour ce couturier de l'impérialisme et de plusieurs minuscules imperiales japonaises. Une clientèle très cosmopolite se bouscule dans son magasin du 34, rue du Fig-Saint-Honoré, à Paris. Cette clientèle, dont vous, peut maintenant profiter de ses vrais soldes : 50 % sur toute la collection, du jour au soir en passant par le cocktail ! Voici de superbes tailleurs de jour dans des laines écossaises, à carreaux et autres pied-de-poule aux environs de 6 000 F soldés à 3 000 F, mais aussi des robes du jour, d'après-midi et toutes ces choses qui font les femmes encore plus élégantes et encore plus jolies.

DEMANDEZ LA LUNE

Vous voulez un modèle classique ou une fourrure plutôt « mode », cela ne posera aucun problème pour Michel Muller, ce fournisseur-artisan qui a fait ses premiers armes chez Christian Dior Fourrure ! Il réalise tous vos rêves. Par ailleurs, il est très fort pour les transformations, alors, si vous avez une ancienne fourrure... Mieux encore, Michel Muller vous propose des remises « avant travaux » de 20, 30 et 50 %, ainsi vous aurez le man-

teau de vision « lunaire » de ligne souple et aux manches confortables pour 29 400 F au lieu de 42 000 F ! Ou bien la veste de marmotte, à 9 900 F habituellement, pour seulement 7 900 F ! Rien n'est impossible chez Michel Muller, 160, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98. Ouvert du lundi au samedi inclus.

UN COSTUME SIGNÉ CARDIN

Dépechez-vous : chez La Vogue, à deux pas de l'Opéra Garnier, ne vous attendent que de bonnes affaires ! En effet, à partir du 5 janvier vous trouverez en soldes des costumes croisés, bien à dessin caviar, signés Cardin pour 2 350 F au lieu de 2 950 F. Sous la griffe Armani, des costumes droits ou croisés, en laine, à partir de 3 500 F, d'autres encore, signés Louis Féraud ou Monsieur de Fursac. Voici encore une superbe parka, blanche cassée, à poches multiples, à 890 F au lieu de 1 190 F, ou une autre avec empilement de cuir, soldée à 1 350 F. N'oubliez pas les chemises Pierre Cardin, en coloris mode ou fantaisie et à cols divers, à partir de 299 F, et les cravates en soie à 150 F, 38, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

L'ART DU BIJOU

À la Galerie Gautier, vous n'avez que l'embarras du choix pour trouver un accessoire ou un bijou personnel, puisqu'il sort toujours de l'ordinaire. En premier lieu, les créations du maître de céans, Jacques Gautier : des bijoux magnifiques en émaux sur argent auxquels s'ajoutent maintenant des microsculptures qui sont des jeux d'émaux sur bronze. Cette galerie présente aussi deux autres artistes, Myrman Bat-Oscet et ses fausses peintures sur soie qui deviennent des cravates, unies d'un côté, fantaisie de l'autre, 900 F, et Françoise Bissana-Freanu avec ses fabuleux chandeliers-sculptures, 900 F, 36, rue Jacob, 75006 Paris.

CES MESSIEURS

C'est le nom d'une superbe boutique qui n'est pensée que pour vous, messieurs ! Elle propose des objets choisis avec un goût très sûr et dans les meilleures qualités. Par exemple, vous trouverez en exclusivité, une ligne d'accessoires de bureau en flanelle, c'est superbe et inédit, un ensemble coordonné, pyjama, robe de chambre et plaid, en coton uni et imprimé cachemire, à 800 F. Pour les collectionneurs, voici des vitrines pleines d'insectes et de papillons colorés ainsi que des objets divers pour les golfeurs, et bien sûr, tous les jours en bois, très sophistiqués et à l'ancienne... 57, av. Victor-Hugo, 75116 Paris.

Ça vient de sortir

Nature & découvertes.

C'est le nom d'une nouvelle chaîne de boutiques qui vont fleurir dans toute la France, conçue par l'homme qui inventa *Flair* Import, François Lemarchand. Elles vont vous permettre d'approcher la nature en douceur, de la lingerie et de l'ébénisterie, de bijoux et d'objets décoratifs ou des instruments diurns pour partir à la découverte du monde. C'est complètement solo que l'Forum des Bains (suis-je).

Une grande première.

C'est la première fois que les fameuses chaussures anglaises Ashford, comme Goodyear, soldent l'ensemble de la collection. C'est-à-dire le dernier, cette grande marque fait la part belle aux prix et à la qualité. Une paire de chaussures côtelées en moyenne 780 F, et si maintenant elles sont soldées, ce sont alors des affaires en or pour vos pieds ! 24, rue du Châteaudun (9^e) et 4, rue du Général-Leclerc (17^e) à Paris.

Saint-Valentin.

La Saint-Valentin est une invention géniale, qui, vous le savez, finit les amoureux. C'est le 14 février, ce qui vous donne l'occasion de « rattrapper le coup » si vous avez négligé Noël et le Nouvel An pour aspirer votre amour. Ainsi, en fonction de vos achats de parures et de bijoux, cette date de la Saint-Valentin, la vendue de cette marque vous offrira une paire de pantoufles noires imprimées d'yeux de chat. Et c'est joli.

Ce n'est pas rasant.

Cher monsieur, sachiez-vous que 2/3 d'entre vous se rasant avec un rasoir mécanique ? C'est dire que beaucoup d'hommes ont le fin aux jours après le rasage du matin ! Enfin, pas ceux qui connaissent les produits Aramis, « Lab Soles ». Pour les connaître vous avez, voilà, en promotion, jusqu'à fin février, une superbe rasoir contenant un rasoir, un rasoir à main, un rasoir de toilette américaine, ainsi qu'un rasoir mécanique pour 195 F, soit le prix des deux premiers produits achetés séparément.

Cachemire fait main !

Voici le comble du chic : je l'ai trouvé chez « Cachemire First » : des pulls en cachemire à dentelle intarsia, 3 fils, entièrement faits à la main, à 250 F ! Et le cachemire est de première qualité, depuis le fil jusqu'au tricotage, et on réalise avec des pardons à 6 650 F, des vestes à 4 400 F, des robes « couture » à 2 950 F et autres pulls, 2 fils à 2 900 F ! Alléluia de notre part, une remise vous sera accordée ! 9, rue Richemont à Paris (9^e).

Rectificatif.

Bien sûr, la fabuleuse Papeterie Daniel qui vous propose ses stylos et agendas de rêve ne se trouve pas au 14, rue de Rennes à Paris comme nous l'avons par erreur écrit dans *Le Monde* daté du 14 décembre 1990, mais au 114, rue de Rennes.

GUNNARD P.

samedi 5, lundi 7 et jours suivants

SOLDES

costumes, vestes, pardessus, parkas, chemises, pulls, cravates, vêtements de peau
griffés Armani, Cardin, Dior, Louis Féraud, de Fursac, etc.

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

Michel MULLER

DAUMESNIL

FOURRURE - CRÉATION
REMISES FANTASTIQUES
avant travaux

20 %, 30 % et 50 %

160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS

M^o Daumesnil - 43-43-11-98

MESSIEURS.
PARIS

57, AVENUE VICTOR-HUGO, 75116 PARIS
Tél. : (1) 45-01-72-87

"SOLDES"

Notre prochain
rendez-vous
avec la mode.

Parution le 9 daté
10 janvier 1991

Ermenegildo Zegna
SOLDES

Du 4 au 12 janvier 1991
10, rue de la Paix - Paris 2^e - Tél. : 42.61.67.61

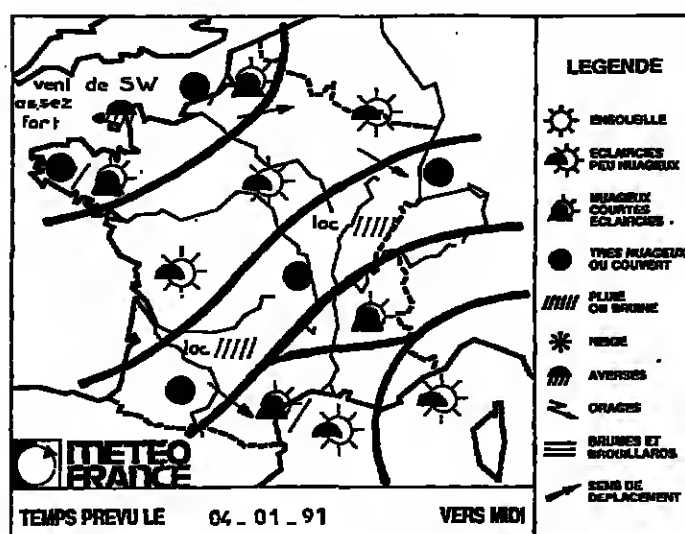
SOLDES
20-50%
DAKS

269 rue Saint-Honoré 75001 Paris Téléphone 42-60-22-19
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

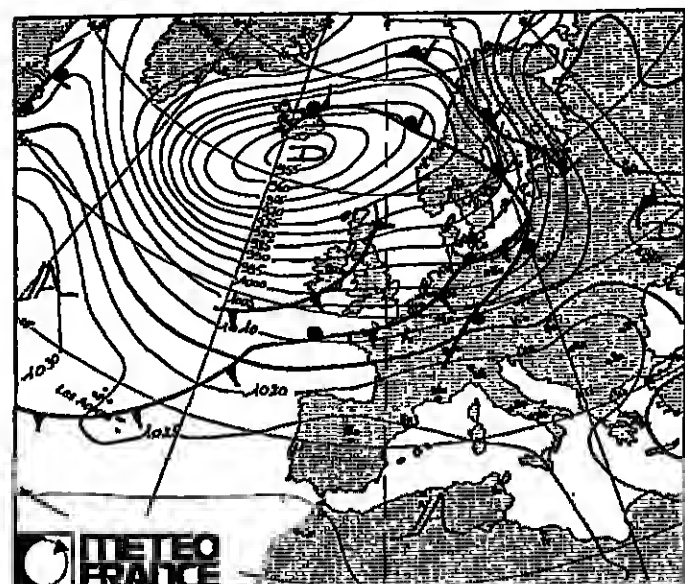
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 4 janvier
Temps doux, éclaircies au nord, plus nuageux au sud



SITUATION LE 3 JANVIER 1991 A 0 HEURE TU



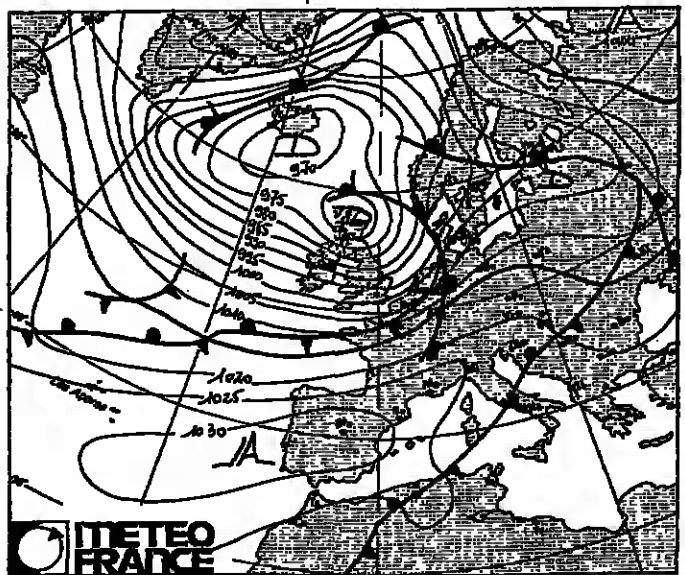
Samedi : nuages, pluie et vent. Les trois quarts Nord du pays connaîtront une journée très nuageuse et pluvieuse. Les pluies faibles en général s'intensifieront à mi-journée sur les côtes de la Manche, puis des Pays-de-Loire à Champagne-Ardenne. Elles seront précédées de neige des Vosges aux Alpes du Nord à basse altitude. Les éclaircies reviendront en soirée et au cours de la nuit sur un grand quart Nord-Ouest.

Les vents de Sud-Ouest souffleront fort en Manche et en Bretagne, modérés à assez fort à l'intérieur et sur le littoral Atlantique.

Du Sud-Ouest aux régions méditerranéennes le ciel restera peu nuageux. Cependant en Aquitaine les nuages deviendront plus nombreux en soirée.

Les températures minimales iront de 2 degrés à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 degrés à 6 degrés près des côtes. Les maximales seront assez uniformes : 7 degrés à 9 degrés dans l'Est, 11 degrés à 13 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 5 JANVIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé													
Valeurs extrêmes relevées entre													
le 3-01-91 à 6 heures TU et le 4-01-91 à 6 heures TU													
FRANCE				TOURS				LOS ANGELES					
ANCOISSE	14	4	N	D	TOULOUSE	12	10	D	P	LUXEMBOURG	21	11	C
BARCELONE	17	4	N	P	TOULOUSE	12	10	D	P	LUXEMBOURG	9	4	P
BORDEAUX	14	4	C	P	TOULOUSE	12	10	D	P	MADRID	6	0	P
BRESCIA	12	9	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	MARRAKECH	20	10	B
CASABLANCA	12	9	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	MEXICO	21	8	B
CHERBOURG	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	MILAN	3	-1	B
CLERMONT-FERRAND	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	MONTREAL	1	0	C
COCHIN	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	NEW YORK	25	11	C
CRETE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	OSLO	2	-1	B
DE GRASSE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	PARIS	16	8	N
DIJON	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	PEKIN	2	-1	B
DOUAI	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	RIO DE JANEIRO	28	22	C
EDIMBURGH	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	ROME	14	4	N
GENEVE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	SINGAPOUR	31	25	A
HANOI	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	STOCKHOLM	3	2	C
HONGKONG	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	TOKYO	29	21	D
ISTANBUL	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	TUNIS	16	7	D
JAKARTA	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	VIENNE	1	3	B
LAHORE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P	YOKOHAMA	21	11	C
LE CAIRE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
LIJON	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
LYON	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
MADRID	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
MARSEILLE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
MILAN	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
MONTREAL	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
MUNICH	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
NANTES	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
NEW YORK	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
OSLO	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
PARIS	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
PEKIN	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
PRAGUE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
RIO DE JANEIRO	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
ROME	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
SINGAPOUR	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
STOCKHOLM	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
TOKYO	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
TUNIS	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
VIENNE	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				
YOKOHAMA	12	8	P	P	TOULOUSE	12	10	D	P				

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeu 3 janvier

TF 1

- 20.40 Téléfilm : Les noces de plomb. De Pierre Grimbert, avec Christine Boisson, Jean-Luc Bourd. Collectionneur de timbres... et de farines. Documentaire : De Gaulle et l'OAS. De Pierre Abramovici. 2. L'homme à abattre. 23.15 Journal, Météo et Bourse. 23.35 Série : Ray Bradbury présente... 0.00 Série : Côté cœur.

A 2

- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Présenté par Bernard Benyamini. L'argent sale ; Les jeux télévisés ; La ville noire. 22.05 Téléfilm : L'huissier. De Pierre Toth, avec Michel Serrault, Judith Magre. L'imagination délirante de Marcel Aymé. 23.20 Journal et Météo. 23.40 Opéra : Apollon et Hyacinthe. De Mozart, mise en scène de José Montas-Baquer, par le chœur des Petits Chanteurs de Tölz, dir. : Gerhard Schmidt-Gaden, et la Capella Clementina, dir. : Holmut Müller-Brühl.

FR 3

- 20.40 ► Cinéma : Les aventures de Robin des bois. ■■■ Film américain de Michael Curtiz et William Keighley (1938). Avec Errol Flynn, Olivia De Havilland, Basil Rathbone. 22.25 Journal et Météo. 22.45 Cinéma : Les chevaliers de la Table ronde. ■■ Film américain de Richard Thorpe (1953). Avec Robert Taylor, Ava Gardner.

- 0.35 Musique : Carnet de notes. Concerto pour trois claviers en fa majeur (2^e mouvement), de Mozart, par l'Orchestre de Zurich, dir. : Christophe Eschenbach.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : L'homme qui voulait savoir. ■■ Film franco-italien de George Sztul (1988). Avec Bernard-Pierre Donnadieu, Gene Barvoets, Johanne Tarnagge. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Sport : Basket-ball. Coupe d'Europe des clubs champions : Scavolini Pesaro - CSP Limoges. 23.45 Cinéma : Spectres. ■ Film italien de Marcello Avallone (1986). Avec John Papper, Karine Michelsen, Donald Pleasence.

LA 5

- 20.40 Série : Secrets de femmes. Le cruel échange, de Don Taylor, avec Ken Howard, Donna Mills. 22.30 Rallye : Paris-Dakar. Résumé de l'épreuve du jour. 23.00 Série : Arabesque. 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.35 Cinéma : Les ringards. ■ Film français de Robert Pouret (1978). Avec Mireille Darc, Julien Guiomar, Aldo Maccione. 22.10 Téléfilm : Les complices. De Michael Lahn, avec Alexander Radzium, Gudrun Landgrabe. Une épopée.

- 23.45 Six minutes d'informations. 23.50 Magazine : Dazibao. 23.55 Sexy clip. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 21.00 Danse : Rai Dâm. De Jean-Claude Gallota. 22.35 Musique : Siegfried Idyll. De Wagner, par l'Orchestre de chambre de l'Europe, dir. : Claudio Abbado. 23.05 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique : La Polymaste, de Jean Moubino. 21.30 Profils perdus. Femand Point (2^e partie). 22.40 Les nuits magnétiques. Eh, bien ! Dansons maintenant. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. Eros noir.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 15 décembre au Théâtre des Champs-Élysées) : Suite pour alto et piano, de Bloch ; Sonate pour alto et piano op. 113, de Schumann ; Sonate pour arpeggione et piano en la mineur D 821, de Schubert ; Sonate pour alto et piano n° 2 en mi bémol majeur op. 120 n° 2, de Brahms, par Tebea Zimmermann, alto, Hamut Hol, piano. 23.07 Poussières d'étoiles. La boîte de Pandore ; le paradis perdu. Œuvres de Dowland, Ferraboccos, Gibbons, Wilson, Copeland, Byrd, Tomkins, Jenkins, Hilton, Dragus, Ford, Heandel, Schumann.

Vendredi 4 janvier

TF 1

- 14.30 Série : Peiro d'as. 15.25 Série : Marie Pervenche. 16.45 Club Dorothea Noël. 17.40 Chippoules. 17.45 Série : Starsky et Hutch. 18.35 Jeu : Une famille en or. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes ! 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Variétés : Tous à la Une. 22.35 ► Magazine : 52^e sur la Une. La fin des gels. 23.35 Série : Ray Bradbury présente... 23.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 15.20 Documentaire : La planète des animaux. Iggo, les pieds dans l'eau. Série : Zorro. 16.30 Série : Fleur bleue. 16.55 Magazine : Giga. 18.50 Feuilleton : Un château au soleil. Le roman d'Antoine de Saint-Exupéry raconté par Richard Bohringer. Journal et Météo. 20.00 Série : Profession comique. Émission d'André Helleu. L'indigestion. Fous rires et nourritures. 22.05 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Questions d'actualité, invités : Gilles Kepel (La revanche de Dieu), Guy Sorman (Sortir du socialisme), Henri Pierre (La vie quotidienne à la Maison Blanche au temps de Reagan et de Bush), Yann de l'Ecole (Naissance d'une nation).

- 23.15 Journal et Météo. 23.35 Cinéma : Monsieur Verdoux. ■■■ Film américain de Charles Chaplin (1946).

FR 3

- 14.00 Documentaire : Les routes du rythme (dernière partie). 15.00 Cinéma : La belle et le cavalier. ■■ Film italien de Francesco Rosi (1967). 16.40 Dessin animé. 18.50 Jeu : L'œuf de Colomb. 17.30 Dessin animé. 17.40 Série : Pas de répit sur planète Terra. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région. 20.10 Jeux : La classe. Magazine : Thalassa. De Georges Perroud, Fugu : poisson polaire, délicie nippon, d'Isabelle Moeglin et Michel Destang. Comment déguster le poisson-globe... 21.35 Téléfilm : Toccata. De Franco Zeffirelli, avec Elizabeth Taylor, C. Thomas Howell (dernière partie). 22.35 Journal et Météo. 22.55 Magazine : Planète show. 23.50 Magazine : Mille Bravo. 0.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 15.35 Dis Jérôme... ? ? ? 15.45 Cinéma : Mary Poppins. ■ Film américain de Robert Stevenson, (1964).

18.00 Canaille peluche.

- En clair jusqu'à 20.30. 18.30 Dessins animés : Ca cartoon. 18.45 Les fables géométriques. La tortue et les deux canards. 18.50 Top albums. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Téléfilm : Plus douce sera le mort. De Gilbert Camus. 22.00 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Jean Point. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : La vie et rien d'autre. ■ Film français de Bertrand Tavernier (1989). Avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, François Perrot.

LA 5

- 13.30 Cinéma : L'équipée du Carmonball. ■ Film américain de Hal Needham (1981). 15.05 Série : K 2000. 16.15 Dessins animés. 18.00 Rallye : Paris-Dakar. 19.30 Série : Arnold et Willy. 19.30 Série : Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.35 Ordes d'histoires. 20.40 Téléfilm : Une question de culpabilité. De Robert Butler. 22.20 Rallye : Paris-Dakar. Résumé de l'épreuve du jour. 22.50 Série : L'inspecteur Derrick. 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip. 18.45 Série : Vegas. 17.35 Série : Père et impaire. 18.00 Jeu : Zygomus. 18.25 Six minutes d'informations. 19.30 Série : Papa Schultz. 19.00 Série : Magnum. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Météo 8. 20.35 Téléfilm : Piège pour un septon. D'Alan Metzger. 22.10 Série : Brigade de nuit. 23.00 Magazine : La 6^e dimension. 23.30 Capital. 23.35 Six minutes d'informations.

- 23.40 Concert : Les Béruriers noirs. A l'Olympia. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 16.00 Documentaire : De singe en singe (5 et 6). 17.00 Téléfilm : Transit. De René Allio (3^e partie). 18.20 Court métrage : La chambre de Simon. De François Shaya. 18.30 ► Hommage à Ladislav Starevitch. 19.00 Opéra sacré : Langen Mandra Wanara. 19.55 Chronique : Le dessous des cartes (et à 22.30). 20.00 Documentaire : De singe en singe (7 et 8). 21.00 Théâtre : Un ascenseur pour l'an neuf. De Gilles Bourdet et Pascal Goethals. 22.00 Court métrage : Canus cani. De Denis Guedj. 22.35 Documentaire : Enfance (1). 23.05 Documentaire : Footbarn Travelling Theater.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. De Michel-Maurice Lévy, avec Botova. 21.30 Musique : Black and blue. L'improvisiste, de Jacques Reda. 22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 9 décembre à Sorbonne) : Médias, suites d'orchestre op. 23a (Médias), Danse de la vengeance, de Barber ; Concerto pour piano et orchestre en fa majeur, de Gershwin ; Symphonie n° 7 en la majeur op. 92, de Beethoven, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarabruk, dir. Stanislaw Skrowaczewski. 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT DENOYAN

avec ANNICK COLEMAN et la collaboration de « le Monde »

Audience TV du 2 janvier 1991

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	54,6	21,3	3,8	21,0	2,9	2,6	2,9
19 h 45	60,5	33,3	3,9	19,20	Nulle part	4,0	2,8
20 h 18	71,9	31,2	17,7	La classe	Nulle part	3,1	4,5
20 h 55	71,8	29,5	17,3	Marche stèle	Ciné salles	2,6	6,1
22 h 08	68,0	27,5	15,1	Marche stèle	Pelemont...	4,5	6,3
22 h 44	48,8	29,7	5,5	Sacré soirée	Pelemont...	3,1	2,8

La leçon du temps du

le temps du

le temps du

le temps du

le temps du

le temps du

le temps du

le temps du

le temps du

Journal 150

ÉCONOMIE

BILLET

Sérénité pétrolière

Les périodes de tensions internationales sont en général propices à des comportements erratiques ou spéculatifs des agents économiques et à l'oppression de pénuries et de hausses de prix. Or — surprise — la crise du Golfe et l'approche de la date fatidique du 15 janvier semblent, contrairement à l'embrasement constaté au cœur de l'été, ne pas troubler la sérénité récemment retrouvée des opérateurs.

Les pays de l'OPEP jubilent. Avec une production moyenne de 23,15 millions de barils par jour, soit une hausse de 6,6 % par rapport à 1989, l'extraction de ces pays a atteint l'an dernier un niveau record depuis dix ans. L'Arabie saoudite, champion toutes catégories, a considérablement accru sa part des exportations mondiales. Selon la revue *Pétrostratégies*, la plupart des Etats ont largement dépassé leurs quotas, comme l'Irak, la Libye, les Emirats arabes unis ou le Nigeria. Au Gabon, au Mexique et au Venezuela, pas de doute non plus que les risques de guerre et la mise en quarantaine de l'Irak et du Koweït ont fait des heureux sous les drapeaux.

Cette abondance a permis de maintenir les prix à des niveaux relativement sages, et les spéculateurs les plus cyniques, pour le moment du moins, doivent un peu déchanter. Le marché de New-York ne cède plus à la panique : le 2 janvier en fin de séance, les cours du brut avaient sérieusement rechuté, perdant 2 dollars par baril. La qualité « light sweet crude » pour livraison en février a clôturé à 26,49 dollars.

Il s'agit là de bonnes nouvelles pour les grands argentiers des pays occidentaux. Pour ne prendre que le cas de la France, après une baisse de l'indice des prix de 0,2 % en novembre, le Quai de Bercy s'attend encore à une bonne performance en décembre. Certains pays en voie de développement, eux aussi, tirent profit de cette redistribution des capacités pétrolières, et donc d'une certaine réorganisation géographique des flux d'échange d'hydrocarbures. A telle enseigne que, pour la première fois depuis longtemps, et comme l'ont annoncé, fièrement les autorités de Lagos, le budget du Nigeria pour 1991 sera en excédent.

F. Gr.

Une étude du Credoc

La leçon des années 80 : le temps du « chacun pour soi »

Déculpabilisation de l'argent, montée du « chacun pour soi » face à une uniformisation sociale et culturelle : il est intéressant de préciser et de quantifier ces caractéristiques bien connues des années 80. C'est ce que vient de faire M. Robert Rochefort, directeur du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) dans le dernier numéro de la lettre mensuelle « Consommation et modes de vie » (1).

Premier constat : « L'individualisme n'a plus cours ». Les rémunérations élevées ne font plus l'objet d'autant de critiques : alors qu'en 1978, 54 % des Français jugeaient trop élevée la rémunération des PDG, ils n'étaient plus que 40 % en 1988. Pour les médecins, on est passé de plus de 30 % à moins de 20 % ; pour les ingénieurs, de près de 20 % à plus de 10 %. Résultat d'une double évolution : certaines catégories (les médecins, par exemple) ont fait accepter l'idée qu'« une bourse de leurs avantages s'était produite au cours de la décennie » ; d'autres (PDG, ingénieurs) que leurs gains n'étaient que « la juste contrepartie de leur responsabilité dans la production des richesses ».

Parallèlement, on a vu plus de gens (même s'ils sont encore très minoritaires) considérer que les rémunérations des professeurs du secondaire ou celles des guichetiers des PTT étaient trop élevées. C'est

là un signe, écrit M. Rochefort, que l'accroissement des inégalités dénoté en 1990 est cohérent avec l'évolution des opinions sur les rémunérations.

Argent encore : « Actions et obligations remplacent le bon de laine ». Au début de 1990, 19 % des Français adultes, contre 8 % en 1980, déclaraient posséder des valeurs mobilières. Les privatisations de 1986-1988 n'ont fait que confirmer une évolution antérieure, que le krach de 1987 n'a interrompue que chez les 34-49 ans. A la « logique de précaution » — celle de l'immobilier ou du livret de caisse d'épargne — se substitue la recherche d'un « rendement ».

L'hégémonie de la « culture télé »

Deuxième constat : on accepte une limitation de sa liberté. En témoignent l'évolution des opinions sur la voiture individuelle, moyen de transport, mais aussi garant d'une indépendance dans le temps et dans l'espace : en 1981, 37 % des Français approuvaient une limitation de l'usage de la voiture en ville, 10 % seulement la refusaient ; en 1988, les premiers n'étaient plus que 20 %, les seconds 22 %, ce qui amorce un retournement. L'individualisme prévaut sur la « rationalité collective ».

On peut retrouver la même évolution dans la pratique associative : de 1978-1979 à 1988-1989, la proportion de Français adhérents à une association sportive — notamment pour l'exercice d'un sport individuel

— est passée de 14 % à 20 %, celle de syndiqués de 15 % à 10 %. Le « combat avec un autre » ou avec les « forces de la nature » supplante la pratique de « l'action collective ».

Parallèlement, attitudes et habitudes s'uniformisent. Ainsi les différences traditionnelles entre Parisiens et provinciaux sur des sujets comme l'indissolubilité du mariage ou la réforme de la société se resserrent considérablement.

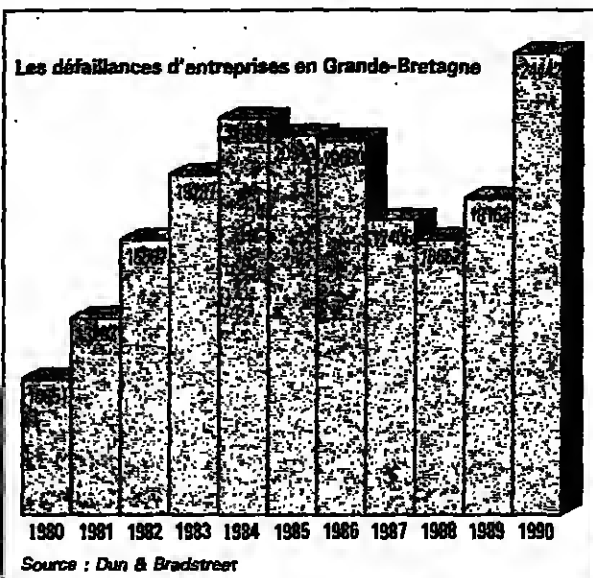
La proportion de Français qui regardent la télévision tous les jours a progressé de 40 % en dix ans et atteint aujourd'hui 75 %. « Grand facteur d'uniformisation, la « culture télé » est devenue hégémonique », conclut M. Rochefort, pour qui « la télévision, parce qu'elle semble préserver l'intégrité de l'individu derrière son petit écran, alors qu'elle en fait une des formes les plus modernes de la pensée et des styles de vie, a beaucoup contribué à la minuscule de la « culture de l'argent » comme à l'uniformisation des attitudes ».

Toutefois cette évolution en masque d'autres, en sens inverse, comme le développement de solidarités familiales ou de voisinage qui ont aidé à supporter la crise ; elle mêle des changements sur une longue période (« l'individualisme moderne issu des Lumières ») et des fluctuations plus brèves, elle traduit autant le refus de « discours et bonnes intentions sans prise sur la réalité » que le repli sur soi.

G. H.

(1) n° 54, décembre 1990. CREDOC, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris, tél. (1) 40.77.83.00.

Record de faillites en Grande-Bretagne en 1990



La Grande-Bretagne a enregistré en 1990 un record dans les défaillances d'entreprises qui ont culminé, pour l'Angleterre et le pays de Galles, à 24 442 unités. Avec une hausse de 35 % sur les faillites enregistrées en 1989, c'est le chiffre le plus élevé connu depuis dix ans (10 851 défaillances en 1980) selon les informations publiées par la société d'études Dun and Bradstreet.

Conséquence de ces disparitions d'entreprises dues à la dégradation de la situation éco-

nomique en Grande-Bretagne : les banques britanniques devront inscrire de fortes provisions pour créances douteuses sur leur marché intérieur dans leurs comptes en 1990. Sir John Quintan, le président de la Barclay, première banque britannique, a estimé, le 2 janvier, que ces provisions pourraient atteindre 2 milliards de livres (20 milliards de francs), soit le double de l'année précédente. Les estimations de Sir John Quintan apparaissent d'ailleurs optimistes par rapport aux prévisions d'autres experts.

Alors que les entreprises américaines réduisent fortement leurs achats

Le chef des conseillers économiques de M. Bush reconnaît le début d'une récession

Les responsables des achats des principaux groupes industriels américains ne sont pas optimistes. Interrogés en décembre, leurs réponses, qui permettent de suivre un indice composite d'activités, ont été les plus pessimistes de toutes celles enregistrées depuis la récession de 1981-1982.

L'indice de la NAPM (National Association of Purchasing Management) calculé mensuellement auprès des 300 principales sociétés industrielles et reposant sur huit indicateurs (production, commandes, exportations, importations, livraisons, stocks, chômage, prix) montre que, en décembre, tous étaient orientés à la baisse, à l'exception des exportations. L'indice s'est inscrit à 40,4 en décembre après 41,3 en novembre : un

estime qu'en dessous de 44, l'économie est en récession.

Les dépenses de construction ont, de leur côté, recommencé à baisser en novembre après la brève remontée d'octobre qui avait interrompu sept mois consécutifs de recul. Seules les dépenses gouvernementales de construction progressent encore (routes, écoles...), les dépenses de construction résidentielle et non résidentielle (bureaux, commerces) chutant depuis des mois.

Baisse des taux bancaires

Ces mauvais indices, ajoutant à beaucoup d'autres, ont incité M. Boskin, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, à déclarer, mercredi 2 janvier, que les Etats-Unis étaient probablement entrés en récession. Il est le premier officiel à le reconnaître. M. Bush n'ayant parlé à peu près au même moment que de la récession dont souffrent

de nombreux secteurs (*le Monde* du 3 janvier). M. Boskin, qui s'exprimait à la télévision, a ajouté que la récession serait de courte durée et que le creux de la vague — le quatrième trimestre 1990 — était passé.

Dans ce climat maussade, l'annonce d'une généralisation de la baisse des taux de base bancaires tombe à point. Après la Bank of America (*le Monde* du 3 janvier), deux autres banques — Citicorp et Morgan Guaranty Trust — ont décidé de baisser d'un demi-point leur taux de base, c'est-à-dire le taux d'intérêt minimum accordé aux meilleurs clients. Cette décision devrait s'étendre à l'ensemble des banques.

De son côté, le FED avait abaissé d'un demi-point son taux d'escompte le 18 décembre. La baisse du coût du crédit est destinée à stimuler la consommation des ménages et à éviter une récession trop forte.

Malgré la mise en œuvre de la réforme économique

Les prix de détail ne seront pas modifiés en URSS en janvier

Les prix de détail soviétiques, restés pour la plupart inchangés depuis plusieurs années, devraient être relevés progressivement au cours du premier semestre. Le vice-président du comité d'Etat aux prix, M. Anatoli Komine, l'a confirmé dans une interview publiée mercredi 2 janvier par la *Pravda*.

Dans le cadre de la réforme de l'économie, le gouvernement avait annoncé à l'automne dernier qu'une réforme du système des prix entrerait en vigueur au 1er janvier. D'ores et déjà, les prix de gros ont été relevés, particulièrement ceux des matières premières et de l'énergie.

Eviter la panique

Mais pour l'instant, peu d'éti-quettes ont été modifiées dans les magasins. Afin d'éviter un mouvement de panique, comme celui provoqué, en mai dernier, par l'annonce d'un triplement du prix du

pain — qui n'avait finalement pas été appliqué —, M. Komine a promis que les prix ne seraient pas modifiés en janvier.

Selon M. Komine, la réforme des prix peut suivre deux voies différentes. « Celle du marché qui doit déterminer le prix de tous les biens de consommation courante, ce qui conduirait à accélérer l'inflation et engendrerait une situation économique incontrôlable. L'autre voie est la plus acceptable. Elle passe par une réforme centralisée accompagnée de compensations obligatoires. Cela veut dire qu'il faut augmenter de façon appropriée les retraites, les allocations et les salaires. »

M. Komine n'a pas donné d'indications sur les augmentations des prix alimentaires, mais a affirmé que ceux des télévisions, des automobiles, ou des machines à laver devaient être relevés de 50 % à 70 %. — (AFP, Tass.)

La polémique sur les moyens de paiement

Les banquiers refusent de rencontrer les pompistes

La réunion qui devait avoir lieu jeudi 3 janvier à l'initiative de M. François Dornin, ministre du Commerce et de l'Artisanat pour tenter de trouver une solution au conflit qui oppose les distributeurs de carburants aux banques se fera sans les banquiers.

Les pompistes ont beau menacer de boycotter tout règlement de l'essence par carte de paiement pour protester contre les hausses qu'ils jugent « abusives » des taux de commission prélevés par les banques, ils ont beau refuser tout chèque d'un montant supérieur à 100 francs et toute carte de crédit pour un paiement d'un montant inférieur à 200 francs, les banquiers restent de marbre.

M. Dominique Chatillon, le président de l'Association française des banques (AFB), a déclaré le mercredi

2 janvier qu'il ne comprenait pas pourquoi les pompistes cherchaient une mauvaise querelle aux banques. Selon lui, les commissions n'ont pas augmenté et sont, de plus, contractuelles entre le commerçant et sa banque.

Quant au relèvement de 100 francs à 300 francs du montant des chèques dont le paiement serait garanti et que réclament les pompistes, il n'en est pas question pour le patron de l'AFB. Les pompistes, excédés par les chèques sans provision qui devraient leur marge, veulent que les banquiers supportent une partie du coût. Les banquiers n'acceptent pas ce transfert de risque mais sont d'accord avec les pompistes pour protester contre la décision des magistrats de Rennes et Angers de relaxer les émetteurs de chèques sans provision.

Moins de deux mois après son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement conservateur de Wellington vient d'adopter une série de mesures d'austérité qui frappent de plein fouet la traditionnelle politique sociale néo-zélandaise.

Selon la presse britannique, M. Ruth Richardson, ministre des finances et farouche partisan de l'économie libérale, est revenue sur plus d'un demi-siècle d'acquis de l'Etat-providence en réduisant de nombreuses prestations sociales, en libérant le marché de l'emploi et en supprimant le monopole syndical (le système anglo-saxon dit de « closed shop »).

Deux mois après son arrivée au pouvoir

Le gouvernement conservateur néo-zélandais s'attaque à l'Etat-providence

C'est ainsi que les allocations familiales sont abolies, que les allocations de parent unique et les allocations chômage sont réduites ou repoussées au-delà de vingt-cinq ans pour les jeunes — et celles pour les personnes âgées gelées. Le coût des visites médicales à domicile est triplé et celui des médicaments relevé. Cette médecine amère, qui se double d'une réduction des dépenses de l'éducation et de la défense, devrait permettre des économies de 601 millions de dollars néo-zélandais (environ 1,8 milliard de francs) pour l'année fiscale en cours et de 2,3 milliards pour l'année suivante.

Le premier ministre, M. Jim Bolger, a qualifié ces mesures les plus radicales depuis 1894 de « médecine forte pour soigner une économie malade ».

M. Richardson a affirmé que les allocations chômage déformaient les sans-emplois des métiers peu rémunérés et que les riches — dont les impôts ne seront pas augmentés — avaient les moyens de payer leurs frais de santé et d'éducation. Les dépenses sociales, a-t-elle affirmé, sont passées de 850 millions de dollars en 1984 à plus de trois aujourd'hui.

Le chef de l'opposition travailliste a estimé que « le parti National a enterré l'Etat-providence ». Pour leur part, les milieux économiques s'inquiètent d'une si importante réduction du pouvoir d'achat en cette période de récession.

P. de B.

INSOLITE

La vodka pour le moral

C'est à certains détails que l'on s'aperçoit que le perestroïka a déjà une longue histoire. En 1985, à peine arrivé au sommet du pouvoir soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev lança une vaste campagne contre le consommateur d'alcool en URSS. La vodka, l'alcool préféré des Soviétiques, se faisait plus rare dans les magasins. Au cours des derniers mois, pénurie oblige, les précieuses bouteilles sont devenues presque introuvables dans les magasins soviétiques.

Aujourd'hui, remonter la morale de la population est devenu autrement plus urgent que de ménager sa santé. Dans une interview accordée à la *Pravda* mercredi 2 janvier, le vice-président du comité d'Etat aux prix, M. Anatoli Komine, a déclaré que la production d'alcool devrait augmenter de 35 % à 40 %, afin de revenir à son niveau de 1985. M. Komine n'a pas manqué de préciser que le prix de la vodka n'augmenterait pas. Seul celui des bouteilles consignées, elle aussi victime des pénuries, devrait être relevé.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DORIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Tous les jours sans rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et croissants toute l'année. — Parking Lagrange.

Rachat de la société belge Herstal par GIAT-Industries. — Le principe est étant acquis depuis la fin de l'an dernier (*le Monde* du 11 novembre et du 2-3 décembre 1990), l'accord définitif de reprise de la Fabrique nationale Herstal (FNI), en Belgique, par le groupe français GIAT-Industries a été signé lundi 31 décembre à Liège. Possédée à 100 % par GIAT-Industries, l'ancienne société belge d'armement devrait réaliser désormais

un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs français, pour un effectif de 3 300 personnes réparties en Belgique, aux Etats-Unis, au Portugal et au Brésil. Du fait de ses autres acquisitions récentes en Europe, GIAT-Industries, qui produit notamment le char Leclerc et des pièces d'artillerie de 155, deviendrait le numéro un mondial dans le domaine des armes de guerre de petit calibre et des armes de chasse ou de tir.

LES SICAV DE LA POSTE

DES PERFORMANCES
SUR LE MOYEN-LONG TERME
UNE GESTION PRIVILÉGIANT
SÉCURITÉ ET RÉGULARITÉ, CONFORME
À L'IMAGE DE CONFIANCE DE LA POSTE

SICAV	CATÉGORIE	PERFORMANCES EN %	MOYENNE DE LA CATÉGORIE EN %	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE
	ACTIONS			
PLENITUDE	OVERSIFRÉES FRANÇAISES	9,30	3,43	2 ANS
AMPLITUDE	AVOCATION INTERNATIONALE	8,15	-0,16	2 ANS
	OBLIGATAIRE FRANÇAISE			
THESORA	DE CAPITALISATION	7,64	5,99	1 AN
REVENUS TRIMESTRIELS	DE REVENUS	7,44	7,03	1 AN
	COURT TERME			
LATITUDE	MONÉTAIRE	2,29	2,33	3 MOIS
POSTE GESTION	MONÉTAIRE	2,37	2,33	3 MOIS
SOLSTICE	RÉGULIÈRE	2,52	2,27	3 MOIS

UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELS
UNE GAMME DE PRODUITS SUR MESURE
PLUS DE 50 MILLIARDS D'ACTIFS GÉRÉS

ÉCONOMIE

FINANCES

Les difficultés des banques aux États-Unis

45 établissements financiers fermés dans l'Etat de Rhode-Island

Les autorités de l'Etat américain de Rhode-Island recherchent une solution qui permettrait de rouvrir une partie des 45 institutions financières (sur les 83 que compte l'Etat) fermées depuis le 1^{er} janvier sur ordre du nouveau gouverneur de l'Etat, M. Bruce Sundlun.

Cette décision est la conséquence de la crise bancaire et de la récession qui affectent ce petit Etat de la côte Est des États-Unis. Elle interdit actuellement à 300 000 clients de retirer leurs fonds déposés dans les 45 établissements concernés, qui atteignent 1,7 milliard de dollars (8,5 milliards de francs).

C'est la faillite, le lundi 31 décembre, du fonds privé de garantie des dépôts bancaires de Rhode-Island (RISDI) qui a motivé la décision.

immédiate du gouverneur, une partie des institutions fermées ne répondant pas aux exigences de solvabilité souhaitables.

M. William Seidman, le président du Fonds fédéral de garantie des dépôts (FDIC), a d'ailleurs précisé que celui-ci apporterait son soutien aux seuls établissements de Rhode-Island qui satisfaisaient aux normes nationales. Ce qui suppose que les autres pourraient être liquidés et que leurs clients pourraient ne pas récupérer leur argent. La faillite du RISDI, provoquée par celle d'une banque de Providence (Etat de Rhode-Island), qui a englouti toutes les ressources du fonds, est, selon M. Seidman, l'une des plus importantes enregistrées depuis plusieurs décennies.

SOCIAL

«La retraite par capitalisation n'est pas une solution», déclare M. Claude Evin

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

«Les retraités doivent savoir que le gouvernement est attaché au maintien des régimes de retraite fondés sur la solidarité et qu'il en fait son chevalier prioritaire», a déclaré M. Claude Evin, mercredi 2 janvier à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

Le ministre de la santé, de la solidarité et de la protection sociale, qui recevait les journalistes de la presse régionale à l'occasion des vœux, a tenu en effet «à préciser les éléments du débat», après les déclarations de M. Pierre Bérégovoy sur les retraites par capitalisation (le Monde du 1^{er} janvier).

«La capitalisation est un produit d'épargne. Elle ne peut pas être une solution aux problèmes que posent nos régimes de retraite de base fondés sur la répartition», a dit M. Evin qui estime que les difficultés que connaissent ces régimes de retraite ne sont pas insurmontables.

Rappelant qu'il prépare, à la demande du premier ministre, un Livre blanc sur le sujet, M. Evin a souhaité que l'avenir des retraites donne lieu à un débat «le plus large possible, car les choix que nous aurons tous à faire pour maintenir la solidarité entre générations dans notre pays sont des choix de société».

JEAN-CLAUDE CHEMIN

Les contrats d'insertion du RMI sont plus longs à obtenir

Le délai entre l'attribution d'un RMI (revenu minimum d'insertion) et la signature d'un premier contrat d'insertion s'est allongé, selon les statistiques publiées le 2 janvier par le ministère des affaires sociales et de la solidarité. Il est passé de sept mois ou plus, en 1989, à onze mois et plus, au cours du premier semestre de 1990, pour la moitié des signataires.

Ces contrats sont d'une durée de six mois et concernent, dans 59 % des cas — au lieu de 55,2 % en 1989 — des actions de formation ou de

retour à la vie professionnelle. Les bilans professionnels représentent, eux, 10,9 % des contrats d'insertion (23,2 % en 1989). Les nouveaux contrats «emploi-solidarité», qui regroupent les anciens TUC et PIL (programme d'insertion locale) ont été acceptés par 4,9 % des signataires d'un contrat d'insertion.

Les stages co-entreprise ont diminué (1,4 % contre 2,8 %) mais les stages en centre de formation sont en augmentation (6,1 % contre 3,9 % en 1989).

INDUSTRIE

Nommé en conseil des ministres

M. Didier Lombard succède à M. Christian Marbach à la tête de la direction générale de l'Industrie

Le conseil des ministres du 3 janvier a nommé M. Didier Lombard à la tête de la direction générale de l'Industrie. Il y remplacera M. Christian Marbach qui dirigeait cette administration depuis 1988.

La nomination de ce spécialiste des technologies de pointe devrait permettre à la direction de l'Industrie de mieux définir les priorités des actions futures et de développer les compétences de cet organisme dans le domaine des nouvelles technologies. Des réformes de structures pourraient d'ailleurs intervenir dans les prochains semaines.

[Agé de quarante-huit ans, M. Lombard est ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure des Télécommunications. Affecté en 1967 au Centre national d'études des Télécommunications, il a notamment participé à la mise en place du système européen EUTELSAT. En 1979, il prend la direction Espace et transmission radioélectrique du CNET où il exerce la responsabilité technique du programme Télécom I.]

Pdg du CIAL

M. Jean Weber est chargé d'élaborer les statuts de la future agence du médicament

M. Jean Weber, inspecteur des Finances et Pdg du Crédit Industriel d'Alsace, a été chargé par le premier ministre, M. Michel Rocard, d'une mission d'expertise dans le domaine du médicament.

Plus précisément, il est chargé de préparer les statuts de la future agence du médicament et d'élaborer le nouveau système de fixation des prix des produits pharmaceutiques, dont l'expérimentation sera faite durant le deuxième trimestre de 1991.

M. Weber avait été conseiller technique de Madame Simone Veil, ministre de la Santé entre 1975 et 1977, puis directeur de la pharmacie et du médicament au ministère de la Santé (1977-1982), avant de devenir directeur dans le groupe Sanofi, puis Pdg de Pasteurs-Production (1983-1984), de Diagnostic-Pasteur (1985) et de Pasteur-Vaccins (1985-1986). Revenu dans la fonction publique, il avait été nommé, en 1986, directeur général des douanes.

Petit-fils du fondateur du groupe allemand Ernst von Siemens est mort

Ernst von Siemens, le petit-fils du fondateur de la firme électronique allemande, est mort le mercredi 2 janvier. Il était président d'honneur du conseil de surveillance.

Amateur d'art et de musique, Ernst von Siemens avait créé en 1973 le prix musical qui porte son nom et avait lancé en 1983 une fondation pour la promotion des arts graphiques.

[Né à Kingstow (Yorkshire), en Grande-Bretagne, en 1903, Ernst von Siemens avait étudié la physique à

l'université de Munich avant d'entrer en 1928 dans l'entreprise familiale qui dirigeait alors son père Friedrich von Siemens. A partir de 1943, il occupa différents postes de direction dans la firme. En 1966, il procéda à la restructuration des différentes activités de Siemens en regroupant les filiales sous la maison mère Siemens AG. Il est considéré comme le principal artisan de la reconstruction du groupe après la seconde guerre mondiale. Siemens fut aujourd'hui au chiffre d'affaires de 63,3 milliards de deutschemarks et emploie 373 000 personnes.]

EPEDA-BERTRAND FAURE
depuis le 27.12.90

est coté
au Règlement Mensuel
sous la nouvelle dénomination :



un groupe industriel diversifié
autour de 4 métiers :

- l'équipement automobile : Bertrand Faure.
- l'équipement aéronautique : Ratier Figeac.
- la literie : Epeda et Mérinos.
- le bagage : Delsey.

LUCHAIRE
depuis le 27.12.90

est coté
au Règlement Mensuel
sous la nouvelle dénomination :



Leader mondial de l'activité
siège d'automobiles.

Groupe industriel cohérent,
internationalement implanté
pour mieux répondre aux
attentes des constructeurs.

L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-06-25

droit, économie, gestion, langues des affaires

Diffusion exclusive :
MEDILIS SA, 9, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-07-70
EDILIS SARL, 29, rue Garibaldi, Tunis, tél. : 216-1-363795.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le groupe Hersant négocie l'achat de quotidiens

Les étrangers à l'assaut de la presse turque

Le groupe Hersant a entamé des pourparlers en Turquie pour racheter une partie de l'empire de M. Asil Nadir, financier chypriote-turc et patron du groupe Polly Peck, dont la faillite a ébranlé la City londonienne.

ISTANBUL

de notre correspondante

M. Asil Nadir, arrêté à Londres le 15 décembre 1990 et toujours sous le coup de dix-huit chefs d'accusation pour vol et fraude en comptabilité, a été libéré contre une caution record de 3,5 millions de livres sterling après cinq nuits passées en détention, en attendant le début de son procès prévu le 28 janvier.

Outre sa participation au groupe coté en Bourse Polly Peck, dont il était le président, M. Nadir s'était constitué à titre privé un groupe de presse important composé de plusieurs quotidiens et magazines chypriotes et turcs. Selon des sources proches de M. Nadir, le groupe Hersant souhaite acquérir deux quotidiens turcs, *Gunes* et *Gunaydin*, ainsi qu'une maison d'édition, *Gelisim Yayinlari*, qui publie divers magazines. Les chiffres cités pour des prises de participation varient entre 20 % et 45 %.

Alors que la situation de *Gelisim Yayinlari* est relativement saine, *Gunes* et *Gunaydin* en particulier, courent sous le poids de dettes contractées pour moderniser le matériel d'imprimerie. *Gunes*, réputé pour la qualité de ses photographies en couleurs et l'aspect moderne de sa mise en pages, est considéré comme un quotidien de qualité, mais son tirage actuel n'excède guère 70 000 exemplaires.

A l'autre extrémité du marché, *Gunaydin* était surtout connu pour ses loteries, une pratique promotionnelle courante en Turquie, qui permettait aux lecteurs ayant collectionné les coupons fournis quotidiennement de gagner des prix fabuleux allant des automobiles aux appartements de luxe. Avec l'abandon des loteries, après la faillite de M. Nadir, le tirage de *Gunaydin* a chuté de plusieurs centaines de milliers d'exemplaires pour se situer à une moyenne de 200 000. Et des collaborateurs du groupe estiment les dettes de *Gunaydin* à plus de 50 000 millions de francs.

L'audiovisuel bientôt privatisé

Le groupe Hersant n'est pas le premier géant de la presse étrangère à s'intéresser au marché turc. L'été dernier, le magnat Robert Maxwell avait entamé des négociations avec le groupe Hurriyet, qui n'ont pas abouti. Son rival d'origine australienne, Rupert Murdoch, en revanche, semble sur le point d'obtenir un accord pour diriger la troisième chaîne de télévision.

Alors que le marché de la presse écrite se développe lentement, en partie à cause du faible niveau d'éducation de la majorité de la population, le secteur de l'audiovisuel, jusqu'à présent entièrement contrôlé par l'Etat - par l'intermédiaire de la compagnie TRT - est sur le point d'être privatisé. Grâce aux antennes paraboliques, près de 200 000 familles ont déjà une fenêtre ouverte sur le monde des télévisions étrangères. Une chaîne turque, *Magic Box*, qui émet à partir de l'Allemagne, a déjà pénétré l'armure étatique avec le soutien du président Ozal, créant un précédent qui a

rendu nécessaire l'adoption d'une loi plus libérale.

La presse turque, dont le tirage actuel n'est que de 3 millions d'exemplaires pour une population de 57 millions, offre des possibilités d'expansion intéressantes pour les investisseurs étrangers. Mais le parcours peut être semé d'embûches, dues, notamment, à des lois syndicales très strictes qui rendent le licenciement difficile ou du moins onéreux. A l'époque de son succès, M. Nadir dépensait sans compter pour ses publications, qui étaient encombrées d'employés superflus. Avant de faire du groupe une entreprise rentable, les acheteurs devront procéder à un remaniement sérieux du personnel.

A Gunes, la réorganisation a déjà commencé. Quatre cents des 1 000 employés de M. Nadir ont quitté le quotidien, et son rédacteur en chef, M. Uluc Gurken, estime que le chiffre devrait se situer au-dessous de 500 employés. « Nous avons des dettes, mais je crois que j'ai résolu le problème, affirme-t-il. Maintenant, nos dépenses et nos gains sont équilibrés ».

M. Nadir, cité par le quotidien *Hurriyet*, a récemment annoncé qu'il ne souhaitait pas vendre ses publications en Turquie. Des sources proches de son groupe affirment qu'il n'est « pas pressé », mais que les négociations se poursuivent avec le groupe Hersant. L'ouverture du procès de M. Nadir et les charges qui pèsent contre lui risquent cependant d'être des facteurs déterminants. M. Nadir, qui est accusé d'avoir détourné plus de 25 millions de livres sterling du groupe Polly Peck, a également 10 millions de livres sterling de dettes personnelles et sera peut-être forcé de vendre, qu'il le veuille ou non.

NICOLE POPE

Laissant libre le septième réseau hertzien

Le probable repli de Canal J sur le câble

Faute d'obtenir du CSA une amélioration de son réseau hertzien et de TDF des tarifs de diffusion acceptables, la chaîne pour enfants Canal J va probablement se replier sur le câble (le Monde du 14 décembre 1990). Le CSA devrait alors refaire ses choix pour le septième réseau de télévision : « gel » des fréquences afin de protéger le câble et les chaînes existantes, ou réattribution à une autre chaîne satellitaire, voire promotion de nouvelles normes.

En juillet dernier, la chaîne payante pour enfants Canal J obtenait du CSA le septième et quasiment dernier réseau de télévision hertzienne terrestre française, à charge pour elle de démarrer ses émissions avant le 15 décembre, à la fois sur ce réseau et sur les satellites de télévision directe TDF 1-TDF 2. Le 8 décembre, date s'écoulant pour le lancement de cette nouvelle chaîne, point d'images : n'ayant pu ni signer un contrat de diffusion avec TDF ni obtenir des services du CSA des améliorations significatives de son réseau (émetteur plus puissant à Paris, nouvelles bandes de fréquences, etc.), Canal J ne pouvait que demander un délai au CSA. Celui-ci le lui accordait jusqu'au 1^{er} janvier.

Rien n'ayant bougé pendant ce répit, le CSA est depuis le matin du Nouvel An en droit de reprendre son autorisation. Le président de Canal J, M. François Jouven, a donc écrit au président du CSA pour lui faire part

de cette situation bloquée. Les actionnaires de Canal J (dont Europe 1, Antenne 2, Canal Plus, Bayard presse et les trois principaux câblo-opérateurs français, menés par la Caisse des dépôts) avaient dès novembre annoncé qu'ils ne tenteraient pas l'aventure sans s'entourer de garanties sur sa viabilité économique.

Ils pourraient donc décider de se replier sur la vocation originelle de Canal J, celle d'une chaîne réservée aux réseaux câblés, quitte à remodeler le capital à cette occasion. Un tel repli impliquerait évidemment une révision à la baisse des budgets de la chaîne, et donc de ses ambitions en matière de programmes. Mais il a ses partisans, au nom d'arguments convergents.

Pour les actionnaires, le risque d'une chaîne câblée est bien moindre, et surtout plus prévisible, que celui d'une chaîne sur trois supports, câble, hertzien, satellite. Le lancement d'une chaîne payante provisoire (Canal J s'était engagée à renoncer à ses fréquences d'ici sept ans), est un pari délicat en termes de marketing. Sans compter les problèmes techniques qu'il pose.

Quant à la diffusion par satellite, compte tenu des difficultés que Canal J rencontre sur TDF 1 et TDF 2, beaucoup ne seraient sans doute pas fâchés d'attendre que la situation se décatte avant de choisir leur support. Après tout, d'ici quelques mois, quelques années au plus tard, il existera des solutions fiables à la diffusion par satellite, qu'elles s'appellent « Telecom 2 Europe », ou Astra, le luxembourgeois qui cherche activement des

clients français pour son deuxième satellite lancé en février prochain. De son côté, l'immobilisme du CSA semble marquer son refus de céder au subtil chantage de Canal J, pratiquant l'inflation des demandes, au non tautisme de l'attente du satellite tricolore, au fait du réalisme économique. A moins donc de concessions de part et d'autre, le CSA devrait contraindre le repli de Canal J sur le câble, à l'instar de celui qui vient d'effectuer Euro-musique (le Monde du 2 janvier).

Que fera alors le CSA du réseau ainsi libéré ?

Choix le plus plausible, le « gel » pur et simple de ces fréquences à l'avantage de protéger le développement du câble... et les chaînes existantes, de la Cinquième à la Huitième, au service public.

Les candidats potentiels ne manquent pas : la chaîne musicale, même si elle semble résignée à son destin câblé ; ou la SEPT, toujours en quête d'une fenêtre hertzienne pour ses programmes culturels. Mais l'attribution d'une nouvelle chaîne, en clair et en SECAM, trait à l'encontre de la doctrine du CSA et de toute logique économique.

Une chaîne payante, donc cryptée, comme Sports 24, représentant la logique de complémentarité entre satellite et hertzien avancée par Canal J, entre dans une seconde catégorie de candidats plus acceptable par les sages.

Enfin, le CSA pourrait réserver ces fréquences à la promotion de nouvelles normes, comme le D2 MAC hertzien, dont on prévoit la possibilité d'élargir le spectre à celui de la duplication par exemple d'une chaîne existante, mais avec une meilleure image et un son stéréo - répondrait aux demandes de certains industriels tout en préservant la fragile équilibre du paysage audiovisuel.

Il serait aussi l'occasion de monter que cette nouvelle norme, transition vers la télévision haute définition européenne, est indépendante du système de satellites TDF 1-TDF 2. Mieux vaut peut-être pour le D2 MAC se dissocier de ce système : car, avec le départ de Canal J, il perdrait un client de plus. Et le CSA devrait donc être amené à lancer un appel à candidatures pour l'attribution du cinquième canal de ces satellites.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

M. Raymond Soubeil quitte le groupe Lianisons. - M. Raymond Soubeil quitte le groupe de presse spécialisée Lianisons dont il était directeur général depuis 1984. M. Soubeil, conseiller pour les affaires sociales de M. Chirac et Barre à Matignon entre 1974 et 1981, et plus récemment candidat à la gerance du Monde en tandem avec Jean-Marie Colombani, devrait créer prochainement une société de conseil en stratégie d'entreprise, et s'occuper du lancement de publications.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

17^e arrdt

Procy/Pierre Osmont
25.000 F/m² 1^{er} ét.
beau 68 m² dble liv.
1 ch. int. Urb. 45-63-17-77

appartements achats

94 Val-de-Marne

PROX. EXCEPTIONNEL
M^{re} ST-MANDE-TOURELLES
Imm. récent, 11 ét. 6^e ét.,
3 p., terr. 120 m², bain.
Paris, 12, r. des Laitiers,
Sant. / dimanche 14 h-17 h.

SAINT-MAURICE

Superbe 2 pièces, grand
standing, salon 25 m² +
chambre, cuisine équipée,
salle de bain, salle m. sur
la, site privé, park. + cave.
108.000 F à débiter.
Après 18 h : 45-65-65-62.

hotels particuliers

PROX AVENUE FOCH
Vest. privé très belle
meublé en bois massif
inter Urb. 45-63-17-77

Part. v. 94 Nogent-Marne
+ 300 m² habit. e/180 m²
terr., ar. d'arb. le long,
5 bns, s. s. 2 p. s. s.
Tel. 45-65-65-62

propriétés

25 KM ST-TROPEZ

Maison ancienne rénovée
dans superbe nature.
Terrasses, dépendances.
Pond. jardins clos + 100 m²
à aménager. 1.250.000 F.
Tel. 45-65-65-62

Le 1

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

**mercredi
16 janvier
1991
de 19H00
à 21H00**

**vous invite à assister
à sa tribune :**

**“Entreprendre pour
des idées, travailler
pour la solidarité...
l'économie sociale”**

(Centre des Jeunes Dirigeants
de l'Economie Sociale)

Le 1

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

**mercredi
16 janvier
1991
de 11H00
à 13H00**

**vous invite à assister
à sa tribune :**

**“Les profils du
changement”**

Le Monde des Cadres

SAISON 90-91
Zazou, Barbara,
Boris Godounov
Dom Juan...

Directeur Technique BREST

Puis de 200 000 entrées, 12 000 adhérents et abonnés :
LE QUARTZ rencontre chaque année un immense succès,
grâce à son ambitieuse programmation et à sa politique
de créations-résidence.

Ce pôle d'animation culturelle recherche son Directeur
Technique, professionnel expérimenté qui se verra confier :

- La responsabilité de six à neuf créations de théâtre,
danse ou musique, chaque saison
- La diffusion de spectacles laurds : théâtres nationaux,
ballets, grandes variétés, opéras
- La maintenance et la sécurité d'un ensemble de
bâtiments, représentant 20 000 m² de salles de
spectacles, de conférences et d'expositions.

Rattaché au Directeur du Quartz, il est membre de
l'équipe de Direction, dont il assume les choix et
décisions.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel du
spectacle, ayant acquis, à 40 ans passés, une expérience
similaire dans un théâtre, une Maison de la Culture ou un
Centre d'Action Culturelle de notoriété nationale. Ses
qualités relationnelles lui permettent de
diriger efficacement une équipe de quinze
techniciens confirmés.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV,
photo et présentations, à SORAB - Direction du
Personnel - BP 411 - 29275 BREST cédex.

PROFESSEURS D'HISTOIRE/GEO

Lycee EPN
(sans contrat d'association)
recherche

pr assurer un remplacement
à temps complet à
partir de janvier
Contactez le 45-81-11-06

ATTACHE CONTRACTUEL

pour secrétariat
et animation
de son conseil municipal
d'entraide. Poste à mi-temps.
Travail hebdomadaire :
les MERCREDI et SAMEDI.
Formation minimum :
BAC + 2 (étroit public).
Rémunération nette
mensuelle : 4 000 F.

Adresse : candidature
manuscrite, c.v. et photo à :
M. le Maire du Fresnois,
1, place Pierre-Curie,
94200 Fresnois.

DEMANDES D'EMPLOIS

Financière 40 et formation
BNI exp. diverses études
tr. propositions. Eci.
n° 68731 Publicité Roger
Slev. 101, rue Réaumur,
75002 PARIS
qui transmettra.

DIPLOME H.E.C.

45 ans, bilingue, résident
en Espagne (Valencia) depuis
30 ans, offre ses services
comme agent général
à toute société française
qui souhaiterait s'implanter
sur le marché espagnol.
Très introduit dans le pays.
Sor. à M. Albert Perez Ojeda,
Gran Via de Fernando
El Catolico 7,
48006 Valencia (Espagne)
tel. 19/34-65-64-62-11.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 JANVIER

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

2/1

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - p : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Journal 150

... Le Monde • Vendredi 4 janvier 1991 25

Le Monde

LIVRES • IDEES

Dieu contre la cité séculière

Islamologue, Gilles Kepel élargit son champ aux mouvements de renouveau religieux dans le judaïsme et le christianisme. Sans utiliser le mot, il propose une relecture de tous les intégrismes, indispensable pour comprendre les soubresauts du monde actuel

LA REVANCHE DE DIEU
Chrétiens, juifs et musulmans
de Gilles Kepel

Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 288 p., 99F.

Il fallait être fou pour établir un rapport de cousinage entre la montée du Front islamique de salut (FIS) en Algérie et celle des partis ultra-orthodoxes en Israël, entre un télévangéliste américain et un ayatollah iranien, entre la secte juive des Loubavitch, qui a élu domicile à Brooklyn, et celle des Tablighis, ces missionnaires de l'islam, partis, dans les années 20, du sous-continent indien.

Devant des raccourcis aussi saisissants, certains crèveront sans doute à la provocation. Il faudrait pourtant être sourd et aveugle aux craquements du monde pour ignorer l'existence de traits communs à toutes ces flambées religieuses, ces aspirations à un monde ré-sacralisé, que l'Occident a qualifiées une fois pour toutes, par inculture ou par paresse, d'intégrismes.

Ce mot n'existe pas sous la plume de Gilles Kepel. Celui-ci vient d'une discipline - l'islam - tenue pour spécifique, voire exclusive. Pourtant, « monographie insatiable », le sociologue a pris la route des États-Unis, de l'Europe de l'Est, du Proche-Orient, d'Israël pour élargir son champ d'investigation et esquisser cette première tentative d'explication globale des phénomènes de « ré-islamisation », de « re-christianisation » et de « re-judaïsation » qui traversent le monde.

L'intérêt de son document vaut autant pour l'étude de chacune de ces formes de réveil que pour leur comparaison, tant Kepel décrit avec justesse, érudition, et même un brin de passion, les étapes, les ressorts, les réseaux, les rites, les méthodes de ces mouvements pour, alternativement, s'imposer « par le haut », en luttant pour le pouvoir, ou s'étendre « par le bas », en quadrillant la société civile.

Il souligne d'abord leur simultanéité, parfaitement troublante. La montée du judaïsme ultra-orthodoxe suit la guerre du Kippour en 1973, qui a ébranlé les partis laïques en Israël. Né des prédicateurs évangéliques comme Jerry Falwell ou Billy Graham, le sursaut moral aux États-Unis culmine au milieu des années 70 sous les présidences Carter et Reagan. Réprimées en Égypte, les fractions islamistes sont victorieuses, en 1979, en Iran. Moins d'un an avant, un pape était élu à Rome, qui, depuis, appelle à la « seconde évangélisation » de toute l'Europe, de l'Oural à l'Atlantique. Les années 70 sont donc bien celles de la rupture avec une modernité conçue sans la dimension religieuse, reléguée dans la sphère du privé, et celles de la reconstruction des identités et des communautés.

Ces mouvements de réveil religieux naissent sur les débris des utopies séculières ou, comme on disait dans les années 60, des idéologies de progrès : les poussées de marxisme dans les pays arabes, l'athéisme aux États-Unis, le socialisme réel en Europe de l'Est, l'idéologie stalinienne en Israël. Le concile Vatican II fut lui-même un compromis audacieux entre la tradition catholique et des valeurs de progrès puisées au monde contemporain. L'objectif était alors de « moderniser le christianisme ». Il est aujourd'hui, chez

les charismatiques par exemple, de « christianiser la modernité ». Gilles Kepel étudie avec minutie le mouvement Communauté et Libération qui, en Italie, étend ses ramifications jusque dans le tissu social et politique du pays.

Si la société moderne est disqualifiée, les moyens de la modernité ne sont pas sous-estimés loin de là. Car contrairement à l'idée reçue, ces mouvements de

reconquête religieuse ne touchent pas principalement des masses déshéritées, incultes et obscurantistes. Les dirigeants de la République islamique d'Iran n'ont-ils pas été recrutés parmi « les diplômés des universités américaines, qui ont laissé pousser leur barbe » ? Kepel observe aussi chez les juifs ultra-orthodoxes ou les chrétiens charismatiques nombre d'ingénieurs, de techniciens, de médecins, revendus de leurs certitudes

scientifiques, et leur égal souci d'utiliser les moyens modernes de communication.

L'auteur aurait pu ici élargir son propos et noter que le rejet de toute certitude a pu se retourner contre les religions établies elles-mêmes et donner naissance à cette éboulée érotico-mystique qui, des franges du bouddhisme au Nouvel Âge californien en passant par l'explosion des sectes latino-américaines, asiatiques ou africaines, repousse toujours plus loin la frontière du champ religieux contemporain.

Quelle que soit la voie empruntée, le procès qui est au cœur de la nouvelle revendication religieuse vise le modèle de civilisation occidentale, son éthique laïque, son individualisme et sa prétention à l'universel. À ce point de vue, Gilles Kepel n'a pas tort de souligner la convergence de la critique, adressée à la philosophie européenne des Lumières, à la fois chez les juifs ultra-orthodoxes et chez les théologiens favorisés de Jean-Paul II. Les premiers font le lien entre l'émancipation-assimilation des juifs européens au dix-neuvième et leur extermination au siècle suivant. Et des personnalités catholiques comme les cardinaux Ratzinger et Lustiger citent volontiers Hannah Arendt pour qui les Lumières européennes, amplifiées par les philosophes du soupçon au dix-neuvième (Marx, Nietzsche, etc.), auraient, en décrétant la mort de Dieu, annoncé la mort de l'homme, dans les camps nazis ou stalinien.

La comparaison entre tous ces mouvements de réveil s'arrête à la politique. Les critères discriminants, en effet, sont la démocratie et la violence. Les conditions de l'affrontement avec l'État ne sont pas les mêmes en Israël ou dans l'islam, aux États-Unis ou dans la nouvelle Pologne. À cet égard, hormis les nostalgiques des chrétiens d'antan, tout sépare les disciples du Christ (« Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu »), même fondamentalistes, des militants islamistes ou juifs ultra-orthodoxes, qui n'imaginent pas d'autre alternative à la société que le modèle inspiré de leurs textes fondateurs et imposé par leur loi sacrée.

Que la planète explose sous le choc de ces « vérités » exclusives et concurrentielles, c'est un scénario catastrophe que Gilles Kepel reprend volontiers à la fin de son ouvrage, sans trop s'y aventurer. Cette vision de l'avenir semble avoir pour elle l'évidence de l'actualité. Pour autant, sans nier l'extrême danger, ni les ambiguïtés de ces formes de renouveau religieux, on ne peut pas se dispenser, comme le fait l'auteur (mais ce n'était pas son propos), d'un jugement sur le désarroi, social et moral, dans lequel s'inscrit cette « revanche » de Dieu, sur la faillite d'un modèle trop rigide de laïcité et l'incapacité du monde occidental à proposer une alternative, en termes de système de valeurs, prête à résister.

Henri Tincq

Signalons la réédition en poche, dans la collection « Points Actuels » (Seuil), des *Banques de l'islam* de Gilles Kepel.

Lire également pages 28 et 29 notre débat : « La laïcité à l'épreuve »



La rentrée littéraire de janvier

Le rendez-vous des « grands »

Moins de romans qu'en septembre, mais le retour de ceux qui n'ont plus besoin des lauriers d'automne

LE FEUILLETON

de Michel Brûdeau

De l'inconvénient d'être mort.

La NRF avait, jadis, l'habitude de rendre hommage « à chaud » aux grands disparus de la maison. On réédite les quatre numéros ainsi consacrés à Proust, Gide, Larbaud et Breton. Une lecture si chaleureuse qu'on se doute que l'écrivain concerné n'a qu'un regret : n'avoir pas lu ces belles choses de son vivant.

Page 26

LETTRES

JAPONAISES

Yoshiyuki

à l'assaut du ciel

Voici le premier roman traduit en français de Junnosuke Yoshiyuki, la *Chambre noire*. Le bar, lieu de dévotion et d'engagements, et les femmes qu'on y croise en forment la toile de fond.

Page 31

Pour eux, avenir ne signifie plus reconnaissance ou prix littéraire, mais dessine le contour ambigu et problématique du mot postérité : ce sont les écrivains connus, reconnus, et, pour certains d'entre eux, déjà « grands ». Plusieurs sont cette année au rendez-vous de janvier et février. Par ordre alphabétique, voici les quatre premiers.

Tahar Ben Jelloun revient avec *Les Yeux baissés* (Seuil, janvier), que son éditeur décrit comme « un roman de la maturité », où il conjugue brillamment des thèmes récurrents dans son œuvre, particulièrement l'exil, la fatalité du malheur, le déchirement entre deux cultures.

Dominique Fernandez entreprend avec *L'École du Sud* (Grasset, février), un gros roman de près de cinq cents pages, une traversée autobiographique passionnée où l'on retrouvera la figure de son père, le critique Ramon Fernandez.

Jean d'Ormesson donne un livre plus gros encore (six cents pages) avec *Histoire du juif errant* (Gallimard, janvier), un

immense collage littéraire où le romancier joue avec sa culture et son plaisir d'écrire, mais qui, par l'annonce, dès le titre d'insérer, que le héros incarne « l'histoire des hommes, nécessaire et inutile », devrait susciter des débats.

Philippe Sollers, avec la *Fête à Venise* (Gallimard, février), a indiscutablement écrit le grand livre de sa maturité - même si le mot doit déplaire à ce joueur qui se veut à jamais ironique et paradoxal, - un roman méthodique et serré, radical, sûr de ses enjeux, porteur de la conviction que seul le geste créateur singulier et individuel peut permettre de résister au chaos du monde. (Par ailleurs, Brigitte Chardin, après des entretiens avec Sollers et Moravia, publie un récit, *Sollers-Moravia*, chez Ramsay.)

On notera aussi la réédition augmentée des *Trompeuses Espérances* de Michel Déon (Gallimard), celle des *Corps tranquilles* de Jacques Laurent (Stock) et celle des *Marais*, le premier roman de Dominique Rolin, paru en 1942 (Gallimard). (Elle sort aussi chez Ramsay *Un convoi d'or dans le vacarme du*

temps, un recueil de courts essais.)

On relève chez Gallimard à la fois le retour d'Hervé Guibert, avec un livre dur et fort, le *Protocole compassionnel*, et, en mars, un nouveau Le Clézio, *Onisha*, sur lequel on ne sait rien encore. Beatrix Beck donnera en février un recueil de nouvelles, *Recensement* (Grasset), tout comme Claude Esteban avec *Soleil dans une pièce vide* (Flammarion), Annie Saumont avec *Quelque chose de la vie* (Seignier). René-Jean Clot publie un nouveau roman, *L'Amour épouse la nuit* (Grasset), tout comme Roger Grenier avec *Parita* (Gallimard).

Dans la liste de talents confirmés que proposent les éditeurs, on remarque, pêle-mêle : Didier Decoin (*La Femme de chambre du Titanic*, Seuil); Daniel Boulanger (*La Confession d'Omer*, Michel Mohr); *Un soir, à Londres* (tous deux chez Gallimard); Tony Cartano (*Le Souffle de Salan*, Flammarion); Frédéric Tristan (*La Chevauchée du vent*, la Table ronde); Louis Calaferte (*Haïkaï du jardin*,

L'Arpenteur, Gallimard); Eugène Savitzkaya (*La Folie originelle*, Minuit); Gilbert Lascault (*Petite Tétralogie du fallacieux*, Julliard); Cavanna avec un pamphlet (*La Grande Colère*, Belfond); Anne Bragance (*Le Môme*, Laffont); Alain Absire avec un recueil de nouvelles (*Les Tyrans*, Presses de la Renaissance); Vladimir Volkoff (*La Trinité du Mal*, Fallois/L'Age d'homme); Bruno Gay-Lussac (*La Clé de l'abîme*, Gallimard); Catherine Hermaty-Vieille avec un roman historique sur le destin de Jeanne la Folle, reine de Castille de 1504 à 1555 (*Un amour fou*, Olivier Orban); Claude Pujade-Renaud avec un recueil de nouvelles (*Vous êtes toute seule*, Actes Sud); et puis aussi un « marginal », Pierre Dumayet (*La Nonchalance*, Verdier). Terrain Vague/Lostfeld continue sa réédition d'Albert Cosseray avec *Mendians et orgueilleux*.

Chez les plus jeunes, dont on a suivi avec intérêt les premiers pas, on retrouvera Philippe Djian, avec *Danseurs* (Bernard Bantant); Marie NDiaye avec

En famille (Minuit); Sylvie Germain avec *L'Enfant-méduse* (Gallimard); Sylvie Weil (auteur d'un recueil de nouvelles prometteur, *A New York il n'y a pas de tremblement de terre*, Flammarion 1984) avec son premier roman, *Les Reines du Luxembourg* (Flammarion); Bruno Bayen avec *Eloge de l'aller simple* (Seuil, Fiction & Cie); Alain Cochlo avec *Je vous salue soieles éteints* (éditions Philippe Olivier); Philippe de la Genardière avec *Legs* (Stock); Hervé Carn avec *Florian Magador, chercheur* (La Différence); Michel Embareck avec son troisième roman, *Une rue à ma fenêtre* (Balland); Jean-Philippe Domecq avec *Antichambre*, un gros roman ambitieux (Quai Voltaire); Anne Lagarde avec *La Vie indirecte*, son troisième roman (Seuil).

Josyane Savigneau
Lire la suite page 27

Voir également page 27 la rentrée en littérature étrangère et dans le domaine des essais et documents.

LE FEUILLETON
de Michel BraudeauLA NOUVELLE REVUE
FRANÇAISEHomage à Marcel Proust,
janvier 1923

340 p., 60 F.

Homage à André
Gide, novembre 1951

418 p., 68 F.

Homage à Valéry
Larbaud, septembre 1957

246 p., 55 F.

Homage à André
Breton, avril 1967

380 p., 65 F.

DES nombreux avantages qui s'attachent au trépas, cette douce promesse dont la vie ne se dément jamais, bien qu'elle la tienne rarement au bon moment, et dont chacun selon sa religion envisage l'avenir avec plus ou moins d'enthousiasme — les hindous en comptant les réincarnations qu'il leur reste en crédit, les chrétiens les chances jamais certaines d'échapper à l'enfer, les athées en doutant finalement du grand rien de l'au-delà qui paraissait si sûr —, les écrivains sont les mieux lotis. Ils partagent au moins les espoirs et les effrois captivants de ces divers spéculateurs, avec un autre en plus, qui n'est pas négligeable : une fois défunts, on va peut-être les aimer vraiment pour ce qu'ils ont fait.

Plus de ronds de jambe, de dédicaces emphatiques, de jalousies calculées, ils ne peuvent plus nous être d'aucun secours temporel, et on va enfin leur faire leur addition. Quel instant jubilatoire et angissant pour le trépassé, s'il a le privilège de lire les journaux dans sa tombe, de découvrir ses mérites — ou son oubli — dans sa nécrologie établie par ses confrères récemment quittés... Quand il y en a bien sûr, et qu'il ne doit pas attendre les années de fouilles curieuses d'un biographe à l'américaine. C'était le cas, au beau temps de la NRF, quand l'équipe de la revue se mobilisait à toute allure pour un numéro spécial d'hommage « à chaud », juste après la disparition d'un grand refroidi de la maison. On rédigeait ainsi quatre numéros consacrés à Proust, à Gide, à Breton et à Larbaud, entre 1923 et 1967, dont l'intérêt est grand et très précieux, parce que le recul n'a pas encore eu le temps de jouer son rôle de filtre modérateur et que la plupart des intervenants ont croisé, connu, celui à qui l'on dédie cette stèle de papier.

PROUST meurt le 18 novembre 1922, à cinquante et un ans. La NRF publie son copieux numéro d'hommage (340 pages), dès le 1^{er} janvier 1923. D'entrée c'est un bouquet de témoignages sur l'homme, recueillis par les amis, et que Proust, évidemment, et que « le culte ardent » dont son cadet est déjà entouré d'ait agacer quelque peu, répond à Jacques Rivière que cette fervente ne peut être appréciée à la légère : « Permettez-moi d'ajouter de m'en faire à bien vérifier ». Ajournement qui lui fut mesuré à l'aune de sa clairvoyance puisqu'il mourut l'année même. Léon Daudet n'a pas le temps d'écrire plus de vingt lignes (à cause de la discussion du budget...) mais ne ménage pas son éloge et situe la place de Proust, comme beaucoup

le ferait, à la hauteur de Montaigne et de Balzac.

Robert Proust, le petit frère de Marcel, apporte une note attendrie et pudique. Puis, avec les amis, les hommages deviennent plus amusants. Robert Dreyfus se souvient du temps où Marcel, petit garçon, jouait aux barres dans les jardins des Champs-Élysées et charmait les jeunes filles et les vieilles dames par sa conversation, « les raffinements de sa politesse, la grâce de sa douceur, les complications de sa bonté » — cette dernière expression étant d'une exquise et proustienne pertinence.

Robert de Billy évoque son amitié de trente-deux ans avec Proust, cite un passage d'une lettre où Proust évoque son admiration pour la *Bien Aimée* de Thomas Hardy et précise : « Il n'y a pas de littérature qui soit sur moi un pouvoir comparable à la littérature anglaise ou américaine. L'Allemagne, l'Italie, bien souvent la France, me laissent indifférent » ; on devrait méditer cela dans les collèges, comme sur les bancs de la critique assise, qui ne trouve de bon goût que dans les limites frileuses du roman « à la française », car c'est bien par son débordement éperdu, son acceptation très anglo-saxonne de la part hallucinée de son système perceptif que Proust a conquis sa grandeur : s'il n'avait pas fait sauter les verrous du roman français apprécié de son temps, on en serait resté à Jean Santeuil, mais fermant la parenthèse.

Reynaldo Hahn évoque Marcel en extase devant un rasier. Fernand Gregh, un de ses intimes des années de jeunesse, donne trois pages éblouissantes et drôles, d'amitié vraie, non geignarde. « Il jouissait de sa grâce adolescente reflétée dans les yeux des passants, avec un peu de fatuité juvénile et un rien de cette



Marcel Proust : cœur d'or et cœur d'ogre

De l'inconvénient
d'être mort

avec ce que le peuple eût appelé des « chichis » interminables et délicieux. On a cherché à expliquer la longueur de ses phrases ; l'explication est bien simple : elles proustifient incompressiblement. On écrit avec son caractère ouant qu'avec son esprit.

Les quelques « instantanés » que livre Jacques-Emile Blanche de son ami ne sont pas moins plaisants, notamment lorsqu'il raconte comment Proust au théâtre se mettait, pendant l'entracte, à imiter Robert de Montesquiou et ses coquetteries de grand contrarié, sous l'œil même du comte exaspéré ; ni touchants, comme cette dernière image emportée de Proust : « Je le rencontrai un soir au Ritz, seul, snupont dans un salon éteint, entouré de serveurs auxquels il semblait apprendre à manœuvrer en mon honneur les commutateurs dont il paraissait connaître chaque emplacement... » Gaston Gallimard raconte sa première rencontre avec Proust, chaudement vêtu de noir en plein été : « Une certaine élégance s'en dégageait et aussi une grande indifférence à toute élégance » ; et son étonnement devant l'extrême « gentillesse » de cet inconnu qui allait tant compter pour lui et les finances de sa maison.

TOUT le monde du reste, en ajoutant sa fleur à la couronne collective offerte par la revue, souligne à l'envi les mêmes qualités chez Proust. Sa beauté orientale (quoique Gregh lui trouvât l'air d'un prince napolitain pour roman de Bourget), ses traits « assyriens », ses grands yeux sombres et son teint pâle ; une douceur d'expression, une capacité de sympathie quasi mimétique lui permettant de deviner les pensées de l'autre, d'épouser ses chagrins, de faire preuve d'une courtoisie, d'une prévenance peu communes ; une curiosité maniaque pour le nom exact des choses, ou tels détails que l'on reconnaît transfigurés en une page superbe, sa culture sidérante autant que sa mémoire ; son courage physique devant la maladie qui le frappa dès l'âge de neuf ans, comme dans la vie, plus qu'on ne pouvait s'y attendre d'un petit mondain — après tout il fut volontaire pour accomplir son service et se battit en

Proust/Beckett, une aimantation

PROUST
de Samuel Beckett
Traduit de l'anglais par
Edith Fournier,
Minuit, 126 p., 58 F.

Samuel Beckett, lecteur d'anglais à l'Ecole normale supérieure, a vingt-quatre ans, en 1930, quand Nancy Cunard et R. Adlington lui proposent une commande des éditions londoniennes Cetto & Windus pour une monographie sur Proust. Il s'exécute rapidement, le livre paraît en 1931, c'est le premier livre de Beckett, si l'on excepte une plaquette intitulée *Whoroscope*, en 1930 (1). C'est aussi, sans erreur, le premier livre en anglais consacré à Proust dont la recherche est traduite en Angleterre par Scott Moncrieff, en 1922). Ce Proust d'un jeune écrivain est déjà tout entier un livre d'écrivain. Ce qui ne veut pas tout à fait dire un livre de l'écrivain Samuel Beckett.

D'après Deirdre Bair, sa biographe malgré lui, et que l'on suit avec d'autant plus de méfiance qu'elle vient d'aligner d'assez énormes bourdes sur Simone de Beauvoir (2). Beckett aurait jugé plus tard que son essai était écrit dans un style « philosophique et cinquant » et il aurait souhaité qu'il fût oublié. Ce n'est pas ce qu'affirment Edith Fournier et son éditeur, Jérôme Lindon, qui donnent pour seule raison à la parution de

le traduction française du livre après la mort de son auteur [qui l'a toujours maintenu en librairie, en anglais, chez Grove Press], le fait que celui-ci traduisait lui-même en français ses propres ouvrages et qu'il n'était pas question de lui demander d'accomplir ce travail, ni de lui soumettre une traduction pour qu'il l'adopte, car il avait mieux à faire.

Posons la question autrement : si Samuel Beckett avait reçu commande d'un ouvrage sur Anatole France, l'aurait-il exécuté du même bien de candidat-écrivain qui ne refuse rien ? L'ancien élève du très catholique Trinity College aurait-il fait sien l'ensemble scepticisme de France comme il fait sien la hantise du temps chez Proust ? Absurde, évidemment. Beckett lit Proust comme l'écrivain Beckett qu'il sera, et il se l'approprie, sans détournement, par affinité profonde, non pour la phrase, mais pour le sens de la musique. « La musique est l'élément catalyseur dans l'œuvre de Proust », écrit Beckett, et il dit pourquoi : elle est une expérience mystique, parce qu'elle est immatérielle et se déroule dans le temps, et non pas dans l'espace où nos corps pourrissent.

Ainsi lions-nous Proust récrit et condensé par Beckett, par-dessus l'épaule de celui-ci, qui aurait déjà écrit *La dernière Bande*. Le magnétophone beckettien grésille, on entend le vieux Sam relire son essai. Cela commence par une citation de

Leopold donné en épigraphe : « Le monde n'est que boue », et se termine, comme une épigraphe, par l'évocation du spectre de Vinteuil, affirmation d'une beauté essentielle, « l'affirmation de la réalité invisible qui fait de la vie du corps sur terre un pensum maudit et dévoile le sens du mot définitif ». Allusion à Schopenhauer, pour qui « la vie est une tâche à remplir » ; en ce sens d'effacement est une belle expression.

Le temps
et la mort

Proust et Beckett, quelles que soient les différences de leurs esthétiques, n'ont cessé de méditer sur le temps et la mort et de penser l'art à la fois comme une tâche et comme une rédemption. L'intuition de Beckett, prémonitrice de la critique proustienne des années 50 et suivantes, est qu'ils n'y croient ni l'un ni l'autre. Voyez la distance, à trois années d'écart, avec les *Quelques progrès dans l'étude du cœur humain* que le bon Jacques Rivière décalait, en 1927, à la lecture de la *Recherche du temps perdu*.

Les proustiens savent qu'ils ne trouveront pas dans l'essai du jeune Beckett une lecture qui renverse les perspectives de la *Recherche*, après une soixantaine d'années d'activité critique qui a mis cette œuvre sous tant de lumières : que l'on songe seulement au Proust philosophe des

signes de Deleuze, à celui, herménéutique de l'art, de Gérard Poon, au Proust en proie au vertige du temps transposé en espace chez Georges Poulet, au Proust sociologue balzacien de Jean-François Revel, rendu au monde sensible par Jean-Pierre Richard, « narratologues » sous la loupe de Gérard Genette, restitué à la philosophie par Anne Henry, psychanalysé sur le divin de Serge Oubrovsky, pour ne parler que de la critique française.

Mais ceux qui aiment éprouver cette tension vers l'essentiel que produit l'aimantation de deux écrivains, cause-là l'ironie Beckett pour lire Proust et ils liront Proust pour lire Beckett, à l'aube des temps désespérés.

Michel Contat

À signaler aussi une étude de genèses portant sur les cahiers de Proust : *Proust à la lettre. Les intertextes de l'écriture de Almut Grésillon*, J.-L. Lebrave et C. Viollet, Le Lérot, éditeur (16140 Tusson), 210 p., 180 F.

1) Ces informations sont fournies par Edith Fournier, auteur de la traduction, de la préface et des notes de l'ouvrage. On la suivra avec une confiance entière si elle n'affirmait qu'en octobre 1928 les « condisciples » de Beckett à la rue d'Ulm sont Raymond Aron et Jean-Paul Sartre, alors qu'en réalité ceux-ci ont déjà quitté l'école à cette date.

2) Deirdre Bair, *Simone de Beauvoir : A Biography*, New York : Summit Books, 1990. La biographie de Beckett a paru en traduction chez Fayard.

Considérations

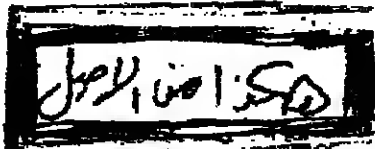
duel avec Jean Lorrain — miné par l'asthme ; et sa fameuse gentillesse qui abritait un cœur d'or, un cœur d'ogre aussi, puisque chacun allait se voir croqué, digéré, recréé par cet abîme observateur ; la prodigalité de ses pourboires (Cocteau cite ce trait d'astuce étourdissant : Proust, ayant distribué tout son argent en pourboires en sortant du Ritz, arrive sans un sou devant le portier, demande à lui emprunter 50 francs. L'homme ouvre son portefeuille. « Du reste, lui dit Proust, gardez-les, c'était pour vous »).

BREF, il n'en est pas un qui se souviennent de Proust mal luné, déplaçant, rapportant un fait désobligeant. L'homme s'y prêtait peu et le genre de ce recueil non plus — encore que celui dont Gide fut gratifié en 1951 ne soit pas sans quelques piques, on devine lesquelles —, et il est presque dommage pour la bonne santé des vivants et des morts qu'aucun couac ne se fasse entendre dans ces concerts de louanges. Dans le cas de Proust, il est frappant de voir combien tôt ont été reconnues la puissance de son génie, l'ampleur de la nouveauté qu'il apportait dans le roman et à quel point il sera périlleux de l'imiter.

Valéry dégage Proust du reproche de mondanité en faisant remarquer que « nos plus grands écrivains n'ont presque jamais considéré que la cour. Ils ne tiraient de la ville que des comédies et de la campagne que des fables ». Seul le cadre obligatoirement « superficiel » d'une « petite société », la « cour » ou le « monde », permet le jeu de ces grandes attractions que sont l'argent, la beauté, la politique, la naissance... Albert Thibaudet établit le double parallèle de Proust avec Saint-Simon et Montaigne, note que, comme ce dernier, Proust avait une mère juive, qu'il faut peut-être voir dans cette goutte de sang juif l'origine du « mobilisme » de ces deux auteurs si ondoissants, imprévisibles, d'une profusion inlassable, ces maîtres de la digression.

On ne peut tout citer, la richesse de ces numéros spéciaux est telle qu'aucun amateur des quatre auteurs célèbres ne saurait s'en passer. C'est une lecture stimulante, amicale, presque intime, si chaleureuse qu'on se doute que le disparu n'a qu'un regret, n'avoir pas vu ces belles choses de son vivant ; qu'un embarras, ne pouvoir sortir du trou pour embrasser ces chers confrères qui n'avaient pas toujours avoué si fortement leur admiration du temps où — il est vrai — leur vanité eût pu en souffrir. C'est un des petits aspects — il y a pire — de l'inconvénient d'être mort.

Et, pour se faire plaisir on lira les ariettes énoncées par les éminents critiques du temps de Balzac, collectées par Henri Duvernois ; et l'on méditera cette réflexion de Valéry Larbaud au moment où le monument de Proust se révèle-t-il, n'est pas totalement publié en 1923, mais le chef-d'œuvre est certain : « L'autre jour dans un restaurant, à une table voisine de la nôtre, des gens disaient gravement que « cette époque-ci n'est pas une grande époque littéraire ». Cela se dit beaucoup en ce moment. Mais Mme de Sévigné aussi le disait à propos de Racine. » Comme quoi il faut parfois attendre deux cents ans pour bien juger de ses contemporains. Ambitieux programme d'éternelles.



LA RENTRÉE LITTÉRAIRE DE JANVIER

Essais et documents

Considérations sur l'état du monde

L'attention persistante portée à l'histoire du nazisme et les interrogations nouvelles nées de la fin du communisme se conjuguent pour mettre une fois de plus à l'ordre du jour la réflexion sur le totalitarisme. En témoignent symboliquement la publication simultanée en français de deux biographies attendues, celle de Hitler par l'historien allemand Martin Stierner (Fayard) et celle de Staline par le général soviétique Dimitri Volkogonov (Flammarion). En témoignent aussi, parmi d'autres, les deux essais de Tzvetan Todorov, *Face à l'extrême* (Le Seuil) et *Les Morales de l'histoire* (Grasset) ou le recueil d'articles de Marek Halter, *Un homme, un cri* (Robert Laffont).

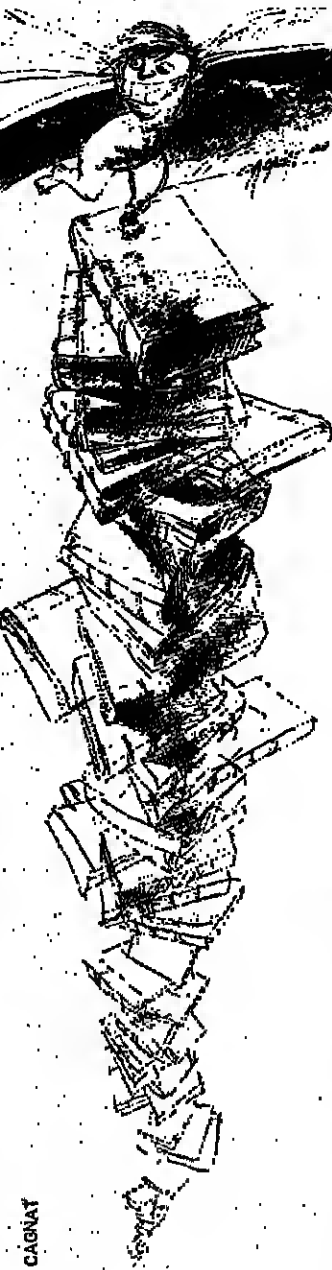
L'histoire du nazisme et de la deuxième guerre mondiale s'enrichit de plusieurs titres, notamment, en ce qui concerne la France, le *Journal de captivité* d'Edmond Daladier, l'un des derniers présidents du conseil de la troisième République (Calmann-Lévy), *L'histoire secrète de l'occupation*, de Gérard Chauvy (Payot), *L'histoire de la propagande en France de 1940 à 1944*, de Dominique Rossignol (PUF), *La mise au pas. Idéologie et stratégie sécuritaire dans la France occupée*, de Rita Renée Thalman (Fayard), *L'histoire de la jeunesse sous Vichy*, de Pierre Gollito (Perrin), *Danièle Sallenave publie dans sa nouvelle collection, « Le Messager », les Conversations avec Primo Levi*, de Ferdinando Camon (Gallimard), *William Casey, ancien directeur de la CIA, étudie la Guerre secrète contre Hitler* (Robert Laffont). Adèle Hautval apporte son témoignage de rescapée de Ravensbrück dans *Médecine et crimes contre l'humanité* (Actes Sud).

Sur le communisme et ses suites, on lira avec intérêt le *Corbuche* du journaliste allemand Gerd Ruge (Le Seuil), mais aussi *Les Cercueils de zinc*, de Svetlana Alexievitch, sur la guerre en Afghanistan (Christian Bourgois), les *Réflexions sur la révolution en Europe*, du politologue Ralf Dahrendorf (Le Seuil), *La Vengeance des nations*, d'Alain Mine (Grasset), la *Trinité du mal*, ou *Réquisitoire pour servir au procès posthume de Lénine*.

Trotsky, Staline, de Vladimir Volkoff (de Fallois), *Au pied du mur. Chroniques berlinoises*, d'Eric Onnen (Gallimard), *Roumanie : le livre blanc* (La Découverte), de Mihnea Berindei, Ariadna Combes, Anne Planchet, *La Conquête de l'Est*, de Georges Ayache et Pascal Lorot (Calmann-Lévy), les deux volumes de la série « Monde » des éditions Autrement sur les *Pays baltes*, sous la direction d'Yves Plasseraud, et sur l'*Europe centrale*, sous la direction de Cécile Wajsbort et Sébastien Reichmann. Les *Conversations avec Jean-Paul II sur l'état du monde*, d'André Frossard (Fayard) ne peuvent manquer d'aborder ce thème.

L'état du monde en 1991, comme en 1990, c'est aussi la question de l'islam. Sous le titre (provisoire) *Passe et présent de l'islam*, André Migon, Dominique Chevallier et Azzedine Guellouz se penchent sur son histoire (Flammarion). L'ethnologue Robert Jaulin s'interroge sur ses fondements dans *Géométrie et Islam* (Christian Bourgois), l'historien Christian Decobert étudie sa naissance et son expansion dans le *Méridien et le Coran* (Le Seuil), Paul Balta a réuni un dossier sur l'*Islam dans le monde* (Le Monde Éditions), le philosophe égyptien Fouad Zakariya confronte l'*Islamisme et la laïcité* (La Découverte), Geneviève Chavrel, raconte, dans *Saladin* (Pygmalion), la vie d'un des grands héros du monde arabe.

L'islamisme est une des composantes de la crise du Golfe, qu'analysent Alain Gresh et Dominique Vidal dans *Le Golfe, clef pour une crise* (Le Monde Éditions), mais aussi des difficultés d'Israël, qu'examine Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari dans *Intifada* (Stock) et



CHAGAT

Marion Sigaud dans *Les Deux Cœurs du monde* (Flammarion). En France, l'islam continue d'interpeller avec les problèmes de l'immigration, qu'évoquent le Père Christian Delorme, le curé des Minimes, dans *Dernier l'immigration* (La Découverte) et Catherine Quimain dans *Gens d'ici, gens d'ailleurs* (Christian Bourgois), et avec ceux du racisme, que traite Pierre-André Taguieff dans un ouvrage collectif, *Face au racisme* (La Découverte).

Plusieurs essayistes veulent contribuer à la définition d'un projet politique pour la France. Lionel Jospin (*La Politique en quête de sens*, Flammarion), Pierre Sudreau (*Au-delà de toutes les frontières*, Odile Jacob), Michel Poniatowski (*Que survive la France*, éd. du Rocher) apportent leur témoignage d'hommes politiques, tandis qu'Alain Duhamel compare les bilans du gaullisme et du mitterrandisme (*La Marque et la Trace*, Flammarion), que Jacques Julliard rassemble ses éditoriaux du *Nouvel Observateur* (*Chroniques du septième jour*, Le Seuil), que Pierre Alphandéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont soulignent l'*Équivoque écologique* (La Découverte).

Quelques secteurs de la société française sont passés au crible : l'école (*La Cause des élèves*, de Marguerite Gantzblitt, professeur du lycée Fénélon, Le Seuil), le Tiers instruit, de Michel Serres, François Bourin, les *Chemins de l'école*, de Guy Georges, ancien secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, Plon), la justice (*Les Magistrats, un corps sans âme*, de Jean-Luc Bodiguel, PUF), la police (*Mémoire de fil*, de Robert Misini, Albin Michel), les médias (*L'Étrot des médias dans le monde*,

La Découverte, la Presse en France de 1945 à nos jours, de Jean-Marie Charon, Le Seuil), l'administration (*L'Appareil administratif de l'État*, de Jean-Louis Quermone, Le Seuil), les exclus (*In Disqualification sociale. Essai sur la pauvreté nouvelle*, de Serge Pauwels, PUF), la bourgeoisie (*Les Nouvelles Bourgeoises*, de Valérie Hanotel et Marie-Laure de Léotard, Le Pré aux Clercs).

En histoire, la période XIX^e-XX^e siècles est à l'honneur avec *Aux origines de l'action française*, de Victor Nguyen (Fayard), *Les Rothschild et les autres. La Gloire des banquiers*, de Louis Bergeron (Perrin), *Les Années électriques, 1880-1910*, de Christophe Prochasson (La Découverte), *Le Suffrage universel en France*, de Raymond Huard (Aubier), *Paris Bohème 1830-1930*, de Jeroold Scigel (Gallimard), *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, d'Albert O. Hirschman (Fayard), *150 ans d'excellence : histoire du concours agricole*, de Jean-Luc Mayaud (Belfond), *Les Aventures de la liberté, une histoire subjective des intellectuels*, de Bernard-Henri Lévy (Grasset), des biographies de Paul Deschanel par Thierry Billard (Belfond), de Charles Maurras par Yves Chiron (Perrin), du général Boulanger par Jean Garrigues (Olivier Orban), de la comédienne Adrienne Lecouvreur par Catherine Clément (Robert Laffont), de Feydeau par Henry Gidel (Flammarion), des écrivains Jean de Tinan par Jean-Paul Goujon et Marie de Régner par Robert Fleury (Plon).

Pour les siècles antérieurs, signaux *Ange ou diabolisme. La représentation de la femme au XVI^e siècle*, de Sara Matthews-Grice (Flammarion), *Les Fils de Caïn*, de Bronislaw Geremek (Flammarion), *Le Corps du Roi-Soleil*, de Michelle Caroly (Imago), *La Main de Richelieu ou le Pouvoir cardinal*, de Christian Jouhaud (Gallimard), *l'Entremetteur. Esquisses pour un portrait de M. de Fontenelle*, de François Bott (PUF) et Fontenelle, d'Alain Niderst (Plon). Ces livres qu'on ne lit que d'une main. De la lecture du livre pornographique au XVIII^e siècle, de Jean-Marie Goulemot (Alinéa), *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine*, de Robert Darnton (Gallimard), *L'Échec au roi, 1791-1792*, de Michel Winock (Olivier Orban), *Révolution et contre-révolution en France*, de Donald Sutherland (Le Seuil).

En philosophie, à côté de la traduction de quelques grands textes (*Notes et fragments*, de Hegel, Aubier, *Problèmes fondamentaux de la phénoménologie*, de Husserl, PUF, *Introduction à la philosophie mathématique*, de Bertrand Russell, Payot, la *Société des individus* et *Par lui-même*, de Norbert Elias, Fayard) et de l'étude de quelques grandes figures (*Mémoire de Sartre*, de Michel Sicard, Gallilée, Kant, le ton de l'histoire, de François Proust, Payot, la *Philosophie de l'histoire de Karl Popper*, de Jacques G. Ruelland, PUF), on relève des essais de Jean-Luc Nancy (*Une pensée finie*, Gallilée), de Sarah Kofman et Jean-Yves Masson (*Don Juan ou le refus de la dette*, Gallilée), de Manuel de Dieguez (*Essai sur l'universalité de la pensée française*, Albin Michel), de François Laruelle (*En tant qu'un*, Aubier), de Marc Richir (*Du sublime en politique*, Payot) et d'Emmanuel Levinas (*Entre nous*, essai sur le penser-à-l'autre, Grasset).

On note aussi de nombreux ouvrages d'esthétique (*Réelles Présences*, de George Steiner, Gallimard, *Leçons sur l'analyse du sublime*, de Jean-François Lyotard, Gallilée, *Formes de l'intention*, de Michel Baxandall, Jacqueline Chambon, la *Première Ombre*, d'Agnes Minazzoli, Minuit, *La Séduction mélancolique*, d'Yves Hersant, Fayard), de critique littéraire (*L'Auteur et le Manuscrit*, sous la direction de Michel Contat, PUF, *Fiction et Diction*, de Gérard Genette, Le Seuil, la *Métaphore inouïe*, d'Ernesto Grassi, Quai Voltaire), de psychanalyse (*Le Pays de l'ombre*, de Serge Leclaire, Le Seuil, *Influence*, de François Roustang, Minuit) ou de philosophie des sciences (*Au hasard*, d'Ivar Ekeland, Le Seuil, *La science en elle-même*, de Max F. Perutz, Odile Jacob, le *Spermatozoïde hors la loi*, de Franck Magnard et Nicolas Tenzler, Calmann-Lévy, la *Sagesse des genres*, de Christopher Willis, Flammarion).

T. F.

Littérature étrangère

Des classiques

L'attrait des nouveautés dans le domaine de la littérature étrangère a souvent conduit éditeurs et lecteurs à faire l'impasse sur des très grands textes des périodes passées. D'où des déformations de perspectives, dont les effets pervers viennent perturber la lecture que nous pouvons faire des œuvres contemporaines elles-mêmes.

Petit à petit, pourtant, nos lacunes se comblient, des maillons retrouvent leur place dans la grande chaîne des littératures. La rentrée 1991 sera assez riche en grands ouvrages étrangers du passé, lointain ou récent. Parmi ces classiques, citons le tome VII d'un immense roman-œuvre du quatorzième siècle chinois, *Les Trois Royaumes*, de Luo Kuan-tchong (Flammarion, janvier); *Pérégrinations*, le récit des voyages autour du monde d'un écrivain portugais du seizième siècle, Fernao Mendes Pinto, qui, capturé en Chine, dut la liberté à son ami saint François Xavier (La Différence, février); *Azul*, du grand poète nigérian Ruben Dario, dont l'influence sur la littérature latino-américaine moderne fut considérable (La Différence, janvier); *Diadorim*, le chef-d'œuvre du Brésilien Joao Guimarães Rosa, dont Juan Rulfo disait qu'il était le plus grand écrivain latino-américain du vingtième siècle (Albin Michel, janvier); la *Symphonie dramatique*, du Russe Andreï Biely (1880-1934), la deuxième et sans doute la plus belle des quatre symphonies composées par l'auteur de la *Colombe d'argent* (Jacqueline Chambon, janvier). On peut ajouter à cette liste la *Vénitienne*, un recueil de

nouvelles écrites par Nabokov dans les premières années de son exil (Gallimard, janvier) et qu'il accompagna la réédition en un volume de trois des grands romans de Nabokov : *le Don*, *Lolita*, *Invie* (Biblos-Gallimard, janvier). Sans oublier le *Monstre*, de Stephen Crane (1871-1899), l'enfant prodige de la littérature américaine, dont l'œuvre ne se limite heureusement pas au célèbre *The Red Badge of Courage* (Complexe, février).

Umberto Saba fait déjà figure de classique d'une littérature italienne dont le nombre des traductions en France confirme la vigueur. Les courts textes de Saba réunis sous le titre *Ombres des jours*, aphorismes, nouvelles, jugements politiques, portraits, représentent la part la plus dense, la plus essentielle de l'œuvre du poète triestin (Rivages, janvier).

Parmi les autres fleurons de la production italienne, on notera encore deux livres d'Anna Maria Ortese, *la Lune sur le mur* (Verdier, mars) et *les Beaux Jours* (Lofstedt, janvier); *le Mal d'amour*, de Vincenzo Cerami (Payot, janvier), *les Jardins de Bodoli*, d'Anna Banti (Balland, janvier), *Journal de deux*, de Paolo Barbaro (Verdier, janvier), *les Noces de Cadmis et Harmonie*, de Roberto Calasso (Gallimard, février).

Les écrivains espagnols ou latino-américains sont également à ce rendez-vous d'hiver. En vedette, le Mexicain Carlos Fuentes, dont *Christophe et son aïeul*, épopée polyphonique autour du thème de la découverte du continent américain, peut être déjà considéré comme l'œuvre-phare de la célébration, en 1992, du cinquantième

centenaire du voyage de Colomb (Gallimard, janvier).

A la suite, signalons, chez les Brésiliens : Moacyr Sclier et son *Max et les Chais* (Presses de la Renaissance, février), Marcio Souza et le *Brésilien volant* (Belfond, janvier), Lygia Fagundes Telles, *l'Heure nue* (Alinéa, janvier). Chez les auteurs de langue espagnole : les *Contes d'Eva Luna*, d'Isabelle Allende (Fayard, février), *l'Arbre et la Glane*, d'Alícia Dujovne-Oritz (Gallimard, février), *Un bel mort*, d'Alvaro Cienfuegos (Grasset, janvier). Ce que dit la modernité, des nouvelles de Javier Marias (Rivages, février).

On notera aussi la confirmation d'une tendance qui se développe heureusement depuis quelques années et qui donne une place de choix aux langues jusqu'à présent un peu négligées. Chez Picquier, par exemple, on consacre l'essentiel de cette rentrée aux écrivains japonais, parmi lesquels Seiho Mutsumoto, un auteur de policiers remarquables - *le Vase de sable* - et Takehiro Irokawa - *le Journal d'un fou*. Chez Plon, un grand écrivain indonésien, Pramodya Ananta Toer, qui a passé plus d'un tiers de sa vie dans les prisons de Java et dont le *Fugitif* est toujours interdit dans son pays (janvier); au Seuil, le *Dernier Tramway*, du Turc Nedim Gürsel; chez Calmann-Lévy, *Connaitre une femme*, de l'Israélien Amos Oz (février); chez François Bourin, un grand autre écrivain de langue hébraïque, David Shahar, *Lune de miel et d'or* (janvier); chez Fayard, un court texte d'Ismaël Kadaré qui fait le point sur sa rupture avec le

régime de Tirana, *le Petit Printemps* (janvier); chez Viviane Hamy, *Alouette*, du Hongrois Dezső Kosztolányi.

Peu de textes de fiction en revanche sur les récents bouleversements dans les pays anciennement communistes. Le roman de l'Allemande Monika Maron, *le Malentendu*, fait exception (Fayard, janvier). Le temps est encore aux témoignages, aux récits, aux enquêtes et aux révélations.

Conséquence de l'appétit de traduction qui se manifeste avec bonheur depuis quelques années en France, la part de la littérature anglo-saxonne, jusqu'alors hégémonique, tend graduellement à diminuer. En quantité, mais pas en qualité, comme en témoignent encore en ce début d'année les *Victimes de la paix*, d'Edna O'Brien (Fayard, février), *Et nos figures, mon cœur, fugaces comme des photos*, de John Berger (Champ Vallon, février), *Demandez le programme*, un beau recueil de nouvelles de Robert Coover autour du cinéma (Seuil, janvier), *la Bible de néon*, de John Kennedy Toole (Laffont, février), deux livres de Jim Harrison, *Wolf* (Laffont, février) et *la Femme aux lucioles* (Bourgois, mars), et *Musée Room*, de Dennis McFarland, un jeune écrivain dont le succès aux États-Unis annonce peut-être un tournant : celui d'une littérature en rupture avec la violence ambiante, plus cultivée, plus sensible, plus romantique (Presses de la Renaissance, janvier).

Pierre Lepape

Romans

Le rendez-vous des « grands »

Suite de la page 25

Michèle Sarde, l'une des biographes de Colette, s'art un roman, *Histoire d'Eurydice pendant la remontée* (Seuil). Seda, qui avait publié en 1980 *Publique* chez L'Arbre-Ascent, revient chez Payot, dans la collection que dirige Maren Sell, avec *Hôtel-Dieu*.

Parmi les premiers romans, citons : Armande Gobry-Valle (*Ibis ou la déroute du serpent*, Viviane Hamy); Michèle Halberstadt (*Prends soin de toi*, Flammarion, collection « Rue Racine »); Dominique Labays (*lo Poudre de l'ouragan*, Grasset); Benoit Daman (*la Parine*, Seuil); Michelle Schuller (*Une femme qui ne dit rien*, Presses de la Renaissance); Thierry Maré (*l'Heure soignée*, Gallimard); Nina Bouraui (*la Voyeuse interdite*, Gallimard); Dorothee Black (*Une chambre pour un moment*, Denoël); Jean-Pierre Barbier (*le Brasier*, le Pré aux Clercs).

Après *la Dame de Berlin*, Jean Vautrin et Dan Franck ont suivi,

Josyane Savigneau

Collection Prophètes pour demain

- René Cassin
La guerre hors la loi, Avec la Gaule, Les droits de l'Homme.
Gérard Israël 125 F
- Obsession de Dieu.
Christian Chabanis 98 F
- Pensées buissonnières
Henri Fesquet 96 F
- Anachroniques
Olivier Clément 138 F

DESCLEE DE BROUWER

Collection DDB

ma vie.

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

« Moi, je missive ! »

CETTE fin de siècle est sans pitié, même pour le France, qui, l'année dernière, s'ennuie de chapons. La sémologie des réveillons en est bouleversée. Et aussi que va-t-on faire de l'artillerie ancienne, qui comptait coquet, coquetter, coquetterie, coq-à-l'âne et surtout coq au vin ? Admettons que ne soit pas trop douloureuse la perte de cocarde et de cocardier, qui sont issus, disent froidement Bloch et Wartburg, de « coquart, coquard » : « eot, vaniteux, benêt », proprement coq, encore dans les patois. Seulement, avec chapon, il se pourrait que revint capon, estimé vieillit par le petit Robert, qui glose : poltron, lâche. De son côté, Littré emprunte à Saint-Simon la définition d'un clef caponnes :

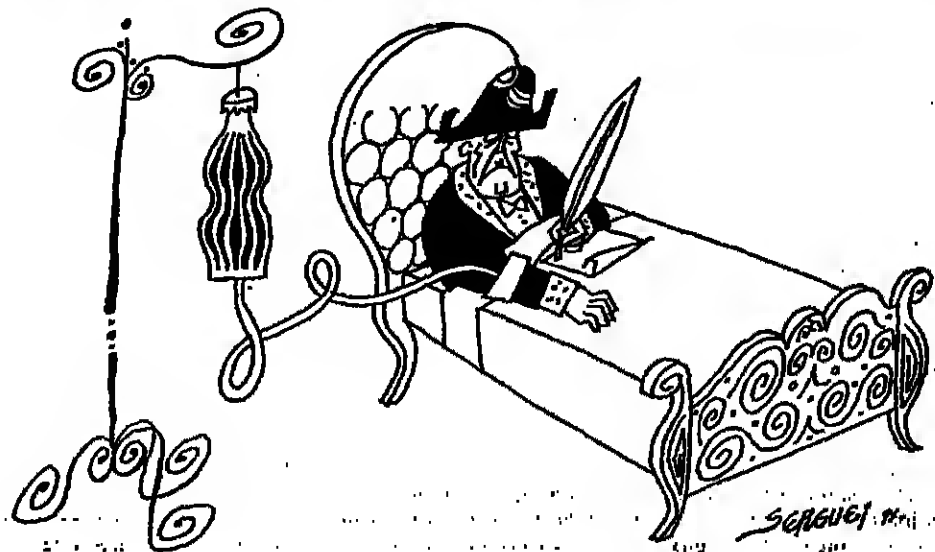
font aujourd'hui plutôt dans la politique. PENDANT ce temps, les anglicismes vont leur train. Un lecteur pareil repère un emploi de rampant, jusqu'ici inaperçu, et qui paraît du français pure gélétine. Voici les exemples, l'un tiré du Point (26 août 1990) : « Raste que la débat demeure rampant à l'intérieur du Parti socialiste » ; et l'autre du Monde (même jour) : le gouvernement et le CNPF craignent le retour d'une mauvaise habitude, « la répartition plus ou moins rampante de l'indépendance du salaire sur les prix ». Laissons cette idée stupide ; du Français, que Sarcey tout au plus.

En français donc, rampant désigne « un mouvement de reptation » ou une progression, essez lente, accomplie « à la vante au sol ». Outre la lierre et le feu, des

modifier. On jette l'éponge ; on rampe d'admiration ; il ne me reste plus qu'à remercier l'illustre PDG : « Merci à vous, M. Louis N., d'avoir contribué à créer ce nouveau verbe. Bientôt de nombreux Français pourront dire comme vous : JE MISSIVE. »

Après trois ans d'attente, Sœur Anna n'a pas encore rien perçu. Des mauvaises langues murmurent que M. Louis N., déçu par le vocabulaire, milite maintenant pour la simplification de l'orthographe.

A ce propos, le docteur Koupemik me fait tenir un placard vantant les mérites du livre d'Henry Bogdan, qui, peu capon mais professeur agrégé, s'attaque à l'histoire des pays de l'Est (Des origines à nos jours). Il est vain de douter de soi quand « on



« clefs qui n'en ont que la figure (et) qui n'ouvrent rien ». L'histoire, hélas ! n'a pas retenu l'opinion de l'illustre sarrutier Capet.

A trop suivre le bœuf comme des moutons, on finit fatalement par rencontrer les chapons et les capons. Au risque d'assurer une fois encore la triomphe de l'anglais, qui pour coq-à-l'âne propose histoire de coq et de saureau (« e cock-and-bull story »). Alors qui, hominid un petit chapeau de fausses dévotion et de dévotion capone, pourra se passionner pour une histoire de chapon et de bœuf ? Tenons au moins pour le coq-à-l'âne, avec tous les attributs : trait d'union et accent circonflexe. Et pour illustration, voici quelques lettres reçues ces derniers mois.

L'une d'elles reprend que l'immortel auteur de la Légende des siècles s'adresse en fait à M. Ousquémont Hyatt à Gand (Alphonse Allais, Deux à deux font cinq). Il suit que le charmant Ousquémont est bien un gentleman « mais d'outre-Quadrain et non d'outre-Manche » (comme je l'écrivais) — ce qui, ajoute-t-on, ne peut que le rendre plus cher à notre cœur. L'erreur du mois dernier est d'une transparence cristalline : comme un joli vase, le mémoire peut avoir des trous ; et Allais complet était alors un visite chez une amie. Puisque de nos jours on utilise plus volontiers un yacht à Douvres qu'un yatchan (« sabbre turc, à la lèvre recourbée vers la pointe »), j'ai transformé un Belge honorable en gentleman anglais.

La lettre qui rappelle au respect du droit est naturellement aigrie Francisque Sarcey (1828-1899), critique pontifiant, académicien et bécassier, qui plongeait Allais « en des délices extrêmes » surtout quand il s'agissait de vœux, tels ceux-ci : « Si j'avais un écolier à former pour mes lecteurs, ce serait de garder l'intégrité de leur bon sens, du vieux bon sens français, et de ne pas se laisser envahir par les fantaisies des idées nouvelles. Imbécile, mais pas chapon, Sarcey ne manque pas de descendants, même s'ils

créatures étrangement inquiétantes rampent, tels les serpents et les égarés. Et tout ce qui rampe se cache pour progresser surnaturellement. La coloration péjorative est alors évidente, renforcée encore par l'emploi classique de rampant : « Qui fait preuve de bassesse devant les puissants. » De fait, la répartition de la « mauvaise habitude » est surnoise ; tandis que la débat, bel euphémisme pour conflit, reste bien présent à l'intérieur du PS, mais caché.

Et l'anglais rampant ? Pour les plantes, l'adjectif désigne la luxuriance. Et au figuré, le mal, la violence, la corruption « are rampant ». C'est-à-dire qu'ils sévissent ou qu'ils régissent. Pour se neutraliser, bienveillants, on retiendra l'exemple du Pocket Oxford Dictionary : « Popery la rampante among us. » Osons traduire et fi des capons : « Le papisme sévit chez nous. » Le papisme sévit chez nous. Le français rampant garde la coloration péjorative commune à l'anglais et au français et vise toujours un fléau.

On imagine mal une bienveillance rampante. De plus, l'anglais fournit le concept de régner (ou sévir), alors que la française ajoute le caché. L'exemple tiré du Point est donc le plus ouvertement français : le conflit continue de sévir comme un fléau caché à l'intérieur du PS. Quel est l'avenir du petit monstre ? On verra bien : le pire n'est pas toujours sûr.

En voici une preuve. Le 21 mars 1987, dans un message publicitaire paru dans ce journal, on attrapait comme un coup de froid ce grandiose néologisme : Moi, je missive ! Suivent ce commentaire, d'une grande assurance linguistique et sociologique : « Les hommes d'action font vivre la langue française ; elle évolue avec eux et grâce à eux. » Par l'exemple, d'une efficacité redoutable, on passait du resoir d'Ockam au resoir électrique : « C'est ainsi qu'il fallait jusqu'à présent dix verbes pour définir tous les services qu'apporte le messager électronique. MISSIVER, c'est : voir, lire, rédiger, expédier, transmettre, classer, rechercher, répondre, présenter et (10 il

répond aux questions que chacun se pose au sujet de cette mosaïque de peuples à l'histoire CAHOTIQUE. » S'agit-il seulement d'une facette d'agréé ? Chaos et cahot sont de parfaits homophones qui entraînent, pour l'un, chahout et, pour l'autre, cahotant et cahoteux.

Création éphémère, on l'espère, « cahotique » voudrait marier le désordre et la secousse. Raste l'orthographe, anacronisme et nuée, de chaos, cahot. On pourrait suggérer à l'Académie de recycler le tout en CAO, à l'unanimité et sur le modèle de CACAO, bien implanté dans l'usage maternel. Une solution plus savante serait de retenir la transcription phonétique : KAO. Mais il y a encore plus simple, dirait le PDG de la langue : c'est d'écrire comme ça se prononce ; et on règle le problème, à l'américaine : KO.

ALPHONSE ALLAIS avait déjà développé cette hypothèse, qui permet de faire court, et qui de nos jours pourrait encore satisfaire MM. Les Grands Ordinateurs. Exemple : Hélène « eu deux bébés. Vous « missivez » seulement : LNA UDBB (1). Gain de temps, d'espace ; d'argent donc et d'NRJ.

On le comprend enfin, c'est surtout la prononciation qu'il faudrait rectifier pour sauver la France et la francophonie. En effet, comment distinguer à l'oreille : je l'apprends et ja la prends ; Charles attend et charlatan, etc. ? La question déjà trépassait Ferdinand de Saussure. Alors les Français réagissent comme ils peuvent. Un correspondant s'indigne d'entendre un acroïte prononcé de plus en plus souvent avec un O fermé, comme aube ou drôle. Absolument l'O, ils interdisent par exemple qu'un évêque qui fume de penser qu'un évêque ça sert d'oe. Outre que « sacroïde » rime enfin avec calvedos. (A suivre.)

(1) Alphonse Allais : *Ancor la réforme de l'orthographe* (Année 1900), *Œuvres posthumes*, coll. « Bouquins », Robert Laffont.

LIVRES • IDÉES

LE DÉBAT

La laïcité à l'épreuve

Le succès de nombreux mouvements religieux dans le monde depuis le milieu des années 70, qu'ils se réclament du christianisme, du judaïsme ou de l'islam, a eu pour corollaire en France la recherche d'une « nouvelle laïcité » qui permettrait aux religions de sortir de la sphère privée et d'investir en partie le champ du public — non seulement l'école, enjeu traditionnel d'un tel débat, mais aussi d'autres lieux institutionnels. Gilles Kepel montre (lire page 25) comment le « désenchantement de la laïcité » a produit le retour des intégrismes. Jean Baubérot, dans l'entretien qu'il nous a accordé, tente de définir le nouveau « pacte laïque » qu'il appelle de ses vœux. Danièle Hervieu-Léger et Jean-Paul Willaime, maîtres d'œuvre de deux ouvrages collectifs, réfléchissent sur l'enseignement de la religion à l'école.

Les religions face à l'Etat

« Il faut résister à toute tentative néo-cléricale des Eglises », nous insiste sur l'actualité de la laïcité, mais aussi sur

« Dans votre dernier livre, vous appelez à l'élaboration d'un nouveau pacte laïque » qui assure la rénovation du précédent, celui de 1905, caractérisé par la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais vous soulignez aussi qu'un siècle auparavant la concordat de 1801, conclu entre Bonaparte et le pape Pie VII, avait marqué une première étape de la laïcisation. Quels étaient les termes de ce premier compromis ?

Jean Baubérot. — Il est important de rappeler, en effet, que l'histoire de la laïcité en France a pris de deux cents ans, qu'elle ne commence pas en 1905. Certes, le mot même de laïcité date des années 1860, mais on peut parler a posteriori d'une première laïcisation de l'Etat avec le système institué par le concordat, c'est-à-dire le système des cultes reconnus. On assiste en quelque sorte à une victoire posthume de la révolution : de même que la culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié, de même l'acquis d'une révolution, c'est ce qui reste quand la révolution est finie. De ce point de vue, le maintien du code civil est un fait significatif — et cela d'autant plus que c'est Portalis, l'un de ses principaux rédacteurs, qui est chargé de mettre en œuvre la nouvelle politique religieuse. Que la législation familiale, si imprégnée par le droit canon sous l'Ancien Régime, soit laïque est un événement important. Le concordat consacrait la fin de l'obligation religieuse, le droit d'être incroyant et en tout cas la reconnaissance d'un pluralisme officiel.

La Restauration tentera bien de rétablir le catholicisme comme religion d'Etat, mais cette tentative sera un échec, et l'inflexion cléricaliste des années 1815-1830 ne pourra pas aller très loin parce que la logique mise en place par le concordat s'imposera : la Charte maintiendra l'égalité juridique des cultes. Si l'on compare la situation de la France à celle de l'Angleterre, on constate que les protestants français sont désormais mieux traités que les catholiques

anglais, alors que c'était l'inverse au dix-huitième siècle.

Quelle est la contrepartie obtenue par l'Eglise catholique ?

Elle obtient la réofficialisation de la religion. Après l'an II, la Terreur, la déchristianisation, la première séparation des Eglises et de l'Etat en 1795, le catholicisme est remis en selle puisqu'il est reconnu comme un grand service public — et cette reconnaissance sera également profitable, à terme, aux protestants et aux juifs. L'Eglise catholique reçoit une mission de moralisation de la population et, bien entendu, elle s'appuiera sur cette mission pour diminuer autant que faire se pourra les effets du pluralisme religieux et du droit à l'incroyance. Une tension va naître ainsi entre l'institutionnalisation de l'Eglise catholique comme service public — car une institution a toujours l'ambition d'exercer un monopole — et la liberté religieuse. L'Eglise sera un peu dans la position de la médecine officielle aujourd'hui par rapport aux médecines parallèles, qu'elle combat pour conserver son caractère institutionnel.

De leur côté, contre le cléricalisme de l'Eglise, les laïcistes vont s'appuyer sur le pluralisme des cultes reconnus et la possibilité d'être incroyant — qui n'est encore, à l'époque, qu'une tolérance. Pendant longtemps, c'est sous le bouclier du pluralisme que la laïcisation s'avance. On le voit bien dans le cas d'Odilon Barrot, qui, plaidant pour des protestants, les défend non pas comme protestants, c'est-à-dire comme membres d'un culte reconnu, mais comme citoyens, défendant ainsi en même temps le droit des autres citoyens, fussent-ils de naissance catholique, à l'indifférence religieuse.

Pourquoi ce premier « pacte laïque » a-t-il été rompu au début du vingtième siècle ?

Parce que la tension entre les deux composantes de ce pacte a atteint un degré insupportable. L'Eglise s'était vu reconnaître une mission officielle de moralisation, mais bientôt est apparue, plus qu'une opposition entre religion et irréligion, une opposition entre deux morales. Il

est de plus en plus clair, en effet, au fur et à mesure que le siècle avance, que l'Eglise catholique assure la socialisation aux valeurs élémentaires du vivre ensemble selon des principes contraires à ceux de 1789. Le sylabus de 1864 est à cet égard emblématique, puisque le pape Pie IX dit qu'il refuse de se réconcilier avec les idées modernes de liberté religieuse, de tolérance, de progrès. Alors que la mission confiée à l'Eglise postulait l'utilité morale de la religion, les laïcistes vont se pencher, dans les années 1860, que celle-ci est ovide, en raison de son hostilité aux principes de 1789, et que la démocratie a besoin d'une autre morale. C'est cette guerre des morales qui va conduire à la création d'une morale laïque, avant même la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui en sera la conclusion vingt-cinq ans plus tard. La morale laïque tentera de réconcilier les valeurs élémentaires du vivre ensemble et les valeurs fondamentales de 1789, que le message politico-religieux de l'Eglise catholique avait opposées.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat consacra donc la victoire du camp laïque ?

Une victoire, oui, puisque le camp catholique ne voulait pas de la séparation, mais, là encore, une victoire de compromis. Le compromis portera sur trois points. C'est d'abord ce qu'on a appelé la privatisation de la religion. Une partie du camp laïque voulait continuer le combat contre la religion, tenue pour pernicieuse. Or la privatisation, en faisant de la religion un choix privé, renvoie dos à dos ceux qui le jugent utile et ceux qui la considèrent comme coisible. Il y a comme une mise entre parenthèses, qui ne plait pas à tous les laïques, dont certains voudraient refaire ce que la Révolution avait fait en 1793. Ensuite, cette privatisation ne rend pas l'association chrétienne de la France. Alors que la Révolution avait établi le calendrier révolutionnaire et tenté d'effacer les traces historiques de la société chrétienne, les artisans de la séparation refusent de recommencer cette expérience, ils gardent, par exemple, les fêtes religieuses légales, ils en ajoutent même deux, le lundi de Pâques et le lundi de Pentecôte, ils ne touchent pas à la culture historique chrétienne du pays.

Enfin, l'article 4 de la loi de séparation accepte l'organisation hiérarchique de l'Eglise. La question était de savoir, en effet, si la loi allait introduire la démocratie interne dans l'Eglise, en donnant les pouvoirs à la base dans les paroisses, en application de la loi de 1901 sur les associations. La loi de séparation a imposé le respect des règles propres à chaque culte, mais cette partie de l'accord n'entraînera en vigueur que vingt ans plus tard, avec la création des associations diocésaines dans les années 20. Elles auraient pu être créées beaucoup plus tôt si le pape n'avait pas cherché à susciter une persécution pour donner un coup de fouet au catholicisme. Il a fallu beau-

VOUS AIMEZ LA POÉSIE
LA POÉSIE VOUS AIME

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter
Si vous partagez la même passion
Venez nous rejoindre, nous vous attendons

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weckerle, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

Journal

LIVRES • IDÉES
LE DÉBAT



Moïse et saint Augustin au lycée

Est-il possible d'introduire à l'école, au nom de la tolérance,
de la morale et de la culture générale, des cours de religion ?

LA RELIGION AU LYCÉE
conférences
au lycée Buffon,
sous la direction
de Danièle Hervieu-Léger.
Cerf, 158 p., 79 F.

**UNIVERS SCOLAIRES
ET RELIGIONS**
sous la direction
de Jean-Paul Willaime.
Cerf, 152 p., 95 F.

C'est à l'école, sur le pavé public, dans les salles et les préaux que s'ausculte régulièrement le pouls de l'institution laïque et que se jaugent floatement les séquelles de ce que l'historien Emile Poulat appelait « la guerre des deux France ». A la question : « Seriez-vous favorable à un enseignement de l'histoire des religions à l'école ? », 58 % des Français (contre 36 %) répondent oui, dans un récent sondage de la Sofres publié par l'hebdomadaire *Télérama*. Confirmant leur vœu exprimé en 1988 (1) : ils étaient alors 65 % (contre 28 %). Il n'y aurait donc plus crime de lèse-laïcité à intégrer dans la sphère publique la religion, autrefois résolument « privatisée ».

Les motivations d'un tel souhait sont de plusieurs ordres. Avancées plus ou moins à part égales, on distingue ainsi quatre grandes tendances qui visent à introduire à l'école : l'apprentissage de la tolérance, l'extension de la culture générale, le développement de valeurs morales, la meilleure connaissance d'une partie des racines culturelles de l'histoire de France. Il va de soi, pour les personnes interrogées, qu'aucun cas ces « cours de religions » ne sauraient être apologétiques et se confondre avec le catéchisme. Et les professeurs d'histoire (pour 53 %) seraient les mieux placés pour dispenser un tel enseignement, sans pour autant exclure (tolérance oblige) la participation de responsables religieux.

Saint Sébastien victime... des Indiens

Mais quelle qu'en soit la nature, le manque à gagner religieux dans le monde scolaire, stigmatisé par de nombreuses voix - parents d'élèves, professeurs, élèves et bien sûr... religieux - continue de soulever les passions. Le silence du ministère de l'Éducation nationale, qui ne sait encore à qui donner sa bénédiction, atteste de la sensibilité du sujet. Les messages religieux, même réduits à leur substance historique, effrayent toujours, plus que les messages politiques, ou même philosophiques. L'actualité elle-même impose de mieux connaître les fondements religieux afin d'éviter les contresens et la montée de l'intolérance. Et comment enseigner Kant sans le restituer dans la tradition du piétisme protestant et sans faire mention de sa qualité de théologien ?

Propos recueillis par
Thomas Ferenczi

► Jean Baubérot, président de la section des sciences religieuses de l'École pratique des hautes études, vient de publier *Vers un nouveau pacte laïque ?* (Le Seuil, 272 p., 120 F.).

Autres parutions

► *Sur la terre comme au ciel*, de François Reynard et Francis Zamponi, Calmann-Lévy, 265 p., 100 F.

► *La Laïcité*, de Daniel Beresniak, J. Grancher, coll. « Ouverture », 194 p., 69 F (signalons dans la même collection : *L'Athéisme*, de Marc Haeflén).

► *Genèse et enjeux de la laïcité : christianismes et laïcité*, éd. Hubert Bost, actes du colloque organisé par la faculté de théologie protestante de Montpellier les 2 et 3 mars 1990, Labor et Fides, 200 p., 118 F.

► *Nouveaux Enjeux de la laïcité*, préface de René Rémond, actes de deux colloques organisés en 1989, Tun par la Croix, l'autre par le Centre Sèvres, la revue *Études* et le Centre Georges-Pompidou, Le Cerf, 273 p., 130 F.

d'organiser, pendant l'année scolaire 1989-1990, une série de conférences sur les religions en mettant à contribution une équipe de sociologues et un professeur d'université (2).

L'opération n'est pas restée pieusement dans les cahiers à spirales. Des professeurs d'histoire et d'instruction civique (grands prêtres, jadis, de la morale laïque) ont prolongé l'initiative en mettant sur pied des projets d'action éducative (3) sur le thème : « Vous avez dit tolérance ? » Deux cent cinquante élèves ont ainsi creusé la question des libertés : de pensée, de culte, de réunion et d'association, de presse... Le cycle de conférences a donné naissance à un livre et, conjointement, à un *Dictionnaire culturel de la Bible*, aisément accessible à tous (4).

Un effet de balancier

Cette idée même d'un enseignement d'histoire des religions est, somme toute, le fruit logique d'une lente évolution dans la société française entre le dix-neuvième et le vingtième siècle. Il ne saurait se réduire au seul constat d'une simple baisse de niveau, qui nuit à la compréhension de Claudel, de Mauriac, de Gide ou de Bernanos, d'un pur déficit de culture religieuse, qui assimile saint Augustin à une station de métro, au mieux à un moine français laborieux du Moyen Âge, et très rarement à un Kabyle du quatrième siècle, père de l'Eglise, dont les textes étaient étudiés, encore voici un siècle, pour l'apprentissage du latin.

Tout tient dans un effet de balancier. Au début du dix-neuvième siècle, l'enseignement de « l'histoire sainte » et du catéchisme constituait la pierre angulaire de l'instruction générale. Dans les années 1830, par exemple, l'attention du brevet élémentaire était subordonnée à l'acquisition de connaissances historiques et géographiques qui étaient supposées connues, car nécessaires à la bonne compréhension des récits bibliques. Autrement dit, par souci de culture religieuse, on comblait les vides de culture générale.

Le mythe de l'école libératrice

En instaurant la laïcité, on s'attaquait de front au pouvoir de l'Eglise catholique, aux particularismes locaux, à toutes les institutions ou tous les groupes de cultures qui pouvaient s'interposer entre l'Etat-nation et l'individu-citoyen, l'Etat-éducateur a cherché progressivement à clairement dissocier les valeurs chrétiennes et les valeurs républicaines. Progressivement, car, pour mémoire, jusqu'en 1923, les cours de morale devaient officiellement enseigner les « devoirs envers Dieu ». Puis, le temps et la sécularisation aidant, l'effet s'est inversé : par souci de culture générale, on déplore aujourd'hui l'absence de culture religieuse.

Sociologiquement, Jean-Paul Willaime, dans *Univers scolaires et religions*, démonte le mécanisme de l'horloge laïque. « La culture scolaire », explique-t-il, « s'est sentie d'autant plus forte et assurée par rapport au religieux qu'elle a été portée par l'utopie de la modernité ». Mais, progressivement, le mythe de l'école libératrice s'est ébranlé. L'école unificatrice est devenue génératrice

d'inégalités sociales. L'analyse de Jean-Paul Willaime est, d'ailleurs, étayée par les faits : dans son langage même, l'école n'institutionnalise-t-elle pas l'exclusion quand elle souhaite élever 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac ? Car elle signifie aussi que 20 % ne pourront y parvenir. Le souhait engendré compétition et, parfois, découragement.

La relation du savoir et du sens

En outre, la culture scolaire n'a plus, de fait, la même suprématie sur les autres cultures de la société civile. Les sources d'information, elles-mêmes, se sont multipliées. Il s'agit aujourd'hui d'appréhender à les discerner, à en soupeser les contours. Les cultures internationales sont à portée de téléviseurs, de livres, de revues. En un mot, la société est devenue plus moderne que l'école, qui a cessé d'être une utopie.

Dans le même temps, les religions elle-mêmes ont modifié leur comportement vis-à-vis de la modernité et ne représentent plus une culture scolaire alternative. A preuve, par exemple, pour Jean-Paul Willaime, la querelle scolaire de 1984, qui n'est pas, selon lui, « l'expression du conflit traditionnel entre l'Eglise et la République », mais plutôt « une affirmation du droit des familles face à l'Etat, une attitude consumériste selon laquelle on réclame la possibilité d'avoir un recours face à l'offre éducative publique ».

L'école « désutopisée », nous serions donc, sociologiquement parlant, entrés dans une « seconde laïcisation », la laïcité devenant plus ouverte et soucieuse de pluralisme. « Les enseignants et les élèves continuent à jouer leur dispute traditionnelle autour de l'école », remarque Jean-Paul Willaime, *alors qu'objectivement ils poursuivent le même but : redéfinir un projet éducatif dans une modernité critique d'elle-même. Si la religion n'est plus perçue comme l'envers de la modernité, si elle tend à être culturellement révalorisée, si l'école publique redécouvre la dimension religieuse des cultures, les rapports entre cultures scolaires et religions s'en trouveront profondément modifiés ».*

Cela passe-t-il spécifiquement par un enseignement de l'histoire des religions ? Jean Baubérot, protestant, directeur de la section religieuse de l'Ecole pratique des hautes études, milite dans ce sens, à contre-courant de l'opinion des enseignants favorables à l'approfondissement des composantes religieuses de l'ensemble des disciplines (littérature, histoire, etc.). Car, explique-t-il (5), « l'étude de l'histoire des religions amènera à se poser explicitement la question de la relation du savoir et du sens... C'est un cours qui posera des questions à d'autres disciplines sur la nature même de ce qui est enseigné ». Serait-ce là la nouvelle utopie de l'école ?

Jean-Michel Dumay

(1) Sondages Sofres parus respectivement dans *Télérama* daté du 19 décembre 1990 et dans *Universitalia* 1989 (Encyclopaedia Universalis).

(2) Régine Azria, Danièle Hervieu-Léger, Gilles Kepel, Patrick Michel, Jean-Paul Willaime.

(3) Système d'aide aux enseignants mis en place par le rectorat.

(4) *Dictionnaire culturel de la Bible*, Cerf-Nathan.

(5) Dans la revue *Il est une foi*, octobre 1990.

BEAUCHESNE ESSAIS 2 UNE ESTHÉTIQUE DU SOMMEIL



par
MICHÉL COVIN
Représentations philosophiques
et religieuses
98 FF 128 pages
BEAUCHESNE
73, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 181)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

magazine littéraire

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement
d'idées ;
et l'actualité littéraire
en France et à l'étranger

JANVIER 1991 - N° 284

SADE ÉCRIVAIN

Bio-bibliographie par Michel Delon.
La scandale Sade par Philippe Solers.
Portrait de Jean-Jacques Pauvert, éditeur et bibliographe, par Jean-Jacques Brochier. Les lettres inédites par Jean-Louis Deboua.
Sade et le théâtre par Annie Le Brun. Les romans, par Henri Lefon et Pascal Obité. Sade au XIX^e siècle par Pascal Pia et Pierre Wlad Lasowski.
Entretien : José Cabanis

Chez votre marchand
de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

2 numéros : 108 F.
Coches sur la liste ci-après
les numéros que vous choisissez :

- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies :
- ☐ le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : le dossier
- ☐ Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches
du temps perdu
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française,
histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la perestroïka dans les
lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littérature allemande
d'aujourd'hui
- ☐ Collette
- ☐ Les passions fatales

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire
ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

LETTRES JAPONAISES

Miyazawa Kenji
le poète provincial

Mort en 1933, il fut le chantre d'un Japon paisible qu'oublent les voyageurs trop pressés

TRAIN DE LA NUIT DANS LA VOIE LACTÉE
de Miyazawa Kenji.
Traduit du japonais
par Hélène Morito.
Ed. Intertextes (3, rue Principale
75013 Paris) 164 p., 85 F.

LE TRAIN DE LA VOIE LACTÉE
de Miyazawa Kenji.
Traduit du japonais
par Françoise Lecœur.
Ed. Critérium, 240 p., 125 F.

Parler aux humbles et aux petits, parler du vent et de la vie, des grillons et des souris... Il ne s'agit pas de Francis Jammes ou d'Émile Verhaeren, mais d'un japonais des clairières et des bois, de la terre et de l'émotion des choses, de la compassion aussi pour elles.

Le lecteur occidental est tellement habitué à lire des romans ou des nouvelles japonaises dont le décor exclusif est la cité avec ses joies futures, qui se glissent dans les interstices des règlements quotidiens, qu'il en oublierait presque que l'archipel n'est pas tant peuplé d'hommes que d'arbres, de montagnes, de rochers, de volcans, de vents, d'eau, de brume et de mystère.

On doit à Hélène Morito d'avoir traduit trois belles nouvelles, et à Françoise Lecœur une dizaine, de Miyazawa Kenji (1896-1933), faisant ainsi sortir la littérature japonaise traduite en français du tissu urbain et de ses drames circonscrits au quartier, à la rue, au commerce. Là il s'agit, avec Miyazawa, d'une prose vaste qui fleurit sur la terre et les songes, de ces textes qui auraient pu naître sous la plume d'un Canadien de la Gaspésie.

Ainsi, ce Japon de rêve a existé. Peut-être s'accroche-t-il encore, ça et là, comme des lambeaux, aux branches du Tohoku, sorte d'Auvergne japonaise dans laquelle est né Miyazawa.

Dans l'une des nouvelles, *Matsuburo le vent*, on voit des enfants en liberté. Est-il encore des lieux, à l'heure de la compétition et des boîtes à concours, même entre Morioka et Akomori, où l'instincteur demande à ses élèves le premier jour de classe : « Alors, les enfants, les grandes vacances d'été ont été bonnes, j'espère ? Vous avez pu nager dans le matin, ou bien vous entraînez dans les bois à crier plus fort que le coucou, ou encore suivre les grands pour aller faucher l'herbe dans les hautes pâturages ? »

Un idéal
de renouveau

En 1931, deux ans avant de mourir, emporté par la tuberculose, il écrivait son testament poétique, *Ame ni mo makezu*, décrivant son idéal de vie frugale et pieuse que des millions de jeunes Japonais apprendront par cœur ensuite aux heures sombres du grand Japon. L'idéal de renouveau des uns peut toujours servir des desseins de ceux qui ne renouent à rien. Mais qu'y peut le poète ? De son vivant, cet ingénieur agronome, qui a su mêler, dans ses textes, la langue religieuse du sutra du lotus (il était très attaché au bouddhisme de la secte Nichiren), celle des sciences exactes, celle aussi de son dialecte si particulier des terres agricoles et froides des pays de montagne (aperçus dans les paysages du film *le Ballade de Narayama*), n'a jamais été le chantre du pouvoir.

Militant humaniste, fondateur d'une sorte d'université populaire pour agriculteurs, passionné de chimie, de violoncelle et d'orgue, il a publié à compte d'auteur et n'a touché de son vivant qu'une seule rémunération, cinq yens, pour son récit, *Traversée de la neige*, tel un Vincent ven Gogh qui n'a vendu de son vivant qu'une seule toile. Il y a plus d'un point commun, d'ailleurs, entre les deux hommes : ils étaient profondément religieux, passionnés et ils avaient l'un et l'autre des relations d'affection très puissantes. Miyazawa pour sa sœur Toshi, Vincent pour Théo. Le poète écrit après la disparition de sa sœur cadette : « Aujourd'hui / tu t'en iras loin, moi sûr. / Il gressille et dehors il fait un jour étrange. / Vo me chercher de la neige, reux-tu ? »

Dans le *Restaurant aux nombreuses commandes*, le texte bascule dans le fantastique et les chasseurs urbains deviennent des proies : de leurs fantasmes, peut-être aussi de leurs sentiments de culpabilité. Comme dans *la Femme des sables*, cette belle nouvelle d'Abe Kobo, le héros/bourreau devient victime et proie de sa passion dès qu'il quitte la fausse réalité des villes.

Dans *Train de la nuit dans la Voie lactée*, on voit partir des enfants en promenade, dans le ciel, à la recherche du « vrai bonheur pour tous » : rêve et réalité, mort et vie, veille et sommeil, absence et présence semblent les deux reflets de la rivière à résurgence dont la nom est vie humaine.

Dans les années où disparaissait Miyazawa Kenji, un autre poète, français lui, Henri Michaux, se rendra au Japon, qu'il n'aimera guère, et notera dans un ouvrage de souvenirs (1) que ce pays est celui d'un peuple d'esthètes et de sergents. Les bruits de bottes persistants des grandes métropoles nipponnes, dans les premières années du règne de Hirohito, ne sont pourtant pas parvenues jusqu'aux oreilles de Miyazawa, le poète provincial du Japon paisible, celui qui n'est peut-être pas noté sur les cartes des voyageurs pressés. Miyazawa Kenji vivait dans le Japon profond, celui qui rejoint la contrée universelle de tous les hommes de bonne volonté, celui du cœur et du respect de l'autre.

Jean-François Sabouret

(1) *Un barbare en Asie*, Gallimard.
Jean-François Sabouret est sociologue, chargé de recherches au CNRS.

Yoshiyuki à l'assaut du ciel

LA CHAMBRE NOIRE
de Junnosuke Yoshiyuki.
Traduit du japonais
par Yuka Brunet
et Sylvie H. Brunet.
Ed. Philippe Picquier,
208 p., 92 F.

« Ce que j'aime dans les bars, c'est un certain tragique de la femme, l'ouvreur entre la nécessité - l'argent - et le plaisir. C'était à y aller quelques années, lorsque sa santé le lui permettait encore, à la sortie d'un bar da Giza : Yoshiyuki avait passablement bu, lutiné les hôtesse, parlé du plaisir, de sa fascination pour les femmes de ce demi-monde qu'est l'univers des bars. « La corps an sait plus sur le plaisir que l'esprit », avait-il conclu une longue tirade, comme s'il avait voulu inopinément ravaler d'une phrase tout ce qu'il venait de dire.

Cette quête éperdue du plaisir, cette ranson vers les limites d'un désir qui transcende son objet, est au centre de son premier roman traduit en français, *La Chambre noire*, paru en 1969, et qui choisit le prix Tanizaki. Le bar, lieu de dévotion et d'engagements, est le lieu où on croise en forme la toile du fond.

Admirateur de Henry Miller, dont il traduisait certains textes, Junnosuke Yoshiyuki, né en 1924, fait partie de ce qu'il est convenu d'appeler la première génération de romanciers de l'après-guerre. Il s'imposa en 1954 avec *l'Averse* (*Shun*), un roman qui, comme le précédent *Vita en couleurs* (*Gensho no machi*, 1951), a pour cadre les quartiers de plaisir. L'auteur y met l'accent sur le sentiment de solidarité, la tendresse que lui inspirent les filles. On trouve déjà la fascination qu'exercent les ténérailles sur ses héros. Capable de toucher un vaste public grâce à des œuvres plus faciles, Yoshiyuki est un des romanciers contemporains les plus connus.

Le narrateur de *La Chambre noire* est un écrivain reconnu et libre de toutes contraintes. Il ne cherche



Jens ses liaisons avec les femmes que des rencontres épisodiques, fugitives, des « conversations subtiles » entre les corps dont il s'emploie à évincer, sinon l'émotion, du moins l'illusion de l'amour afin d'en prendre les joies sans rançon. Il s'engagera pourtant à dessiner dans une aventure d'une autre nature, précédemment avec une femme, Natsus, dont il se dit qu'elle a un « protecteur » et dont il n'ignorait pas que la vie comporta des zones d'om-

bre. Mais cela fait partie du « jeu » qu'il aime instaurer avec les femmes. Peut-être parce que Natsus vit exclusivement « dans le monde des sens », s'instaura avec elle une relation différente : « Ce que j'appréhends la plus dans ma relation avec Natsus c'était cette légèreté, qui me permettait de rester dans une position irresponsable ». Différence, cette relation le sera d'abord parce qu'elle dure mais surtout parce que

Natsus ne nourrit pas le désir capoté de devenir épouse, dépossédant l'homme de l'intrigue qu'il en aue. L'attraction physique, sa transformation en une autre forme d'attachement.

Le narrateur « se perd dans le corps de Natsus » jusqu'à s'enfoncer toujours plus profondément dans cette chambre obscure, aux rideaux épais et clos même en plein jour, cet espace de repli où le moment computationnel ses pas, où l'aspire le désir, guidé par la seule odeur d'un corps qu'il réclame.

Ponctué de digressions sur la prostitution, l'homosexualité féminine, la mort, cette quête du plaisir sans mirages, qui apaise sans enchaîner, contre-point à ces passions, qui s'épuisent dans la non-possession de l'objet, ast aussi pour Yoshiyuki une métaphore de l'amour : « Il n'y a pas de dichotomie entre l'âme et le corps, la corrélation est évidente, rappelle-t-il ce soir-là, et le narrateur de la Chambre noire et Natsus se sont reconnus dans l'échanga de leur plaisir ».

Vie réelle, vie rêvée ? « Finalement, j'ai toujours recherché les femmes que j'ai inventées, mais je n'ai peut-être pu les inventer que parce que je les avais rencontrées. »

Prologue du roman *Yoshiyuki* qui, par ce désir à l'assaut du ciel, tels ces phallus ailes de l'Antiquité évoqués par Freud, par cette « légèreté de l'être » pleinement assumée, s'oppose fondamentalement à un écrivain de la génération précédente, Osamu Dazai (qui se suicida en 1948). Romancier de la honte, de la mauvaise conscience qu'engendre la non-résistance au désir, il décrit admirablement dans *la Déchéance d'un homme* (1) la chute de Yozo, étudiant venu à Tokyo, qui s'initie au sexe et aux filles et échoue à vingt-sept ans, palé et seul à retracer dans un poignant flash-back de l'âme une vie qui est déjà passée.

Ph. P.

(1) *Vient d'être réédité chez Gallimard, coll. « Connaissance de l'Orient »* (traduction Georges Renon-deau), 40 F.

Qu'est-ce qu'un haïku ?

L'histoire d'un genre né de joutes poétiques à la cour impériale du Moyen Âge

Depuis qu'au dix-neuvième siècle les frères Goncourt ont fait connaître le haïku au monde occidental, l'incroyable fortune de ses tentatives de transposition dans d'autres langues a bien vite fait oublier qu'il est de nos jours l'un des héritiers d'une tradition classique qui relève en propre du génie du peuple japonais. Si cette brève composition de dix-sept syllabes incluant une allusion saisonnière est un phénomène poétique qui suscite des questionnements allant bien au-delà du cadre culturel dont il est issu, la vogue des haïkus écrits en anglais, en breton, en français ou en flamand fait souvent penser de façon tristessante à ces badeuds qui s'écroient devant une peinture abstraite : « Moi, j'en fais autant tous les jours ! »

Certains Occidentaux ont contribué à faire connaître par leurs traductions l'authenticité de cette pratique poétique - n'en pense à Maurice Cuyaud, et surtout à René Sieffert, qui a traduit les œuvres de Bashō, le maître du genre - et d'autres se sont efforcés d'étudier ce que cette forme poétique devenait quand elle était utilisée dans une autre langue, avec toutes les trahisons et les malentendus que cela engendre - et l'on pense ici aux travaux d'Etienne.

Mais que pensent les Japonais de ce défrichement d'enthousiasme pour le haïku ? Plusieurs attitudes sont observables sur ce sujet. C'est d'abord la surprise, l'amusement, puis un certain étourdissement parfois, comme en témoigne un universitaire dans les colonnes du journal *Mainichi* : « Il y a de par le monde des gens qui, chacun dans sa langue, composent des poèmes qu'ils appellent des « haïkus », en imitation du haïku japonais. Le terme « haïku » figure même dans les récents dictionnaires britanniques et américains (...) On voit ainsi des poètes des quatre coins d'Amérique composer des haïkus de tendance

élégique. (...) Parfois même l'engagement actuel pour le haïku au Japon, il existe, semble-t-il, un phénomène similaire ailleurs. (...) Il est tout à fait sympathique et amusant que les haïkus japonais puissent servir de lien d'omnité entre des gens qui ne connaissent ni le japonais ni le Japon. »

Passant de l'étonnement à l'adhésion, en une réaction inspirée de leur légendaire esprit pratique, les Japonais se sont mis à organiser des concours internationaux de « haïkus en langue étrangère », tel celui qui est organisé par le V Festival national de la culture, qui se déroulera en 1990 dans la ville de Matsuyama (dans la préfecture d'Ehime).

Au-delà des interrogations multiples qui peuvent être formulées à partir de la sensibilité occidentale à propos du haïku, au-delà des formules aussi brillantes qu'elles-mêmes que certaines compositions poétiques - « saisissement de l'émotion », « herbe vivante de vérités immuables », « quête de l'éclair », qu'est-ce qu'un haïku ?

C'est d'abord une pratique sociale. C'est un genre né de rencontres poétiques (*uta-awase*) qui avaient lieu à la cour impériale du Moyen Âge japonais. Au cours de ces joutes, s'élaborent des créations collectives, les « renga » (vers enchaînés) dont le haïku est issu. Bashō lui-même aimait des cercles de haïkus, confrontant son expérience à celle des autres, discutant de sa technique avec ses élèves. Toute activité culturelle, à plus forte raison poétique, est au Japon activité sociale. Le haïku a aujourd'hui dans cet archipel ses écoles, ses élèves, ses revues (huit cents recensées récemment), ses concours, ses concours et ses millions d'adeptes.

Dans les clubs de haïkus, où l'on se réunit une fois par mois, les poèmes de chacun des membres font l'objet de débats, de discussions, de commentaires et d'un vote, témoignant d'une authenti-

que « démocratie littéraire ». Tout est organisé de façon compétitive, chaque compositeur étant tenu vers l'absolue perfection. D'autres caractéristiques du haïku, encore plus le haïku dans la spécificité d'une culture et révélateur qu'il s'agit là de l'épiphanie de réalités plus profondes, plus essentielles au regard des préoccupations fondamentales de l'histoire des hommes.

Une forte connotation
religieuse

Le haïku classique, tel qu'il nous est parvenu, est structuré sur un rythme de dix-sept syllabes. Cela n'est pas dû au hasard.

En effet, les plus anciens poèmes japonais identifiés, les « *Katuta* », étaient bâtis sur ce rythme au début de notre ère, reproduisant le mode respiratoire sur lequel se construisait alors la littérature orale, avant l'introduction d'une transcription par les caractères chinois. Ces formules rythmées, équilibrées sous une forme « question-réponse », que l'on retrouvera plus tard dans les concours de poésie du Moyen Âge, avaient une forte connotation religieuse. Que le haïku apparaisse d'abord comme un acte poétique ne doit pas faire oublier que les Japonais ont longtemps entretenu avec la poésie des rapports d'où toute préoccupation en relation avec le monde invisible n'était pas absente. Des faits historiques l'attestent.

Certains hauts personnages de l'histoire du Japon ne dédaignaient pas d'assister à des réunions poétiques et d'y composer des poèmes avant une bataille, pour s'attirer les faveurs des dieux. Akechi Mitsuhide, celui qui allait assassiner le fameux général Oda Nobunaga en 1582, participa la veille de son forfait à un concours de « renga ». Un philosophe du XVIII^e siècle, Fujitani Mitsue, déclarait dans un traité

d'art poétique qu'il fallait briser le carcan des mots qui retiennent les dieux captifs. Aussi les dieux sont-ils présents dans l'instant du « renversement des mots » (*tenjō*), phénomène qui consiste à inverser l'ordre des mots ou des syllabes pour en renforcer le sens ou le vol. Les dieux du Shinto sont ainsi assimilés à « l'esprit des mots » (*kotodama*).

De nombreux poèmes s'identifient dans la tradition populaire à des formules magiques où cet « esprit des mots » est libéré par le simple fait de réciter ces poèmes. Utilisés à des fins thérapeutiques, ces chants rythmés en trente et une syllabes (dix-sept syllabes plus quatorze) rappellent encore cette relation entre magie et poésie, tandis que d'autres civilisations traditionnelles disent aussi que toute poésie est médecine.

La référence saisonnière que doit comporter tout haïku est le signe que son auteur est « en harmonie avec la nature ». Cela signifie qu'une allusion obligée à une saison dans un poème est une sorte de reconnaissance explicite de la place relative de l'homme dans l'univers, où les événements humains ne sont pas seulement l'affaire des hommes. Au cours des siècles, les Japonais ont répertorié, puis classé tous les signes, tous les moments caractéristiques de chaque saison, et en ont fait de véritables glossaires qui se sont enrichis au fil du temps.

Ces glossaires, qui recensent aujourd'hui plus de cinq mille « mots de saison », sont d'abord des manuels pratiques que consultent les amateurs de haïkus avant de composer un poème. Véritable trésor de la sensibilité japonaise, ces glossaires, ou encore ces almanachs poétiques (les *saijiki*), sont, nous dit un poète japonais, Inoue Teruo, une « collection fort détaillée de données et matières commémoratives de notre peuple ». Ces almanachs poétiques sont les sup-

ports d'une création dont les haïkus ne sont que les résultats visibles. Ils commentent et illustrent quinze mille haïkus d'auteurs connus et sont la référence de toute nouvelle composition. La découverte et l'apprentissage de ces almanachs donnent à la pratique des haïkus un éclairage différent et permettent une lecture japonaise du monde.

À travers les « mots de saison » compilés dans ces almanachs, nous assistons à une reconstitution permanente de l'univers par le peuple de cet archipel. C'est en cela aussi que le haïku est beaucoup plus qu'un événement littéraire.

Par son histoire, par ce qu'il est aujourd'hui au Japon, le haïku procède plus de l'ethnopoésie que de la poésie telle que l'Occident la conçoit.

Alain Kervan

► Alain Kervan vient de publier en traduction le *Réveil de la laurier*, deuxième tome du *Grand Almanach poétique japonais* éd. Folio Avoine, 100 F.

Autres parutions

► Jusqu'à présent inédits en français, des récits de jeunesse de Yasunari Kawabata sont publiés chez Albin Michel, sous le titre *les Servantes d'auberge* (traduction de Suzanne Rosset, préface de Bunkichi Fujimori, 236 p., 89 F.).

► Deux rééditions dans la collection de poche « Connaissance de l'Orient », chez Gallimard : *la Déchéance d'un homme*, récit de Dazai Osamu (traduction de Georges Renon-deau, 180 p., 40 F) et *Contes de pluie et de lune* de Nada Akinari (traduction, préface et notes de René Sieffert, 228 p., 42 F).

LIVRES • IDÉES
CIVILISATIONS

Le système nippon

Deux études sur le Japon aussi intéressantes pour les spécialistes qu'accessibles au grand public

HISTOIRE DU JAPON

Sous la direction de Francine Hérail, par Jean Kondo, François Mucé, Hiroyuki Ninomiya, Pierre Souyri. Editions Hachette, 630 p., 100 F.

MONARCHIE ET DÉMOCRATIE DANS LE JAPON D'APRÈS-GUERRE

d'Eric Seizel. Préface de Jacques Robert. Maisonneuve et Larose, 422 p., 222 F.

Dans un domaine où, en français, les livres de référence sont rares, deux ouvrages comblent une évidente lacune. Par la qualité des auteurs, les sources japonaises utilisées comme les références faites à la nouvelle et riche historiographie nipponne après-guerre, l'*Histoire du Japon*, ouvrage collectif, a le mérite de renouveler une approche jusqu'à présent trop étroitement événementielle.

Ce sont davantage les mouvements sociaux, les courants de pensée qui sont ici mis en valeur, et de dessiner en filigrane, notamment pour le Moyen Âge et la période Edo (c'est-à-dire le règne des *shoguns* Tokugawa : 1603-1868), tout un courant contestataire de l'ordre, une tradition du refus trop souvent négligée. Le rôle des couches sociales inférieures, celui des

villes, creuset bouillonnant d'une culture distincte de celle de l'élite, mais aussi le renouvellement de la pensée donnant lieu à des développements étonnants.

Même la quelque peu aride période des origines (jusqu'au VI^e siècle, époque de l'introduction du bouddhisme) est rendue accessible en raison d'un lisible souci de synthèse. Tout aussi prenante est la riche période Heian (VII^e-XII^e siècle) : splendeur de la cour, culture des rites, des formes, une esthétique de l'allusif qui constituent l'héritage dont s'inspireront, non sans le manipuler, les réformateurs de Meiji.

Le rôle de Hirohito

En ce qui concerne la période moderne, on ne peut qu'être surpris qu'une *histoire des origines à nos jours* ne consacre qu'une vingtaine de pages, sur six cents, à l'époque contemporaine (depuis 1945). Quant à la période qui commence avec la réforme de Meiji (1868) et s'étend jusqu'à la défaite, certes particulièrement complexe et riche en revirements, on aurait souhaité qu'elle fût moins événementielle et plus réflexive. Autre reproche, davantage imputable à l'éditeur qu'aux auteurs : l'absence d'index et l'insuffisance des cartes.

Malgré ces lacunes, cette *Histoire du Japon* reste un ouvrage

de qualité, enrichissant pour des spécialistes par l'attention portée à certains débats d'interprétation, mais aussi avant tout destiné à un large public simplement soucieux de savoir.

Deux qualités parfois difficilement conciliables que présente également *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre* d'Eric Seizel : à notre connaissance, le premier ouvrage en langue occidentale aussi fouillé sur les aspects institutionnels, politiques et culturels du système impérial nippon.

Reposant sur d'abondantes sources japonaises, parfois érudite, la réflexion d'Eric Seizel n'en est pas moins le mérite de la clarté. L'auteur procède en outre à des éclairages inédits du rôle de l'empereur Hirohito dans la guerre (à commencer par sa parfaite connaissance des événements).

Juriste et japonisant, Eric Seizel procède à une analyse détaillée du statut constitutionnel de l'empereur complétée par d'intéressants développements sur le fonctionnement de la maison impériale et l'évolution de la perception du monarque par les Japonais. Une remarquable analyse de l'une des institutions les plus ambiguës, et finalement les plus mal connues, du Japon moderne.

Philippe Pons

Pour les amoureux de la Chine



Parties de billard à Xlaokong

UNE JOURNÉE DANS LA VIE DE LA CHINE

Robert Laffont, 224 p., 399 F.

Tous ceux qui ont vécu quelque année en Chine abordent en général avec une certaine méfiance les albums offrant des images de ce pays. Les sélections sont trop souvent répétitives, quand elles ne prétendent pas démontrer un point de vue bien particulier sur l'évolution de ce peuple de plus de 1 milliard d'habitants.

Une journée dans la vie de la Chine évite non seulement ces deux écueils mais constitue une

sorte de témoignage au fond assez bouleversant. D'abord parce que cette « journée » au cours de laquelle quatre-vingt-dix photographes du monde entier recueillirent leurs images fut celle du 15 avril 1989 — quelques jours avant que n'éclatât ce printemps de Pékin qui allait se terminer dans le sang. Ensuite parce que, libéralisation du pes, rien ne saurait mieux illustrer la permanence du spectacle qu'offrent villes et campagnes chinoises, dans leur beauté comme dans leur pauvreté.

Du nord au sud, d'est en ouest, ce n'est pas le pittores-

que qui a été privilégié mais le vie quotidien, de la prison ou du couvent bouddhiste en passant par l'hôpital, les foyers, les confins du désert, les rizières, les rues noyées de pluie et bien d'autres lieux.

Une seule réserve : les légendes auraient mérité une mise en point un peu plus attentive, ne serait-ce que pour la transcription des noms chinois cités. C'est égal, depuis Carlier-Bresson sans doute — mais cela date d'un autre âge — les amoureux de la Chine n'ont rien vu de cette qualité.

Alain Jacob

Au temps des Khmers rouges

A travers l'existence quotidienne d'un enfant, le portrait d'un peuple terrorisé par des brutes

L'ENFANT DE LA RIZIÈRE ROUGE

de Sor Sisavang. Fayard, coll. « Les enfants du fleuve », 210 p., 98 F.

En l'espace d'une dizaine d'années, plusieurs récits et études ont déjà témoigné des horreurs commises par les Khmers rouges. Mais le dernier en date, celui de Sor Sisavang, les résume tous par sa simplicité. C'est l'histoire d'un enfant sino-khmer arraché au douillet environnement d'une famille à l'aise — et instruite — de Battambang pour être jeté en pâture aux Khmers rouges, des jeunes à peine plus âgés que lui.

Sor Sisavang — il avait douze ans quand les Khmers rouges ont pris le pouvoir — en se conte-

taot de raconter sa propre histoire, celle d'une quête quotidienne pour une double survie, physique et mentale, trace le cheminement d'un gamin dans un monroir, qui se nourrit le plus souvent d'herbes, de déchets ou de fourmis rouges, dont le quotidien est fait de travaux forcés et de tortures.

Il voit mourir de faim tour à tour sa mère, son père, son frère aîné, ses copains, il est rejeté par d'autres parents, ballottés d'un camp de travail à un autre. Il s'agit bien, pour les Khmers rouges, d'épuiser les gens au travail, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

A travers ce récit, qui se lit d'un trait, se dégagent non seulement le portrait d'un peuple terrorisé par des gangs de brutes à l'état pur mais aussi le caractère

incohérent de ce que lui font faire ses gosses. A se demander si les Khmers rouges n'ont pas eu pour seul projet de disperser et de terroriser des populations afin de les contrôler. Les instructions d'en haut sont appliquées par des enfants armés de mitraillettes, mais qui tuent de préférence à coups de bache, et incultes.

Le portrait est atterrissant. Il n'est pas nouveau. Mais la mémoire de Sor Sisavang semble si aiguë, son poignant récit fourmillant de tant de détails précis que ce douloureux témoignage tombe à point nommé pour rappeler, à ceux qui pourraient l'oublier, ce que représenterait une nouvelle participation de Khmers rouges au pouvoir.

Jean-Claude Pomonti

Un Chinois à Paris

Un roman de l'exil par l'auteur du Sorgho rouge

LE JEU DE L'EAU ET DU FEU

de Ya Ding. Flammarion/Stock, 340 p., 119 F.

Il a dix ans quand éclate la révolution culturelle et à peine plus lorsqu'on l'envoie faire sa « réduction » à la campagne. Comme ses héros, Ya Ding a « un destin de feu ». Il a déjà traduit en chinois Huo, Flaubert, Baudelaire, Sartre et Camus quand, arrivant à Paris, en 1986, il se lance — en français — dans son premier roman, le remarquable *Sorgho rouge* (1).

Dans le *Jeu de l'eau et du feu*, son troisième livre, voici remis en scène le jeune Liang, personnage principal du *Sorgho rouge*. Liang a poursuivi son action politique et participé activement aux manifestations de la place Tiananmen. Contraint à la fuite, il parvient à gagner la France. Le livre retrace les tribulations d'un Chinois à Paris, mêlant, comme on

s'en doute, bien des souvenirs vécus au scénario romanesque. Rythmé par trois prénoms féminins, trois aventures amoureuses, le *Jeu de l'eau et du feu* est aussi une source généreuse d'émotions et d'impressions. Ya Ding excelle à saisir les sensations multiples et contradictoires qui forment le tissu mouvant, sans cesse déchiré et reconstruit, du présent.

Aux réminiscences nostalgiques ou tragiques — l'odeur de Hongkong, le printemps de Pékin — succèdent les froids tableaux des plateaux désolés ou de la Seine, « petite eau sale et étroite », tant espérée et si décevante. Qu'on est loin des fièvres de la Chine ! Tout est étrange, différent, inattendu. Les points de repère sont un à un, remplacés par les mille espoirs, colères, souffrances ou découragements que suscite l'adaptation à une autre culture.

A Paris, ville frivole et oppressante, l'angoisse se lit sur le visage de Liang « comme une grosse pince invisible ». Mais le plus étonnant,

c'est que « tous ces gens ne se savent pas du tout tristes (...). Sous chacun de ces visages sereins, paisibles et même hautains, derrière chacune de ces cravates élégantes (...), il y a des cerbilles, des cœurs et des entrailles remplis de soucis et de malheurs... ». Comment peut-on être parisien ? Voici l'Occident soumis au regard neuf et savoureux d'un nouvel Usbek, Ya Ding.

Dans ce livre grave et tendre, dans ce roman de l'exil, l'observateur critique n'oublie jamais sa propre patrie. Où est donc le destin de la Chine ? Devant l'incapacité de son peuple à évoluer vers la liberté, Ya Ding cache à peine son amertume. Et, alors même que, dans l'actualité internationale, un drame en chasse un autre, son ouvrage est aussi, au-delà du roman, un geste pour maintenir vivant, dans la conscience des peuples éloignés, le souvenir de ce qui s'est passé en Chine il y a déjà plus d'un an.

Florence Noiville

(1) Stock, 1987.

L'itinéraire de l'« oncle Ho »

La longue marche d'un fils de mandarin et le tragique destin du peuple vietnamien

HO CHI MINH DE L'INDOCHINE AU VIETNAM

de Daniel Hémery. Gallimard, coll. « Découvertes », 192 p., 71 F.

Ce petit bouquin peaufiné, avec sa multitude d'illustrations inédites ou peu connues, ses témoignages bien choisis et des références judicieuses (documents et index), est une vraie réussite. Daniel Hémery — au regard intelligent sur l'histoire contemporaine du Vietnam — a tiré le meilleur parti de la jolie formule offerte par « Découvertes Gallimard ».

Il s'agit, cette fois, à l'occasion du centenaire (approximatif) de sa naissance, de mieux cerner, avec le recul du temps, la véritable dimension historique de Ho Chi Minh. En omettant pas les inconnues du long itinéraire de ce fils de mandarin marginalisé, des premiers pas incertains au crépuscule, assez secret, d'une vie. Et en se gardant de nombreux écueils, à commencer par la dispute de l'héritage, qui ne fait que s'amorcer.

De l'Indochine au Vietnam : le titre est un heureux raccourci. Mort en 1969, six ans avant la victoire finale, l'« oncle Ho » a fait l'essentiel du chemin. Mais l'ambiguïté — non celle du personnage mais celle du caractère

national — demeure dans ce « contraste », que l'auteur souligne dès le départ, « entre la vitalité de la conscience nationale des Vietnamiens et la fragilité, la faible aptitude au changement de leurs systèmes politiques ».

Ce qui était vrai hier — dans un pays qui n'a pas connu l'unité deux siècles durant, avant d'être occupé par la France — l'est encore plus aujourd'hui. Dans ce clin d'œil à l'histoire, Daniel Hémery rejoint à la fois l'esprit curieux et celui qui s'interroge depuis plus longtemps sur le tragique destin d'un grand peuple aux gestes parfois étiés.

J.-C. P.

Un Français à Pékin

CHINE de Pierre-Jean Rémy. Albin Michel, 768 p., 150 F.

Bien qu'il n'ait pas encore tout fait l'âge des testaments littéraires, Pierre-Jean Rémy présente son dernier livre comme une somme : « Voilà trente ans que j'écris des romans et cette Chine les rassemble tous : ce sont des personnages, des scènes entières que j'ai empruntées à ces livres qui, un à un, accumulés, sont devenus ma vie. » Dès la préface, et comme il en a coutume, Pierre-Jean Rémy jette l'itinéraire de son lecteur : mieux vaut sans doute lui dire tout de suite ce qu'il en a voulu faire et ce qu'il en faut penser, plutôt que de risquer l'agacement ou l'incompréhension devant ce gros pavé de presque huit cents pages.

Après Londres et Piersence, après avoir « jonglé avec les mots et les livres », la Chine était toujours là, obsédante, décente », explique Pierre-Jean Rémy. Voilà pour-

quoi, vingt ans après le *Sac du Palais d'été* (1), qui l'avait fait connaître, l'auteur tente à nouveau d'exploiter la veine chinoise. Il remet en scène des nombreux personnages, et notamment tous ces diplomates-écrivains ou écrivains-diplomates, qui, sous différents prénoms, permettent au romancier protaïfisme d'apparaître en plusieurs exemplaires à des générations, des époques et des lieux différents.

On passe de l'époque de l'ancien roman à la période contemporaine, on quitte Guillaume à Pékin pour rejoindre Simen à l'Elysée, retrouver Jacques ou Quel d'Orsay ou Verville à Prague... chacun des personnages, à l'instar de l'auteur, rêvant d'écrire, de « griffonner », de tout neus dire sur « sa » Chine. D'où une succession d'anecdotes cruelles à souhait — pour évoquer, par exemple, les heures les plus sombres de la révolution culturelle, — de « moments forts » au sens médiatique du terme, d'irrigués et d'allusions pleines de sous-entendus, dont Pierre-Jean Rémy vou-

drai qu'elles donnent au lecteur l'illusion de pénétrer dans le génie diplomatique.

Mais s'il-on vraiment envie de découvrir ce monde qu'il nous décrit ? Monde d'intrigues parallèles, de jalouses, de coups furtifs plus ou moins réussis ? Et l'on finit par se demander si c'est par coquetterie ou bien par masochisme que Pierre-Jean Rémy ne peut s'empêcher de présenter comme autant de Don Juan irrésistibles, encore que parfois trompés, tous ces hauts fonctionnaires, peu ou prou responsables des grandes affaires du monde.

« Il y a des diplomates écrivains. Dieu nous en garde ! » Dissimulé derrière ses personnages, Pierre-Jean Rémy n'oublie jamais de sourire de lui-même, ce qui dispense d'avoir à préférer soi-même un pareil crime de lèse-Académie.

F. N.

(1) Gallimard, prix Renaudot, 1971.

LETTRES ÉTRANGÈRES

La Tchécoslovaquie de l'Aube

Par le même éditeur, quatre façons de parler du pays d'Alexandre Dubcek et de Vaclav Havel

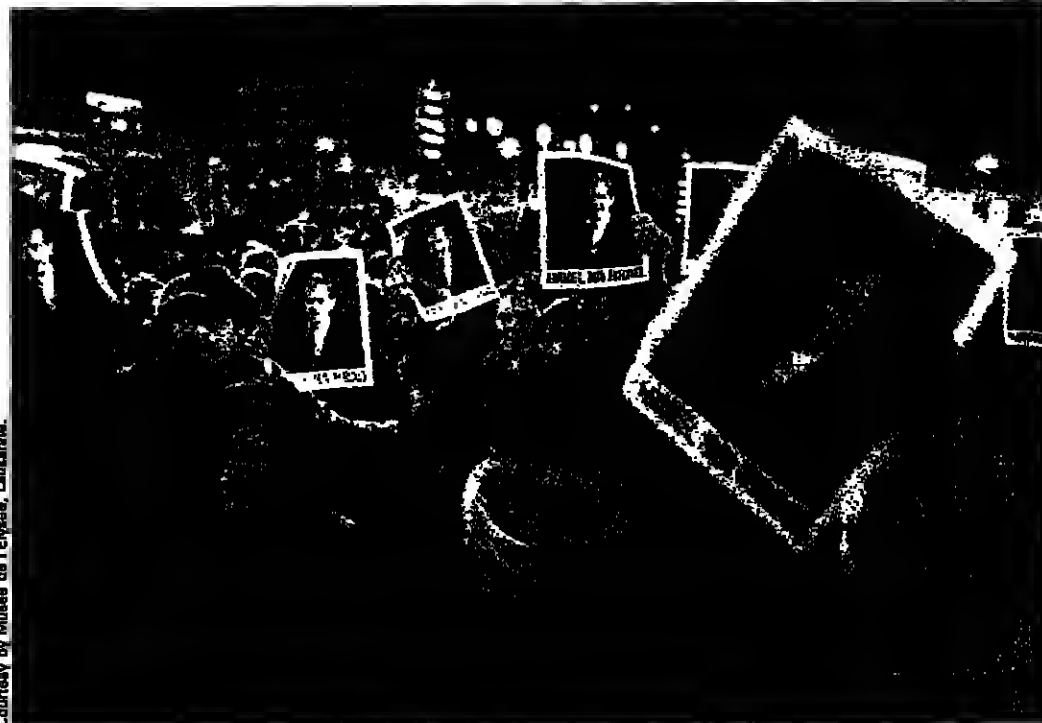
Le QUATUOR DE PRAGUE 1968-1990
de Tristan Cabral.
Ed. de l'Aube, 29 p., 40 F.

LES DÉLICES DE BOHÈME
de Petra Jarosova.
Préface de Petr Kral.
Coll. « Cuisines migrantes ».
Ed. de l'Aube, 116 p., 100 F.

LA RÉVOLUTION DE VELOURS
d'Yves Barelli.
Préface de Petr Uhl.
Coll. « Regards croisés ».
Ed. de l'Aube, 202 p., 98 F.

LETTERS A OLGA
de Vaclav Havel.
Traduit du tchèque
par Jan Rubeš.
Coll. « Regards croisés ».
Ed. de l'Aube, 411 p., 149 F.

Pour le premier anniversaire de la « révolution de velours », les Éditions de l'Aube publient quatre ouvrages très différents consacrés à la Tchécoslovaquie. Il y a mille façons de parler d'un pays. Celle, par exemple, du poète Tristan Cabral qui dans son *Quatuor de Prague* évoque les vingt-deux ans de chagrin et d'amour que, de toute évidence, il a éprouvés pour ce pays. Il exprime son admiration avec les mots justes de la pudeur. Les nourritures terrestres sont évoquées, elles, par Petra Jarosova dans ses *Délices de Bohême*, des recettes de la cuisine tchèque qui font connaître au lecteur l'art des mélanges nouveaux. Comme l'écrit dans sa préface Petr Kral : « Des pâtisseries où l'aigre et le salé font prendre au sucre un dévou qui en augmente les délices ; des gâteaux qui intègrent le gras du saindoux, l'amertume et les craquements des graines de pavot pour mieux nous faire apprécier le miracle de leur sublimation alchimique ». Cette cuisine du terroir (et pas seulement les pâtisseries) est fort variée. Très



La « révolution de velours » vue par Tomki Nemeš

nourrissante, elle fournit, surtout quand l'hiver est rigoureux, toutes les calories dont le corps a besoin, sans compter celles, superflues, dont il se passerait bien au nom de la diététique.

Une vision angélique

Le troisième livre, *La Révolution de velours* d'Yves Barelli fournit pour l'essentiel la chronique des événements qui se sont produits en Tchécoslovaquie de novembre 1989 à janvier 1990 et les situe dans leur contexte historique. Les biographies d'Alexandre Dubcek et de Vaclav Havel sont assorties de

notices biographiques sur les personnages qui, à son avis, ont joué un rôle d'importance. Divers documents complètent cette sorte de manuel.

La sympathie évidente de l'auteur pour le pays et surtout son admiration à l'égard des anciens contestataires, aujourd'hui au pouvoir, se traduisent par une vision un peu angélique des hommes et un excès d'optimisme pour la suite des événements. Certes, il n'est pas facile de tout dire dans un livre et l'ambiguïté de certains personnages est difficile à traduire (telle, par exemple, celle de l'archevêque de Prague qui a mis un certain temps à prendre en marche le train

de la contestation que d'autres avaient mis sur les rails). On aurait aimé en savoir davantage sur l'échiquier politique qui se résume tout de même pas au Forum civique et à son homologue slovaque ainsi qu'aux chrétiens démocrates et aux communistes.

Il ne suffit pas d'arrondir les angles pour résoudre les problèmes. Il est bon d'être diplomate mais sans doute pas à ce point. Certes, la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui souhaite retourner à l'Europe, certes, elle veut instaurer la liberté, la démocratie et une économie de marché en tentant de ne pas trop pénaliser la population. Mais il est des embûches politi-

ques et sociales qui sont plus menaçantes que ne se plaît à le croire Yves Barelli. L'empreinte laissée sur les esprits par plus de quarante ans de régime autoritaire peut générer des réactions excessives. De surcroît, on ne saurait attendre du président de la République fédérative tchèque et slovaque qu'il règle tous les problèmes d'un coup de baguette magique comme semblait le croire la population qui a envoyé Vaclav Havel au « château ».

Un dialogue avec lui-même

Il est donc d'autant plus intéressant de lire attentivement le quatrième livre, *Letters to Olga*. Elles ont été écrites à sa femme par Vaclav Havel, emprisonné de mai 1979 au début de 1983 et libéré prématurément pour raisons de santé. Il ne s'agit pas d'une œuvre littéraire. C'est plutôt le moyen imaginé par le prisonnier pour lutter contre la promiscuité de la prison et la monotonie du travail manuel imposé. Les heures consacrées chaque semaine au courrier vont lui permettre d'avoir une activité intellectuelle pendant la rédaction des quatre feuilles autorisées (sans ratures, selon le règlement). Même si les passages d'ordre personnel ont été coupés à la demande de l'auteur, on sent bien la tendresse et la complicité qui lient les époux.

Voici comment, en 1979, Olga voyait son mari : « Vašek (diminutif de Vaclav) fait certaines choses parce qu'il est ce qu'il est. Ce n'est absolument pas un radical, il sent même plutôt conciliant. Il arrive à réunir des gens d'opinions variées et à concilier leurs points de vue. Vašek n'est pas un rebelle au sens propre du terme. Il aspire à l'harmonie, il la souhaite (...) mais, (souhaite) en même temps le mouvement. Il comprend les choses nouvelles, il leur est ouvert : dans la

vie comme en littérature et, en général, dans les arts. On trouve chez lui à parts égales, l'orgueil et l'humilité. Il aime les gens et sait pardonner. »

Au fil des semaines et des mois, il réfléchit à la condition humaine, aux valeurs morales comme aux motifs cachés des actes. Il lit beaucoup et couche ses idées sur le papier dans un style parfois un peu obscur qu'il faut bien décoder : d'une part, parce que la censure interdit l'utilisation de certaines expressions, tel « le régime », et de l'autre, parce qu'il a toujours eu une méfiance envers la valeur des mots. Au fil des mois et des semaines de détention, le propos s'affine et s'élève.

Dans la dernière lettre, il juge sévèrement ses propres réflexions : « Elles représentent une défaite car je n'y ai découvert, ni exprimé rien qui ne soit pas connu depuis longtemps et n'ait été exprimé cent fois mieux. Et pourtant, elles sont nées d'une victoire : par elles, j'en suis arrivé au moins (en surmontant des obstacles banalmente extérieurs et profondément intérieurs) que je ne souhaitais pas à qui que ce soit (qui écrit) à me sentir beaucoup mieux qu'au moment où j'ai commencé. »

Dix ans plus tard, le dramaturge devenu président de la République n'a pas varié ses propos, qu'il énonce à présent dans le langage clair et net qui est le sien. Mais pour comprendre l'homme avec sa force et ses faiblesses, il est bon d'avoir lu ce dialogue avec lui-même qui a duré trois ans et demi. Mais le charisme juvénile de ce quinquagénaire et ses principes moraux élevés jamais démentis suffiront-ils pour contraindre ses compatriotes à se lancer effectivement eux-mêmes à la reconquête de leur propre pays au lieu de tout attendre d'un homme providence ?

Amber Bonniol

DEUX DISPARITIONS

Edmond Jabès, l'homme du Livre

Suite de la première page

« Nous ne maîtrisons pas les ruptures, disait-il encore, en évoquant l'épisode décisif de sa vie ; chassé d'Égypte, je viens à Paris, je viens vivre dans la ville même des poètes, dont je me voulais l'héritier. Et, au lieu de renforcer les liens, c'est le contraire qui se passe. Je me retrouve dans la distance, non pas à l'écart, mais dans l'écart. Car c'est de moi-même que, soudain, je m'écarte. » Cet aveu donne la mesure du bouleversement intime et de la souffrance. Les mots aussi sont à réinventer, à pourchasser et à jeter sur les plaies pour un impossible sacré.

De ce combat où il se risqua tout entier, Jabès savait confier la part secrète, l'attirance irrésistible. Il parlait, à son habitude, à voix basse, comme s'il prenait appui sur l'écoute de l'autre, pour, de phrase en phrase, poursuivre un monologue qui lui coûtait. « Celui qui se promène sur une plage ne connaît pas la mer, même s'il la contemple pendant des heures. Il voit son miroitement, son mouvement perpétuel, il ne la connaît pas. Celui qui connaît la mer, c'est le plongeur. Lui sait que s'il s'attarde quelques secondes de plus sous l'eau, il va périr. Avec les mots, c'est comme avec la mer : il y a des écrivains qui se laissent bercer par la musique des mots : ils restent à la surface. Celui qui sait que c'est la lutte avec la mer — la lutte avec l'eau pour le plongeur — celui-là connaît la mer... L'appel du vide dans les mers, c'est un vertige physique. »

Le grand œuvre d'Edmond Jabès a obéi à cet appel et surgi de ce vertige : il se compose de plus de quinze volumes, regroupés récemment par l'auteur lui-même en quelques vastes ensembles : le *Livre des questions*, le *Livre des ressemblances*, le *Livre des limites*, auxquels

s'ajoutent le *Livre des marges* et les deux derniers ouvrages à vocation de message ultime. Un étranger avec sous le bras un livre de petit format et, à paraître, le *Livre de l'hospitalité*.

En regard, les œuvres poétiques complètes, admirablement illustrées de *Seuil le Sable*, permettent de repérer à quel point il y eut interaction entre le livre, « poèmes », à quel point il s'est agi en fait des poèmes d'un même univers. Comme s'il y avait, par-delà les déchirures du destin individuel, une mémoire de l'écriture plus forte, plus irréductible et qui, malgré tout, perdure.

Dans les derniers mois de sa vie, rassemblant et affirmant les perspectives de son œuvre, Edmond Jabès refaisait le périple qui menait précisément du seuil au sable, avouant, avec l'énergie lucide du désespoir, « Tout est accompli et prêt à partir. Reste l'instant intensement. » Et il regardait ses mains vides, souriait, se taisait. Et il sentait en lui le dernier sortilège, l'ultime flux des mers, l'ultime renaissance de la voix haute, l'ultime murmure des sources du désert.

« Écrire, maintenant, uniquement pour faire savoir qu'un jour j'ai cessé d'exister : que tout au-dessus et autour de moi est devenu bleu, immense étendue vide pour l'envol de l'aigle dont les ailes puissantes, en battant, répètent à l'infini les gestes de l'adieu ou du monde. »

« Oui, uniquement pour confirmer que j'ai cessé d'exister le jour où l'oiseau rapace a occupé seul l'espace de ma vie et du livre, pour régner en maître et dévorer ce qui, une fois encore, cherchait, en moi, à naître et que je tentais d'exprimer. »

Ces premières phrases du *Livre de l'hospitalité* célèbrent souverainement, et d'un seul geste, l'espace singulier de Jabès, celui de la vie et du livre. Car,



Edmond Jabès vu par Mohr.

dans l'à-vif toujours ouvert de la page blanche, il se nomme maintenant l'homme du Livre. L'homme dont le livre se hausse jusqu'au livre de Dieu. Et qui, pourtant, n'oublie pas d'affirmer : « Il n'y a que le sable / où je passe. »

André Velter

► L'œuvre d'Edmond Jabès est publiée, dans sa quasi-totalité, chez Gallimard.

□ L'hommage de France-Culture. — En hommage à Edmond Jabès, France-Culture rediffusera, à partir du lundi 7 janvier et pendant toute la semaine, à 17 h 50, l'émission « Poésie sur parole » qui lui a été consacrée.

Un texte inédit
L'adieu

« Tout livre s'écrit dans la transparence d'un adieu », disait-il.

« Il faut bien, un jour, consentir à se taire quand les mots n'ont plus besoin de vous », disait-il aussi.

Se taire. Se taire.

Le vieux sage dit à son disciple : « Écoute, sous ma devise, ce que ma main ne peut, tout en faiblesse, est grande, enseigner au feuillet, puis ferma les yeux et s'assoupit. »

De ce silence complice naquit le livre de l'origine nuit, qui engendra plus tard la fin des jours.

Quand chaque étoile est un mot récupéré.

Une nuit pour la mort ; un jour pour la vie.

Invariable est le cycle altérable des années.

L'automne est au cœur des saisons.

« L'automne n'est pas l'adieu — avait-il noté — ; mais tout adieu est l'élégance audace d'une aurore. »

Demain est le coupable horizon.

Et le sage dit : « A Dieu, le fardeau du Tout. »

« A l'homme, la part du peu. »

► Extrait du *Livre de l'hospitalité* (à paraître, en avril, chez Gallimard).

Medard Boss
de Freud
à Heidegger

Le psychologue suisse de langue allemande Medard Boss s'est éteint le 21 décembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Ayant commencé son analyse didactique avec Freud, collaborateur de Jung pendant dix ans, Medard Boss a également rencontré sur son chemin l'œuvre et la personne de Heidegger, en 1947. Rencontre décisive qui allait orienter tout son travail vers une compréhension et une pratique nouvelles de l'analyse, à la lumière de la compréhension de l'être humain élaborée par Heidegger dans *Être et temps* (1927). Medard Boss a lui-même édité en 1987 les *Séminaires de Zollikon* de Heidegger, publiés chez Klostermann, à paraître en traduction française.

A quoi s'ajoute la rencontre de l'hindouisme, Medard Boss ayant été chargé par le gouvernement indien d'organiser la formation psychanalytique en Inde. De cette dernière rencontre témoigne le livre *Un psychiatre en Inde* (Fayard, 1979), qui est l'un des trois livres de Medard Boss traduits en français, avec *L'Introduction à la médecine psychosomatique* (P.U.F., 1959) et, dernièrement, *Il m'est venu en rêve* (P.U.F., 1989).

Libérer la lecture, ou ce qu'il appelle « l'attente du rêve » (*Traumverständnis*) de tout ce que la psychanalyse freudienne comporte à ses yeux de scientisme, quitte à se passer de l'hypothèse de l'inconscient, tel fut le programme de Medard Boss, dont le mérite et l'originalité consistent à avoir compris très tôt tout le parti que la psychanalyse pouvait tirer, jusque sur le plan pratique et thérapeutique, de la pensée de Heidegger.

Pascal David

► Pascal David est le traducteur de Medard Boss.

Les tentatives pour éviter la...

Les p...

Je suis une...

Je suis une...

Je suis une...

Je suis une...

Je suis une...

Je suis une...